

UNIVERSITE DE MONTPELLIER. FACULTE DE DROIT

**De la responsabilité et de l'assurance
des accidents
causés ou subis par les élèves
des établissements d'enseignement**

THESE

Présentée et publiquement soutenue
devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

JÉAN COMBESCURE

ATTACHÉ AU PARQUET GÉNÉRAL

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. BECQUÉ, *président.*

DE NESMES-DESMARETS, *assesseur.*

TISSET, *assesseur.*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE LA PRESSE
Rue Jardin-Martel

1937

DE LA RESPONSABILITE ET DE L'ASSURANCE
DES ACCIDENTS
CAUSÉS OU SUBIS PAR LES ELÈVES
DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555203_0011

UNIVERSITE DE MONTPELLIER. FACULTE DE DROIT

**De la responsabilité et de l'assurance
des accidents
causés ou subis par les élèves
des établissements d'enseignement**

THESE

Présentée et publiquement soutenue
devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

JÉAN COMBESCURE

ATTACHÉ AU PARQUET GÉNÉRAL

DIPLÔMÉ D'ÉTUDES PÉNALES

DIPLÔMÉ D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

DE DROIT PRIVÉ, DE DROIT PUBLIC

D'HISTOIRE ET DE DROIT ROMAIN

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. BECQUÉ, *président.*

DE NESMES-DESMARETS, *assesseur.*

TISSET, *assesseur.*

MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE LA PRESSE

Rue Jardin-Martel

1937

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.

TISSSET, professeur d'Histoire du Droit.

LEMERCIER, Chargé de Cours de Droit Romain.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

VALERY, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY

MM. BEQUÉ, *Président.*

DE NESMES-DESMARETS, *assesseur.*

TISSSET, *assesseur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

A MES MAITRES DE L'ENSEIGNEMENT
PRIMAIRE, SECONDAIRE ET SUPERIEUR

J. C.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Responsabilité pénale. — Responsabilité civile. Textes. Justification historique de l'art. 1384 § 4. — Evolution de la condition d'instituteur. — Idée générale de la responsabilité civile des membres de l'enseignement. — Plan de l'ouvrage	1
--	---

PREMIERE PARTIE

De la responsabilité des accidents causés par les élèves

CHAPITRE I. — <i>Du fondement et des limites de la responsabilité des membres du corps enseignant</i>	16
SECTION I. — De la responsabilité du fait de l'élève fondée sur une faute personnelle prouvée	18
SECTION II. — De la responsabilité du fait de l'élève fondée sur une faute présumée de l'instituteur	33
SECTION III. — De la force d'application de la présomption de responsabilité édictée par l'art. 1384 § 4	53
SECTION IV. — Des recours de l'instituteur condamné par application de l'art. 1384 § 4	70
a) Recours contre l'élève	70
b) Recours contre les parents	72
CHAPITRE II. — <i>De la qualité d'instituteur.</i>	
Principe. Cas certains	75
SECTION I. — Nécessité du devoir d'instruction	86

1° Responsabilité du directeur d'une maison d'aliénés	87
2° Responsabilité du directeur d'une maison de correction	88
3° Responsabilité du Président d'une société sportive	89
4° Responsabilité du supérieur d'une communauté religieuse	89
5° Responsabilité des personnes tenues d'un devoir d'éducation	90
6° Responsabilité des dirigeants d'œuvre à caractère plutôt social qu'instructif	91
SECTION II. — Nécessité du devoir de surveillance	96
1° Responsabilité des membres de l'enseignement supérieur	99
2° Responsabilité des personnes qui ne sont pas chargées de façon permanente de la garde des enfants	102
3° Responsabilité du précepteur	105
CHAPITRE III. — <i>De la durée de la responsabilité.</i>	
Principe	108
SECTION I. — A quel moment précis la responsabilité de l'art. 1384 commence-t-elle ?	109
SECTION II. — Pendant combien de temps la responsabilité de l'art. 1384 dure-t-elle ?	112
SECTION III. — A quel moment précis la responsabilité de l'art. 1384 cesse-t-elle ?	121
CHAPITRE IV. — <i>De la substitution par la loi du 20 juillet 1899 de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur public</i>	124
Justification de la réforme de 1899	124
SECTION I. — Sens et portée de la réforme	130
SECTION II. — Conditions d'existence de la responsabilité de l'Etat	136
SECTION III. — Procédure et compétence	143

DEUXIEME PARTIE

*De la responsabilité des accidents subis par les élèves
autrement que par le fait d'un condisciple*

CHAPITRE I. — <i>De la responsabilité des accidents dus à une faute personnelle prouvée de l'instituteur</i>	157
1° Voies de fait exercées sur la personne des élèves à lui confiés	162
2° Diffamations ou injures envers les élèves ou leurs parents	165
3° Imprudences ou négligences ayant causé un dom- mage à l'enfant	166
4° Enseignement défectueux de l'instituteur causant un préjudice à l'enfant	169
CHAPITRE II. — <i>De la responsabilité des accidents dus à une défaillance prouvée du service de l'enseignement..</i>	178
SECTION I. — <i>De la responsabilité des accidents dus au au mauvais état des locaux</i>	179
SECTION II. — <i>De la responsabilité des accidents dus à une faute de service</i>	185

TROISIEME PARTIE

*De l'assurance des accidents causés ou subis
par les élèves des établissements d'enseignement*

Définition et caractères du contrat d'assurance	195
CHAPITRE I. — <i>De l'assurance des membres de l'enseignement.</i>	199
Utilité de l'assurance des membres de l'enseignement	199
Assurance contractée à une compagnie ordinaire d'assurances par police individuelle ou collective..	203
Assurance mutuelle: Autonomes et Union Solidariste Universitaire	205

CHAPITRE II. — *De l'assurance des parents d'élèves.*

Utilité de l'assurance des parents d'élèves	213
Assurance contractée à une compagnie ordinaire d'assurances par police individuelle ou collective	215
Assurance mutuelle: Mutualités Accidents Elèves et Union Mutualiste Universitaire	219
CONCLUSION: Appréciation critique de la législation actuelle.—	
Projets de réforme. Essai d'organisation rationnelle de l'indemnisation de tous les accidents subis par les élèves	224
BIBLIOGRAPHIE	242

DE LA RESPONSABILITÉ ET DE L'ASSURANCE DES ACCIDENTS CAUSÉS OU SUBIS PAR LES ELÈVES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

INTRODUCTION

Les membres du corps enseignant — et nous entendons par cette expression volontairement générale l'ensemble du personnel enseignant dans les établissements publics et privés — encourent, comme tout citoyen français jouissant de la plénitude de ses facultés, une double responsabilité : responsabilités pénale et civile.

La responsabilité pénale des membres du corps enseignant que nous désignerons fréquemment, dans le courant de cet ouvrage, sous le terme générique d' « Instituteurs » résulte des art. 319 et 320 du code pénal. L'art. 319 dispose : « Quiconque, par maladresse, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 600 francs » et l'art. 320 ajoute : « S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, le coupable sera puni de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 francs à 100 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Cette responsabilité, commune à tous les individus, ne donne lieu, quant à son application aux membres du corps

enseignant, qu'à un nombre très restreint d'instances et ne soulève, à cet égard, aucune difficulté sérieuse. Aussi nous contentons-nous de la signaler (1).

La responsabilité civile des membres du corps enseignant présente, au contraire, une importance beaucoup plus grande. Fréquemment mise en jeu à l'occasion de dommages causés ou subis par des élèves, elle apparaît tantôt comme l'application du droit commun de la responsabilité délictuelle, tantôt comme une exception aux principes généraux de la responsabilité.

Tantôt, en effet, l'instituteur est obligé de réparer les préjudices causés par son propre fait : c'est la responsabilité du *fait personnel* par application des art. 1382 et 1383 du Code Civil, avec toutefois cette particularité que, de nombreux membres du corps enseignant étant des fonctionnaires publics, la jurisprudence tend à écarter les principes du droit civil et à faire état de la distinction entre la faute personnelle et la faute de service.

Tantôt, au contraire, l'instituteur est tenu de supporter les conséquences pécuniaires des dommages causés par ses élèves, sans que la cause directe et immédiate du préjudice puisse lui être imputée : c'est la responsabilité du *fait d'autrui*, spécialement édictée à l'encontre des membres du corps enseignant, par l'art. 1384, § 4, 5 et 6, ainsi conçu :

(1) Cf. par exemple : Crim., 11 août 1905, D. 1908.1.350 : Dans une école maternelle un enfant ayant été brûlé pendant une récréation alors que l'institutrice s'était absentée, celle-ci a été condamnée pour homicide involontaire sur la personne d'un de ses élèves à un mois de prison avec sursis et à 2.000 francs d'amende à titre de dommages-intérêts.

Cf. également, Dijon, 11 déc. 1907, D. 1908.2.229 : propos tenus en classe par un instituteur primaire, constituant des infractions pénales comme entachées d'immoralité.

« Les instituteurs... (sont responsables) du dommage causé par leurs élèves... pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. »

» La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que... les instituteurs... ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

» (Loi du 20 juillet 1899). Toutefois, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public. »

C'est cette responsabilité civile, tant générale que spéciale, qui fera l'objet de la présente étude.

Avant d'étudier les principes juridiques sur lesquels repose cette responsabilité, il semble utile de rechercher les motifs historiques ou sociaux qui ont poussé le législateur de 1804 à édicter à la charge des membres du corps enseignant une responsabilité exceptionnelle et de retracer en quelques touches rapides, l'évolution de la condition des instituteurs dans la deuxième moitié du xix^e siècle et dans les premières années du xx^e siècle.

Au moment de la rédaction du Code Civil, les instituteurs étaient dans une situation toute différente de celle d'aujourd'hui.

Traitant directement avec les parents dont ils recevaient un salaire librement débattu, ils avaient la faculté de garder ou de renvoyer les élèves selon leur convenance ou leur intérêt. En contact étroit et permanent avec les parents, placés sous leur contrôle immédiat, ils apparaissaient comme des auxiliaires, véritables « entrepreneurs d'éducation », chargés d'aider les père et mère dans leur lourde tâche de l'instruction, de l'éducation et de la surveillance des enfants. Dans ces conditions, on conçoit très bien que l'instituteur, simple assistant des parents, ayant reçu d'eux délégation d'une parcelle de leur puissance paternelle, fût

soumis à la même responsabilité spéciale que le législateur de 1804 avait, à la suite de POTHIER (2), édictée à l'encontre des parents : instituteurs et parents, en effet, étaient chargés d'instruire, d'éduquer et de surveiller des enfants dont le nombre, par suite du développement très restreint de l'enseignement dans les villes et les campagnes, était sensiblement égal pour chacun d'eux, et en tous cas peu élevé.

Or, les enfants ou jeunes gens, dont la personnalité est encore imparfaite, ont besoin de jouer, de courir, d'exercer leurs jeunes forces encore en plein développement par des jeux ou des amusements dont ils ne sont pas à même d'apprécier le caractère plus ou moins périlleux. Insouciant du danger, ils sont, par-là même, portés à le braver. Il était donc nécessaire, pour réduire au minimum les causes et partant, le nombre des accidents, d'obliger la personne à qui on les confiait (maître ou père ou mère), à venir compléter ou suppléer par son expérience propre la personnalité encore imparfaite de l'enfant, ce qui, en 1804, se révélait toujours possible, vu le petit nombre d'élèves qui fréquentaient les établissements scolaires. Or, comment obliger cette personne à surveiller attentivement chacun des enfants, comment la maintenir dans le chemin du

(2) Sans dégager très nettement l'idée d'une présomption de faute pesant sur les parents, POTHIER déclare les parents responsables du fait de leurs enfants à moins qu'ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher ce fait : « Non seulement la personne qui a commis le délit ou le quasi-délit est obligée à réparation du tort qu'elle a causé, celles qui ont sous leur puissance cette personne, telles que sont les *pères, mères, tuteurs et précepteurs* sont tenus de cette obligation, lorsque le délit ou quasi-délit a été commis en leur présence, et généralement lorsque, pouvant l'empêcher, elles ne l'ont pas fait : *mais si elles n'ont pu l'empêcher*, elles n'en sont point tenues... quand même le délit aurait été commis à leur vu et su ». POTHIER. *Traité des obligations*, tome II, p. 58, n° 121.

devoir, sinon en laissant suspendue sur sa tête cette épée de Damoclès moderne qu'est la responsabilité du fait d'autrui ? Telle paraît bien avoir été, en effet, l'idée générale qui a guidé les rédacteurs du Code Civil. Dans son discours au Corps Législatif, le tribun TARRIBLE ne dit-il pas, en parlant de la responsabilité spéciale des père et mère, instituteurs et artisans : « Cette responsabilité est nécessaire pour tenir en éveil l'attention des supérieurs sur la conduite de leurs inférieurs, et pour rappeler les austères devoirs de la magistrature qu'ils exercent » (3). Et, plus loin, l'orateur termine son discours en déclarant : La loi crée une responsabilité « qui doit redoubler la vigilance des hommes chargés du dépôt sacré de l'autorité et qui préviendra ainsi plus de désordres qu'elle n'en aura à réparer » (4).

La même préoccupation apparaît dans l'exposé des motifs de l'art. 1384 où TREILHARD écrit : « Puisse cette charge de la responsabilité rendre les chefs de famille plus prudents et plus attentifs ! Puisse-t-elle faire sentir aux instituteurs toute l'importance de leur mission ! » (5).

Une deuxième raison d'ordre économique et social est venue, semble-t-il, inciter le législateur de 1804 à établir à l'encontre des instituteurs une responsabilité exceptionnelle : c'est la nécessité d'assurer la réparation des accidents qui ne manqueraient pas de se produire en dépit des précautions prises. Quelles personnes pouvaient donc être tenues de réparer le dommage ? L'enfant lui-même, auteur du préjudice ? Mais les enfants n'ont presque jamais de

(3) Séance du 19 Pluviôse, an XII. — LOCRÉ, tome XIII, p. 58, 59, n° 21.

(4) Séance du 19 Pluviôse, an XII. LOCRÉ, tome XIII, p. 61, n° 23 in fine.

(5) Séance du 9 Pluviôse, an XII. LOCRÉ, tome XIII, p. 31.32, n° 11.

ressources personnelles. A supposer d'ailleurs qu'ils en eussent, pouvait-on les déclarer responsables et leur imputer à faute un acte dont ils n'ont pas compris la portée ou la gravité ? Les principes généraux de la responsabilité civile s'opposaient formellement à cette solution. Devait-on rendre les parents de l'auteur du dommage responsables d'un acte commis hors de leur présence, et alors qu'ils avaient confié la garde de l'enfant à un tiers ? Cette solution rigoureuse se heurtait au dernier alinéa de l'art. 1384 qui permet aux père et mère d'échapper à toute responsabilité lorsqu'ils n'ont pu empêcher le fait, ce qui est bien le cas ici. Dès lors, la responsabilité de l'élève étant écartée, celle des parents de l'auteur du dommage ne pouvant jouer, il était rationnel, si on tenait à trouver un garant solvable, de s'adresser à la seule personne qui pût être mise en cause — à l'instituteur — puisqu'en 1804, l'Etat n'intervenait que d'une façon très limitée et très accessoire dans l'organisation de l'enseignement et qu'en tous cas, il était considéré par la doctrine, aussi bien que par la jurisprudence, comme irresponsable. Cette considération se trouve effectivement mentionnée, sous la plume de TREILHARD, dans l'exposé des motifs : « La responsabilité des instituteurs — y est-il dit — est une garantie et souvent la seule garantie de la réparation des dommages. » C'est là la reconnaissance formelle d'une des raisons déterminantes de l'attitude du législateur de 1804 vis-à-vis des instituteurs.

Justifiée dans son principe, cette responsabilité l'était encore, lors de la rédaction du Code Civil, dans ses conséquences.

Etant donné le nombre toujours limité et souvent très restreint des élèves à lui confiés par les parents, étant donné, d'autre part, la discipline rigoureuse à laquelle étaient

soumis les enfants à cette époque et les moyens de coercition énergiques dont il jouissait, le maître pouvait aisément surveiller les jeux de chacun de ses élèves, diriger leurs ébats, intervenir personnellement auprès de chacun d'eux pour corriger ses défauts et participer effectivement à son éducation.

Entièrement indépendant dans l'organisation de sa profession, l'instituteur pouvait, en outre, exclure de son enseignement tout ce qui se révélait dangereux pour l'élève ou pour les tiers.

Dans ces conditions, si un préjudice survenait du fait d'un de ses élèves, il était rationnel de présumer que le maître n'avait pas rempli entièrement son devoir : le droit était alors en accord avec les faits.

En est-il encore de même aujourd'hui ? On peut, sans hésiter, répondre non.

Sous l'influence du développement de la civilisation et des progrès de la démocratie, l'instruction est apparue comme un des premiers devoirs d'un Etat moderne. La nécessité sociale de connaissances élémentaires dans la vie privée, aussi bien que dans la vie publique, a amené le législateur de tous les pays à intervenir d'une façon de plus en plus active dans l'organisation de l'enseignement, à en contrôler le fonctionnement et parfois même à assumer la charge de distribuer l'instruction à des millions de cerveaux par des milliers d'agents. La gratuité de l'enseignement primaire, établie par la loi du 16 juin 1881 et l'obligation de cet enseignement, devenue une réalité à partir de l'année 1882, devaient, en accroissant les effectifs scolaires, transformer totalement la situation des instituteurs.

Les liens qui unissaient parents et maîtres, se sont en effet distendus au point qu'il est, sinon impossible, du moins

très difficile d'analyser l'autorité d'où découle la responsabilité de l'instituteur en une simple délégation de puissance paternelle. Cette prétendue délégation ne se conçoit et ne s'explique que si le père de famille a le libre choix et un contrôle efficace de la personne à qui il confie son enfant : Or, ces conditions ne sont presque jamais remplies de nos jours.

En outre, l'enseignement a complètement changé de caractère : De familial et individuel qu'il était encore en 1804, il est devenu, de nos jours national et collectif.

Chargés par la nation de l'instruction, de l'éducation et de la surveillance de la jeunesse, les membres du corps enseignant n'ont plus la possibilité, en raison du nombre sans cesse plus élevé d'enfants à eux confiés, de surveiller continuellement et attentivement chacun d'entre eux, de façon à venir suppléer de leur expérience personnelle celle encore incomplète de l'adolescent.

Or, c'est précisément au moment même où les maîtres sont dans l'impossibilité matérielle de prévenir les dommages par une intervention constante auprès de chacun de leurs élèves, que les risques d'accidents se multiplient.

La réunion dans des locaux souvent insuffisants et mal disposés d'un grand nombre de jeunes gens d'âge divers, de goûts, d'habitudes et de caractères différents, voire opposés, a accru considérablement le nombre des préjudices causés ou subis par les élèves. C'est qu'en effet chacun des jolis mutins que le maître a à gouverner, pris isolément est un être charmant, un doux agneau... mais perdu dans la masse, il prend l'esprit des foules et devient une force irréfléchie, aveugle, quelquefois violente (6).

(6) Cf. DROUARD. — *Les écoles urbaines*; p. 143 : « Conseils d'un inspecteur primaire à un jeune maître. »

L'intervention sans cesse plus active de l'Etat dans l'organisation de l'enseignement, l'insertion dans les programmes scolaires obligatoires de disciplines nouvelles qui se révèlent très dangereuses pour les tiers ou pour les élèves, sont encore venues accroître les risques d'accidents. Désormais, le maître n'est plus libre d'organiser sa profession de façon à éliminer le plus possible les causes de dommages: Il est contraint, sous peine de sanctions disciplinaires sévères, de respecter les règlements scolaires et d'enseigner dans des conditions souvent défectueuses, des arts ou des sciences qui, tels le travail manuel, les expériences de chimie, la gymnastique ou la natation, sont des sources particulièrement abondantes d'accidents.

Enfin, un dernier facteur est venu rendre plus lourde et plus pénible la responsabilité des membres du corps enseignant: c'est le relâchement progressif de la discipline familiale, conséquence directe de la crise, sinon de la ruine du concept d'autorité.

Dès le milieu du xix^e siècle, sous l'influence du développement de la grande industrie et de l'utilisation de plus en plus large de la main - d'œuvre féminine, la structure traditionnelle de la famille s'est altérée: Obligée par les difficultés de la vie moderne à chercher dans le travail de chacun de ses membres les ressources indispensables à la satisfaction de besoins sans cesse accrus par les progrès de la civilisation, la famille a perdu peu à peu, dans le monde, les caractéristiques qui avaient fait de ce groupement la base la plus solide des sociétés antiques. Contrainte d'abandonner la maison pour vaquer à ses occupations, la mère de famille s'est lentement libérée de la tutelle de son mari. Parallèlement l'autorité paternelle qui trouvait son origine lointaine dans la potestas du pater familias romain et assurait solidement l'unité de la famille et la solidarité entre

ses membres, est allée en s'amenuisant tandis que s'accroissaient l'indépendance des enfants et son corollaire nécessaire leur indiscipline.

Cette dissociation de la famille et sa conséquence fatale, le relâchement de la discipline du père ou du maître, se trouva subitement accélérée par la crise morale et économique consécutive à la guerre de 1914 à 1918. Rentré au foyer enivré moins par la victoire que par la liberté enfin reconquise, le soldat, devenu chef de famille, n'a pas su ou n'a pas voulu restaurer l'autorité paternelle suspendue durant quatre années. L'enfant né pendant ou après l'effroyable tourmente a profité d'une éducation, baptisée de libérale, pour s'élever tout seul dans une liberté mal contrôlée qu'interrompaient parfois des crises d'autoritarisme brutal augmentant ainsi son instinct pour l'indépendance et l'indiscipline. Dans ces conditions, il est aisé de concevoir toute la difficulté de la tâche de l'instituteur dont l'autorité se révèle souvent impuissante à empêcher les élèves de causer un accident.

Si donc un préjudice survient du fait d'un des élèves, il n'est plus de nos jours rationnel, eu égard au nombre des enfants ou adolescents qui fréquentent les établissements scolaires, à l'intervention permanente de l'Etat dans l'organisation de l'enseignement et au relâchement de la discipline, de présumer que le maître n'a pas entièrement rempli son devoir: Là, encore, on peut affirmer selon l'expression si imagée et si juste de M. le Doyen MORIN que « les faits se révoltent contre le code ».

C'est pourquoi il est permis d'envisager la suppression d'une présomption de faute édictée par le code en considération d'une situation aujourd'hui disparue. C'est d'ailleurs à quoi tendent les nombreux projets déposés ces dernières années devant les Chambres, et notamment la pro-

position de loi Bokanowski, dont l'article premier, voté par la Chambre des Députés et adopté par le Sénat dans sa séance du 5 juillet 1933, replace les instituteurs dans la situation du droit commun (7).

**

Si les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves pendant le temps où ils sont sous leur surveillance, ce serait une erreur de croire qu'une telle responsabilité puisse être mise en jeu par tout accident survenu à un enfant ou provoqué par lui.

« Il faut, en effet, se garder de commettre une confusion entre les sources diverses de la responsabilité très lourde qui pèse sur les instituteurs » (8).

Tout d'abord il peut s'agir d'un dommage *causé* par un élève à un condisciple ou à un tiers. C'est dans ce cas, et dans ce cas seulement, que s'applique l'art. 1384 § 4: L'instituteur sera alors responsable « de plano » des accidents survenus à ses élèves par le fait de leurs camarades.

En second lieu, il peut s'agir d'un dommage *subi* par l'élève, soit que la victime se soit causé à elle-même le préjudice, soit que l'accident résulte d'un défaut d'entretien des locaux et du matériel scolaire, soit que le dommage ait été causé par une faute de l'instituteur lui-même. A ce dommage l'art. 1384 § 4, ne s'applique pas. Il n'y a plus responsabilité du fait d'autrui mais seulement responsabilité pour

(7) *J. Off.*, 6 juillet 1933, déb. parl. Sénat, p. 1629. Ce texte n'est pas devenu loi parce que les deux assemblées n'ont pu se mettre d'accord sur l'art. 2 qui visait la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public.

(8) COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit Civil français*, tome II, p. 195, n° 206.

faute prouvée et la personne responsable — Etat, commune, établissement privé, instituteur — diffèrera suivant la source du dommage.

Cette distinction primordiale qui domine la question de la responsabilité civile des membres du corps enseignant, objet de la présente étude, a conditionné et commandé le plan de cet ouvrage :

Dans une première partie, nous rechercherons, dans l'hypothèse de l'accident *causé* par l'élève, le fondement et les limites de la responsabilité du fait d'autrui mise à la charge des instituteurs par l'art. 1384 § 4, et les conséquences qui en découlent tant au point de vue des personnes sur qui elle pèse que de la période durant laquelle elle joue.

Puis, une fois déterminées les idées directrices qui régissent ce cas de responsabilité pour autrui, nous étudierons, dans l'hypothèse de l'accident *subi* par l'élève *autrement que par le fait d'un condisciple*, le fondement de la responsabilité. Nous nous efforcerons de déterminer quelles sont, suivant les différentes sources du préjudice, les personnes responsables et nous nous demanderons s'il ne conviendrait pas d'étendre la distinction établie par la jurisprudence administrative entre la faute de service et la faute personnelle, à l'enseignement public et même, avec une réserve relative à la question de compétence, à l'enseignement privé.

Enfin, après avoir étudié le fondement de la responsabilité de l'instituteur dans toutes les hypothèses susceptibles de se présenter, après en avoir précisé le domaine d'application, nous essaierons de rechercher, dans une troisième partie, de quelle façon et dans quelle mesure universitaires et parents se sont efforcés de se couvrir contre les risques que peut entraîner pour eux l'activité illicite et dommageable de leurs élèves ou de leurs enfants. C'est là la question

si intéressante et si neuve de l'assurance, question d'une importance capitale qui eût mérité une réglementation légale et qui cependant a été jusqu'à ce jour abandonnée à la libre initiative des particuliers.

Dès lors, ayant étudié les différents cas de responsabilité des membres des établissements d'enseignement et les divers moyens utilisés par l'instituteur pour faire face à cette responsabilité, nous nous demanderons quels sont les vices fondamentaux de ce système et nous essaierons de voir, pour conclure, si les différents projets ou propositions de loi mis en avant pour y remédier sont satisfaisants ou si, au contraire, il y aurait lieu, en invoquant la théorie du risque universitaire inhérent à la profession d'instituteur, de réorganiser l'Enseignement, en mettant l'obligation de réparer tous les préjudices causés par les enfants ou à eux survenus, à la charge de la personne à qui incombe le soin d'organiser et de diriger le service de l'enseignement.

PREMIERE PARTIE

DE LA RESPONSABILITE DES ACCIDENTS CAUSES PAR LES ELEVES

L'étude de la responsabilité des accidents causés par les élèves des établissements d'enseignement comprendra ainsi que nous l'avons fait pressentir dans notre introduction 4 chapitres: Dans le premier, nous rechercherons le fondement et les limites de la responsabilité des membres du corps enseignant, puis nous examinerons les différents recours dont ils jouissent.

Dans le second, nous nous demanderons ce qu'il faut entendre par le terme « Instituteur » dont se sert l'art. 1384 du Code Civil, et nous étudierons l'extension donnée à ce mot par la jurisprudence.

Dans le troisième, nous nous efforcerons de préciser quelle est la durée exacte de la responsabilité spéciale mise à la charge du personnel enseignant par l'alinéa 4 de l'art. 1384 du Code Civil.

Enfin, dans un quatrième et dernier chapitre, nous étudierons quelles sont, en ce qui concerne les membres de l'Enseignement Public, les modifications apportées aux règles générales déjà exposées, par la loi du 20 juillet 1899.

CHAPITRE PREMIER

DU FONDEMENT ET DES LIMITES DE LA RESPONSABILITE DES MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT

En droit civil, la responsabilité est en principe personnelle. Les art. 1382 et 1383 du Code, qui posent la règle fondamentale en la matière déclarent, en effet, que chacun répond uniquement de son fait, ce qui revient à dire que chacun n'est tenu de réparer que le dommage causé par son propre fait ou par le fait de ceux dont il est héritier ou ayant-cause. Les fautes sont donc personnelles. « Celles d'autrui, dit TOULLIER, nous sont étrangères; la raison nous dit que chacun n'est garant que de celles qu'il a commises et qui peuvent lui être imputées; que l'auteur seul de l'offense doit la réparation à l'offensé ».

Cependant, il peut arriver que certaines personnes soient tenues de réparer un dommage causé non par leur propre fait, mais par le fait d'autrui, sans que la cause directe et immédiate du préjudice puisse leur être imputée. On dit alors qu'il y a responsabilité du fait d'autrui. L'art. 1384 § 4 relatif aux instituteurs nous fournit un exemple de cette responsabilité. Cet article rend l'instituteur responsable du dommage causé par son élève, c'est-à-

dire d'un préjudice dont il n'est pas lui-même l'auteur matériel immédiat.

Au premier abord, il semble qu'il y ait là dérogation au principe essentiel de la personnalité des fautes. En fait, il n'en est rien et nous allons voir que si l'instituteur est responsable, c'est parce qu'on argue contre lui d'une faute personnelle qui peut être considérée, sinon comme la cause directe et immédiate de l'accident, du moins comme la cause première, comme l'antécédent nécessaire du dommage. Cette faute sera tantôt prouvée, tantôt présumée.

Dans le premier cas, nous dirons qu'il y a responsabilité *directe* du fait d'autrui: L'instituteur civilement responsable du préjudice causé par un de ses élèves n'est déclaré tel qu'à raison d'une faute personnelle prouvée; c'est l'application pure et simple du droit commun de la responsabilité délictuelle.

Dans le deuxième cas, nous dirons qu'il y a responsabilité *indirecte* du fait d'autrui: la personne civilement responsable du fait de l'élève est déclarée telle à raison d'une faute personnelle présumée.

C'est là de beaucoup pour l'instituteur, la responsabilité la plus lourde. Aussi, comprenons-nous facilement, que le législateur ait formellement reconnu au maître la faculté de se décharger de sa responsabilité en faisant la preuve contraire, et que la jurisprudence ait admis, dans l'hypothèse où le maître ne peut réussir à s'exonérer, la possibilité pour les membres du corps enseignant de recourir contre l'auteur matériel du préjudice.

SECTION I. — DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'ÉLÈVE
FONDÉE SUR UNE FAUTE PERSONNELLE PROUVÉE DE L'INSTITUTEUR

Il convient tout d'abord de remarquer qu'une telle responsabilité sera assez rarement mise en jeu. Nous sommes, en effet, ne l'oublions pas, dans l'hypothèse d'un accident causé par un élève. Or, dans cette hypothèse, l'art. 1384 al. 4 qui crée une présomption de faute à la charge de l'instituteur, s'applique. La victime ou ses ayants-droit ne manqueront pas, dès lors, d'invoquer une disposition légale qui leur est éminemment favorable puisqu'elle les dispense non seulement d'administrer la preuve d'une faute de la personne civilement responsable, mais encore d'établir le rapport de causalité entre cette faute et le dommage.

Il est cependant des hypothèses, où les parents de la victime auront intérêt à se prévaloir, non pas de l'art. 1384 § 4, mais bien des art. 1382-1383. Il en sera ainsi notamment lorsque la faute de l'instituteur sera évidente ou apparaîtra comme très facile à administrer, ou lorsque les demandeurs seront en droit de craindre que la jurisprudence ne se refuse à voir dans la personne attaquée, un véritable instituteur. C'est dans ces différents cas que jouera pleinement la responsabilité du fait d'autrui fondée sur une faute personnelle prouvée.

Une telle responsabilité se présente, avons-nous dit, toutes les fois qu'une personne est tenue de réparer un préju-

dice dont elle n'est ni l'auteur ni le complice mais dont elle a permis la réalisation par sa faute prouvée.

Dans cette hypothèse, il y a encore responsabilité pour autrui puisque l'agent matériel de l'infraction est une tierce personne mais cette responsabilité ne trouve pas sa source juridique dans l'art. 1384 § 4. Elle est seulement l'application du droit commun des art. 1832-1883 et trouve son fondement dans ce principe de morale et de justice qui veut que chaque homme soit obligé de réparer toutes les conséquences de son activité, dommageables pour autrui. « Partout où la loi s'aperçoit — disait BERTRAND DE GREUILLE au Tribunal, dans la séance du 16 pluviôse, an xii — qu'un citoyen a éprouvé une perte, elle examine s'il a été possible à l'auteur de cette perte de ne pas la causer; et si elle trouve en lui de la légèreté ou de l'imprudence, elle doit le condamner à la réparation du mal qu'il a fait » (9).

Aussi, les règles générales de la responsabilité civile à raison du fait personnel trouvent elles ici à s'appliquer.

Conformément au droit commun, la victime de l'accident ou ses ayants-cause, devra tout d'abord apporter la preuve du dommage par elle subi. Ce préjudice sera dans la quasi-unanimité des cas, un préjudice matériel, atteinte à l'intégrité corporelle de la personne due à l'action d'une cause violente et soudaine ou provenant d'une maladie ; mais on peut raisonnablement concevoir un dommage purement moral, par exemple une atteinte grave à la réputation ou à l'honneur, dont la victime serait fondée à réclamer réparation.

En deuxième lieu, le demandeur devra apporter la preuve d'un fait fautif. Mais devra-t-il apporter la preuve de la faute de l'élève, auteur matériel du dommage, ou celle

(9) LOCRÉ, tome XIII, p. 41, n° 9.

de l'instituteur, civilement responsable? En d'autres termes, la personne responsable pour autrui endosse-t-elle pour son propre compte la faute commise par celui dont elle répond?

La question présente, relativement à l'assurance contre les accidents, un très grand intérêt pratique.

Supposons, en effet, que le civilement responsable doive être placé dans la même situation que s'il avait lui-même, personnellement, causé le dommage et que ce dommage soit dû à une faute intentionnelle de la personne dont il répond. Le responsable pour autrui est alors considéré comme ayant commis personnellement un dol, une faute très lourde. Mais alors, il ne peut se faire indemniser par son assureur, l'art. 12 de la loi du 13 juillet 1930, sur les assurances terrestres, prohibant l'assurance de la faute intentionnelle ou dolosive. Il ne peut se dégager en invoquant une clause de non responsabilité puisque la jurisprudence, nous le savons, est très incertaine quant à la validité des clauses supprimant ou limitant la responsabilité au cas de faute intentionnelle de la personne dont on répond. La personne civilement responsable se trouverait alors dans une situation déplorable puisqu'elle serait obligée, son assurance ne la couvrant plus, de faire face avec ses ressources personnelles aux dépenses, parfois considérables, nécessitées par la réparation du préjudice.

Aussi n'est-ce pas dans le sens d'une représentation par le responsable pour autrui de la personne dont il répond, que se sont décidées jurisprudence et doctrine. « Une solution paraît, à première vue, s'imposer. La faute de la personne dont on répond peut bien être intentionnelle ou lourde; elle n'est pas pour cela intentionnelle de la part du responsable. Le préposé d'un transporteur vole une marchandise qui lui est confiée; le transporteur ne devient pas cou-

pable d'un vol, ni pénalement, ni civilement. Certes, il est responsable de la faute intentionnelle de son préposé; mais cela ne signifie pas qu'il a commis, comme son préposé, une faute dolosive. L'intention méchante n'existe que chez le seul auteur de la faute, elle n'atteint pas le responsable. Le caractère dolosif de la faute, qui ne peut s'apprécier qu'en son auteur, reste nécessairement personnel à celui-ci. Il semble d'ailleurs évident que ni l'ordre public ni l'interdiction des conditions purement potestatives ne s'opposent à une clause de non-responsabilité pour faute intentionnelle de la personne dont on devrait répondre. On n'est pas en face d'un individu qui se réserve le droit de faire volontairement le mal sans être obligé de réparer. La faute intentionnelle du préposé n'est pas, en effet, volontaire de la part du responsable; celui-ci n'a pas voulu le dommage, qui s'est produit en dehors de lui et malgré lui. Pourquoi ne pourrait-il s'en garantir, alors qu'on l'autorise à stipuler son irresponsabilité pour le dommage qu'il cause volontairement par son fait personnel ? » (10).

Ce raisonnement, qui se révèle faux, malgré son apparente évidence, pour certains cas de responsabilité pour autrui, est irréfutable quant à la responsabilité délictuelle des instituteurs. L'art. 1384 § 5, en effet, permet aux instituteurs, ainsi d'ailleurs qu'aux artisans et aux parents, de se dégager en prouvant qu'ils n'ont eux-mêmes commis aucune faute, que le dommage causé par l'enfant n'est pas dû à leur fait personnel. La loi fonde ainsi cette responsabilité pour autrui sur une faute du responsable différente de la faute de la personne dont il répond. Peu importe donc le caractère de gravité de l'acte fautif commis par l'élève;

(10) LÉON MAZEAUD. — *L'assimilation de la faute lourde au dol*: Chronique, D. H. 1933, p. 55.

peu importe même que l'auteur de l'accident ait ou n'ait pas commis de faute, la responsabilité de l'instituteur sera engagée, dès l'instant qu'on rapportera contre lui la preuve d'une faute. Il en serait ainsi alors même que l'agent du préjudice serait à l'instant où il a commis l'acte dommageable, dans un cas de légitime défense car la faute de l'auteur matériel du dommage est indifférente : seule compte celle de la personne civilement responsable.

Que faut-il donc entendre par le mot faute ? Quand dira-t-on que l'instituteur a accompli un acte fautif engageant sa responsabilité ? D'après les principes généraux de la responsabilité, un individu est en faute lorsque, envisagé dans le même temps, placé dans les mêmes circonstances, un homme diligent du même milieu social et professionnel, se serait comporté différemment. Devons-nous appliquer ici ces principes et dire que l'instituteur est en faute toutes les fois qu'il n'a pas pris toutes les précautions qu'il était humainement et raisonnablement possible de prendre pour empêcher tout accident ? Cela reviendrait à dire que les instituteurs sont responsables de leur faute même la plus légère comme de simples particuliers. Certains auteurs n'ont pas hésité à aller beaucoup plus loin et à déclarer que les instituteurs devaient être tenus plus strictement encore à cause de leurs devoirs spéciaux et de la confiance qui leur est accordée ; « L'instituteur — dit M. BERNARBERG — doit prévenir l'imprudence de l'enfant et le prémunir contre ses propres entraînements ; l'enfant est insouciant du danger, sa personnalité est encore imparfaite ; c'est le devoir du maître de la compléter et de la diriger avec vigilance » (11).

Il y a là une exagération — manifeste en ce qui concerne

(11) Discours de rentrée de la Cour d'Appel de Limoges, 1897, cité par BOURGUIGNON, thèse, p. 20.

les membres de l'Enseignement Public — facilement démontrable pour les membres de l'Enseignement Privé. Nous verrons, dans la deuxième partie de cet ouvrage, que les instituteurs ne peuvent être assimilés à de simples particuliers, qu'ils exercent leur profession dans des conditions spéciales et que, s'il est équitable de les rendre responsables de leur dol ou de leur faute lourde, il serait excessif de les obliger à supporter toutes les conséquences de leur faute légère ou très légère ; en d'autres termes qu'il convient de leur appliquer la distinction élaborée par le Conseil d'Etat, entre la faute personnelle et la faute de service.

Bornons nous, pour l'instant, à donner quelques applications jurisprudentielles intéressantes.

Il n'est pas douteux que le fait de laisser à la portée des enfants des objets de nature à les blesser, par exemple, des armes, des outils, des matières inflammables ou explosives, constitue une faute lourde engageant la responsabilité personnelle de son auteur. C'est ainsi que dans les communes où l'instituteur est obligé de procéder lui-même à l'allumage des feux, il doit effectuer ce travail avant l'entrée des élèves afin de ne pas abandonner son devoir de surveillance et que, s'il accepte l'aide de ses élèves dans l'allumage et les laisse casser du bois avec une hachette, il commet une faute engageant sa responsabilité personnelle. L'instituteur commet une imprudence grave en « laissant à la disposition de ses élèves, à 1 mètre 50 environ de lui, sur le seuil de la porte, loin de sa surveillance, une hachette, instrument dangereux susceptible de tenter la curieuse initiative des enfants » (12).

La question est un peu plus délicate lorsque l'impruden-

(12) Tiré d'un arrêt Cour de Poitiers, 5 nov. 1928, D.H. 1928, p. 599.

ce du maître provient de ce qu'il a mis ou laissé à la disposition de ses élèves des choses qui ne sont pas dangereuses en elles-mêmes mais qui peuvent le devenir entre les mains des enfants : par exemple : crochets, aiguilles, ciseaux recommandés pour la couture ou le travail manuel ; plumes, règles, compas, nécessités par l'étude du dessin. Il est bien évident que l'on ne saurait faire grief à l'instituteur d'avoir autorisé et même encouragé l'enfant à se servir d'instruments indispensables à tel ou tel enseignement. Tout au plus peut-on exiger de lui une surveillance plus attentive et admettre avec plus de facilité la preuve du défaut de surveillance ou du manque de précautions.

De même, lorsque des réparations ou des travaux sont effectués dans les locaux scolaires, l'instituteur doit prendre toutes les précautions, humainement possibles, pour empêcher que ces travaux ne deviennent une cause d'accident. C'est parce qu'il s'était rendu coupable de négligence, en ne prenant pas toutes les précautions voulues, que le directeur de l'Ecole Primaire Supérieure de la Souterraine a été déclaré personnellement responsable de l'accident subi par un de ses élèves du fait d'un de ses condisciples. Un élève interne de cette école, au cours d'un jeu autour de trous nouvellement creusés, avait été poussé par un de ses camarades et s'était grièvement blessé en tombant dans un de ces trous. La Cour de Limoges, dans un arrêt du 1^{er} mai 1895 (13), reconnut la responsabilité du directeur de l'école, par application des art. 1382-1383 du Code Civil. « considérant, dit l'arrêt, qu'en fait, l'appelant (directeur) a eu le double tort personnel, devant savoir et sachant que des trous d'une certaine profondeur avaient été creusés dans la cour de récréation pour la plantation d'arbres, de

(13) S. 1899.2.137; Cf. Trib. Seine, 5 nov. 1896, D. 96.2.472.

ne pas prendre les mesures matérielles bien simples pour empêcher les élèves de s'approcher de ces trous et de jouer auprès, ou tout au moins de ne pas donner, tant au surveillant qu'aux élèves, un ordre formel, en ce sens, en chargeant le premier de le faire exécuter. »

De même, tout défaut de surveillance caractérisé, tel qu'un homme soucieux de la sécurité des enfants qui lui sont confiés, ne le commettrait pas, doit engager la responsabilité personnelle de son auteur. Commet une faute engageant sa responsabilité, l'instituteur qui néglige d'interdire un jeu dangereux ou devenu dangereux par les conditions dans lesquelles il s'exerce (14). Dans le même ordre d'idée, un jugement du Tribunal Civil de la Seine (15), en date du 29 juin 1904, considère que, si le jeu connu sous le nom de « gendarme et voleur » est par lui-même inoffensif, les conditions anormales dans lesquelles il s'est déroulé (durée très prolongée du jeu, utilisation de bâtons et de morceaux de bois, défaut de surveillance caractérisé), auraient dû pousser le surveillant à ne pas le tolérer ou, tout au moins, auraient dû l'inciter à intervenir pour en réglementer l'usage.

(14) Cour de Lyon, 14 février 1905, La loi, 1905: jeu dit « des chars romains », Trib. Civ. d'Epinal, 21 juillet 1934. *Manuel Général de l'Instruction publique*, 22 déc. 1934 jeu dit « du caillou ». Trib. Civil Montpellier, 22 mai 1935, jeu dit « du chemin de fer ».

(15) Trib. Civil Seine, 29 juin 1904, D. 1907.1.480 jugement cassé par Cour de Paris, 10 juin 1905, D. 1907.1.480, motif pris de l'imprévisibilité de l'acte fautif de l'élève. Cet arrêt constitue à notre sens une erreur pour 2 raisons:

α) Seuls les art. 1382, 1383 sont ici applicables. L'art. 1384 ne saurait jouer car la personne attaquée était un surveillant d'enfants, non un instituteur.

β) Même si l'art. 1384 devait s'appliquer, le surveillant ne saurait invoquer l'exception tirée du 5^e al. de cet article pour s'exonérer de sa responsabilité, puisque l'accident a été précédé d'une faute personnelle caractérisée.

A plus forte raison la personne civilement responsable commet-elle une faute lorsque, loin de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher des enfants d'accomplir un acte dommageable, elle les laisse faire et même les encourage à mal faire. C'est ainsi que le Tribunal de paix de Blois (16) a condamné l'abbé Vonet à 1 franc de dommages-intérêts pour avoir négligé d'interdire aux enfants qu'il surveillait de lacérer des affiches collées sur un mur : « attendu que Vonet reconnaît avoir parfaitement vu les enfants se livrer à ces lacérations et n'avoir même pas essayé de les en empêcher ; attendu que des déclarations de ceux des enfants qui ont arraché les placards, il résulte que l'abbé Vonet les aurait incités et leur aurait remis lui-même le bâton armé de pointes dont ils se sont servis... ; attendu que la faute de l'abbé Vonet n'est donc pas douteuse et qu'il doit être déclaré responsable du quasi-délit commis par sa négligence et, selon toutes probabilités, sur ses ordres... ».

A l'inverse, c'est parce que les juges ont estimé que l'instituteur n'avait négligé aucune des précautions qu'il était raisonnablement possible d'envisager que le Tribunal de Châteauroux (17) a débouté de sa demande le père d'un élève qui avait été blessé par un de ses camarades à l'aide d'une perche prise dans la cour de l'école, « attendu — dit le jugement — qu'il serait assurément rigoureux d'imputer à faute à l'instituteur ce dépôt (de perches) à une extrémité éloignée de la cour, alors que les locaux peuvent faire défaut et que toutes les cours des campagnes sont le plus souvent encombrées de dépôts analogues ».

(16) Trib. de paix de Blois, 7 mars 1904, G. P. 1904.1.587.

(17) Trib. Civil de Châteauroux, 24 mai 1898, S. 1899.2.147.

Cf. Trib. civil d'Alès, 2 déc. 1904, G.P. 1904.1.172.

Il arrive parfois que l'accident est dû à une mauvaise disposition ou au mauvais entretien des locaux scolaires. En principe, il ne saurait y avoir place pour une responsabilité personnelle de l'instituteur. Seules, les collectivités chargées de l'entretien seront responsables : ce sera, suivant les cas, l'Etat, le département, la commune ou l'établissement lui-même. Cependant, si l'instituteur a commis une négligence grossière, si, par exemple, connaissant le danger que présentait telle partie de son école, il ne l'a pas signalé à l'autorité compétente pour effectuer les réparations nécessaires, s'il n'a pas formellement interdit aux enfants de s'amuser dans ce lieu, en un mot, s'il n'a pas pris les précautions que la prudence la plus élémentaire lui imposait pour prévenir et empêcher les accidents, il sera personnellement responsable sur le terrain des art. 1382-1383. Ainsi le proviseur du Lycée Charlemagne a été condamné par un jugement du Tribunal Civil de la Seine, en date du 5 novembre 1896 (18), à verser 5.000 francs de dommages-intérêts aux parents d'un élève qui, au cours d'un jeu, avait été projeté, par un de ses camarades, contre une porte vitrée et avait été grièvement blessé au poignet par des éclats de verre, l'administration, représentée par le proviseur, ayant commis la faute « de ne pas prendre des mesures de précautions suffisantes pour assurer la sécurité des élèves et, tout spécialement, en n'ayant pas fait recouvrir d'un grillage le vitrage d'une porte située dans une cour de récréation, où de nombreux élèves se livrent à leurs jeux avec toute la vivacité de leur âge ».

Le rapide tableau de la jurisprudence que nous venons de citer nous a fourni quelques applications de la responsabilité du fait d'autrui pour faute personnelle prouvée et

(18) Trib. Civil Seine, 5 nov. 1896, D. 1896.2.472.

nous a permis de préciser les faits que les tribunaux considèrent comme une faute rendant l'instituteur civilement responsable sur le terrain des art. 1382-1383.

Toutefois, il ne suffit pas qu'un préjudice soit constaté et qu'une faute soit retenue à l'encontre d'une personne, pour que celle-ci soit tenue de réparer le dommage. Il faut encore qu'il existe entre ces deux faits (préjudice d'une part, acte fautif d'autre part) un certain lien de connexité qu'il est indispensable de démontrer. C'est à ce sujet que se pose le délicat problème de philosophie juridique du rapport de causalité entre la faute délictuelle et le dommage (19). Il y a, en effet, plusieurs manières de comprendre le lien de causalité (20).

On peut tout d'abord vouloir exprimer par ces mots, que les deux événements sont dans un rapport tel que le second ne procède que du premier et ne dépend d'aucun autre élément extérieur. Il est bien évident qu'une telle conception ne saurait trouver place dans une théorie de la responsabilité du fait d'autrui. On ne saurait, en effet, exiger la preuve d'une relation directe entre les deux éléments de la responsabilité civile puisque, entre la faute du civilement responsable et le fait matériel du dommage, s'intercale l'activité nuisible d'un élève. Cette première conception est donc à rejeter comme exclusive de toute responsabilité pour autrui.

En déclarant qu'un fait est la cause d'un autre on peut, en second lieu, vouloir dire seulement que le dommage tire son origine principale de la faute, les autres faits qui

(19) Cf. sur ce point: MARTEAU. — Thèse: *La notion de causalité dans la responsabilité civile*.

(20) Cf. D. 1927.1.102, note de M. ROUAST. — Etude du lien de causalité à propos de l'attribution d'une pension alimentaire pour réparer un dommage direct causé par un divorce.

y ont contribué n'ayant eu qu'une importance moindre. Tout phénomène exige pour se produire de nombreuses conditions — positives ou négatives — dont chacune, indispensable, ne suffit pas cependant à elle seule à provoquer son apparition sans la collaboration de toutes les autres. Toutefois, si toutes ces conditions sont également nécessaires à la production d'un résultat, leur intervention diffère à la fois en qualité et en intensité. Les unes n'interviennent que pour rendre possible, pour faciliter l'application d'autres conditions. Elles ne se retrouvent pas dans le résultat bien qu'elles l'aient favorisé et sont réduites à un rôle de collaboration de second plan. Elles constituent des conditions pures et simples et ne sont pas, en dernière analyse, la cause du phénomène. Les autres, au contraire, jouent dans la réalisation du résultat, un rôle prédominant. Elles participent directement du mécanisme d'accomplissement du dommage ; elles commandent et conditionnent un des faits d'ordre physique par lesquels le préjudice s'est réalisé. A elles seules convient la qualité de cause et c'est seulement lorsque celles-ci seront établies que nous considérerons la preuve du lien de causalité comme rapportée. Un exemple théorique va éclairer ces notions forcément abstraites et nous faire comprendre la différence profonde qu'il existe entre la condition pure et simple et la condition causale. Supposons qu'un élève, profitant d'un défaut de surveillance prouvé, s'échappe de l'école, durant une récréation, ou même durant les heures de classe officielles, pour aller jouer dans la rue et qu'il soit blessé par une automobile dont le conducteur a commis une faute grossière manifeste. Parmi les faits qui ont précédé l'accident, deux apparaissent comme ayant une importance primordiale : Ce sont la faute de l'instituteur et la faute de l'automobiliste. La première n'a pas participé directement au mécanisme

d'accomplissement du dommage ; elle a permis seulement l'application de la deuxième. Elle constitue une condition pure et simple. La seconde, au contraire, a commandé un des faits d'ordre physique par lesquels le préjudice s'est réalisé : c'est une condition causale. Il suffira d'en rapporter la preuve pour que soit démontré « ipso facto » le lien de causalité entre la faute de l'automobiliste et le dommage et pour que, par suite, l'automobiliste et non l'instituteur soit tenu de le réparer.

Cette deuxième conception qui établit une gradation entre les différents faits antérieurs ou concomitants à un préjudice et qui ne rattache la responsabilité qu'à ceux dont l'intervention est la plus efficace dans la réalisation d'un dommage, apparaît, à première vue, comme la plus satisfaisante aussi bien au point de vue de la logique que de l'équité. Néanmoins, le caractère subjectif d'un tel concept, les difficultés pratiques considérables pour déterminer, parmi de nombreuses conditions, celles dont l'action est la plus importante, ont amené la jurisprudence et la doctrine à faire appel à une nouvelle théorie de la causalité.

Dans une troisième conception, en effet, on se refuse à faire un choix entre les diverses conditions qui ont produit un dommage et on considère que tout fait qui a participé à sa réalisation ou qui l'a facilité est la cause du préjudice. Dès lors, la preuve du lien de causalité sera faite toutes les fois qu'on aura prouvé un lien de connexité purement matériel entre ce fait et le dommage. Point n'est besoin de démontrer que le préjudice est la conséquence directe et immédiate de l'acte fautif. Il suffit de prouver que l'acte fautif est un antécédent nécessaire du dommage pour que son auteur soit déclaré responsable. Une seule question à trancher ? L'acte incriminé a-t-il posé une condition du

dommage ? Si oui, le lien de causalité est établi. On voit par là toute la simplicité d'application d'un tel système. De plus, cette conception permet d'accroître le nombre des responsables en refusant de distinguer les conditions pures et simples des conditions causales et en déclarant que les premières comme les secondes engagent la responsabilité de leur auteur. Dans l'exemple que nous avons donné, quelques lignes plus haut, à côté de la responsabilité de l'automobiliste, auteur principal de l'accident, on voit apparaître la responsabilité de l'instituteur. Aussi ne devons-nous pas nous étonner que cette conception, si favorable à la victime, apparaisse, aux auteurs qui veulent à tout prix trouver un responsable, comme un des moyens les plus commodes pour assurer la réparation de tous les dommages.

La Jurisprudence elle-même paraît s'être laissée influencer par les idées nouvelles. En tous cas, elle n'est pas unanime dans les solutions qu'elle donne et, tour à tour, opte pour l'une ou l'autre des théories précitées. Quelques arrêts s'attachent à la conception la plus étroite de la causalité (21). D'autres paraissent favorables à la conception de la causalité principale (22). La plupart s'en tiennent à constater une causalité purement occasionnelle (23).

(21) Cf. notamment: Req., 26 nov. 1877, D. 1878.1.118. — Req., 5 février 1884, D. 1884.1.367. — Civ., 15 juin 1894, D. 1894.1.565.

(22) Cf. notamment: Req., 27 mai 1895, D. 1896.1.213. — Req., 13 janv. 1903, S. 1903.1.396.

(23) Cf. notamment: Civ., 19 mars 1888, D. 1888.1.397. — Civ., 7 février 1894, D. 1894.1.239. — Civ., 7 août 1895, D. 1896.1.81. — Civ., 22 février 1898, D. 1901.1.423. — Civ., 31 juillet 1912, D. 1914.1.144. — Civ., 18 oct. 1926, D. 1927.1.101. — Civ., 3 mars 1936, G.P. 24 mars 1936.

DEMOGUE. *Traité des obligations*, t. iv, n° 367: « La jurisprudence paraît admettre que chacune des conditions, pourvu qu'elle soit fautive, peut être incriminée quand bien même il en eût fallu d'autres pour la réalisation de l'effet ».

La même tendance se manifeste dans les solutions apportées par les Tribunaux au problème de la responsabilité des accidents causés par les élèves. Sans doute, la jurisprudence continue à affirmer que la responsabilité du surveillant ne peut être engagée « qu'autant qu'il est démontré, par la victime ou ses ayants-droit, que l'accident se rattache par une relation certaine et indéniable de cause à effet, à une faute commise par le surveillant » (24), mais elle admet en même temps l'existence d'un lien causal suffisant pour fonder l'obligation de réparer le dommage toutes les fois que la disparition de l'acte incriminé eut rendu impossible la réalisation de ce dernier. En d'autres termes, elle admet de plus en plus largement la preuve d'un rapport causal et s'en tient presque toujours à constater une causalité purement occasionnelle.

D'ailleurs, dans la majorité des cas, les Tribunaux sous-entendent le vieux notionnel archaïque de la causalité directe et immédiate. Ils se contentent d'établir soigneusement l'acte fautif de la personne civilement responsable et ils en déduisent — formellement ou tacitement — la relation de cause à effet.

Ainsi, la Cour de Limoges, dans son arrêt du 1^{er} mai 1895, déjà cité, s'est bornée à préciser la faute commise par le directeur de l'Ecole de la Souveraine et elle en a déduit implicitement le lien de causalité entre cette faute et l'accident (25). Dans cet exemple, les antécédents du dommage s'enchaînaient en quelque sorte par la prévisibilité de celui-ci et le manque de précautions est bien une des conditions sans laquelle le préjudice ne se fût pas réalisé. Mais

(24) Trib. Civil Bordeaux, 29 juillet 1910, D. 1912.2.385.

(25) Voir également les arrêts précités: Cour de Lyon, 14 février 1905. — Trib. Civil Seine, 29 juin 1904. — Trib. Civil Seine, 5 nov. 1896.

il est difficile de voir dans ce défaut de précautions la cause de l'accident et il paraît impossible d'affirmer que cette faute étant prouvée, il doive s'ensuivre nécessairement la preuve du rapport de cause à effet au point qu'il soit superflu de mentionner ce lien de causalité dans un arrêt.

En réalité, en pareil cas, la responsabilité de l'instituteur apparaît moins comme une conséquence du principe d'après lequel on doit réparer tous les préjudices, suite directe et immédiate de son activité, que comme une sanction atteignant celui qui, pouvant et devant mesurer les risques créés par lui ou par un tiers, n'a rien fait pour éviter le dommage. C'est cette idée, plus encore que la technique de la causalité juridique, qui incite la jurisprudence à admettre de plus en plus facilement la preuve du lien de causalité et, parfois même, à présumer celui-ci, rapprochant ainsi la responsabilité du fait d'autrui pour faute prouvée de la responsabilité du fait d'autrui pour faute présumée.

SECTION II. — DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'ÉLÈVE FONDÉE SUR UNE FAUTE PRÉSUMÉE DE L'INSTITUTEUR

Après avoir posé une présomption de faute à l'encontre des parents au cas de dommages causés par les enfants, le législateur de 1804 a édicté une règle analogue en ce qui concerne les instituteurs pour les dommages causés par leurs élèves.

Ainsi l'art. 1384 § 4 dispose : « Les instituteurs... (sont responsables) du dommage causé par leurs élèves... pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ».

« Sur le fondement de la responsabilité des père et mère, instituteurs et artisans, tout le monde est d'accord, affirme M. BECQUÉ: elle repose bien sur l'idée de faute mais seulement, dans ce cas, la faute est présumée » (26).

Cette constatation se trouve corroborée par la présence, dans l'art. 1384 lui-même d'un alinéa cinquième qui permet aux instituteurs de s'exonérer en démontrant « qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité », c'est-à-dire en prouvant qu'ils sont exempts de faute.

L'étude des travaux préparatoires du Code Civil confirme d'ailleurs cette interprétation. Quoi de plus net, en effet, sur ce point, que la déclaration faite par TERRIBLE au Corps Législatif : « Le dommage pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un : s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort, dont chacun doit supporter les chances ; mais s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation. C'est à ce principe que se rattache la responsabilité... des instituteurs et artisans pour les dommages causés par les élèves et les apprentis. » (27).

La même idée de faute commise par ceux qui encourent la responsabilité, guide BERTRAND DE GREUILLE tout au long de son rapport au Tribunat, au nom de la section de législation (28) et fait dire à TREILHARD, dans l'exposé des motifs du projet : « Cette responsabilité est de toute justice.

(26) BECQUÉ. — *De la responsabilité qui incombe à une personne à raison du dommage causé par une autre*. Thèse, p. 13.

(27) Séance du 19 Pluviôse, an XII, LOCRÉ XIII, p. 58, n° 19.

(28) Séance du 16 Pluviôse, an XII, LOCRÉ XII, p. 41 et s. n° 10 à 16.

Ceux à qui elle est imposée, ont à s'imputer pour le moins, les uns de la faiblesse, les autres du mauvais vouloir, tous de la négligence. » (29).

Ces déclarations nous permettent donc d'affirmer de façon formelle que la responsabilité, édictée par l'art. 1384 § 4 à l'encontre de l'instituteur repose sur une faute commise par celui-ci.

Cette faute doit-elle être prouvée ou bien est-elle présumée ? Ici encore la solution est indéniable : les rédacteurs du Code Civil ont cru devoir édicter, pour faciliter l'action de la victime, une présomption de faute. La victime qui, sur le terrain de l'art. 1382, ne pouvait obtenir réparation qu'en établissant cette faute, se trouve dispensée par l'art. 1384 d'en rapporter la preuve. Il lui suffira de démontrer qu'elle a subi un dommage et que ce dommage a eu lieu pendant qu'elle se trouvait sous la surveillance de l'instituteur, pour avoir droit « de plano » à l'indemnisation du préjudice.

Dispensée d'établir la faute, la victime l'est-elle également de démontrer le lien de cause à effet ? Cette solution paraît s'imposer. Obliger la victime à prouver le lien de causalité ne serait-ce pas, en effet, la contraindre indirectement à prouver la réalité de la faute elle-même ? Comment établir qu'un défaut de surveillance a causé un dommage sans démontrer par-là même qu'il y a eu défaut de surveillance ? La preuve du lien de cause à effet nécessite toujours celle de la faute : La victime étant dispensée de prouver cette dernière doit donc, par cela même, être déchargée de la preuve du lien de causalité (30).

(29) Exposé des motifs: Séance du 9 Pluviôse, an xii, LOCRÉ xiii, p. 32, n° 11.

(30) Cf. DEMOGUE. — *Op. cit.*, t. V, n° 822.823.

MAZEAUD. — *Responsabilité civile*, tome I, p. 680, n° 763.

Ainsi, l'art. 1384 § 4 du Code Civil trouve son fondement juridique dans une faute de l'instituteur et cette faute, ainsi que le lien de causalité, est présumée par la loi.

Mais peut-on préciser le contenu de cette présomption et son étendue ? Peut-on déterminer avec certitude le caractère et la nature de la faute présumée ?

Et tout d'abord, est-il vraiment nécessaire de se livrer à cette recherche ? Au premier examen, il semble bien que non. Qu'importe, en effet, que la faute présumée soit un défaut d'instruction, d'éducation ou de surveillance, puisque la victime est dispensée d'en rapporter la preuve. Il semble donc que c'est faire œuvre de pure érudition que de discuter sur la nature d'une faute présumée. Cependant il n'en est rien et une analyse moins superficielle de la question fait apparaître tout l'intérêt pratique que présente une telle discussion. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler que le paragraphe 5 de l'art. 1384 permet aux instituteurs de s'exonérer en prouvant « qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne naissance à cette responsabilité ». On voit alors toute l'importance du problème de la nature de la faute présumée. Si on admet, avec la jurisprudence, que la présomption de faute repose uniquement sur un défaut de surveillance, on devra décharger l'instituteur de toute responsabilité dès qu'il aura démontré qu'il n'a commis aucune faute dans la garde. Si, au contraire, on soutient que le fondement de la responsabilité exceptionnelle de l'art. 1384 § 4 peut se trouver aussi bien dans un défaut d'instruction ou d'éducation que dans une faute de surveillance, on sera amené, par cela même, à se montrer plus rigoureux vis-à-vis de l'instituteur et on sera conduit à exiger, pour l'exonérer, la preuve non seulement d'une surveillance attentive et continue mais encore d'une instruction suffisante et d'une éducation convenable. Il est

donc essentiel, pour pouvoir déterminer l'étendue de la responsabilité édictée par l'art. 1384 § 4, de préciser la nature de la faute présumée.

Pour ce faire, il est nécessaire de rechercher en quoi consiste la profession d'instituteur et quels sont les devoirs qui en découlent.

Il est bien évident, en effet, que la présomption de faute édictée par la loi en considération de la qualité spéciale des personnes à laquelle elle s'applique ne peut résulter que de la violation d'une obligation préexistante, imposée à ces personnes par la nature même de la profession. On reconnaît là la théorie chère à M. PLANIOL, simplement transposée dans le domaine de la responsabilité pour autrui. Si la théorie soutenue par l'éminent professeur nous paraît impuissante à déterminer, sur le terrain de l'art. 1382, le caractère fautif ou non, d'une activité — la loi ne donnant nulle part la liste des obligations préexistantes — elle nous paraît, au contraire, particulièrement utile pour établir, dans l'hypothèse qui nous occupe, la nature de la faute présumée, puisque le législateur a dû, étant donné le caractère exceptionnel de la disposition qu'il édictait, préciser avec soin les devoirs spéciaux des membres de l'enseignement.

Quelles sont donc les obligations imposées à l'instituteur par la nature intrinsèque de sa profession et quelles sont, parmi ces obligations, celles dont la violation est présumée par la loi ?

Il nous semble possible de résumer en une phrase l'idée générale qui va nous permettre de répondre à ces questions : « *La mission d'enseignement, dirons-nous, impose aux membres du personnel enseignant, vis-à-vis de leurs élèves, le devoir d'instruction et, accessoirement, le devoir*

d'éducation, avec, comme moyen, le devoir de garde et de surveillance ».

Devoir d'instruction d'abord : C'est le devoir fondamental de l'instituteur, celui qui donne à sa profession son caractère propre et la distingue de tous les autres métiers, celui qui englobe et conditionne toutes les autres obligations, celui enfin qui est la source première de la responsabilité édictée par l'art. 1384 § 4. L'instituteur n'est-il pas, avant tout, « un esprit qui se livre, un savoir qui s'épand » ? N'a-t-il pas pour mission essentielle d'enseigner de jeunes enfants, c'est-à-dire de leur communiquer un savoir clair et vivant, de développer leurs connaissances, d'accroître leurs facultés de compréhension, d'ouvrir à la lumière des intelligences enfantines promptes à s'émouvoir et à se mouvoir ? N'est-ce pas d'ailleurs dans l'instruction qu'il donne que le maître puise l'autorité morale qui lui permet de réfréner l'ardeur d'une jeunesse enthousiaste, d'orienter et de guider dans le droit chemin l'activité débordante de milliers et de milliers d'adolescents ?

Dès lors, on comprend difficilement que la doctrine ait parfois négligé ce devoir d'instruction, pourtant essentiel, et que la jurisprudence l'ait oublié au point d'assimiler, pour l'application de l'art. 1384 § 4, à l'instituteur le directeur d'un asile d'aliénés (31) ou une nourrice sèche (32). Ceci est d'autant plus inexplicable que les interprètes eussent pu trouver dans les déclarations faites par BERTRAND DE GREUILLE au Tribunal, mention de cette obligation d'instruction. Le rapport du projet, ne dit-il pas, en effet, que si les instituteurs et artisans voient peser sur eux une responsabilité exceptionnelle c'est parce « qu'ils doivent à ces enfants et ouvriers de bonnes instructions et de bons exem-

(31) Agen, 16 mars 1872, D. 1872.2.153.

(32) Cassation, 22 juillet 1891, D. 1892.1.5, note PLANIOL.

ples ». Cette phrase, qui ne paraît pas avoir retenu l'attention des juristes, peut-être parce qu'elle est noyée dans un long développement, témoigne que le législateur n'a pas oublié que l'obligation d'enseigner est le devoir fondamental de tout instituteur. Mais si la mission d'Enseignement impose l'obligation d'instruction — et nous pensons que personne ne contestera la vérité de cette affirmation — n'est-il pas rationnel de conclure que la violation de cette obligation est présumée par l'alinéa 4^e de l'art. 1384? Il semble bien que oui. Et cependant, il suffit d'ouvrir un recueil de jurisprudence ou un traité de responsabilité pour autrui pour s'apercevoir que jurisprudence et doctrine n'ont jamais admis et même peut-être soupçonné, cet aspect de la question. Comment expliquer le silence gardé par les Tribunaux et les auteurs sur une question cependant essentielle?

Plusieurs raisons peuvent en être données: d'abord l'hypothèse d'un accident dû uniquement à une faute d'enseignement est, en fait, très rare par suite de la capacité et de la probité professionnelle de la quasi-unanimité du personnel enseignant. Toutefois elle n'est pas à priori inconcevable. Il suffit par exemple de supposer qu'un professeur de chimie a donné l'ordre à un de ses élèves de préparer un mélange détonant sans lui fixer les proportions et sans lui indiquer les précautions à prendre et que, le mélange étant réalisé sous les yeux du maître, une explosion s'ensuit au cours de laquelle un camarade de l'élève-opérateur soit blessé. Il s'agit bien dans cet exemple théorique d'un accident causé: l'art. 1384 § 4 s'applique donc. Peut-on véritablement dire que la présomption de faute repose, dans cette hypothèse, sur un défaut de surveillance? Il est clair que non. Il y a beaucoup plus insuffisance de directives, de conseils donnés par le maître, en un mot défaut de l'en-

seignement fourni, que vice de surveillance. En admettant que le professeur prouve qu'il veillait sur l'élève, qu'il assistait personnellement à l'expérience et en vérifiait la régularité, on ne saurait rationnellement prétendre qu'il a commis une faute de surveillance et on devrait, sur le terrain de la pure logique, l'exonérer.

Sans doute, si pareille situation était évoquée devant les Tribunaux, les juges ne déchargeraient pas le maître de sa responsabilité et considéreraient, très certainement, que celui-ci a commis une faute de surveillance. En effet, se refusant à voir dans le défaut d'instruction une faute présumée par l'art. 1384 et se trouvant dans la nécessité de sanctionner l'attitude néfaste de l'instituteur, les Tribunaux ont été amenés à accroître démesurément la notion de surveillance au point de considérer comme défaut de garde des faits qui sont en réalité des fautes dans l'enseignement ou dans l'éducation: c'est là la deuxième raison qui explique la position de la jurisprudence.

Enfin et surtout, admettre que l'art. 1384 était fondé sur un devoir d'instruction, c'était obliger le maître, pour échapper à sa responsabilité, à prouver qu'il n'avait commis aucune faute dans l'enseignement. Théorie sévère qui équivalait en fait, à supprimer toute possibilité d'exonération et qui aboutissait, en l'état actuel de l'organisation du service public de l'enseignement, à des conséquences pratiques désastreuses devant lesquelles les Tribunaux ont, à juste titre, reculé.

Ainsi s'explique la position prise par la doctrine et par la jurisprudence, position qui, répétons-le, nous paraît, sur le terrain de la logique pure, difficilement défendable, mais qui trouve sa raison d'être et sa justification dans les exigences impérieuses de la vie pratique.

Mais si l'instituteur doit être avant tout un semeur d'idées

dans un monde d'intelligences, si sa fonction principale consiste à instruire, il n'en est pas moins vrai qu'il manquerait gravement à sa mission s'il ne contribuait parallèlement au développement des facultés spirituelles et morales de ses élèves. Chargé par la loi du 24 mars 1882, de l'enseignement moral, l'instituteur, c'est-à-dire la personne à qui la nation a confié le soin « d'instituer » l'homme dans l'enfant, doit, par ses préceptes et par son exemple, participer à l'éducation des enfants dont il a la charge. C'est là, avons-nous dit quelques lignes plus haut, le second devoir des membres du personnel enseignant.

Sans doute l'éducation, œuvre de longue haleine, exige une application soutenue, difficilement conciliable avec le caractère temporaire des fonctions exercées par les instituteurs (33). Aussi bien n'est-ce point aux instituteurs mais aux père et mère que le législateur a confié le rôle principal, la mission primordiale dans la formation spirituelle et morale de la jeunesse. Néanmoins il serait vain de nier l'influence, souvent considérable, que peut avoir un maître sur ses élèves. Sans parler des internes qui se trouvent en fait, soustraits pendant la plus grande partie de l'année à l'action éducatrice de leurs parents et dont l'éducation est, par suite, beaucoup plus l'œuvre de l'établissement que des père et mère, il est indéniable que les élèves subissent fréquemment l'ascendant de leur professeur, même si celui-ci ne leur donne que quelques heures de cours par semaine. Cet ascendant, cette autorité morale, puisés dans l'enseignement qu'il donne, l'instituteur a le devoir de les utiliser

(33) C'est pour cette raison que certains auteurs se refusent à considérer que l'instituteur est en même temps « éducateur ».

Cf. DEMOGUE. — *Traité des oblig.*, t. V, n° 847, p. 37.

MAZEAUD. — *Op. cit.*, t. I, n° 796, p. 814.

pour développer chez l'enfant les tendances utiles à l'homme et combattre les instincts contraires. Eveilleur d'âmes, le maître doit « par une longue suite d'influences morales, à force de patience, de fermeté, de douceur, d'élévation dans le caractère et de puissance persuasive » (34) former des consciences et mettre à leur service des volontés fortes. Ce devoir d'éducation qui, pour certains auteurs, s'intègre et s'absorbe dans le devoir d'enseignement (35) et qui, pour nous, est le complément distinct mais nécessaire de l'instruction dont il parfait et coordonne l'action, se trouve clairement mentionné, dans les travaux préparatoires du Code, parmi les raisons invoquées par les orateurs pour justifier l'établissement de la responsabilité spéciale de l'art. 1384 al. 4. TREILHARD n'écrit-il pas, en effet: « Ceux à qui elle (cette responsabilité) est imposée ont à s'imputer pour le moins, les uns de la faiblesse, les autres du mauvais choix, tous de la négligence: heureux encore si leur conscience ne leur reproche pas d'avoir donné de mauvais principes et de plus mauvais *exemples* ! » et plus loin, le même auteur déclare: « La vie que nos enfants tiennent de nous n'est plus un bienfait si nous ne les formons pas à la vertu, et si nous n'en faisons pas de bons citoyens » (36). BERTRAND DE GREUILLE souligne également, dans son intervention au Tribunat, la nécessité d'obliger les membres du corps enseignant, à donner une bonne éducation aux élèves qui leur sont confiés. Si les instituteurs sont présumés responsables « c'est que la loi leur délègue une portion d'autorité suffisante pour retenir les enfants... qui sont sous

(34) Lettre de J. FERRY aux instituteurs sur l'enseignement moral et civique (17 nov. 1885).

(35) CHIRONI. — *Colpa extracontrattuale*, n° 337.

(36) Exposé des motifs, séance du 9 Pluviôse, an XII, LOCRÉ, t. XIII, p. 32, n° 11,

leur direction dans les bornes de la circonspection et du devoir; c'est qu'ils doivent à ces enfants... de bonnes instructions et de bons exemples » (37). La même idée de faute commise dans l'éducation se retrouve dans le discours de TARRIBLE au Corps Législatif (38).

Ainsi, tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'instituteur doit, non seulement instruire les élèves, mais encore collaborer avec leurs parents à la perfection de leur éducation. Dès lors, puisque la mission d'enseignement impose au maître le devoir d'éducation, il est logique d'admettre, comme pour l'obligation d'instruction, que l'art. 1384 en présume la violation.

Rien en effet, ni dans les travaux préparatoires, ni dans le texte de l'art. 1384 ne s'oppose à une telle interprétation. Bien au contraire, les travaux préparatoires paraissent, nous venons de le voir, justifier cette solution. Quant au paragraphe 5 de l'art. 1384, qui dispose que les instituteurs peuvent échapper à leur responsabilité en prouvant « qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité », il ne précise nullement la nature de la faute qui a permis la réalisation du dommage: il est donc aussi rationnel de supposer que l'on aurait pu empêcher le préjudice en éduquant convenablement l'élève qu'en le surveillant attentivement.

Et cependant l'unanimité des auteurs et la quasi-totalité des tribunaux se prononcent en sens contraire. C'est ainsi que MM. Henri et Léon MAZEAUD eux-mêmes, quoique affirmant que l'art. 1384 « présume que les parents ont à la fois mal surveillé et mal éduqué l'enfant qui a causé le

(37) Rapport au Tribunat au nom de la section de législation, séance du 16 Pluviôse, an XII, LOCRÉ, t. XIII, p. 42, n° 12.

(38) Séance du 19 Pluviôse, an XII, LOCRÉ, t. XIII, p. 58.59, n° 19, 20.21.

dommage » (39) se refusent à admettre la même présomption à l'encontre des instituteurs, sous le prétexte que leur mission consiste à enseigner non à éduquer (40). La jurisprudence elle aussi, rejette le devoir d'éducation comme fondement de la responsabilité exceptionnelle des membres du personnel enseignant. Seule une Cour d'Appel a osé invoquer cette idée d'éducation en analysant très finement, dans un des attendus de l'arrêt rendu par elle, la conception des rédacteurs de l'art. 1384. « Le législateur — dit la Cour de Grenoble — ayant certainement visé l'éducation de la jeunesse plus encore que l'instruction, car les faits dommageables dont il édicte la responsabilité découlent bien plus des défauts de l'éducation que des défauts de l'instruction » (41). Cet arrêt, qui eût pu amener un changement de jurisprudence est resté isolé de sorte que l'on peut dire que Tribunaux et auteurs sont d'accord pour repousser cette solution, si conforme aux travaux préparatoires et à la logique.

Les raisons de cette attitude? D'abord nombreux sont les auteurs qui, avec M. DEMOGUE considèrent « que l'éducation morale émane surtout de la famille, que le maître n'a qu'une influence limitée qu'il exerce d'ailleurs presque toujours dans un sens favorable et que le défaut d'éducation n'a donc pas à se présumer » (42). En outre, on peut répéter ici ce qui a déjà été dit à propos du devoir d'instruc-

(39) MAZEAUD. — *Op. cit.*, t. I, p. 683, n° 767 in fine.

(40) MAZEAUD. — *Op. cit.*, t. I, p. 714, n° 814.

(41). Grenoble, 20 déc. 1901, D. 1902-2-147. S. 1906.2.125.

(42) DEMOGUE. — *Op. cit.*, t. v, p. 38, n. 847.

Cf. PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Traité pratique de Droit Civil français*, tome VI, n° 633, « L'éducation n'est normalement donnée par l'instituteur qu'à partir d'un certain âge et de façon accessoire par rapport à l'action des parents. »

tion: si la jurisprudence et la doctrine se refusent à présumer la violation de cette obligation, c'est d'abord par suite de la rareté des accidents dus uniquement à un défaut d'éducation; c'est ensuite parce que la notion de surveillance, d'après la conception des tribunaux, est suffisamment vaste pour englober toutes les fautes d'instruction et d'éducation; c'est enfin parce qu'il était nécessaire de permettre à l'instituteur d'échapper parfois à sa responsabilité. Ici encore, il est permis de dire: la pratique a ses raisons que la logique ne connaît pas.

Mais si les auteurs et les tribunaux refusent, pour des raisons de fait, d'admettre que la violation des devoirs d'instruction et d'éducation est présumée par la loi, ils sont au contraire unanimes à reconnaître que le fondement juridique de l'art. 1384 repose sur un défaut de garde ou de surveillance présumé.

Chargés d'instruire et d'éduquer la jeunesse, les membres des établissements d'enseignement doivent, en même temps, surveiller les élèves qui leur sont confiés, c'est-à-dire contrôler leur activité pour les empêcher de nuire à eux-mêmes, à des camarades ou à des tiers. Or, comment vérifier jour par jour les résultats d'un enseignement, comment agir efficacement sur des caractères, comment développer les facultés intellectuelles ou morales d'une personne sans être en contact permanent et étroit avec elle? Sans doute on peut concevoir un enseignement sans contrôle journalier, un enseignement sans intervention personnelle du maître: c'est le cas, par exemple, de cours donnés par télégraphie sans fil, mais il va de soi qu'il est impossible de soutenir, dans ces hypothèses exceptionnelles, que l'orateur est chargé à la fois de l'instruction, de l'éducation et de la surveillance de ses auditeurs. D'ailleurs, à supposer même que l'obligation d'instruction pût ainsi être don-

née par une personne et la surveillance assumée par une autre, il serait encore nécessaire de rattacher cette obligation de surveillance au second devoir imposé à l'instituteur par sa mission, car l'éducation est œuvre d'influence par la parole persuasive et surtout par l'exemple vivant plus efficace encore que l'exemple raconté. Dès lors, il est clair que les devoirs d'instruction et d'éducation, qui sont les obligations fondamentales de la mission d'enseignement, impliquent nécessairement l'existence du devoir de surveillance.

Il suffit, pour s'en convaincre, de relire l'art. 1384 qui parle en termes exprès de l'obligation de surveillance et les différents discours prononcés par les rédacteurs de cet article. Voici par exemple, ce que disait TERRIBLE au Corps Législatif : « ...C'est au même principe que se rattache encore la responsabilité la plus importante prononcée par l'art. 17 (1384)... contre les instituteurs... pour les dommages causés... par les élèves. Les premiers sont investis d'une autorité suffisante pour contenir leurs subordonnés dans les limites du devoir et du respect dû aux propriétés d'autrui. Si les subordonnés les franchissent, ces écarts sont attribués avec raison au relâchement de la discipline domestique qui est dans la main... de l'instituteur » (43). Des paroles du législateur et des termes mêmes qu'il utilise dans l'article 1384, il ressort clairement que le devoir de surveillance est nécessaire pour qu'existe la responsabilité spéciale des membres du corps enseignant et que la violation de cette obligation est présumée par la loi. Cette conception, unanimement admise par la doctrine et par la jurisprudence, ne saurait soulever aucune espèce de dif-

(13) Séance du 10 Pluviôse, an XII, LOCRÉ, t. XIII, p. 58-59, n° 21.

ficulté. C'est pourquoi nous n'insisterons pas davantage sur ce point.

En résumé, on peut dire que la responsabilité édictée par l'art. 1384 § 4 à l'encontre des instituteurs, trouve son fondement dans une faute commise par le maître dans l'instruction, l'éducation ou la surveillance des enfants à lui confiés, mais que, pour des raisons de fait, la jurisprudence et la doctrine supposent que la violation du devoir de surveillance est seule présumée par la loi.

Tel est le fondement juridique de la responsabilité de l'instituteur dans l'hypothèse où le préjudice a été causé par le fait des élèves placés sous sa surveillance.

Il se peut également que la responsabilité du maître soit engagée à l'occasion de dommages causés par la faute prouvée ou présumée de ses préposés en vertu de l'art. 1384 § 3, ainsi conçu : « Les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ».

Cette responsabilité est susceptible de jouer, soit pour les parents qui font instruire leurs enfants à leur domicile par un précepteur, soit pour les directeurs d'établissements d'enseignement qui ont sous leurs ordres, en qualité de préposés, des professeurs et des surveillants chargés de les aider dans leur mission d'Enseignement.

Deux solutions peuvent alors être envisagées : tantôt les conditions d'application de l'alinéa 4^e sont réunies dans la personne des père, mère ou directeur ; dans ce cas, ceux-ci étant à la fois instituteurs et commettants (44), peu-

(44) Il en sera ainsi notamment lorsque les père, mère ou directeur, collaboreront avec leurs préposés à l'instruction des élèves, par exemple en venant rétablir l'ordre dans la salle de classe ou d'étude ou en donnant, pendant le cours, quelques conseils à leurs subordonnés.

vont être poursuivis par la victime, et à son choix, soit sur le terrain de l'art. 1384 al. 4, soit sur le terrain de l'alinéa 3°. Tantôt, au contraire, les conditions exigées par l'art. 1384 § 4 ne sont pas remplies: les père, mère ou directeur ne sont plus soumis à cet article et ne peuvent plus, dès lors, subir la responsabilité exceptionnelle de l'instituteur: la victime ne peut, dans ces conditions, les attaquer qu'en s'appuyant sur leur qualité de commettant et en invoquant une faute de leur subordonné.

Encore faut-il, évidemment, que les père, mère ou directeur aient vis-à-vis de leurs sous-verges, la qualité de commettants.

Laissant de côté la question si controversée du fondement de cette responsabilité — ce qui nous amènerait à des développements beaucoup trop longs et hors du sujet de notre thèse — nous nous bornerons à préciser la notion de préposé.

Quand donc existe le rapport de préposition entre deux personnes?

La majorité de la doctrine et la jurisprudence, adoptant le point de vue de POTHIER (45), exigent que deux conditions soient remplies:

La première est la faculté pour le commettant, de choisir librement son préposé; « Ceci a été établi — écrivait POTHIER — pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques ».

La seconde est l'existence d'un lien de subordination entre le commettant et le sous-verge. C'est, semble-t-il, pour la jurisprudence la condition essentielle: « attendu — déclare la Cour de Cassation dans une formule maintes fois reproduite — que la responsabilité des faits du préposé, mise

(45) POTHIER. — *Traité des obligations*, n° 121.

par l'art. 1384 § 3 du Code Civil à la charge du maître ou du commettant, suppose que ce dernier a eu *le droit de donner au préposé des ordres ou des instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquelles il est employé* » (46).

Néanmoins, la jurisprudence continue à affirmer que les 2 conditions sans avoir la même valeur sont toutes deux nécessaires: « La responsabilité de l'art. 1384 §3 suppose, dit-elle, non seulement qu'ils ont choisi leurs préposés, mais encore qu'ils ont le droit de leur donner des ordres... » (47).

La même conception est défendue par la majorité de la doctrine. « Partout où l'existence des deux conditions sera constatée, dit notamment SOURDAT, on pourra dire hardiment que la responsabilité existe; que si l'une d'elles vient à manquer, la responsabilité cesse » (48).

Ces deux conditions étant nécessaires, nous devons nous demander si elles se trouvent réunies dans la personne des membres du corps enseignant.

Il faut ici distinguer les chefs d'établissement de l'Enseignement Privé et les chefs d'établissement de l'Enseignement Public.

Les premiers ont la possibilité de choisir à leur guise leurs collaborateurs ou auxiliaires; ils ont en outre le droit de

(46) Civil, 15 juin 1926, S. 1926.1.250 avec note ESMEIN. — Cf. Civil, 18 juin 1928, G. P. 1928.2.411. — Crim., 9 janv. 1931, D. 1931.1.171 avec note DALLANT. — Crim., 23 juin 1932, G.P. 1933.2.463. — Crim., 20 mai 1933, G.P. 1933.2.352.

(47) Crim. 8 mai 1908, G.P. 1908.1.696. — Req. 7 nov. 1910, D. 1912.1.322. — Crim. 30 nov. 1902, S. 1902.1.544.

(48) SOURDAT. — *Traité général de la responsabilité*, 4^e éd., tome II, n° 887.

Dans le même sens: BEUDANT, *Droit Civil français*, tome IV, n° 1213 a. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Traité théorique et pratique des obligations*, t. VI, n° 2912. — LAROMBIERE. *Théorie et pratique des obligations*, t. V, art. 1384, n° 8.

diriger entièrement leurs subordonnés dans l'exercice du travail dont ils les ont chargés. Dès lors, puisqu'existent le libre choix et l'état de dépendance, on doit leur reconnaître la qualité de commettant et les soumettre à la responsabilité édictée par l'art. 1384 al. 3^e. Il en est de même pour les œuvres de bienfaisance à l'égard des personnes à qui les enfants sont confiés (49) ou pour la commune vis-à-vis du personnel chargé de la surveillance dans une cantine scolaire (50).

Pareille situation ne semble pas pouvoir se rencontrer dans les établissements publics d'enseignement où les professeurs étant des fonctionnaires nommés par le Gouvernement et non par le directeur, conservent leur indépendance. Aussi pensons-nous que les directeurs des établissements publics ne sauraient être tenus, en vertu de l'art. 1384 al. 3, de réparer les dommages causés par leurs collaborateurs.

C'est d'ailleurs ce que la jurisprudence a décidé maintes fois. Ainsi, un arrêt de la Cour d'Appel d'Aix, rendu le 17 décembre 1870 a déclaré que le proviseur du lycée de Marseille n'est pas le commettant des surveillants qu'il n'a pas nommés. Voici en quels termes la cour motiva sa décision: « Attendu qu'il (le proviseur) ne saurait répondre des fautes ou des défaillances d'agents placés sous ses ordres, mais dont le choix ne lui appartient pas et dont le nombre et les attributions sont absolument indépendants de lui... » (51).

Par les mêmes motifs, un jugement du Tribunal civil du Havre, en date du 27 août 1879, a décidé qu'une ville pro-

(49) Besançon, 27 mai 1927. G. P. 1927-2-370.

(50) Lyon, 31 oct. 1928. S. 1928.2.156.

(51) Aix, 17 déc. 1870. D. 1872.2.131. Cf. Trib. Hazebrouck, 2^e août 1879. D. 1881.2.83. — Douai, 13 janv. 1880. S. 1881.2.81.

priétaire d'une école professionnelle n'a pas la qualité de commettant à l'égard du personnel enseignant de cette école (52).

Enfin, si certains arrêts ont retenu la responsabilité d'un proviseur ou d'un principal c'est uniquement par application de l'alinéa 4^e de l'art. 1384, en assimilant le directeur de l'établissement d'enseignement à l'instituteur (53).

Lorsque la victime a établi que le directeur de l'institution privée ou le père de famille (cas où l'enfant est instruit à la maison par un précepteur) est bien un commettant au sens de l'art. 1384 § 3, elle doit démontrer qu'elle a subi un dommage et que ce dommage a été causé par une faute du préposé. Cette faute du sous-verge devra être prouvée si le préjudice n'est pas dû au fait d'un des élèves; elle sera présumée dans l'hypothèse où l'art. 1384 §4 pourra être valablement invoqué (54).

Quelle sera alors, dans ce cas, la situation exacte du commettant? Devra-t-on lui interdire toute preuve contraire par suite du caractère irréfragable de la présomption de faute qui pèse sur lui? Sera-t-il, au contraire, admis à démontrer que son subordonné était personnellement dans l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable, tout en lui refusant la possibilité d'établir qu'il est lui-même exempt de toute faute?

Nous pensons que c'est dans ce dernier sens qu'il convient de se prononcer. La règle d'après laquelle le commettant ne peut jamais s'exonérer de sa responsabilité en faisant la preuve contraire doit être en effet interprétée comme interdisant à l'employeur, d'établir qu'il n'a personnel-

(52) Tribunal Civil Havre, 7 mai 1896, G. Trib. du 24 juillet 1896.

(53) Paris, 10 fév. 1880, S. 1880.2.169. — Besançon, 4 fév. 1884, S. 1885.2.44.

(54) Cf. MAZEAUD. — *Op. cit.*, tome I, n° 918. — DEMOGUE. — *Op. cit.*, t. V, n° 936.

lement commis aucune faute dans le choix ou la surveillance du subordonné. Mais elle ne saurait, à notre avis, l'empêcher de démontrer que son sous-verge n'a lui-même à se reprocher aucun défaut de surveillance. En effet, l'art. 1384 § 3, a pour résultat de substituer le commettant au préposé, considéré comme le prolongement, le « double de l'employeur ». Juridiquement, lorsque le préposé agit, tout se passe au regard des tiers comme si le commettant agissait lui-même; supérieur et inférieur ne font qu'un seul être juridique en deux personnes. Par une sorte de mandat légal, le premier est mis aux lieu et place du second. Par suite, lorsqu'une faute est établie à la charge du préposé, elle est ipso facto démontrée à l'encontre du commettant. On comprend dès lors que toute preuve contraire soit refusée à ce dernier puisqu'en établissant le fait du sous-verge la victime prouve en même temps le fait de l'employeur.

De même, lorsque, par application des principes généraux, le préposé est présumé en faute, tout se passe vis-à-vis du demandeur, comme si le commettant était lui-même présumé en faute. Ainsi, le directeur d'une institution privée, commettant de ses professeurs ou surveillants, emprunte en quelque sorte leur responsabilité: Aussi voit-il peser sur lui la responsabilité même qui pesait sur ses collaborateurs par application de l'art. 1384 § 4. La présomption de faute jouera donc contre lui, mais il pourra, tout comme l'instituteur dont il tient la place, démontrer qu'au moment de l'accident son subordonné était dans l'impossibilité d'empêcher le fait. Cette preuve contraire, permise par l'art. 1384 § 5, exonérant le professeur ou le surveillant, exonèrera ipso facto le directeur, la responsabilité de ce dernier devant être calquée sur celle du premier.

Dès lors, l'application de l'art. 1384 § 3, à la situation respective du directeur d'un établissement privé et des pro-

fesseurs qui sont sous ses ordres, équivaut donc à la substitution de la responsabilité du directeur, donc de l'Institution, à celle de ses collaborateurs.

Nous verrons, dans un des chapitres suivants, que la loi du 20 juillet 1899 a eu seulement pour objet de substituer la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'Enseignement Public. Cette loi n'a donc pas été, comme on le croit trop souvent, une innovation. Elle s'est contentée de transposer dans le domaine de l'Enseignement Public les règles que la jurisprudence et la doctrine avaient dégagées dans le domaine de l'Enseignement Privé. Ceci explique la désillusion profonde éprouvée par les instituteurs publics au lendemain du vote de la loi de 1899.

Ayant ainsi précisé le fondement juridique et le contenu de la présomption de faute qui pèse sur les instituteurs, ayant étudié la difficulté née de la combinaison de l'art. 1384 § 3, et de l'art. 1384, § 4 nous devons maintenant rechercher le caractère et la force d'application de cette présomption.

SECTION III. — DE LA FORCE D'APPLICATION DE LA PRÉSUMPTION DE LA RESPONSABILITÉ ÉDICTÉE PAR L'ART. 1384 § 4

L'instituteur, comme le père de famille, peut dégager sa responsabilité en établissant qu'il n'a pu empêcher le fait, cause génératrice ou occasionnelle du préjudice. C'est dire que la présomption de faute édictée par la loi à sa charge est une présomption *juris tantum*. L'art. 1384 § 5, le reconnaît formellement: « La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne

prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ». Que faut-il entendre par là ? Quelle est exactement la preuve que doit rapporter le maître pour être déchargé de sa responsabilité ?

Lorsque la loi édicte une présomption de responsabilité — et lorsque cette présomption n'est pas une présomption juris et de jure — deux systèmes de preuve contraire sont possibles: ou bien la loi permet à l'auteur du dommage de s'exonérer en démontrant qu'il n'a commis aucune faute, ou bien elle exige qu'il établisse que le dommage est dû à une cause étrangère telle que le cas fortuit ou la faute de la victime. Tantôt le juge devra se demander si un individu avisé n'aurait pas agi autrement que le défendeur et, dans la négative, admettre l'absence de faute; tantôt, il devra rechercher si un individu avisé aurait été dans *l'impossibilité* d'agir autrement que le défendeur, auquel cas il devra reconnaître l'existence d'un cas fortuit.

De ces deux preuves, quelle est celle qui est exigée ici ? Est-ce seulement l'absence de faute, ou bien, au contraire, l'impossibilité absolue, confinant à la force majeure ? En d'autres termes, l'instituteur est-il exonéré lorsqu'il démontre qu'il a bien surveillé l'élève, ou bien n'échappe-t-il à sa responsabilité qu'en établissant qu'il lui a été absolument impossible et qu'il eût été absolument impossible à quiconque de prévoir et d'éviter le dommage ?

Entre ces deux thèses, il est nécessaire de choisir, car suivant que l'on adoptera la première ou la seconde conception, on aboutira, en jurisprudence, à des solutions différentes, voire même contradictoires. C'est ce qu'a excellemment montré M. THEZARD dans son rapport au Sénat lors de la réforme qui aboutit à la loi du 20 juillet 1899: « Si théoriquement l'impossibilité paraît quelque chose d'absolu, non susceptible de plus ou de moins, elle peut être appréciée

très diversement en fait; où tel tribunal jugera qu'il y a impossibilité réelle d'empêcher l'accident, tel autre décidera que cette impossibilité n'était pas absolue, que par telles précautions extrêmes, minutieuses, absurdes, difficiles à pratiquer, mais à la rigueur possibles, l'accident eût été évité; donc, conclura-t-il, il n'y avait pas impossibilité et, il faut le reconnaître, au point de vue de la logique abstraite, c'est ce dernier système qui est dans le vrai » (55).

Essayons donc de préciser les conditions d'admission de la preuve contraire réservée aux instituteurs.

L'étude des travaux préparatoires ne fournit à ce sujet que des renseignements assez incertains. BERTRAND DE GREUILHE dans son rapport au Tribunat, semble exiger la preuve de l'impossibilité absolue lorsqu'il déclare: « Mais si les pères, mères, instituteurs ou artisans parviennent à prouver qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher le fait dont on se plaint, alors la garantie disparaît, *parce que l'impossibilité bien constante équivaut à la force majeure*, qui ne donne ouverture à aucune action au profit de celui qui en est la victime » (56). Sans doute BERTRAND DE GREUILHE n'exige-t-il pas expressément la preuve de la force majeure, mais seulement la preuve d'une impossibilité selon lui équivalente. Il n'en est pas moins vrai que par là il semble nettement indiquer que le législateur n'a entendu exonérer l'instituteur que dans l'hypothèse, forcément rare, du cas fortuit. Dans ces conditions, toutes les fois qu'il serait possible de prouver qu'avec telles ou telles précautions minutieuses, l'accident eût pu être évité, le juge devrait refuser de libérer le maître de sa responsabilité. Mais cette conception est formellement rejetée par le rapporteur du projet

(55) *J. O.*, Doc. Parl., Sénat, 1899, Annexe, n° 23, p. 60.

(56) LOCRÉ, t. XIII, précité, p. 42, n° 13.

au Corps Législatif. TARRIBLE ne dit-il pas, en effet : « Cette responsabilité est nécessaire... mais elle exigeait, dans certaines circonstances, des tempéraments qui n'ont pas échappé à la sagacité des rédacteurs du projet... Elle cesse, à l'égard de tous, s'ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui y donne lieu. La responsabilité ne peut en effet atteindre ceux qui sont exempts de tout reproche » (57). Il est clair que pour TARRIBLE, les instituteurs, comme les père et mère, doivent être exonérés dès que le juge estime qu'un individu avisé, placé dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, aurait suivi la même ligne de conduite que l'auteur du dommage, c'est-à-dire dès que l'absence de faute aura été rapportée. Nous sommes donc en présence de deux conceptions opposées, antinomiques, au point que les travaux préparatoires peuvent être utilisés tour à tour soit pour exiger la preuve du cas fortuit ou de force majeure, soit pour se contenter de la preuve de l'absence de faute.

Comment dès lors se décider dans un sens ou dans l'autre? Il faut, pour cela, faire appel aux principes juridiques, dégagés dans la précédente section, et qui sont à la base de la présomption de faute édictée par l'art. 1384 § 4. L'idée générale qui a guidé les rédacteurs de cet article était, avons-nous dit, la suivante : « La mission d'Enseignement impose aux instituteurs des obligations non seulement vis-à-vis de l'enfant, mais vis-à-vis des tiers; ils doivent en donnant à leurs élèves une solide instruction, en les éduquant convenablement et en les surveillant attentivement, les empêcher de provoquer un accident. Par suite, si l'enfant cause un dommage, il est permis de penser que l'instituteur n'a pas exactement rempli son devoir, qu'il a commis une faute. On va donc, pour faciliter l'action de la victime créer,

(57) LOCRÉ, tome XIII, p. 59, n° 21 .

une présomption de faute à l'encontre des membres du personnel enseignant. Mais si l'instituteur parvient à démontrer qu'il n'a commis aucune faute ni dans l'instruction, ni dans l'éducation, ni dans la surveillance des élèves à lui confiés, la raison d'être de la présomption disparaît: il n'est plus permis, dans cette hypothèse, de supposer que le maître n'a pas rempli exactement son devoir puisqu'il prouve n'avoir pas violé les obligations qui lui sont imposées par sa mission. La présomption légale édictée par l'art. 1384 § 4, dérivant d'une faute commise par le maître doit disparaître dès que disparaît toute possibilité de présumer cette faute par application de l'adage latin : « Nullum crimen patitur is, qui non prohibet, cum prohibere non potest » (58).

Il s'ensuit que l'instituteur sera libéré de sa responsabilité dès qu'il démontrera qu'un individu prudent et avisé, placé dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, aurait instruit, élevé et surveillé l'enfant de la même façon que lui: en un mot, (en admettant, pour des raisons de fait, la thèse de la doctrine et des tribunaux, d'après laquelle le défaut d'instruction et la mauvaise éducation ne sont pas présumés), dès qu'il prouvera qu'il n'a commis aucune faute de surveillance, qu'il n'a pas à se reprocher une « culpa in vigilando ».

Telle est la solution qui s'impose si on s'en réfère aux principes juridiques sur lesquels repose la responsabilité exceptionnelle des instituteurs, et telle est bien en fait, la conception adoptée par la doctrine et la jurisprudence.

Voici d'ailleurs ce que dit LAROMBIERE à ce sujet: « Il suffit que les parents, tuteurs, artisans et instituteurs aient fait pour empêcher et prévenir le délit ou quasi-délit tout ce

(58) PAUL. — L. 10, « De Reg. juris. »

qu'il était humainement et raisonnablement possible de faire. En prouvant qu'ils ont fait tout ce que leur prescrivait leur position, qu'ils ont accompli tous les devoirs que leur imposait leur qualité et qu'ils n'ont rien négligé dans l'exercice de leur autorité et de leur surveillance, ils auront suffisamment établi qu'il leur a été impossible d'empêcher le fait qui donne lieu à leur responsabilité. Ils en seront conséquemment quittes et affranchis » (59).

Cette opinion, adoptée par la majorité de la doctrine (60), est-elle celle pour laquelle se prononce la jurisprudence ? L'examen de quelques cas concrets soumis à l'appréciation des Tribunaux va nous permettre de répondre à cette question.

Tout d'abord, l'instituteur peut-il se prévaloir de l'alinéa 5 de l'art. 1384 s'il a lui-même facilité la réalisation du dommage en mettant entre les mains de l'élève des jouets ou des instruments dangereux ?

Il va de soi que le maître eût pu, dans cette hypothèse, empêcher matériellement le fait d'où découle sa responsabilité : il lui eût suffi pour cela de s'abstenir de donner à ses élèves des objets dangereux. Si la jurisprudence, se rangeant à la thèse de BERTRAND DE GREUILHE, exigeait la preuve de l'impossibilité absolue pour exonérer l'instituteur, il est clair qu'elle devrait toujours refuser de libérer le maître, dès l'instant que le fait matériel de la remise et de la détention d'objets dangereux serait établi. Or, telle n'est pas

(59) LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations*, t. VII, art. 1384, n° 24.

Dans le même sens : BEUDANT. — *Droit Civil français*, tome IV, n° 1208. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 858, p. 53-54. — PLANIOL-RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 633.

(60) Cf. BECQUÉ. — *Op. cit.* : « L'instituteur pourra faire tomber la présomption de faute qui pèse sur lui en démontrant qu'il a exécuté l'obligation de surveillance qui lui incombe dans la limite du possible ».

la solution admise par les Tribunaux. Ceux-ci se réservent formellement le droit d'apprécier la conduite de l'instituteur et de le décharger de sa responsabilité s'ils estiment que la remise faite par lui à l'élève d'objets dangereux n'est pas fautive.

Ainsi, un jugement du Tribunal Civil d'Hazebrouck déclare l'Etat français responsable sur le terrain de l'art. 1384 § 4 et § 6 de la blessure faite à un élève par un de ses condisciples à l'aide d'une hachette, se refusant à exonérer l'Etat uniquement parce « qu'on peut relever à la charge de l'instituteur un défaut de surveillance et une imprudence dans le fait de laisser trop facilement accessible à des écoliers en récréation un local où se trouvaient des hachettes d'un maniement dangereux » (61).

La Cour d'Appel de Besançon, dans un arrêt, en date du 27 janvier 1909, avait déjà admis une solution analogue. Un élève d'une école primaire supérieure avait eu un œil crevé par le saut d'un pointeau sur lequel un de ses camarades avait porté sans nécessité un coup de marteau à faux. L'Etat, condamné en première instance par application de la loi de 1899, fut débouté de son appel, non parce qu'il n'avait pu démontrer le cas fortuit, mais seulement parce que l'instituteur avait abandonné entre les mains d'un élève un outil qui ne lui était plus nécessaire : « attendu, dit l'arrêt, qu'il est établi en fait, qu'au moment de l'accident, le pointeau dont se servait l'élève D... n'était pas employé pour l'exécution d'une pièce normale quelconque... » (62).

(61) Trib. Civil Hazebrouck, 22 juillet 1931, G. P. 1931.2.682. — Cf. Poitiers, 5 nov. 1928, D. H. 1928, p. 599, ou G.P. 1928.2.846 et sur pourvoi, Req., 28 avril 1933, S. 1933.1.255, G.P. 1933.2.52; ces deux arrêts relèvent la même faute: défaut de surveillance, remise d'objets dangereux, mais dans l'hypothèse de l'accident subi par l'élève.

(62) Besançon, 27 janvier 1909, D. 1911.2.143.

En résumé, dans l'hypothèse où l'accident a été causé par un objet ou un instrument remis à l'élève, la jurisprudence examine si cette remise est fautive ou non et c'est seulement dans la négative qu'elle écarte l'application de l'art. 1384 § 5.

La même solution est admise par les Tribunaux lorsque l'instituteur n'a pu empêcher l'acte dommageable au moment précis où celui-ci a été commis, toutes les fois que l'accident a été précédé d'une faute du civilement responsable. Il en est ainsi notamment lorsque le délit étant commis en présence du maître, celui-ci n'a pas eu assez d'autorité sur ses élèves pour les arrêter (63). Il est clair, en effet, que la faiblesse, l'impéritie de celui qui entreprend une chose au-dessus de sa capacité ou de ses forces n'est jamais une excuse, mais bien au contraire une faute engageant la responsabilité de la personne qui s'en rend coupable (64).

C'est encore la preuve de l'absence de faute et non celle de l'impossibilité absolue d'empêcher le dommage qui permettra au maître d'échapper à sa responsabilité lorsque l'accident survenu aura pour cause la faute de la victime.

Sans doute, la preuve de la faute de la victime vient diminuer et parfois supprimer la responsabilité de l'élève-auteur, mais fait-elle également disparaître la responsabilité de l'instituteur ?

Les interprètes qui, avec M. MAZEAUD, exigent que l'élève auteur du dommage ait commis une faute pour que le maître soit responsable, devront toujours, dans cette hypothèse, exonérer le surveillant. C'est à cette conception que

(63) Montpellier, 31 octobre 1908, Mon. judiciaire du Midi, 6 déc. 1908. Cf. Jurisprudence citée par DEMOGUE. — *Op. cit.*, tome V, p. 53, note 3.

(64) Cf. BEUDANT. — *Op. cit.*, t. II, n° 883.

paraît s'être rallié le Tribunal de Nancy, lorsqu'il a repoussé la demande d'indemnité introduite contre l'institutrice par les parents d'une élève qui, en se retournant brusquement, s'était blessée aux ciseaux de sa voisine. Le jugement était ainsi motivé : « attendu qu'en édictant la responsabilité de l'instituteur, en raison du dommage causé, l'article 1384 n'a en vue que le dommage causé qui résulte d'une faute commise par l'élève et que sa disposition ne peut être étendue au cas où le dommage est le résultat direct ou indirect de la faute ou de l'imprudence imputables à la victime elle-même » (65).

Il y a là, à notre avis, une erreur d'interprétation. L'art. 1384 a eu pour but d'assurer la réparation de tous les dommages causés volontairement ou involontairement par un élève, et non l'indemnisation de ceux-là seuls des préjudices qui résultent d'une faute d'un élève (66). Dès lors, il est nécessaire pour faire jouer l'alinéa cinquième de l'art. 1384 d'examiner si l'instituteur n'est pas en faute pour avoir laissé la victime commettre cette imprudence et c'est seulement si la preuve de l'absence de faute du maître est rapportée, que la jurisprudence devra l'exonérer. C'est ce qu'ont décidé un jugement du Tribunal de Châteauroux (67), rendu en 1898, et un arrêt plus récent de la Cour de Dijon (68).

De l'hypothèse de la faute de la victime on peut rap-

(65) Trib. civil Nancy, 27 nov. 1897, Journal des Instituteurs, 1897.

(66) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 637.

(67) Trib. Civil Châteauroux, 24 mai 1898, D. 1898-2-491.

Cf. dans le même sens jurisprudence citée par BOURGUIGNON, thèse, page 56, note 3.

(68) Dijon, 1^{er} mars 1926, D. H. 1926, p. 292. « Il n'y a pas à distinguer entre l'imprudence de l'enfant victime de l'accident et celle du camarade qui en a été la cause occasionnelle, la présomption de responsabilité s'appliquant dans les deux cas ».

procher le cas où l'accident est dû au naturel pervers ou à l'éducation défectueuse de l'élève auteur du préjudice. Là encore, pour exonérer l'instituteur, la jurisprudence se contente de la preuve faite par lui du caractère vicieux de l'enfant sans exiger qu'il démontre l'impossibilité absolue d'empêcher le fait d'où découle la responsabilité. Ainsi, le tribunal civil de la Seine, dans un jugement rendu le 3 avril 1897, déclare que l'acte de méchanceté commis par un élève sur un de ses camarades révèle une éducation défectueuse, suffisante pour rendre le père responsable et exonérer l'instituteur (69).

Citons encore, parmi les causes d'exonération reconnues par la jurisprudence, l'absence de l'instituteur au moment précis où s'est produit le dommage. Cette absence suffit-elle à elle seule à décharger le maître de sa responsabilité ?

Il est évident que l'instituteur n'étant pas présent sur les lieux de l'accident au moment où celui-ci s'est réalisé, il lui a été matériellement impossible d'empêcher le fait d'où découle sa responsabilité. Il semble donc qu'il y a bien cas de force majeure, puisqu'aucune personne, fût-elle très prudente et très avisée, n'eût pu empêcher un préjudice en un lieu où elle n'est pas. La jurisprudence devrait donc, si elle admettait la thèse de BERTRAND DE GREUILHE, exonérer, en toute hypothèse, l'instituteur.

Or, il n'en est rien. Les tribunaux estiment que l'instituteur doit, pour être libéré, établir que son absence n'était pas fautive. « Il ne leur suffirait pas, déclare fort justement LAROMBIÈRE, de prouver que le fait dont ils sont de droit responsables a eu lieu hors de leur présence, à leur insu

(69) Trib. Civil Seine, 3 avril 1897. Droit 28 avril 1897. Cf. Agen, 23 juin 1869, D. 1870.2.223; Pau 2 juillet 1898. S. 1898.2.137 (*sol. implicite*); Aix, 17 déc. 1870, D. 1872.2.131, (*sol. implicite*): le père étant seul responsable.

ou en leur absence. La plupart des délits ou quasi délits ne se commettent point, en effet, sous les yeux de ceux qui en sont constitués responsables, et si l'ignorance et l'absence équivalaient pour eux à une impossibilité, leur responsabilité serait le plus souvent illusoire... » (70).

L'absence du maître n'étant une cause d'exonération que si elle n'est pas fautive, il importe de préciser ce que les tribunaux entendent par « absence fautive ».

Une distinction s'impose d'abord suivant que l'absence a une cause légitime ou non, c'est-à-dire suivant que l'éloignement du maître est dû à une nécessité du service ou à une cause personnelle à l'instituteur (71).

Il est bien évident que si le maître abandonne la surveillance de ses élèves pour fumer une cigarette ou causer dans la rue avec un ami, il ne peut, par la suite, se prévaloir de son absence irrégulière pour s'exonérer de sa responsabilité. C'est par application de cette idée que la Cour de Paris a refusé de libérer une institutrice qui se bornait à surveiller les enfants de sa fenêtre « considérant qu'il n'est donc pas établi qu'elle n'aurait pu empêcher l'accident si elle s'était trouvée à son poste, c'est-à-dire au milieu des élèves, alors surtout qu'elle reconnaît elle-même que le jeune G... a porté à la jeune P... deux coups dont le second seul l'a atteinte » (72). L'absence de l'instituteur, non motivée par les nécessités du service, n'est donc pas, suivant l'opinion de la jurisprudence, une cause d'exonération (73).

(70) LAROMBIERE. — *Op. cit.*, t. VII, Art. 1384, p. 626.

(71) SOURDAT. — *Op. cit.*, t. II, n° 882. — Cf. MAZEAUD. — *Op. cit.*, t. I, n° 822. — JOSSERAND. — *Droit Civil*, t. II, p. 241. — PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 639 et s.

(72) Paris, 3 nov. 1924, G. P. 1925.1.39.

(73) Limoges, 1^{er} mai 1895, S. 1899.1.138, en note. — Cass. Crim., 11 août 1905, S. 1905.1.429 (absence irrégulière prolongée). — Be-

Il est cependant un cas où le maître pourra être déchargé de sa responsabilité pour un accident survenu hors de sa présence, quoique son absence ne soit pas légitimée par les exigences de sa profession. C'est l'hypothèse où l'absence de l'instituteur était motivée par la nécessité de satisfaire un besoin naturel irrésistible. Encore faut-il cependant que le maître ait pourvu dans la mesure du possible à la surveillance dont il était tenu (74).

Reste l'hypothèse où le maître ne se trouvait pas auprès de son élève pour une cause légitime.

C'est ici seulement que l'on peut se demander si l'absence du maître est fautive ou non. Les juges devront donc rechercher si l'instituteur, pour accomplir un autre devoir de sa charge, devait ou non abandonner les enfants placés sous sa surveillance. De cette appréciation dépendra le caractère fautif de l'absence et, par suite, la responsabilité ou la mise hors de cause du civilement responsable. Remarquons que les tribunaux exonèreront assez souvent, dans cette hypothèse, le personnel enseignant, car ils hésiteront toujours à préciser quel est, des deux devoirs qui s'imposaient à l'instituteur, celui qui présentait un caractère d'urgence et de nécessité (75).

sançon, 27 janv. 1909, D. 1911.9.143 (absence irrégulière d'un des surveillants). — Dijon, 1^{er} mars 1926, G. P. 1926.2.62. — Paris, 16 février 1933, G. Trib. 4 avril 1933. — Cass. Civ., 1^{er} février 1933, G. P. 1933.1.788. — Cass. Req. 6 février 1935, D. hebdomadaire, 1935, p. 147. La même solution doit prévaloir dans l'hypothèse où le maître s'est mis volontairement dans l'impossibilité d'exercer une surveillance attentive en éloignant l'élève par exemple, en le mettant à la porte de la classe et en l'envoyant dans la cour pendant les leçons.

(74) Bordeaux, 1^{er} juin 1908, D. 1908.2.249 et sur pourvoi, Req., 19 mai 1909, D. 1910.1.27.

(75) Trib. Civ. Marseille, 12 mars 1907, Juris. Civ., Marseille, 1907.283. « L'instituteur faisait une démonstration au tableau noir et, par suite, avait abandonné momentanément la surveillance de ses élèves ».

Ainsi, l'instituteur sera exonéré si l'accident a eu lieu hors de sa vue, l'enfant ayant été envoyé normalement dans une autre partie de l'établissement (76), ou s'il était retenu loin de l'élève par ses fonctions à la condition qu'il ait pourvu autant que possible à la surveillance (77). Ce sera également le cas si l'instituteur a dû s'absenter pour surveiller d'autres enfants qui lui étaient confiés (78). Encore faut-il réserver le cas où la difficulté ou l'impossibilité de la surveillance serait due à des défauts d'organisation (79) tels que l'insuffisance du nombre des surveillants (80).

Par suite, l'instituteur qui abandonne sa classe, soit pour vaquer à ses occupations, soit pour accomplir un acte de sa fonction, ne sera pas exonéré de sa responsabilité pour cette seule raison qu'il s'est volontairement mis dans l'impossibilité d'exercer sa surveillance. Il devra, en outre, établir que son absence était légitimée par les nécessités du service et qu'il était dans l'obligation de négliger son devoir de garde pour remplir un devoir plus pressant. C'est seulement si cette double preuve est rapportée, que la jurisprudence faisant application de l'alinéa cinquième de l'art. 1384 libèrera l'instituteur. Avec M. BEUDANT nous pouvons dire que la preuve de l'absence de faute est plus lourde,

(76) Paris, 25 avril 1904, S. 1907.2.4.

(77) Agen, 9 août 1897, G. Trib., 11 août 1897; même solution dans le cas où l'instituteur a dû s'absenter de l'école pour un enterrement un cortège officiel.

(78) Cass. Civil., 13 déc. 1926, G. P. 1927.1.324.

(79) Nancy, 15 mars 1933, Recueil Dijon-Nancy-Besançon. 1933-1-42.

(80) Nancy, 26 mai 1888, D. 1890.2.145, *a contrario*. — Besançon, 27 janvier 1909, D. 1911.2.143. — Nîmes, 21 mai 1917, G. Trib. 1918-2-248.

dans cette hypothèse, que celle de l'impossibilité d'empêcher le fait (81).

Il nous reste enfin à parler d'une dernière cause d'exonération fréquemment invoquée par les tribunaux. La jurisprudence trouve, en effet, dans le caractère soudain et imprévisible de l'acte dommageable la preuve de l'impossibilité d'empêcher le fait d'où découle la responsabilité de l'instituteur. Elle considère avec raison que lorsque l'accident survenu à un enfant s'est produit en dehors des conditions normales du jeu auquel il se livrait, avec une soudaineté telle qu'il était impossible à la surveillance la plus assidue et la plus attentive de le prévoir et de l'empêcher, l'instituteur doit être exonéré. Cette conception est fort juste : il est évident que si l'enfant a préparé son acte dommageable, le maître eût pu par une surveillance attentive découvrir son projet et l'empêcher de le mettre à exécution. Mais si, au contraire, le geste de l'élève est rapide et spontané, on ne peut faire grief à l'instituteur de ne pas l'avoir deviné. On ne peut, en effet, demander au maître une surveillance tellement exacte que l'enfant ne puisse s'y dérober un seul instant. La jeunesse et l'adolescence s'accompagnent fréquemment d'une effervescence que l'éducation la plus éclairée, la plus soignée ne peut pas toujours amortir, qui rompt parfois toutes les digues et dont les ébats sont souvent très dangereux. Imposer au surveillant une vigilance si grande que la ruse et la méchanceté des enfants ne puissent la déjouer ce serait l'empêcher de se livrer à toute autre occupation, ce serait l'inciter à interdire tout jeu, à proscrire tout exercice, en un mot à brimer l'élève par une discipline de fer. L'intérêt bien

(81) BEUDANT. — *Op. cit.*, n° 1208.

compris de l'enfance s'y oppose. Aussi doit-on approuver la position prise par la jurisprudence.

De cette jurisprudence, à la fois si ancienne et si nombreuse, nous retiendrons seulement deux arrêts particulièrement caractéristiques : l'un libérant l'instituteur, l'autre refusant l'exonération parce qu'il n'y a pas eu soudaineté.

Le premier, rendu par la Chambre Civile (82), le 21 janvier 1918, exonéra le surveillant dans les circonstances suivantes : A l'occasion de sa visite dans un Lycée, un Préfet décida d'accorder aux élèves un jour de congé. A l'annonce de cette nouvelle, pour remercier le représentant du Gouvernement, les jeunes gens se ruèrent en masse, d'un élan soudain, sur une grille qui, cédant sous le choc, causa la mort d'un des enfants. La Cour d'Appel, puis la Cour de Cassation déchargèrent de sa responsabilité le civilement responsable par un arrêt ainsi motivé : « *Attendu que l'élan des élèves a été si soudain et si rapide que le surveillant général n'a eu que le temps de faire un geste pour essayer de les retenir ; que la prudence la plus avisée ne pouvait prévoir l'impétueuse irruption des élèves sur la grille ; ...que les événements qui échappent à toutes

(82) Cass. Civ., 21 janvier 1918, D. 1918-1-9. — Cf. *Cassation*, Civ., 13 janv. 1890, D. 1890.1.145. — S. 1891.1.49, note LABBÉ. — Req., 9 juillet 1907, D. 1907.1.479. — S. 1908.1.76. — Civ., 13 déc. 1926, 1927.1.324.

Cours d'Appel: Besançon, 30 juil. 1884, S. 1885.2.44. — Nancy, 26 mai 1888, D. 1890.2.147. — Paris, 31 mai 1892, D. 1893.2.490. — Pau, 2 juil. 1898, S. 1899.2.137, note PERREAU, 3°. — Grenoble, 2 déc. 1901, S. 1906.2.125. — Lyon, 16 mai 1903, loi, 17 oct. 1903. — Montpellier, 31 oct. 1908, S. 1908.2.296. — Nancy, 12 déc. 1908, loi, 27 mars 1909. — Lille, 27 avril 1909, Rec. Nord, 1911.120. — Amiens, 23 nov. 1910, Droit, 2 déc. 1910. — Rennes, 15 déc. 1922, D. 1922.2.119. — Paris, G.P. 15 juin 1933, chronique.

Tribunaux: Ex. Thonon, 25 nov. 1932, G. Tribunaux, 25 février 1933. V. Jurisprudence citée par DEMOGUE. *Op. cit.*, t. v, p. 51, note 2.

les prévisions humaines ne peuvent servir de base à une action en responsabilité. »

Le second, rendu le 6 mai 1925 par la Cour de Besançon, se refuse à décharger un répétiteur de la responsabilité de la blessure causée par le jet d'une gomme considérant, dit l'arrêt, que « tant les allées et venues que le double geste de S... (auteur de l'accident) ont été constatés par presque tous les élèves entendus au cours des enquêtes ; que cependant ils n'ont nullement attiré l'attention du maître répétiteur... que, dès lors, l'accident n'est ni un cas fortuit, ni un cas de force majeure ; qu'il ne revêt à aucun égard le caractère de soudaineté et de rapidité qui exonèrerait l'Etat de cette responsabilité... » (83).

En résumé, l'examen des principales espèces tranchées par la Cour de Cassation, les Cours d'Appel ou les Tribunaux nous permet d'affirmer que la jurisprudence n'a jamais exigé, pour exonérer l'instituteur, la preuve de l'impossibilité absolue, mais qu'elle se contente de la preuve de l'absence de faute. Si quelques arrêts posent en principe que la preuve du cas fortuit est nécessaire, il suffit de les analyser pour s'apercevoir qu'en fait la preuve de l'absence de faute n'était pas rapportée, mais, bien au contraire, que la faute du maître était établie : la formule employée no

(83) Besançon, 6 mai 1925, G. P. 1925.2.467. — Douai, 26 juillet 1930, G.P. 30.2.651. — Douai, 25 janv. 1932, Rec. Douai 1932.96. — Montpellier, 5 nov. 1931, G. P. 1932.1.27. — Dijon, 1^{er} mars 1926, G. P. 1926.2.62. — Paris, 3 nov. 1924, G. P. 1925.1.39. — Bordeaux, 26 mai 1920, Rec. Bordeaux, 1920.1.109. — Trib. Civ. Guéret, 18 déc. 1894, Affaire Guillot. — Cassé par Limoges, 1^{er} mai 1895, S. 1892.2.139, en sous-note. — Trib. Civ. Seine, 23 janv. 1893, Affaire Leblanc: Le Trib. refuse d'exonérer l'instituteur bien qu'il reconnaisse l'impossibilité d'empêcher l'accident. — Cassé par Paris, 3 mai 1892, S. 1893.2.138 en sous-note.

correspond donc pas à la solution donnée (84). Avec M. ESMEIN nous pouvons dire que « la jurisprudence écarte la présomption toutes les fois que l'instituteur a fait preuve d'une diligence normale » (85), dès qu'il a pris toutes les précautions d'usage au moment de l'accident et auparavant ; en un mot, dès qu'il a surveillé en bon père de famille.

Le point de savoir si la preuve de l'impossibilité d'empêcher le dommage est rapportée, est une question de fait, de la compétence exclusive des juges du fond. L'obligation de surveillance ayant une étendue variable suivant les situations, il en résulte que les Tribunaux doivent pouvoir apprécier librement la conduite de l'instituteur pour l'exonérer, plus ou moins facilement, selon les circonstances particulières à chaque espèce. Néanmoins, il semble que la Cour de Cassation peut décider si les faits légalement constatés constituent ou non une excuse, de même que, par ailleurs, elle a qualité pour dire si un fait peut être qualifié faute.

Telles sont les règles générales qui régissent et conditionnent la preuve de l'impossibilité d'empêcher l'accident et permettent à l'instituteur de s'exonérer de la responsabilité spéciale mise à sa charge par l'art. 1384 § 4.

Il peut arriver que l'instituteur ne puisse administrer cette preuve et qu'il soit, par suite, condamné. Va-t-il alors supporter définitivement les conséquences de sa condam-

(85) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 637.

(84) Cf. Besançon, 6 mai 1925, précité. — Montpellier, 5 nov. 1931, précité. — Civil, 1^{er} déc. 1933, précité. Certaines Cours relèvent à la fois l'absence de faute de surveillance et la preuve du cas fortuit: Cf. Montpellier, 19 oct. 1927, Mon. Judiciaire Midi, 15 nov. 1927.

nation ? Ici se pose la question des recours que nous allons maintenant examiner.

SECTION IV. — RECOURS DE L'INSTITUTEUR CONDAMNÉ
PAR APPLICATION DE L'ART. 1384 § 4 (86)

L'instituteur, comme tout civilement responsable du fait d'autrui, peut, par application du principe général de la répétition de l'indu, recourir contre l'auteur matériel du dommage pour obtenir la restitution du montant des condamnations qu'il a encourues.

Nous allons examiner successivement dans quelles hypothèses ce recours est possible et dans quelle mesure il peut être exercé.

1° *Recours contre l'élève :*

En principe, chaque fois que le responsable pour autrui peut démontrer la faute commise par l'auteur direct du dommage, il est certain qu'un recours lui est ouvert contre ce dernier. Par suite, pour que le recours existe, il faut que l'enfant ait pu commettre une faute c'est-à-dire qu'il ait eu conscience de ses actes. Il importe donc de se demander si l'enfant a agi avec ou sans discernement.

Si l'élève a agi sans discernement, le recours de l'instituteur ne peut être admis : Irresponsable envers sa victime, en raison de son état mental, l'enfant en bas âge ne peut le devenir par le détour de l'action en garantie.

(86) V. sur ce point, MONDET. — *Le recours des personnes responsables du fait d'autrui*, thèse, Bordeaux, 1897.

Si, au contraire, l'élève a agi avec discernement, s'il s'est rendu compte de la portée de ses actes, s'il a accompli sciemment un fait dommageable, il a commis une faute au sens juridique du mot, faute qui engage sa responsabilité et rend possible l'action récursoire de l'instituteur. Cette action devra être dirigée contre le père, pris en qualité d'administrateur légal des biens de son enfant et ne pourra s'exercer que sur les biens personnels de l'élève.

Le recours étant admissible, dans quelle mesure existe-t-il ? Tout dépendra de l'importance des fautes relatives commises successivement par l'instituteur et par l'élève.

L'accident causé par l'enfant a-t-il été précédé d'une faute grossière de l'instituteur, telle qu'on doive la considérer comme la raison principale du dommage, on devra dire que le préjudice résulte en entier du fait du maître. L'action récursoire, bien qu'admissible, n'aboutira pas, car la faute de l'élève disparaît en quelque sorte derrière celle, beaucoup plus grave, commise par l'instituteur (87).

S'agit-il, au contraire, d'un accident dû à la faute commune de l'élève et de l'instituteur, le recours jouera, mais seulement pour partie, la responsabilité du fait dommageable étant alors partagée par le juge proportionnellement à la gravité de la faute commise. Encore faut-il pour cela que la preuve de la faute du civilement responsable soit rapportée, la présomption de l'art. 1384 étant opérante vis-à-vis des tiers et non vis-à-vis de l'auteur direct du dommage (88).

Enfin, si le dommage résulte d'une faute lourde de l'élève, telle qu'on puisse la considérer comme la cause géné-

(87) Cass., Req., 24 février 1886, D. 1887.1.31.

(88) Besançon, 24 juillet 1884, S. 1885.2.44. — Cas. Civ., 8 nov. 1886, S. 1887.1.153, note LABBÉ.

ratrice du préjudice, par exemple si l'élève a profité d'un instant d'inattention du maître, pour s'échapper de la cour de récréation et aller jouer dans la rue malgré la défense formelle qui lui en a été faite, on peut dire que l'accident est dû en entier à la faute de l'élève et que l'instituteur peut, dès lors, réclamer, par l'action récursoire, le montant intégral de la condamnation encourue (89).

Remarquons que, même dans cette hypothèse très favorable à l'instituteur, le recours du civilement responsable contre l'enfant n'est, dans la grande majorité des cas, d'aucune utilité pour celui qui l'exerce, l'enfant n'ayant que très rarement des biens personnels.

Plus intéressant pourrait être le recours contre les parents, en général, possesseurs d'une fortune propre.

2° *Recours contre les parents :*

En principe, la responsabilité du père et celle de l'instituteur ne se cumulent pas, l'enfant étant surveillé par l'un ou par l'autre, mais non par les deux ensemble. Il en résulte que le maître condamné ne pourra recourir directement contre les parents que dans des hypothèses assez rares.

Il est évident que lorsqu'un élève cause un dommage pendant qu'il est sous la surveillance d'un instituteur, aucun défaut de garde ou d'éducation n'est présumé à l'encontre des parents puisque l'al. 4 de l'art. 1384 a eu précisément pour but de substituer les instituteurs aux parents pendant les heures de classe.

Dès lors, pour pouvoir exercer son recours, le civilement

(89) Dans le sens d'un recours pour le tout: PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. *Op. cit.*, tome VI, n° 656. — MAZEAUD. *Op. cit.*, tome I, n° 728. — LALOU. *La responsabilité civile*, 2^e édition, n° 1086. — LABROMBIERE. — *Op. cit.*, art. 1384, n° 43. — SOURDAT. — *Op. cit.*, tome II, n° 770.

Contrà: DEMOGUE. — *Op. cit.*, t. IV, n° 954.

responsable devra prouver la faute des parents contre qui il recourt, et, qui plus est, la relation de cause à effet entre cette faute et l'accident (90).

Or, de quelle faute commise par le père pourra se prévaloir l'instituteur ?

Certainement pas d'un défaut de surveillance, puisque par le simple passage de l'enfant sous l'autorité du maître, l'obligation de surveillance du père cesse, tandis que naît celle de l'instituteur : Le civilement responsable ne peut arguer d'une faute que seul il a pu commettre et tout recours doit, dans cette hypothèse, lui être interdit.

Au contraire, si l'instituteur établit que le dommage causé par l'enfant est la conséquence d'une imprudence lourde des parents, telle, par exemple, que le fait d'avoir laissé entre les mains de leur fils, un couteau dangereux à manier (91), il pourra obtenir le remboursement — intégral ou partiel suivant le caractère de gravité de la faute commise par le père — des condamnations qu'il a encourues.

Le père pourrait également engager sa responsabilité et s'exposer à un recours en garantie de la part du maître s'il lui avait volontairement caché tel défaut, tel vice de l'enfant et l'avait ainsi mis dans l'impossibilité d'exercer sur lui une surveillance spéciale.

De même, si l'instituteur condamné parvient à démontrer que le fait incriminé a pour cause principale l'éducation défectueuse ou le naturel pervers de l'enfant (92), il aura un recours pour partie ou pour le tout contre le père

(90) Trib. Montpellier, 31 oct. 1908, S. 1908.2.296, reconnaît la mauvaise éducation de l'enfant, mais non le lien de cause à effet.

(91) Trib. Civ. Seine, 24 juin 1902, G. P. Rec. 1903.1.2.24.

(92) Trib. Civil Seine, 3 avril 1897, G. Trib. 16 avril 1897. - Pau, 2 juil. 1898, S. 1899.2.137, note PERREAU,

coupable « d'avoir négligé l'éducation de son fils au point de lui laisser contracter des habitudes vicieuses » (93).

En outre, on pourrait soutenir que, même sans la faute des parents, l'art. 79 du décret impérial du 15 nov. 1811 sur l'organisation de l'Université, donne un recours au chef de l'Etablissement contre les père et mère, même dans l'hypothèse où il établit que les maîtres n'ont pu empêcher le fait. Mais la légalité de ce texte obscur et ambigu, a été très discutée (94). Aussi pensons-nous, avec la majorité de la doctrine (95), que cette disposition, en contradiction formelle avec l'alinéa 5^e, de l'art. 1384, n'a de nos jours aucune portée.

(93) Tiré d'un arrêt d'Agen, 23 juin 1869, S. 1869.2.253.

(94) Sur cette question Cf. LOTTE. — Thèse citée, p. 131.

(95) SOURDAT. — *Op. cit.*, t. II, n° 819. — DEMOLOMBE. *Op. cit.*, t. XXXI, n° 609. — LAROMBIERE. *Op. cit.*, art. 1384, n° 21.

CHAPITRE DEUXIEME

DE LA QUALITE D'INSTITUTEUR

La responsabilité du fait d'autrui fondée sur une présomption de faute constitue, nous l'avons vu, une exception aux principes généraux de la responsabilité. Aussi ne s'applique-t-elle qu'aux personnes limitativement énumérées par le texte de loi qui l'édicte. Or, l'art. 1384 § 4, du Code Civil désigne les civilement responsables du fait des élèves sous le vocable d' « instituteur ». Que faut-il donc entendre par ce mot ?

Dans le langage courant, on désigne aujourd'hui sous le nom d' « instituteurs » les maîtres et les maîtresses qui se consacrent à l'enseignement primaire élémentaire. Il semble donc que la loi ne s'est occupée que de l'enseignement primaire, négligeant toutes les autres branches de l'enseignement.

En réalité, il n'en est rien. Tout le monde est d'accord pour admettre que le législateur n'a pas voulu viser les seuls membres de l'enseignement primaire, mais bien au contraire qu'il a voulu englober sous un terme générique l'ensemble des personnes qui donnent, à un titre quelconque, d'une manière générale ou temporaire, un enseignement.

L'expression d' « instituteur » n'avait pas, en effet, dans le langage des rédacteurs du code, le sens restreint que nous lui donnons aujourd'hui. On en trouve la preuve certaine dans l'art. 4 du décret du 29 Frimaire, 3 Nivôse, an II : « Les citoyens et les citoyennes qui se vouent à l'instruction ou à l'enseignement de quelque art ou science que ce soit, sont désignés sous le nom d'instituteurs ou d'institutrices » (1).

Cette définition, dont s'est très certainement inspiré le législateur de 1804, montre, par les termes volontairement vagues et généraux qu'elle utilise, que l'expression d'instituteur doit être prise dans une acception très large. Une telle interprétation, corroborée d'ailleurs par la présence dans le Code Civil de l'art. 2271 qui dispose que « l'action des maîtres et instituteurs des sciences et des arts pour les leçons qu'ils donnent au mois... se prescrit par 6 mois » a été récemment confirmée par le législateur lui-même. La loi du 20 juillet 1899 déclare en effet : « toutefois la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public », ce qui implique nécessairement que l'art. 1384 § 4 vise non seulement les instituteurs primaires, mais encore les membres de l'enseignement privé comme ceux de l'enseignement public.

Il est désormais hors de doute que l'on doit admettre sur ce point une interprétation extensive de la loi. Mais doit-on se contenter de dire, avec le décret de l'an II, « qu'est instituteur toute personne qui donne un enseignement quelconque » ? Nous ne le pensons pas. En exigeant, en effet, que le dommage soit causé « pendant que l'élève est sous la surveillance de l'instituteur », les rédacteurs du Code ont montré leur volonté de n'appliquer la responsabilité

(1) Cité par DEMOLOMBE, *Op. cit.*, tome XXXI, n° 582.

de l'art. 1384 § 4 qu'à ceux qui avaient la surveillance des élèves. Aussi croyons-nous devoir substituer à la définition du décret de l'an II la définition suivante :

« *Est instituteur quiconque instruit et éduque autrui et a sur ses élèves un devoir de surveillance.* »

Il en résulte que deux conditions doivent être remplies pour qu'une personne puisse être qualifiée ainsi. Il faut qu'elle donne un enseignement et qu'elle ait la surveillance de l'élève. Ces deux conditions sont à la fois nécessaires et suffisantes.

Elles sont suffisantes d'abord :

Peu importe donc que l'instituteur remplisse sa mission d'enseignement en vertu d'une obligation de sa profession, ou en vertu d'un contrat nul ou valable avec les parents. Il est hors de doute que les rédacteurs du Code ont voulu appliquer l'art. 1384 § 4 à tous les instituteurs, que ce soient des fonctionnaires liés à l'Etat (instituteurs publics), ou de simples particuliers liés aux parents et recevant d'eux leur rémunération (instituteurs privés) (2).

Peu importe également l'objet ou la nature de l'enseignement. L'art. 1384 vise aussi bien le professeur d'enseignement secondaire (3) que l'instituteur primaire (4), les personnes chargées de la formation de l'esprit comme celles chargées du développement de la force et de l'adresse corporelle (professeur de gymnastique ou de sport) (5).

Il vise aussi bien l'enseignement professionnel que l'en-

(2) AUBRY et RAU. — *Op. cit.*, t. IV, n° 447, p. 762. — DEMOLOMBE. — *Contrats*, VIII, n° 582 in fine. — LAROMBIERE. *Op. cit.*, art. 1384, n° 17. — LAURENT. *Op. cit.*, t. XX, n° 557. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 792.

(3) Douai, 13 mai 1880, D. 1881.2.82.

(4) Paris, 31 mai 1892, D. 1893.2.490.

(5) Bordeaux, 21 déc. 1881, D. 1890.1.147.

seignement général (6) : est instituteur celui qui apprend un métier à autrui. (A ce titre, les artisans ne sont qu'une catégorie particulière d'instituteurs). Aussi condamnera-t-on en vertu de l'art. 1384 §4, le moniteur qui enseigne à conduire une automobile (7) ou le directeur d'un centre d'entraînement de pilotes d'avion (8).

Il vise également l'enseignement moral et religieux. Ainsi un aumônier de lycée chargé de l'instruction religieuse des enfants est un instituteur (9).

La qualité d'instituteur doit encore être reconnue à la personne dont la mission est *in globo* d'enseigner et de surveiller, même si l'accident s'est produit à un moment où elle n'enseignait plus : par exemple pendant une récréation. (Remarquons que si le devoir d'instruction disparaît alors, celui d'éducation subsiste et peut servir à légitimer l'application de l'art. 1384). Il en est ainsi, notamment lorsque la mission d'enseignement est confiée à un établissement et que certaines personnes s'occupent exclusivement de la surveillance. Ainsi les maîtres d'internat (10) qui président aux récréations, les répétiteurs qui assurent la garde de l'enfant pendant les études sont instituteurs. Il en est de même pour les chefs d'établissement qui, en général, ne participent pas personnellement à l'instruction, à

(6) Dans ce sens : *Doctrine* : BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Op. cit.*, t. IV, n° 2908. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 850.

Jurispr. Grenoble, 20 déc. 1901, S. 1906.2.125 et sur pourvoi : Crim., 27 juin 1902, D. 1902.2.147.

(7) Crim., 24 juillet 1920, D. 1921.1.30. — Crim., 25 nov. 1922, D. 1924.1.175. — Rennes, 12 fév. 1925, D.H. 1925.437. — Montpellier, 17 nov. 1927, D. H. 1928.125.

(8) Paris, 29 octobre 1926, S. 1927.2.64.

(9) Bordeaux, Journal des arrêts Cour de Bordeaux, 1892.2.73.

(10) Conseil d'Etat, 9 juillet 1930, La loi, 6 janvier 1931.

Cf. MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 794 in fine.

l'éducation ou à la surveillance des enfants: ainsi l'art. 1384 § 4 s'applique indistinctement au directeur de pensionnat (11), au proviseur de Lycée (12), au principal de collège (13), au directeur d'une école normale d'instituteurs (14), au directeur d'une école professionnelle (15) et au directeur d'un établissement d'éducation pour enfants difficiles, vicieux ou arriérés (16). Cette solution est traditionnelle car on considère l'instruction et la surveillance comme dus en bloc par l'établissement.

On ne saurait non plus distinguer selon que l'enseignement est donné dans telle ou telle catégorie d'établissement, pas plus qu'on ne saurait distinguer suivant que l'établissement est dirigé par un fonctionnaire ou un simple particulier. S'il est évident que l'art. 1384 § 4 doit jouer pour les dommages subis dans les écoles primaires, dans les lycées ou collèges privés ou publics, il est logique d'appliquer la même solution aux accidents survenus dans les établissements où l'on donne un enseignement technique ou professionnel: telles par exemple les écoles de Saint-Cyr, Polytechnique et Navale, les écoles militaires préparatoires analogues à celle de St-Hippolyte-du-Fort (17), les terrains et locaux utilisés pour les cours de préparation militaire, les écoles pratiques d'agriculture et les terres qui y sont annexées à condition toutefois que le préjudice ait été causé

(11) Nancy, 26 mai 1898, et sur pourvoi, Civ., 13 janv. 1899, D. 1899.1.145 (*sol. impl.*)

(12) Trib. Civil Seine, 8 mai 1895, G. P. 1895.2.687. — Trib. Civil Seine, 5 nov. 1896, D. 1896.2.472.

(13) Paris, 16 fév. 1880, D. 1881.2.81. — Douai, 13 janv. 1880. S. 1880.2.170. — Besançon, 4 fév. 1884, S. 1885.2.44.

(14) Trib. Civil Moulins, 9 juill. 1896, G. Trib. 4 oct. 1896.

(15) Grenoble, 20 déc. 1901, précité.

(16) Cass. Crim., 27 juin 1902, D. 1908.1.540.

(17) Conseil d'Etat, 7 août 1905, S. 1907.3.109. — Conseil d'Etat, 19 février 1897, D. 1898.3.68.

dans un lieu où les élèves étaient réunis pour étudier leurs leçons ou apprendre leur métier (18). Une solution identique devrait également prévaloir dans l'hypothèse d'un accident survenu dans une cantine scolaire, dans une piscine ou dans un gymnase municipal, ou encore au cours d'une promenade ou d'une excursion loin de l'école. Doit également être assimilée à un instituteur, au point de vue de la responsabilité civile, la personne qui reçoit chez elle un enfant étranger pour l'instruire dans la langue du pays (19), quelle que soit la façon dont elle est rémunérée (échanges entre familles ou placement à l'étranger) et quelle que soit la pièce où ont lieu les répétitions (Il en serait autrement si la personne qui reçoit l'enfant se bornait à lui fournir le logement et la nourriture).

Le lieu où s'est réalisé le dommage est donc indifférent, la qualité d'instituteur ne pouvant jamais dépendre de la nature des locaux où sont réunis les élèves. Nous retrouvons d'ailleurs cette question lors de l'étude de la durée de la responsabilité et nous en donnerons alors la solution.

Les dispositions de l'art. 1384 § 4 sont également applicables à la personne qui, sans être chargée d'une manière permanente, de l'éducation et de l'instruction des enfants et jeunes gens qui lui sont confiés, a seulement la mission de leur donner des leçons pendant une ou plusieurs heures de la journée, soit qu'il s'agisse de classes ou de cours proprement dits où sont rassemblés les élèves, soit qu'il s'agisse de conférences particulières auxquelles assistent un ou plusieurs élèves individuellement. Comment, en effet, contester la qualité d'instituteur à celui dont la mission consiste à donner des leçons, de quelque nom particulier

(18) Paris, 11 janv. 1906, G. Trib. 1906, 1^{er} sem., 2, 220.

(19) Colmar, 14 juin 1830, S. 1830.2.234.

qu'on les appelle, pendant une ou plusieurs heures de la journée seulement ? Vouloir distinguer entre les personnes dont les fonctions sont seulement temporaires et momentanées, ce serait créer une distinction que le législateur n'a point faite. Comme l'écrivent très exactement MM. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE « la loi, en limitant expressément la responsabilité de l'instituteur au temps pendant lequel les élèves se trouvent sous sa surveillance, montre bien que celle-ci peut être simplement temporaire (20). »

Plus délicate assurément est la question de savoir si pour attribuer à un individu la qualification d'instituteur, on doit tenir compte de la qualité des personnes qui suivent ses enseignements. En d'autres termes, la responsabilité édictée par le législateur à l'encontre des membres du corps enseignant exige-t-elle, pour s'appliquer, que l'élève satisfasse dans sa personne à certaines conditions ? La question, très discutée en doctrine, n'est pas encore résolue clairement en jurisprudence.

Si, en effet, tribunaux et auteurs sont unanimes à décider que peu importe que les élèves soient internes ou externes (21), la durée de la responsabilité de l'instituteur différant seule et non le principe, s'ils admettent également que l'art. 1384 § 4 doit jouer même si l'enfant n'a pas encore atteint l'âge de raison, ils sont au contraire très divi-

(20) BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Op. cit.*, t. IV, n° 2908.

Dans le même sens: DEMOLOMBE. *Op. cit.*, t. XXXI, n° 582. — LAURENT. *Op. cit.*, t. XX, n° 567. — LAROMBIÈRE. *Op. cit.*, t. VII, Art. 1384, n° 17. — SOURDAT. *Op. cit.*, t. II, p. 106.

Cf. Agen, 23 juin 1869, S. 1869.2.253. — Pau, 2 juil. 1898, S. 1899.2.137, note PERREAU. — Alger, 1^{er} déc. 1902, S. 1904.2.12.

Contrà: AUBRY et RAU. *Op. cit.*, t. IV, n° 447, note 27, page 762. — Civ., 29 déc. 1831, S. 1833.1.655.

(21) Limoges, 1^{er} mai 1895, en note: S. 1899.2.139. Cf. BEUDANT. *Op. cit.*, n° 1207, 3°. — PLANIOL et RIPERT, II, n° 910.

sés sur le point de savoir si l'on doit restreindre l'application de l'art. 1384 au seul cas de préjudice causé par les élèves mineurs, ou si, au contraire, les dispositions de cet article doivent être étendues à tous les dommages commis par des mineurs ou des majeurs.

La jurisprudence n'a pas eu souvent l'occasion de se prononcer sur cette question par suite de la rareté des hypothèses dans lesquelles un majeur est placé sous la surveillance effective d'un instituteur. Néanmoins, on peut citer deux arrêts: l'un, rendu par la Cour de Paris (22) le 29 déc. 1899, se refuse à étendre la présomption de faute qui pèse sur l'instituteur à un dommage *causé* par un majeur et statue donc sur le terrain de l'art. 1382; l'autre, beaucoup plus récent, puisqu'il a été rendu le 29 octobre 1926 par la Cour de Paris (23), applique formellement l'art. 1384 § 4, alors que l'élève est majeur. Voici d'ailleurs un des attendus très caractéristique de cet arrêt: « Considérant que le mot instituteur doit être interprété largement, qu'il s'applique notamment à toute personne sous la surveillance de laquelle une autre s'exerce à la pratique d'une science ou d'un art.. ».

La jurisprudence semble donc s'orienter dans son dernier état vers l'application de la présomption de faute de l'instituteur au cas d'accident causé par un élève majeur, ce qui élargit le domaine de la responsabilité et satisfait aux tendances modernes en la matière.

Cette position de la jurisprudence est vivement critiquée par MM. DEMOLOMBE (24), SOURDAT (25) et DEMOGUE (26).

Ces auteurs invoquent à l'appui de leur thèse trois arguments:

(22) Paris, 29 déc. 1899, D. 1900.2.346.

(23) Paris, 29 oct. 1926, S. 1927.2.64.

(24) DEMOLOMBE. — *Op. cit.*, t. XXXI, n° 607.

(25) SOURDAT. — *Op. cit.*, t. II, n° 877.

(26) DEMOGUE. — *Op. cit.*, t. V, n° 854.

1° L'obligation de l'instituteur, disent-ils, repose sur une délégation de la puissance paternelle. Or, l'enfant majeur échappe à l'autorité de ses parents, qui cessent d'être responsables de ses actes; il serait donc injuste d'imposer à l'instituteur une responsabilité dont les parents sont déchargés (27). D'ailleurs, comment déléguer à l'instituteur une autorité déjà éteinte entre les mains des père et mère.

2° L'art. 1384 § 4 trouve son fondement, avons-nous vu, dans l'obligation pour le maître d'instruire, d'éduquer et de surveiller les jeunes gens. Or « on ne conçoit guère, affirme M. DEMOGUE, un devoir d'éducation à l'égard des majeurs ». Quant à la surveillance « ce mot n'implique-t-il pas, déclare DEMOLOMBE, la minorité du surveillé? ». « Le majeur, dit SOURDAT, n'a pas besoin d'être surveillé, il est maître de ses droits, maître de ses actions et, par conséquent, il en est responsable ». Le devoir d'éducation, le devoir de surveillance n'existant pas à l'égard d'un majeur, la responsabilité exceptionnelle de l'instituteur n'a aucun fondement et doit donc disparaître.

3° Enfin, on ne saurait arguer du silence du texte: « La loi, en effet, statue sur les cas ordinaires qui se présentent dans les relations de la vie sociale, or généralement, les élèves sont mineurs » (28), il s'ensuit que la loi n'a pu songer à cette question.

Ces arguments, quoique présentés par des auteurs considérables, ne nous paraissent pas convaincants. Chacun d'eux, en effet, peut être facilement réfuté:

1° En premier lieu, il est faux de prétendre que l'autorité en vertu de laquelle l'instituteur exerce ses fonctions n'est qu'une délégation de la puissance paternelle, toute

(27) Cf. BOURGUIGNON. — Thèse, p. 41.

(28) DEMOLOMBE. — *Op. cit.*, n° 607.

délégation de pouvoir supposant comme condition « sine qua non » la faculté pour le délégant de restreindre et même de réduire à néant l'autorité qu'il cède. Or, ceci n'a jamais eu lieu et ne peut même pas se concevoir actuellement. D'ailleurs, à supposer que la responsabilité de l'instituteur repose sur une délégation de puissance paternelle, il faudrait nécessairement en conclure que la responsabilité cesse, non seulement à la majorité, mais dans tous les cas où disparaît la puissance paternelle, par mariage ou émancipation, par exemple. Cette solution équivaldrait à déclarer qu'une personne est dans un même lieu et dans un même temps, institutrice pour certains de ses auditeurs et simple conférencière pour les autres, solution dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle est curieuse et inattendue.

2° Le second argument n'a pas, à notre avis, beaucoup plus de poids. « Certes, un majeur n'a plus à être éduqué, mais tout comme un mineur, il subit l'ascendant de celui qui lui enseigne un art ou une science; à ce point de vue, bien que majeur, il est sous son autorité; cela suffit pour que joue l'art. 1384 § 4. » (29). Quant à la surveillance, nous ne pouvons admettre, avec DEMOLOMBE, que ce seul mot implique la minorité du surveillé! Nous savons, en effet, qu'il existe des personnes dont la mission implique nécessairement l'obligation de surveiller des majeurs, tel par exemple le commettant vis-à-vis du préposé, ou le chef de service vis-à-vis de ses subordonnés. Dès lors, l'obligation de surveillance subsiste bien, même pour des majeurs, mais elle ne doit pas dans toute hypothèse être exercée de la même façon: elle doit devenir moins étroite au fur et à mesure qu'elle s'adresse à des jeunes gens plus âgés (30).

(29) MAZEAUD. — *Op. cit.*, n° 807.

(30) Cf. PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 635.

3° Enfin, prétendre comme MM. DEMOLOMBE ou DEMOGUE que la condition de minorité a été sous-entendue par le législateur et que celui-ci a voulu assimiler à ce point de vue la responsabilité des instituteurs à celle des parents, c'est faire bon marché des textes. Quand il a édicté la responsabilité des père et mère, le législateur a pris soin, dans l'art. 1384 § 2, de préciser que ces dispositions ne s'appliquaient qu'au seul cas où l'enfant qui a causé un dommage est un mineur. S'il avait voulu établir la même règle pour les instituteurs, comment n'aurait-il pas employé une formule semblable dans l'alinéa 4^e, alors surtout que l'alinéa précédent établit une responsabilité qui joue incontestablement vis-à-vis des majeurs? Raisonner différemment, ce serait créer une distinction qui n'existe pas dans la loi et que rien ne justifie.

Ajoutons d'ailleurs qu'appliquer l'art. 1384 § 4 aux dommages causés par des élèves même majeurs, ce n'est pas augmenter considérablement la responsabilité de l'instituteur. Présumés en faute, les membres de l'enseignement peuvent toujours s'exonérer en prouvant qu'ils ont rempli exactement tous leurs devoirs et qu'ils n'ont commis aucune faute dans la surveillance. Or, le devoir de surveillance à l'égard des élèves majeurs est bien mince, souvent même inexistant. De telle sorte que l'instituteur n'aura aucune peine à établir, dans la presque totalité des cas, l'absence de faute qui le libérera.

Aussi pensons-nous, avec la majorité de la doctrine (31), que l'art. 1384 § 4 s'applique indépendamment de toute considération d'âge. C'est dire que, pour attribuer à une

(31) Cf. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Op. cit.*, t. IV, n° 2907. — BEUDANT. *Op. cit.*, n° 1207-2°. — BOUQUET. Thèse, p. 51. — COLIN et CAPITANT. *Op. cit.*, t. II, p. 380. — JOSSEAND. *Op. cit.*, 2^e éd., t. II, n° 498. — LAROMBIÈRE. *Op. cit.*, tome VII, n° 16. — LAURENT. *Op. cit.*, t. XX, n° 566. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 807. — PLANTOL, RIPERT et ESMEIN. *Op. cit.*, oblig., t. I, n° 635.

personne la qualification d'instituteur et faire peser sur elle la responsabilité qui en découle, point n'est besoin de s'attacher à démontrer que l'auteur du dommage satisfait aux conditions exigées pour être un élève.

Par là, nous démontrons que les deux conditions: devoir d'instruction lato sensu et obligation de surveillance sont suffisantes pour rendre applicable l'alinéa 4 de l'art. 1384.

Sont-elles toutes deux nécessaires?

Tel est le problème que nous allons maintenant examiner en étudiant, tour à tour, l'hypothèse de l'absence de l'obligation d'instruction et celle de l'absence du devoir de surveillance.

SECTION I. — NÉCESSITÉ DU DEVOIR D'INSTRUCTION

En droit français, tout surveillant d'autrui n'est pas présumé responsable des accidents causés par ceux qui sont sous sa garde (32).

L'étude des travaux préparatoires nous a montré, en effet, que le législateur de 1804 a entendu lier la responsabilité à l'autorité morale, à l'ascendant que donne au maître sur ses élèves le fait de l'« Instruction ».

On doit donc réserver la qualification d'instituteur à ceux là seuls des surveillants d'autrui qui instruisent les person-

(32) Cf. à l'inverse, art. 333, C. Civil Suisse; art. 832, Code Civ. all.; D'après l'art. 832 « celui qui, en vertu de la loi est obligé d'exercer la surveillance sur une personne à raison de sa minorité ou de son état intellectuel ou physique a besoin d'être surveillé, est obligé à réparation du dommage que cette personne par un fait contraire cause à un tiers... »

nes placées sous leur garde et participent à leur éducation.

Cette condition est indispensable et c'est parce qu'elle ne nous paraît pas remplie, que nous refuserons d'appliquer la présomption de faute de l'art. 1384 § 4 dans une série d'hypothèses que nous allons maintenant examiner.

1° *Responsabilité du directeur d'une maison d'aliénés.* —

Le directeur d'une maison d'aliénés peut-il être qualifié d'instituteur ou tout au moins, s'il ne mérite pas ce nom, peut-il être assimilé à un instituteur et substitué comme lui, au père de famille au point de vue de la responsabilité civile?

La Cour d'Agen n'a pas hésité à l'admettre dans un arrêt rendu le 16 mars 1872 (33) : le directeur de l'asile de Lyme, ne fut dispensé de la réparation du dommage dû à un incendie allumé par un des aliénés à lui confiés qu'en démontrant l'impossibilité d'empêcher le fait, c'est-à-dire par application de l'al. 5 de l'art. 1384, donc sur le terrain de la responsabilité édictée par l'al. 4 de ce même article. Il y a là une erreur manifeste. La présomption légale en vertu de laquelle les personnes énumérées par l'art. 1384 sont déclarées responsables du fait d'autrui, ne peut être étendue à une classe différente de celles qui y sont indiquées que lorsqu'il y a non seulement analogie, mais assimilation complète (34). La Cour de Bordeaux a posé le principe que le juge doit procéder en pareille matière « avec la plus extrême réserve » et n'admettre l'assimilation de la personne poursuivie à l'instituteur que « lors-

(33) Agen, 16 mars 1872, D. 1872.2.153.

(34) Cf. Cass., 21 nov. 1921, D. 1925.1.104. « Les présomptions légales de faute sont de droit étroit ». V. également : LAURENT : *Op. cit.*, t. XX, n° 568. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Op. cit.*, t. IV, n° 2910.

qu'elle est commandée par une identité absolue de situation » (35).

« Or, remarque très justement SOURDAT (36), il existe une différence sensible entre le chef d'une maison d'aliénés et les père, mère et instituteurs chargés d'un enfant. Ces derniers ont, non seulement la force et l'autorité pour la surveillance matérielle du mineur, mais le droit et le devoir de lui donner une éducation qui prévienne ses écarts et l'empêche de faire le mal.

Il n'en est pas de même de celui qui a la garde d'un aliéné. Il a sans doute des moyens de surveillance; il peut le tenir enfermé; il peut exercer sur lui une certaine influence, par suite même des moyens qu'il emploie pour le guérir; mais il peut se faire aussi que cette influence soit nulle si l'aliéné est totalement privé de raison et qu'il ne reste au directeur de l'établissement que des ressources purement matérielles pour empêcher les actes préjudiciables de l'insensé. »

Le directeur d'un établissement d'aliénés n'étant chargé ni de l'instruction, ni de l'éducation des personnes qui sont confiées à sa garde, il faut lui refuser la qualification d'instituteur et décider que sa responsabilité ne pourra être engagée qu'en cas de faute prouvée (37).

2° *Responsabilité du directeur d'une maison de correction.* — Pour les mêmes raisons, nous croyons que le directeur d'une maison de correction, pas plus que le gardien chef d'une prison ne saurait être assimilé à un instituteur à moins que, non content de garder des détenus et de sur-

(35) Bordeaux, 29 juillet 1910, D. 1912.2.385.

(36) SOURDAT. *Op. cit.*, t. II, n° 875 bis.

(37) *Dans ce sens*: BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Op. cit.*, t. IV, n° 2910. — BEUDANT. *Op. cit.*, n. 1207, 1°. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 862. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 793.

Contrà: AUBRY et RAU. — *Op. cit.*, p. 406,

veiller leur travail, il soit en outre chargé de leur apprendre un métier (38).

3° *Responsabilité du Président d'une société sportive.* -

Nous pensons également, avec la jurisprudence (39), qu'il est impossible de décider qu'une société sportive donne véritablement « un enseignement » à ses membres. « L'objet de semblables associations, dit avec raison M. THOMAS, n'est ni l'instruction, ni l'éducation, ni la direction, ni la garde ou la surveillance de l'enfance ou de la jeunesse » (40). Toutefois, si la société plaçait à côté de ses adhérents des professeurs de gymnastique pour les diriger ou les instruire, il semble que l'on devrait décider que ces moniteurs sont des instituteurs au sens de l'art. 1384 § 4; la société pourrait alors être responsable en qualité de commettant: c'est ce qu'a décidé, à juste titre, la jurisprudence pour certains sports tels que l'aviation (41) ou l'équitation (42), qui nécessitent vraiment l'acquisition d'une science par le débutant.

4° *Responsabilité du supérieur d'une communauté religieuse.* — C'est encore l'absence du devoir d'éducation et d'instruction qui nous conduira à décider que le supérieur d'une communauté religieuse n'est pas un instituteur au

(38) Grenoble, 20 déc. 1901, S. 1906.2.125 (*établissement pénitentiaire privé*) et sur pourvoi; Crim., 27 juin 1902, D. 1908.1.540.

Trib. Corr. Bar-sur-Aube, 21 mai 1904, S. 1907.2.4 et sur appel, Paris, 15 juin 1904, D. 1905.2.5. (*Etablissement pénitentiaire public.*)

(39) Valence, 20 mars 1923, G. P. 1923.2.7. — Nancy, 18 fév. 1925. G.P. 1925.2.8.

(40) Note Léonce THOMAS. D. 1912.2.385.

(41) Paris, 29 oct. 1926, S. 1927.2.64. — Trib. Corr. Mantes, 15 juin 1933. G.P. 1933.2.498 (*baptêmes de l'air*).

(42) Lyon, 1^{er} avril 1922, D. 1924.2.51. — Douai, 27 juin 1932, Rec. Douai, 1932.263,

sens de l'art. 1384 (43). Certes, il possède un devoir de contrôle et de surveillance sur ses inférieurs; il exerce bien une autorité sur les membres de la communauté, mais cette autorité n'a pas son fondement dans un enseignement donné. Il n'en serait autrement que si la communauté se livrait à un véritable enseignement, s'il s'agissait, par exemple, d'un séminaire.

5° *Responsabilité des personnes qui sont tenues d'un devoir d'éducation sans avoir aucun rôle d'instruction.* — Certaines personnes peuvent se voir confier, soit momentanément, soit d'une façon permanente, une mission d'éducation sans être pour cela des instituteurs. Elles ont pour devoir fondamental de donner à l'enfant une formation générale tout en contribuant accessoirement à accroître son instruction: ce second devoir n'a qu'une importance infime par rapport au premier et disparaît en quelque sorte derrière l'idée morale d'éducation. Tels sont, par exemple, les parents, véritables éducateurs et non instituteurs, réserve faite toutefois de l'hypothèse rarissime où les père et mère enseignent eux-mêmes un art ou une science. C'est le cas également de la directrice d'un crèche ou du nourricier qui se charge, par charité ou par intérêt, d'élever l'enfant d'autrui (44); *A fortiori*, c'est aussi le cas de la personne qui reçoit un enfant pendant les vacances (45), du tuteur pour les dommages causés par son pupille, de l'ami qui promène un gamin ou qui sert de correspondant à un pensionnaire. La même règle s'applique aux personnes ou aux établisse-

(43) Cf. Civil, 25 oct. 1886, D. 1887.1.225, en note. — Note Léonce THOMAS, D. 1912.2.385. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 854 in fine. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 793. — SOURDAT. *Op. cit.*, n° 877 bis.

(44) *Dans ce sens*: DEMOGUE. *Op. cit.*, V, n° 851. — MAZEAUD. *Op. cit.*, I, n° 796; *Contrà*: Req., 22 juillet 1891, D. 1892-I-5.

(45) Dijon, 19 février 1875, D. 1876.2.71.

ments charitables à qui l'Assistance Publique confie ses pupilles (46). Elle vise également l'Assistance Publique elle-même, que celle-ci assume directement la garde des enfants ou qu'elle confie cette tâche à un nourricier: l'Assistance Publique, en effet, n'a pas pour mission d'instruire des enfants à elle confiés, mais seulement de veiller à leur développement physique, de leur fournir une bonne éducation par ses agents et ses subordonnés, de leur faire donner l'instruction par des personnes qui font profession d'instruire autrui. Le simple bon sens suffit pour refuser à cette administration, qui recueille les enfants au tour, la qualité « d'instituteur ».

6° *Responsabilité des dirigeants d'œuvre à caractère social plutôt qu'instructif.* — La question présente un intérêt pratique considérable par suite de la multiplication, depuis une dizaine d'années environ, d'œuvres charitables nées de la transformation des conditions de vie dues au développement du machinisme et de la grande industrie, et encouragées par les pouvoirs publics qui y voient un moyen excellent pour accroître la vigueur et la force de la jeunesse et améliorer ainsi l'avenir de la nation française. Ces organismes ont pour but, soit de développer la santé physique des jeunes gens en les incitant à fuir la grande ville pour se plonger dans l'atmosphère reposante et réparatrice des campagnes (auberges de la jeunesse, scoutisme, etc.), soit de soustraire l'enfant aux dangers de la rue, les jeudi et dimanche, lorsque les père et mère, retenus à l'usine, ne peuvent surveiller ses ébats (garderies, patronages), soit de permettre à des enfants chétifs, dont les parents sont peu

(46) *Dans ce sens:* WALINE, note, D. 1929.1.153.

. Cf. Req., 4 juin 1929, D. 1929.I.153, établit une faute à l'encontre du nourricier. — *Contrà:* Montpellier, 16 octobre 1928, *Moniteur Jud. Midi*, 15 nov. 1928.

fortunés, de bénéficier des avantages d'une cure d'héliothérapie ou d'une cure de plein air, en les envoyant à la montagne ou à la mer (colonies de vacances).

Si ces différentes œuvres limitaient leur activité au seul but qu'elles se sont fixées, il est bien certain qu'elles ne pourraient, en aucun cas, être assimilées, quant à leur responsabilité civile, aux instituteurs. S'occupant uniquement de distraire les enfants en surveillant leurs jeux, sans leur fournir le moindre enseignement, il est évident qu'elles ne pourraient être soumises à la présomption de faute de l'article 1384. Et cela serait vrai même si elles cherchaient à améliorer la santé physique des jeunes gens par quelques conseils d'hygiène corporelle, même si elles s'efforçaient d'assurer leur santé morale par le rappel de quelques principes religieux. Il y aurait là seulement éducation et non pas instruction et, par suite, on ne saurait faire jouer l'article 1384 § 4.

Mais la question devient plus délicate lorsque l'œuvre, non contente de distraire l'enfant, s'efforce de développer ses facultés intellectuelles ou manuelles, en lui donnant une véritable instruction, soit générale, soit professionnelle.

Doit-on encore, dans cette hypothèse, exonérer les dirigeants de la présomption de faute ou doit-on au contraire les assimiler à de véritables instituteurs?

La question est très discutée en jurisprudence comme en doctrine.

Si, en effet, certaines cours d'appel se prononcent pour l'application de l'art. 1384 aux œuvres d'assistance (47). d'autres, au contraire, insistent sur l'injustice qu'il y aurait à traiter sévèrement des entreprises charitables (48)

(47) Cf. Rouen, 5 nov. 1924, D. 1927.2.123 et note R. D.

(48) Paris, 28 avril 1913. S. 1918.1919. 2.9., note DELPECH.

La jurisprudence de la Cour de Cassation est également assez flottante: alors qu'en 1891, elle semble vouloir limiter l'application du texte aux éducateurs salariés (49), elle revient, quelques années plus tard, sur sa décision (50).

La même hésitation se manifeste en doctrine. Alors que certains auteurs, tels AUBRY et RAU (51) et M. JOSSERAND (52) se prononcent dans le sens d'une application rigoureuse et indistincte de l'art. 1384, d'autres n'exonèrent les œuvres charitables que parce qu'elles donnent un enseignement gratuit: « Le caractère gratuit du service rendu exclut, à notre avis, dit M. PLANIOL, la présomption de faute de l'art. 1384. Or, il se rencontre habituellement dans les œuvres de patronage » (53). D'autres enfin, comme MM. COLIN et CAPITANT. DEMOGUE ou MAZEAUD (54) se refusent, en toute hypothèse, à appliquer ce texte

Que décider en présence de solutions si contradictoires? Nous croyons d'abord que l'on ne saurait se baser, pour exonérer une personne, sur le caractère gratuit de l'enseignement qu'elle fournit. Nous avons dit, en effet, que doit être considéré comme « instituteur » tout individu qui instruit et éduque autrui « sans qu'il soit nécessaire de se préoccuper de la nature de l'enseignement; ni du mode de rémunération ». Peu importe donc que le service rendu par l'œuvre soit rémunéré ou non. Si ce service est un service d'instruction et d'éducation, l'art. 1384 § 4 doit s'appliquer, car le devoir qui le fonde existe indépendamment de

(49) Req., 22 juillet 1891, D. 1892.I.5, note PLANIOL.

(50) Req., 9 juillet 1907, D. 1907.I.479.

(51) AUBRY et RAU. — *Op. cit.*, t. IV, p. 406, note 27.

(52) JOSSERAND. — *Op. cit.*, t. II, n° 500.

(53) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 634.

(54) COLIN et CAPITANT. — *Op. cit.*, t. II, n° 206. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 851. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 801.

toute considération pécuniaire. Nous rejetons donc formellement l'opinion de M. PLANIOL. Tout au plus pourrait-on admettre que, lorsque le préjudice, causé par un des adolescents confiés à l'œuvre, est subi non par un tiers mais par un autre enfant, membre de la même entreprise charitable, le principe d'acceptation du fait d'autrui doive s'appliquer (55). De même, en effet, que « la présomption de l'art 1384 § 1^{er} édictée à l'encontre du gardien de la chose inanimée, ne peut être invoqué par ceux qui, ayant accepté ou sollicité de participer, à titre gracieux, à l'usage d'une voiture automobile, connaissaient les dangers auxquels ils s'exposaient volontairement » (56), de même la présomption de l'art. 1384 ne saurait jouer au profit des familles qui, sans y être contraintes par la loi, ont, de leur plein gré, accepté de participer aux avantages offerts par l'œuvre et qui doivent, en contre-partie, en supporter certains risques: ce qui aurait pour conséquence, dans cette hypothèse, de rendre l'œuvre responsable uniquement de ses fautes prouvées, sur le terrain des art. 1382-1383.

Mais si le caractère bénévole de l'enseignement donné par une œuvre charitable est insuffisant pour la décharger de la présomption de faute, il nous apparaît, au contraire, que l'exonération doit résulter nécessairement du but principal poursuivi par l'œuvre. Doivent être assimilés aux instituteurs, avons-nous dit, tous ceux dont la mission, c'est-à-dire la fonction *fondamentale*, est d'instruire. Or, tel n'est pas évidemment le rôle des œuvres charitables, même lors-

(55) Cf. Dissertation Léonce THOMAS. D. 1912.2.385. — Cf. Dissertation DELPECH. S. 1918.1919.2.9.

(56) Cass. Req., 29 mars 1927, D. 1927.1.137, note JOSSERAND.

Cf. Cass. Civ., 27 mars 1928, D. 1928.1.145, note RIPERT.

Cf. Cass. Req., 9 juin 1928, D. 1928.1.153, note SAVATIER.

Cass. Civ., 7 janvier 1929, D. 1929.I.115, et S. 1929.1.249, note ESMEIN.

qu'elles donnent un enseignement, le programme instructif de ces œuvres étant toujours réduit à un rôle de second plan.

Aussi croyons-nous pouvoir conclure que doivent être exonérées de la présomption de faute, toutes les œuvres et toutes les personnes dont le but *principal* est de distraire et d'amuser les enfants.

Nous approuvons donc la jurisprudence lorsqu'elle écarte l'application de l'art. 1384 § 4 en déclarant que ne sont pas instituteurs au sens de cet article, le chef d'une troupe d'éclaireurs (57), le directeur de patronage qui réunit des enfants quelques heures par semaine, même si ceux-ci se livrent à des exercices de gymnastique et prennent part, ensuite à des concours (58), le président d'une société de bienfaisance pour le déplacement des enfants à la monta-

(57) Trib. Civ. Seine, 23 déc. 1930, S. 1931.2.126, et sur appel, Paris, 26 nov. 1932, G. P. 1933.1.335, « attendu que par application de l'art. 1382 C. C. il (chef de la troupe) en doit réparation ».

(58) Bordeaux, 29 juillet 1910, D. 1912.2.385, note Léonce THOMAS.

Dans ce sens: Trib. Civil Seine, 3 nov. 1905, G. Trib. 1906, 1^{er} sem., 2.144. — Rouen, 18 oct. 1911, Rec. Rouen, 5^e partie, p. 13. — Paris, 28 avril 1913, S. 1918.1919.2.9, note DELPECH. — Grenoble, 10 oct. 1916, G. Tribunaux, 1917.2.179. — Trib. Lyon, 10 oct. 1923, G.P. 1923.2.689. — Trib. Civ. Havre, 5 avril 1924, G.P. 1924.2.138. — Besançon, 7 mai 1927, G.P. 1927.2.370. — Douai, 26 juillet 1930, G.P. 1930.1.651. — Cf. DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 851 et auteurs cités *supra*, p. 93, note 54.

Contrà: Req., 9 juillet 1907, D. 1907.1.479: L'arrêt exonère le directeur du patronage en invoquant l'impossibilité d'empêcher le fait. Or, cette impossibilité n'aurait pas du jouer car l'accident avait été précédé d'une faute prouvée du surveillant.

Rouen, 5 nov. 1924, D. 1927.2.123, note R. D. (jeu dangereux).

Caen, 28 janv. 1926, D. 1927.2.123 (directeur du patronage n'était pas dans la cour).

gne (59), le directeur d'une colonie de vacances (60). La même solution devrait être admise en faveur de la personne qui réunit des enfants pour répéter une pièce de théâtre, préparer une fête, ou apprendre des jeux.

Ainsi, en décidant que seules les personnes ou sociétés dont le but principal est de distraire et non d'enseigner ne sont pas des instituteurs au sens de l'art. 1384, nous respectons la volonté certaine du législateur de 1804 et nous exonérons de la présomption de faute les patronages, colonies de vacances et œuvres du même genre. C'est là une solution heureuse, tant du point de vue de l'équité que de l'intérêt social bien compris, puisqu'elle réduit au minimum la responsabilité de ceux qui font preuve de charité et de dévouement.

Là, encore, nous voyons que la responsabilité édictée par le législateur à l'encontre des membres de l'enseignement, exige, pour s'appliquer à une personne, que celle-ci ait pour mission l'instruction et l'éducation d'autrui.

SECTION II. — NÉCESSITÉ DU DEVOIR DE SURVEILLANCE

Toute personne qui instruit et éduque autrui n'est pas « instituteur » au sens de l'art. 1384 § 4. Il faut, en outre, qu'elle soit chargée de la surveillance de l'élève.

(59) Trib. Civ. Lyon, 5 février 1910, D. 1912.2.348.

(60) Paris, 28 avril 1913, S. 1918.1919.2.9, note DELPECH. — Trib. Civ. Seine, 22 août 1907, Droit, 10 mars 1907. — Trib. Civ. Seine, 11 déc. 1911, Bull. de lég. scol., 15 avril 1912.

Cf. BOUQUET, Thèse, p. 128 et s.

Paris, 27 février 1935, Manuel Général du 20 juillet 1935. L'arrêt relève à la charge des directeurs de la colonie un défaut de surveillance caractérisé qui engage leur responsabilité et celle de la ville dont ils sont les préposés.

Cette seconde condition est essentielle: la responsabilité exceptionnelle de l'instituteur trouve son fondement, avons-nous vu, dans l'autorité morale que lui donne sur ses élèves, la mission d'Enseignement. Or, pour que cette autorité puisse exister, il est nécessaire qu'il y ait un contact étroit entre l'élève et le maître, par suite, que l'enfant se trouve placé sous les yeux mêmes du professeur. Il faut que l'instituteur connaisse individuellement chacun des enfants qui composent sa classe, afin qu'il puisse, à tout instant, contrôler les résultats de son enseignement. Il faut, enfin, qu'il lui soit possible d'orienter et de guider dans le droit chemin l'activité des jeunes gens par des réprimandes ou des sanctions qui s'imposent à eux. Ce devoir de garde et de surveillance, nécessaire pour que l'instituteur puisse accomplir sa mission et dont personne ne conteste le principe, est d'ailleurs expressément mentionné dans l'art. 1384 § 4 qui déclare que la présomption de faute ne s'applique qu'aux dommages causés par les élèves « pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ».

Il en résulte que là où il n'y a pas mission de surveillance, il n'y a pas application de l'art. 1384 § 4.

Ainsi, il est évident que la personne qui donne un enseignement par correspondance ou par télégraphie sans fil ne verra jamais peser sur elle la responsabilité spéciale de l'art. 1384 § 4. N'ayant pas la surveillance de l'élève, et, par suite, n'ayant jamais la possibilité matérielle d'empêcher les enfants de mal faire, il est clair que, si l'enfant cause un dommage, on ne peut raisonnablement présumer que cette personne n'a pas exactement rempli son devoir, pas plus que l'auteur d'un ouvrage instructif ne saurait être présumé responsable des dommages causés par ses lecteurs! Sans doute, cette personne a bien pour mission d'instruire autrui et, à ce titre, elle est un véritable instituteur, mais

elle n'en sera pas moins irresponsable puisque, n'ayant jamais la surveillance de l'enfant, il n'existera jamais « de dommages causés pendant le temps que les enfants sont sous sa surveillance ».

Il est hors de doute également que la responsabilité spéciale de l'instituteur ne peut s'appliquer aux personnes qui font des conférences ou qui prononcent des discours à caractère instructif. Sans doute, ces conférenciers donnent bien un enseignement, puisqu'ils se proposent d'étudier publiquement un problème historique, philosophique ou social. Mais là encore, on sent toute la différence qu'il y a entre cet enseignement et l'instruction fournie par un véritable instituteur. Nous ne retrouvons plus ici cette collaboration étroite, ce contact personnel entre celui qui donne l'enseignement et celui qui le reçoit, mais seulement une opposition entre deux personnes, l'une dont le rôle est essentiellement actif : c'est le conférencier ou l'orateur, l'autre dont le rôle est purement passif : c'est l'auditeur. D'ailleurs, cette différence dans la façon d'instruire mise à part, il est clair que la situation du conférencier et celle du véritable instituteur diffèrent encore quant à l'obligation de surveiller les personnes qui viennent suivre leur enseignement. S'il est normal d'imposer à un professeur la surveillance d'un nombre malgré tout restreint d'élèves, alors surtout qu'il les connaît individuellement et peut, à tout instant, éliminer de sa classe ceux qui se révèlent par trop insupportables et partant, s'il est logique de présumer, en présence d'un accident causé par un des enfants qui lui ont été confiés, qu'il n'a pas rempli exactement tous ses devoirs, il serait, au contraire, irrationnel d'appliquer la même présomption à un conférencier qui parle devant des milliers d'auditeurs dont il ignore aussi bien le nom que le caractère et sur lesquels il ne possède aucune autorité lui permettant de con-

trôler et de guider leur activité. Là encore, l'absence de toute surveillance doit faire repousser la responsabilité exceptionnelle de l'instituteur.

La même solution devrait être étendue à ceux qui organisent des cours d'adultes, des conférences populaires, des cours publics et gratuits. Sans doute, le caractère instructif est encore plus accentué dans ces institutions destinées à parfaire et même à faire l'éducation du public. Il n'en est pas moins vrai, qu'en aucun cas, la personne chargée de ces cours n'a la surveillance des personnes librement admises à suivre ses enseignements. C'est pourquoi elle ne saurait se voir appliquer la présomption de faute qui pèse sur l'instituteur (61).

C'est encore la présence ou l'absence du devoir de surveillance qui va nous permettre de déterminer la responsabilité des professeurs de Faculté et celle des personnes qui donnent leur enseignement d'une manière intermittente.

1° *Responsabilité des membres de l'Enseignement Supérieur.* — De la situation du conférencier et de l'orateur on doit rapprocher celle des membres de l'Enseignement Supérieur.

Il est certain que les professeurs de Faculté, du Muséum, du Collège de France, ont pour mission d'instruire les personnes qui assistent à leurs cours. Ils sont donc instituteurs au sens du décret de l'an II. Mais sont-ils instituteurs dans les termes de l'art. 1384 § 4 et doivent-ils être soumis à la responsabilité exceptionnelle des membres de l'enseignement? La négative est admise par tous les auteurs, car cette

(61) Cf. *en sens inverse*: BOUQUET. Thèse, p. 134.135: « La responsabilité de l'instituteur ne fait aucun doute, même basée sur l'art. 1384, § 4 ».

responsabilité ne saurait s'appliquer « à ceux qui se livrent à un enseignement public, dans des cours, des classes où tous sont indistinctement admis moins comme élèves que comme simples auditeurs. S'ils (ces professeurs) sont instituteurs dans l'acception générale du mot, ils n'exercent point sur leur auditoire cette autorité et cette surveillance qui sont les conditions essentielles de la responsabilité (62) ».

Si le professeur de Faculté qui donne son enseignement « ex cathédra » tire évidemment de ce fait une autorité morale indiscutable sur son auditoire, il n'en est pas moins évident qu'il ne possède aucun moyen pratique pour mettre un frein aux écarts de conduite de ses étudiants, pour corriger, si besoin est, leur caractère et les empêcher de commettre des actes dommageables.

Sans doute, les règlements universitaires donnent aux professeurs certaines prérogatives et certains moyens de coercition pour leur permettre d'éliminer les éléments de trouble ou de calmer les jeunes gens trop turbulents, mais ces sanctions disciplinaires n'ont pas pour but d'amender le coupable ou de corriger ses mauvais penchants. Elles ont seulement pour rôle d'assurer le bon ordre et le silence, indispensables à tout enseignement, et n'impliquent jamais une obligation de surveillance ou un devoir de garde.

D'ailleurs, comment cette obligation de surveillance, à

(62) LAROMBIERE. *Op. cit.*, art. 1384, n° 17.

Cf. dans le même sens: AUBRY et RAU. *Op. cit.*, t. V, p. 757. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. *Op. cit.*, t. IV, n° 2908. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 852. — DEMOLOMBE. *Op. cit.*, t. XXXI, n° 583. — ECHALLIER. *Resp. des membres de l'Enseignement Public*, p. 6, note. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 804. — PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. *Op. cit.*, t. VI, n° 634 c.

Thèses: DELAIRE, p. 70. — BOURGUIGNON, p. 10. — BOUQUET, p. 44. — LOTTE, p. 14.

supposer qu'elle existe, pourrait-elle s'exercer pratiquement sur le public, souvent très nombreux, admis librement dans les amphithéâtres? Chargé de donner un enseignement en quelque sorte impersonnel, indépendant de la qualité, de l'âge ou de la profession des personnes qui le suivent, le professeur de Faculté ne saurait être présumé en faute à l'occasion d'actes dommageables commis par des auditeurs dont il ignore jusqu'au nom.

Tout autre nous paraît être, au contraire, la situation du chef de laboratoire ou de travaux pratiques.

En contact étroit avec ses étudiants dont il connaît le nom et le caractère, le chef de laboratoire a toujours la possibilité, par son intervention personnelle, de retenir les jeunes gens qui sont sous sa direction, dans les bornes de la circonspection et du devoir. Ne recevant dans son laboratoire que des étudiants régulièrement inscrits, toujours peu nombreux, il peut à tout instant les surveiller et canaliser leur activité en la contrôlant. Rien ne s'oppose donc à ce qu'on l'assimile à un instituteur pour lui appliquer la responsabilité édictée par l'art. 1384 § 4.

Remarquons d'ailleurs que cette responsabilité sera moins lourde que celle qui pèse sur les autres membres de l'enseignement: d'abord, elle ne jouera qu'à l'encontre de certains professeurs de Faculté (professeurs de sciences, médecine, pharmacie), ensuite elle ne sera applicable à ces professeurs que dans l'hypothèse où ils pourront être considérés comme exerçant les fonctions de chefs de laboratoire ou de travaux pratiques (63). Enfin, la preuve de l'impossi-

(63) Peut être pourrait-on aussi déclarer que le professeur de chimie ou de physique est « *gardien* » des instruments qu'il utilise pour les expériences de classe et qu'il doit donc être, par application de l'art. 1384, § 1^{er}, présumé responsable des accidents causés par ces objets.

bilité d'empêcher le fait dont découle leur responsabilité leur sera toujours plus largement ouverte, le devoir de surveillance s'affaiblissant au fur et à mesure qu'augmente l'âge de la personne qui y est soumise.

En résumé, on peut dire que, réserve faite de la délicate hypothèse du chef de laboratoire ou de travaux pratiques, la responsabilité spéciale édictée par l'art 1384 § 4 à l'encontre de l'instituteur ne peut être étendue aux membres de l'Enseignement Supérieur.

2° *Responsabilité des personnes qui ne sont pas chargées d'une façon permanente de la garde des enfants.* — S'il est indispensable qu'une personne ait la surveillance de ses élèves pour qu'elle soit « instituteur », est-il nécessaire que cette surveillance soit exercée d'une manière continue? Nous ne le pensons pas. L'art. 1384 § 4, en limitant expressément la responsabilité de l'instituteur au temps pendant lequel les élèves se trouvent sous sa surveillance, prouve *ipso facto* que celle-ci peut-être simplement temporaire (64).

Il en résulte qu'on ne peut s'appuyer, pour refuser la qualité d'instituteur, sur le caractère temporaire de la surveillance. Dès l'instant que celle-ci existe, la responsabilité qu'elle fonde doit exister. Ainsi l'art. 1384 § 4 doit s'appliquer aussi bien à l'élève externe qu'au pensionnaire.

La seule question, parfois délicate, qui se pose est celle de savoir à qui incombe, dans l'hypothèse où l'enseignement n'est donné que d'une manière très intermittente sous forme de leçons particulières, le devoir d'éducation?

Une distinction paraît d'abord s'imposer suivant que les leçons particulières sont données au domicile du maître ou au domicile de l'élève.

(64) Cf. DEMOLOMBE. — *Op. cit.*, tome XXXI, n° 582,

Au domicile du maître tout d'abord : celui-ci est pleinement indépendant dans l'organisation de sa surveillance comme de son enseignement. Dès lors, il ne dépend que de lui de régler sa surveillance de telle façon que ses élèves ne puissent causer aucun dommage. Si les enfants dont il a la direction causent un préjudice, il est rationnel de supposer que le maître n'a pas convenablement rempli son devoir. Il est donc juste de faire peser sur lui la présomption de l'art. 1384 § 4.

Plus délicat assurément est le problème de la responsabilité de celui qui donne une leçon, non plus à son domicile, mais au domicile de l'élève. En effet, dans cette hypothèse, on peut hésiter entre deux responsabilités : la responsabilité générale des père et mère, édictée par l'art. 1384 § 2 et la responsabilité spéciale de l'instituteur établie par l'alinéa 4 du même article.

Or si tout le monde est d'accord (65) pour admettre que l'art. 1384 § 4 ne saurait s'appliquer à la personne qui donne une leçon en présence des père et mère de l'enfant, ceux-ci ayant entendu incontestablement se réserver la direction de la surveillance comme de l'enseignement, les avis sont au contraire très partagés lorsque la leçon a lieu au domicile des parents, mais hors de leur présence.

Certains auteurs, considérant que le fait pour les parents de ne pas envoyer leur fils à l'école communale et d'obliger les professeurs à venir donner leur leçon au domicile de l'enfant implique de leur part la volonté de ne se fier qu'à un préposé choisi par eux et de conserver la haute main sur l'instruction ou la surveillance, se prononcent contre l'application de l'art. 1384 § 4 et déclarent que la présomption

(65) Cf. par ex., PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, n° 634, C. V. cpd., AUBRY et RAU. — *Op. cit.*, p. 762.

de faute ne peut jouer qu'à l'encontre des parents. Telle est notamment l'opinion de MM. MAZEAUD: « Le fait que la leçon est donnée à domicile, chez les parents, laisse subsister entière l'autorité morale de ces derniers; celui qui enseigne n'a plus l'indépendance complète qui fonde la responsabilité de l'instituteur » (66).

D'autres auteurs (67) décident qu'il est « téméraire de vouloir appliquer une règle uniforme à ces maîtres de catégories si diverses, tels que les professeurs de musique, de chant... qui donnent leur enseignement à l'heure et à domicile ». Ils se refusent à se prononcer pour ou contre la qualité d'instituteur et décident qu'il y a là une question de fait que les Tribunaux sont libres d'apprécier à leur guise.

Cette thèse, pas plus que la précédente, ne saurait nous satisfaire. Nous croyons, avec la majorité de la doctrine (68), que le fait pour les parents de ne pas assister aux leçons données à leur fils implique nécessairement qu'ils ont entendu se décharger de leur devoir d'instruction comme de leur devoir de garde sur le professeur qu'ils ont choisi. L'art. 1384 § 2 ne peut donc jouer. A l'inverse, le fait par le maître d'accepter les fonctions qui lui sont confiées suppose l'acceptation de l'obligation d'instruire et de surveiller. Peu importe que l'instituteur donne son enseignement au domicile des parents, le lieu où l'instruction est fournie

(66) MAZEAUD. — *Op. cit.*, t. I, n° 805.

Cf. BOURGUIGNON. — Thèse, p. 15. — AUBRY et RAU. *Op. cit.*, t. V, p. 762, refusent l'application de l'art. 1384 § 4, en se fondant sur le caractère temporaire de l'enseignement.

(67) LOTTE. — Thèse, p. 12.

(68) Cf. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Op. cit.*, t. IV, n° 2908. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 861. — LAROMBIERE. *Op. cit.*, t. VII, art. 1384. — LAURENT. *Op. cit.*, t. XX, n° 567. — PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. *Op. cit.*, n° 637.

étant indifférent (69). Peu importe également le caractère temporaire de la surveillance exercée par le maître. « Quand l'instituteur, dit LAURENT, ne donnerait leçon que pendant une heure, il doit surveiller son élève pendant ce temps, et répondre, par conséquent, de ses faits » (70).

Ainsi, nous croyons que la qualité d'instituteur doit être en principe reconnue à la personne qui donne des leçons particulières au domicile de l'élève, à condition toutefois que les parents n'assistent pas à la leçon.

Mais il faudra, dans cette hypothèse, admettre largement la preuve contraire et permettre à l'instituteur de s'exonérer de la présomption de faute en établissant qu'en fait il ne jouissait pas d'une indépendance suffisante pour lui permettre d'organiser convenablement son enseignement et sa surveillance.

3° *Responsabilité du précepteur.* — La même diversité d'opinions se retrouve dans l'hypothèse, d'ailleurs assez rare, de la personne dont la fonction consiste à instruire et à élever un enfant au domicile des parents.

Alors que certains auteurs (71) refusent de voir dans le précepteur une personne chargée de surveiller un élève et admettent avec SOURDAT que « c'est toujours au père qu'incombe la responsabilité, quand même d'autres personnes sont chargées de la garde de l'enfant momentanément, mais dans le domicile paternel » (72), d'autres auteurs (73) se prononcent pour l'application générale de l'art. 1384 § 4. C'est à cette deuxième conception que nous croyons devoir

(69) Cf. *supra*, p. 79-80.

(70) LAURENT. *Op. cit.*, t. XX, n° 567, in fine.

(71) Cf. BEUDANT. *Op. cit.*, n° 1207. — DEMOLOMBE. *Op. cit.*, t. XXXI, n° 608. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 805. — SOURDAT. *Op. cit.*, n° 816.

(72) SOURDAT. — Précité.

(73) Voir auteurs cités, note 68, p. 104.

nous ranger. Ayant admis la présomption de faute à l'encontre de la personne chargée de donner une ou deux heures de leçons, nous devons, à *fortiori*, l'admettre pour le précepteur chargé de l'instruction et de la surveillance permanente de l'enfant.

Mais là encore, nous devons nous montrer très large pour l'admission de la preuve contraire exonérant l'instituteur. D'ailleurs, la responsabilité édictée par l'art. 1384 § 4 ne jouera que pendant les heures de la journée où l'élève sera placé sous la surveillance du précepteur, à l'exclusion des périodes où l'enfant retombera sous la surveillance effective de ses parents. De plus, l'hypothèse d'un accident causé par l'élève sera forcément rare, puisque le maître n'aura à instruire qu'un ou deux jeunes gens. Enfin, les tiers lésés par un acte dommageable commis par l'enfant n'hésiteront pas à mettre en cause le père, responsable en qualité de commettant. Celui-ci aura alors intérêt, pour échapper à sa responsabilité, à défendre son préposé et à l'aider à établir que l'accident ne pouvait être empêché. Dès lors, la responsabilité du précepteur ne sera pas trop lourde pour lui et ainsi seront conciliées par un détour, les exigences de l'équité, et la nécessité de rendre applicable l'art. 1384 § 4 à toute personne qui instruit et surveille autrui, même sous la direction et l'autorité d'un supérieur.

L'obligation de surveillance est donc nécessaire pour permettre de déterminer parmi les personnes qui instruisent autrui celles qui peuvent être considérées comme étant des institutrices. Elle est même essentielle. Aussi ne devons-nous pas nous étonner de ce que la jurisprudence, méconnaissant les règles que nous avons essayées de dégager et oubliant le fondement juridique de cette responsabilité n'hésite pas à affirmer que la surveillance détachée de tout devoir d'éducation ou d'instruction est suffisante pour

justifier la responsabilité prévue par l'art. 1384 § 4 du Code Civil. C'est ainsi que la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu le 22 juillet 1891, a déclaré l'art. 1384 applicable « à toute personne qui se charge moyennant salaire de garder un enfant » (74). Avec MM. PLANIOL et ESMEIN, nous croyons qu'il y a là une erreur d'interprétation manifeste. « Il faut, dit M. ESMEIN, se limiter dans cette interprétation extensive du terme instituteur, sinon on serait conduit à qualifier tel la nourrice chez qui un enfant a été placé... et généralement toute personne qui a assumé l'obligation contractuelle ou morale de surveiller un enfant. Il est impossible de donner une si large acception au mot « instituteur » qui implique la poursuite de l'éducation » (75).

Remarquons d'ailleurs, avec M. PLANIOL, qu'« en refusant d'étendre cette présomption à certaines personnes non dénommées dans l'art. 1384, on ne les dispense pas au fond de leur responsabilité comme surveillants de l'enfant; il ne s'agit que d'un déplacement de la preuve. Quand l'art. 1384 s'applique, les tiers lésés sont dispensés de prouver la faute du surveillant; quand cet article ne s'applique pas, ils peuvent encore agir contre lui à la condition de prouver une faute de sa part » (76).

En résumé, la simple surveillance assumée ne suffit pas à rendre l'art. 1384 § 4 applicable, pas plus que ne saurait suffire le seul devoir d'instruction et d'éducation. La réunion de ces deux conditions peut seule conférer à une personne la qualité d'« instituteur » et faire peser sur elle la présomption de faute édictée par l'art. 1384 § 4.

(74) Cass., 22 juillet 1891, D. 1892.1.5, note de M. PLANIOL.

(75) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, tome VI, n° 633. — Cf. WALINE. Note au D. 1929.I.153.

(76) PLANIOL. — Note au D. 1892.1.5.

CHAPITRE TROISIEME

DE LA DUREE DE LA RESPONSABILITE

L'art. 1384 § 4 dispose expressément que les instituteurs ne sont responsables que « du dommage causé par leurs élèves *pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance* ».

La condition posée par ce texte découle nécessairement de la notion même d'instituteur: « Est instituteur, avons-nous dit, la personne qui instruit et éduque autrui et a, sur ses élèves, un devoir de surveillance. » Par suite, dès l'instant que disparaît, non seulement la surveillance effective, mais encore l'obligation de surveillance la qualité d'instituteur disparaît et l'art. 1384 § 4 cesse d'être applicable.

Cette règle est donc pleinement justifiée. Pour faire peser sur l'instituteur la présomption de faute, il faudra établir que, lors de l'acte dommageable, l'élève était ou devait être sous la surveillance de l'instituteur. Conformément à la règle « *actori incumbit onus probandi* » c'est au demandeur à apporter cette preuve (1).

Dès lors, il est indispensable de préciser la durée exacte de la responsabilité des membres de l'enseignement.

Pour ce faire, nous examinerons successivement le mo-

(1) Trib. Châteauroux, 24 mai 1898, S. 1899.2.147.

ment précis où naît cette responsabilité, la période durant laquelle elle est engagée et, enfin, l'instant où elle cesse.

SECTION I. — A QUEL MOMENT PRÉCIS LA RESPONSABILITÉ
DE L'ARTICLE 1384 § 4 COMMENCE-T-ELLE ?

En principe, la responsabilité de l'instituteur est engagée dès l'instant où l'enfant a le droit de pénétrer dans l'établissement.

Cet instant variera suivant que l'élève est interne ou externe.

Pour les pensionnaires, l'art. 1384 § 4 pourra être invoqué aussitôt qu'ils auront franchi, au vu et au su de l'administration, le seuil du lycée, du collège ou de la pension.

Pour les externes qui viennent seulement assister, dans les locaux scolaires, à des cours et retournent chez eux pour prendre leur repas et pour se coucher, la responsabilité des maîtres ne commencera qu'à l'heure officielle de l'ouverture des classes.

Néanmoins, en fait, les cours ne peuvent commencer à l'heure prescrite que si les élèves sont reçus à l'école quelques instants auparavant. C'est ce qui explique que tous les établissements d'enseignement ouvrent leur porte quelques minutes — 2 à 5 minutes en général — avant le début officiel des classes.

Si un accident vient à se produire durant le court moment qui sépare l'entrée des élèves dans les locaux scolaires et le commencement des cours, qui en sera responsable des parents ou des maîtres?

Il est hors de doute que les parents doivent être déchar-

gés de la responsabilité de cet accident: dès l'instant, en effet, où leur enfant a franchi le seuil de l'établissement à l'heure fixée par le règlement scolaire ou par un usage constant, ils ~~sont~~ en droit de considérer que la responsabilité des maîtres est substituée à la leur, puisqu'ils n'ont plus, en droit comme en fait, la surveillance de leur fils.

Celle-ci, en effet, incombe aux maîtres de l'établissement dès l'arrivée de l'élève à l'école (2) et c'est sur eux désormais que va peser la présomption de faute de l'art. 1384 § 4.

Dès lors, si l'enfant est passé sous la surveillance d'un instituteur unique, par exemple dans une école de village à un seul maître, c'est sur lui que pèse la responsabilité.

Mais que décider s'il se trouve dans un établissement comportant tout un personnel de surveillants, professeurs, directeurs, etc?

Si l'établissement a un caractère privé, sera responsable la personne qui, au moment du préjudice, devait l'empêcher. Ainsi, si l'accident a eu lieu dans la cour, avant la rentrée en classe, la responsabilité incombera au surveillant ou, s'ils sont plusieurs, à tous les surveillants, solidairement entre eux. Quant au chef de l'institution, il pourra être mis en cause, soit en tant qu'instituteur, s'il est lui-même chargé de surveiller la rentrée des élèves, soit en tant que commettant puisque ses collaborateurs jouent vis-à-vis de lui le rôle de préposés (3).

Si l'établissement est un établissement public, sera responsable celui qui a été chargé du service de l'avant-classe. Ce service de surveillance, prévu dans l'intérêt des enfants, doit, aux termes d'une circulaire ministérielle (4), « être

(2) Cf. Circulaire ministérielle: *J. O.*, du 1^{er} juin 1921.

(3) Cf. *supra*, p. 49-50.

(4) *J. O.* du 15 janvier 1930.

organisé à tour de rôle comme celui de l'interclasse » (5). C'est donc le maître de service qui sera, en cas d'accident, responsable (6). Mais, à l'inverse du chef d'institution privée, le directeur d'un établissement public ne saurait être déclaré responsable, en tant que commettant, des fautes commises par ses collaborateurs. Tout au plus, pourrait-il être mis en cause sur le terrain de l'art. 1384 en qualité d'instituteur. Dans ce cas, il aurait à démontrer, pour échapper à sa responsabilité, non pas comme il aurait dû le faire s'il avait été un commettant, que son subordonné n'a pu empêcher l'accident, mais bien seulement que lui-même n'a pu prévenir le fait d'où découle sa responsabilité, ce qui lui sera toujours plus facile.

Une difficulté peut encore surgir pour déterminer la personne responsable dans l'hypothèse où l'élève a été admis avant l'heure fixée par la coutume, dans l'établissement, pour des raisons d'humanité (conditions atmosphériques mauvaises, parents obligés d'abandonner leur enfant longtemps avant l'ouverture des classes, etc.), et par dérogation individuelle et exceptionnelle à l'usage établi. Dans ce cas, les parents ne peuvent valablement prétendre qu'ils se croyaient déchargés de toute surveillance à l'instant où s'est produit l'accident, puisque à ce moment l'enfant aurait dû se trouver avec eux. Dès lors, l'instituteur ne sera pas tenu de la présomption de faute de l'art. 1384 § 4 et sa responsabilité, dans cette hypothèse, ne peut être engagée que

(5) En l'absence de tout texte réglementaire, les maîtres pourraient juridiquement se refuser à assurer le service.

(6) Cf. *dans ce sens*: Trib. Bourg, 5 août 1902, G. Trib. 1^{er} sem. 2.284 (*Cas. d'un enfant qui, arrivé avant l'heure, se brûle*). — Douai, 25 janv. 1932, Rec. Douai, 1932-36.

Contra: Trib. Civil de Mantes, 8 janvier 1909, cité par BOUQUET, thèse, p. 87.

si on démontre, à sa charge, une faute dans les termes du droit commun (art. 1382-1383).

Il en serait de même si l'enfant était arrivé à l'insu du maître et contrairement à l'usage établi, avant la classe et qu'il commît un délit (7).

SECTION II. — PENDANT COMBIEN DE TEMPS LA RESPONSABILITÉ
DE L'ART. 1384 § 4 DURE-T-ELLE?

En principe, la responsabilité de l'art. 1384 § 4 persiste tout le temps pendant lequel l'enfant est, en droit ou en fait, sous la surveillance des maîtres chargés de l'instruire. La surveillance, dit M. ESMEIN, incombe à l'instituteur « non seulement dans le temps et dans le lieu du travail, mais aussi dans les temps et lieu où il doit l'exercer, d'après ses engagements envers les parents ou les usages et même dans ceux où il l'a exercée en fait (8) ».

Cette responsabilité variera donc suivant qu'il s'agira d'externes, de demi-pensionnaires ou de pensionnaires (9). Pour ces derniers, elle sera continue et ne cessera que lorsqu'ils auront été régulièrement autorisés à quitter l'établissement.

Il est évident que la responsabilité exceptionnelle de l'ins-

(7) Trib. Brest, 13 mai 1903, *Bull. lég. scolaire*, 1911. Trib. Péri-gueux, 24 mars 1931, *Bull. de l'Union Solidariste Universitaire*, Aff. n° 12.123. — Trib. Caen, 31 juil. 1934, *Bull. de l'Union Solidariste Universitaire*, Aff. n° 21.851.

(8) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, n° 637.

(9) DEMOLOMBE. — *Op. cit.*, t. XXXI, n° 608. — LAROMBIÈRE. *Op. cit.*, Art. 1384, n° 16.

l'instituteur persiste durant le temps consacré à l'enseignement, par exemple pendant les heures de cours et cela même si l'élève est sorti de la classe sur l'ordre ou avec l'autorisation du maître, qu'il soit resté à l'école ou s'en soit échappé.

Cette responsabilité existe-t-elle en dehors de ces heures?

La question se pose d'abord pour les études surveillées organisées dans tous les établissements secondaires ou primaires supérieurs et créées dans la plupart des écoles primaires élémentaires. Il est hors de doute que celui qui assure la surveillance de ces études est encore un instituteur et doit peser sur lui la présomption de faute de l'art. 1384 § 4.

La même solution doit prévaloir dans l'hypothèse d'un accident survenu au cours d'une promenade organisée par le maître, d'un cortège où figureraient les enfants sous la conduite de leur instituteur (défilé du 14 juillet, enterrement, fête civique, etc.) d'une excursion ou d'une visite dans une usine sous la surveillance d'un professeur, d'une distribution de prix où les élèves resteraient sous la garde des maîtres.

Que décider pour les heures consacrées au service d'interclasse?

On sait que l'on désigne par ces mots le service qui comprend:

1° La surveillance des récréations qui séparent les classes et la conduite des rangs.

2° La surveillance des élèves punis de la retenue après la classe.

3° La surveillance des enfants qui ne sont pas rendus à leur famille dans l'intervalle des classes (cas de deux cours séparés par un intervalle d'une heure).

4° La surveillance des enfants qui prennent le repas de

midi à l'école ou à la cantine lorsque celle-ci est installée dans les locaux scolaires.

Il est certain que la responsabilité de l'art. 1384 § 4 doit s'appliquer à celui qui surveille les élèves en récréation, sur les rangs ou en retenue. « L'autorité morale du maître se prolonge, en effet, en dehors du temps consacré directement à l'enseignement, elle subsiste pendant les instants de repos accordés aux élèves » (10).

C'est d'ailleurs ce qui a été formellement reconnu pour les établissements publics d'enseignement. Une clause, reproduite dans tous les règlements modèles (11), stipule, en effet, que : « les enfants qui ne sont pas rendus à leur famille dans l'intervalle des classes, demeurent sous la surveillance de l'instituteur jusqu'à l'heure où ils quittent définitivement la maison d'école ». Aussi, jurisprudence (12) et doctrine (13) sont d'accord pour faire jouer dans cette hypothèse l'art. 1384 § 4.

La seule question délicate est celle qui a trait à la surveillance des enfants qui prennent le repas de midi à l'école ou dans une cantine scolaire.

Dans beaucoup de communes au territoire étendu, certains enfants domiciliés à une distance souvent considérable de l'école, n'auraient pas le temps matériel d'aller prendre

(10) MAZEAUD. — *Op. cit.*, t. I, n° 810.

(11) Cf. Ecoles primaires élémentaires. Art. 9 de l'arrêté du 18 janvier 1887, modifié par arrêté du 9 février 1925.

Ecoles primaires supérieures: Art. 7 de l'arrêté du 29 décembre 1888, modifié par arrêté du 17 juillet 1916.

Classes enfantines: Art. 6 du décret du 18 janvier 1887, modifié par décret du 15 juillet 1921.

Classes maternelles: Art. 4 de l'arrêté du 22 juillet 1922.

(12) Cf. par ex., Civ., 21 janvier 1918, D. 1918.1.9.

(13) Cf. par ex., PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 634.

leur repas de midi avec leurs parents. Aussi, les a-t-on autorisés à demeurer à l'école dans l'intervalle de temps qui sépare la fin des classes du matin du commencement des cours de l'après-midi, généralement de 11 heures à 13 heures.

Tantôt ces enfants prennent leur repas à l'école même, dans une salle de classe ou dans un réfectoire situé dans les locaux scolaires, tantôt les municipalités ont créé ou subventionné des œuvres chargées de distribuer, dans des lieux spécialement aménagés et réservés à cet usage, des repas substantiels moyennant une légère contribution ou même, parfois gratuitement. Il faut donc examiner successivement ces deux cas :

1° *Cantines scolaires ou réfectoires situés dans les locaux d'enseignement.*

Lorsque la cantine est organisée dans un établissement privé par les soins du directeur ou de ses collaborateurs, il est hors de doute que la surveillance des repas incombe au personnel de l'établissement, puisque la durée de la responsabilité est, dans l'enseignement privé, fixé par un accord librement conclu entre parents et professeurs. Ce service constitue seulement pour l'instituteur privé un surcroît de travail et de responsabilité susceptible de justifier, en contre-partie, une rétribution plus élevée. Dès lors, dans les institutions privées, sera responsable la personne chargée de la surveillance des enfants qui restent à l'école. En outre, les parents pourraient mettre en cause le directeur de l'établissement en invoquant sa qualité de commettant (article 1384 § 3) ou en démontrant contre lui une faute telle qu'un défaut d'organisation ou un manque de contrôle (art. 1382-1383).

Quant aux établissements d'enseignement public, la question n'est susceptible de se poser que pour ceux d'entre eux

qui ne possèdent pas d'internat organisé par l'Etat, par exemple pour les écoles primaires élémentaires. S'il s'agit, en effet, d'un lycée, d'un collège ou d'une école supérieure acceptant des internes ou des demi-pensionnaires, il est évident que la responsabilité de l'art. 1384 § 4 leur est applicable puisque ces établissements ont pour mission de garder les élèves à l'heure des repas.

Que décider pour les autres établissements publics? L'art. 9 du règlement modèle des écoles primaires élémentaires publiques spécifiant que « les enfants qui ne sont pas rendus à leur famille pendant l'intervalle des classes — donc pendant le temps du dîner —, demeurent sous la surveillance de l'instituteur », il s'ensuit que la responsabilité du maître doit subsister pendant les heures consacrées au repas.

Les instituteurs publics ont toujours protesté contre ce surcroît de responsabilité et ont déclaré, ce qui est exact, que les règlements et circulaires ministérielles n'ont pas force de loi. Un arrêt du Conseil d'Etat (14), rendu le 25 juillet 1913, est venu confirmer les nombreuses réponses ministérielles (15) et rendre obligatoire ce service: « Considérant, dit cet arrêt, que de ces dispositions réglementaires, il résulte que la surveillance des élèves qui, pour quelque motif que ce soit, restent à l'école entre la fin de la classe de onze heures et le commencement de celle de une heure constitue pour les instituteurs *une obligation professionnelle* à laquelle ils ne peuvent se soustraire; que, par suite, les requérants ne sont pas fondés à soutenir que la surveillance des cantines organisées à l'intérieur des

(14) Conseil d'Etat, 25 juillet 1913, Code Pichard, p. 424.

(15) Cf. notamment, *J. Off.* du 17 juillet 1913, 2 oct. 1918, 26 février 1920, 5 mars 1921, etc...

écoles publiques est purement facultative pour les instituteurs... » Il résulte donc de cette décision du Conseil d'Etat que les maîtres sont obligés, de par leur profession, d'assurer la garde des élèves qui prennent leur repas de midi à l'école soit dans la salle de classe, soit dans une salle attenante aux locaux scolaires, soit encore dans une cantine organisée à l'intérieur de l'école (16).

Dès lors, puisque l'obligation de surveillance existe à l'heure des repas, comment, en fait, sera-t-elle exécutée?

L'art. 10 du règlement a pris soin de préciser que « chacun des maîtres attachés à l'école est tenu, à tour de rôle, de surveiller les récréations et de garder les élèves qui ne sont pas rendus à leur famille dans l'intervalle des classes du matin et du soir ainsi que ceux qui sont punis de la retenue après la classe ». Seul, le maître de service voit donc peser sur lui la présomption de faute de l'art. 1384. Quant aux autres instituteurs dispensés de service, en vertu du règlement de surveillance établi par le Conseil des maîtres et approuvé par l'Inspecteur primaire, ils ne sauraient évidemment être rendus responsables des accidents, qui se produisent pendant l'heure du déjeuner. En ce qui concerne le directeur de l'école, on doit admettre qu'il ne peut être poursuivi qu'en tant que maître de service ou pour faute prouvée dans l'organisation ou le contrôle de ce service (17).

Si l'application de l'art. 10 du règlement ne soulève aucune difficulté dans les écoles où exercent plusieurs instituteurs, ceux-ci étant délégués à tour de rôle à la surveillance des enfants et pouvant toujours se remplacer pour aller prendre leur repas, elle se révèle par contre impos-

(16) Cf. Réponse ministérielle: *J. Off.* du 8 février 1931.

(17) Trib. Aix, 10 nov. 1923, G. P. 1924.1.128.

sible dans l'hypothèse où l'école ne possède qu'un seul maître. On ne saurait, en effet, obliger l'instituteur, pour respecter le règlement, à aller prendre ses repas dans une salle de classe ou encore à admettre les enfants à sa table, afin de les avoir toujours sous sa surveillance ! Tout au plus peut-on exiger de lui qu'il s'assure de temps en temps de la bonne conduite de ses élèves et qu'il maintienne parmi eux, grâce à son autorité, le bon ordre et la discipline.

Dès lors, puisque les règlements et le Conseil d'Etat imposent au maître la surveillance des enfants restés à l'école à l'heure des repas, il s'ensuit que la présomption de faute de l'art. 1384 § 4 doit jouer à son encontre (18). Mais s'il est logique d'étendre la responsabilité exceptionnelle de l'instituteur à l'hypothèse de l'accident causé par l'élève pendant le temps qui sépare les classes du matin de celles du soir, il est, par contre, équitable de lui faciliter la preuve de l'absence de faute qui le libèrera.

C'est ce qu'a fort bien compris la jurisprudence. Ainsi un jugement du Trib. de Châteauroux, dont nous avons déjà fait état, a déclaré avec raison un instituteur irresponsable de l'accident causé à un élève qui dînait à l'école par un autre enfant rentré dans la cour de l'établissement à son insu : « Considérant, dit ce jugement, que la responsabilité de l'instituteur ne saurait être aussi stricte dans tous les instants de la journée ;... que le principe posé dans ce règlement est exact, mais qu'il est certain que pendant toute cette période d'entre les classes où l'enfant, pour lui éviter la fatigue d'un déplacement, est confié à la garde de l'instituteur, il ne se trouve plus soumis avec la même rigueur aux règlements de la classe et jouit d'une liberté

(18) Cf. dans ce sens : Trib. Civ. de Nîmes, 20 juin 1935, *Journal des Instituteurs et des institutrices*, 14 mars 1936, p. 54.

relative, puisque l'instituteur est plutôt un gardien qu'un maître, et est lui-même à demi sorti de sa fonction et rendu à la vie privée, qu'il est donc inévitable que, pendant ces périodes, la responsabilité de l'instituteur soit atténuée » (19).

Allant plus loin, un jugement du tribunal d'Alès, rendu le 19 décembre 1895, a refusé d'appliquer l'art. 1384 § 4, dans une hypothèse voisine de la précédente « attendu, dit le jugement, que ni les règlements administratifs, ni les usages, ne prescrivent à l'instituteur la surveillance de ceux qui, éloignés du pays, prennent par tolérance leur repas dans la cour de l'Ecole » (20).

C'est là, à notre avis, une erreur. Nous croyons plus exacte la solution donnée par le Tribunal de Châteauroux, l'art. 1384 § 4 devant nécessairement s'appliquer, puisque la surveillance est imposée aussi bien par l'usage que par les règlements (21).

2° *Cantines scolaires organisées à l'extérieur de l'école.*

— Tout autre devrait être, à notre avis, la solution donnée dans l'hypothèse d'un accident causé par un élève dans une cantine située hors des locaux scolaires.

Il résulte, en effet, des diverses réponses ministérielles et de l'arrêt du Conseil d'Etat précités, que l'instituteur n'est jamais tenu, par son service d'interclasse, de conduire et de surveiller les enfants dans une cantine scolaire installée dans des locaux non attenants à l'école. Il ne saurait donc être soumis dans ces conditions à l'art. 1384 § 4, à raison de faits dont il peut légalement ignorer l'existence.

(19) Châteauroux, 24 mai 1898, S. 1899.2.147.

(20) Trib. Civil d'Alès, 19 déc. 1895, G. Trib. 2 février 1896.

(21) Trib. Civil de Nîmes, 20 juin 1935, Manuel Général, 14 mars 1936: L'Etat est présumé responsable de l'accident, aux termes de l'art. 1384, § 5.

Il en est évidemment ainsi lorsque le maître se désintéresse de l'organisation de la cantine. Les agents communaux ou les particuliers qui en assurent le fonctionnement et ont la charge de la surveillance ne sont pas de véritables instituteurs mais seulement des surveillants d'autrui : Ils ne sont donc responsables que pour faute prouvée par application des art. 1382-1383.

La question est plus délicate lorsque les maîtres acceptent, dans l'intérêt des enfants et de l'école, ce service qui se substitue ainsi au service d'interclasse obligatoire. Doivent-ils être considérés comme des surveillants d'autrui ? Nous ne le pensons pas. La responsabilité spéciale de l'instituteur découle, en effet, de l'autorité morale qu'il tire de son enseignement. Or, cette autorité se prolonge pendant les heures consacrées au repas de l'élève aussi bien que durant les instants affectés au repos entre deux classes. Il s'ensuit que l'art. 1384 § 4 leur est applicable.

Remarquons que, dans cette hypothèse, les instituteurs publics agissent en dehors de leur mission officielle et que, par suite, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, la loi de 1899 cesse de leur être applicable. C'est ce qui explique que de nombreuses municipalités prennent soin de contracter au profit du personnel chargé du service de la cantine une assurance couvrant la réparation des accidents dont il peut être rendu responsable, soit pour faute prouvée (agents communaux, simples particuliers, etc...), soit pour faute présumée (instituteurs publics).

SECTION III. — A QUEL MOMENT PRÉCIS LA RESPONSABILITÉ
DE L'ART. 1384 § 4 CESSE-T-ELLE ?

En principe, la responsabilité de l'instituteur cesse dès que l'élève n'est plus sous sa surveillance. C'est ce qu'a formellement reconnu, dans un de ses attendus, un arrêt de la Cour de Grenoble rendu le 6 janvier 1882 : « Lorsque les enfants ont quitté le seuil de l'école, ils cessent d'être sous la surveillance de l'instituteur et rentrent sous la surveillance de leurs parents qui sont responsables de leurs délits ou quasi délits » (22).

Mais ceci ne signifie pas que, dès que l'enfant a quitté l'école, la responsabilité de l'art. 1384 § 4, disparaît. Il est bien évident que si le départ de l'enfant est dû à un défaut de surveillance ou à un ordre du maître (cas de l'élève chargé d'une commission à l'extérieur de l'école pendant les heures de classe), la présomption de faute subsiste à l'encontre de l'instituteur. Pour que le texte cesse de s'appliquer, il faut, en effet, que le départ de l'enfant se fasse conformément aux règlements ou aux usages.

Dès lors, dès l'instant où l'enfant est sorti régulièrement de l'établissement dans lequel il reçoit l'enseignement, le principe reprend son application et le maître est libéré de la présomption de faute.

Ainsi, alors que l'instituteur doit être présumé responsable de l'accident causé par un élève sorti de la classe mais non de l'école (23), il doit, au contraire, être exonéré de la

(22) Grenoble, 6 janv. 1892, cité par BEURDELEY, Thèse, p. 30.

(23) Trib. Autun, 13 janv. 1904, Droit, 30 janvier 1904.

présomption dans l'hypothèse où le préjudice a été causé au cours d'une rixe survenue à la sortie de l'école, mais dans la rue, à quelque distance que ce soit du seuil de l'école (24).

De même, l'instituteur ne saurait être déclaré responsable de l'accident survenu à l'élève pendant le trajet de l'école à sa maison ou vice-versa, hors le cas, évidemment, où il se serait chargé, par un accord librement conclu avec les parents, d'aller chercher l'enfant à sa maison et de l'y ramener (25).

C'est également parce que la surveillance réglementaire du maître a cessé et parce que l'enfant est supposé placé à nouveau sous celle de ses parents, que nous pensons devoir refuser d'appliquer la présomption de faute à l'instituteur qui a ordonné à ses élèves de vendre, après la classe, des billets de tombola, des insignes divers, des timbres anti-tuberculeux, etc... Si donc un dommage était causé par un enfant à l'occasion d'une de ces ventes, l'instituteur ne pourrait être poursuivi que sur le terrain de l'art. 1382. Mais la preuve de la faute commise par le maître serait si facile à rapporter qu'on ne saurait trop recommander aux membres de l'enseignement d'exiger de l'œuvre qui solli-

(24) Grenoble, 6 janvier 1892, précité. Trib. Civil^e de Beauvais, 3 juin 1898, G. P. 18989.1.765. — Riom, 8 août 1898, Loi 29 déc. 1898, (*sol. impl.*)

— Dans les établissements où il existe un personnel auxiliaire chargé de la surveillance des mouvements et de la conduite des rangs, la responsabilité du professeur cesse dès l'instant où les élèves ont franchi le seuil de sa classe, en même temps que naît celle du surveillant.

(25) Les municipalités qui, à l'exemple de la ville de Montpellier, ont créé des services d'autobus scolaires destinés à transporter les élèves de leur habitation aux établissements scolaires, où à l'école de plein air, ne répondent donc que des fautes prouvées commises par leurs déposés.

cite le concours des élèves l'engagement écrit de substituer sa responsabilité à celle du personnel enseignant ou encore de laisser les parents libres d'autoriser leur fils à vendre ces objets sur la voie publique.

C'est encore par application du principe d'après lequel la responsabilité cesse dès que disparaît l'obligation de surveillance que nous croyons devoir écarter la présomption de faute dans l'hypothèse où l'instituteur n'agit plus dans l'exercice de ses fonctions. Avec M. JOSSERAND, en effet, nous pensons que « la responsabilité édictée par l'art. 1384 est une responsabilité professionnelle, fonctionnelle » (26). Par suite, l'art. 1384 ne saurait s'appliquer à l'instituteur qui réunit, en dehors du temps légal des classes ou études, des élèves pour les préparer à une fête, à une cérémonie (27). Sans doute, il a bien, dans ce cas, la surveillance des enfants, mais cette surveillance ne se rattache à sa mission d'enseignement par aucun lien. A fortiori, l'instituteur ne doit pas être présumé responsable lorsqu'il a, de sa libre initiative, organisé un cours d'adulte ou lorsqu'il a laissé, le dimanche, l'école ouverte aux enfants ou aux jeunes gens (28).

Ainsi se trouve précisée la notion si complexe de la durée de la responsabilité.

Avec LAROMBIÈRE nous pouvons dire : « Le temps plus ou moins long pendant lequel l'instituteur est appelé à exercer ses fonctions est sans influence sur le principe même de la responsabilité. Il n'a pour conséquence que d'en restreindre, en fait, les cas d'application en abrégant la surveillance de laquelle dépend sa responsabilité » (29).

(26) JOSSERAND. — *Op. cit.*, *Eléments relatifs aux conditions dans lesquelles un dommage a été causé*, 2°.

(27) Douai, 18 juin 1929, Rec. Douai, 1929-254.

(28) Cf. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Op. cit.*, n° 2909.

(29) LAROMBIÈRE. — *Op. cit.*, t. XXXI, n° 17.

CHAPITRE QUATRIEME

DE LA SUBSTITUTION PAR LA LOI DU 20 JUILLET 1899 DE LA RESPONSABILITE DE L'ETAT A CELLE DE L'INSTITUTEUR PUBLIC

Les principes de l'art. 1384 sur la responsabilité des membres de l'enseignement, tels que nous les avons dégagés dans les précédents chapitres, se concevaient fort bien au début du xix^e siècle, alors que la majorité des instituteurs étaient sans lien avec l'Etat, et presque indépendants des communes: Libres d'organiser, à leur gré leur enseignement, dans un local choisi par eux, avec l'aide de personnes nommées par eux, les maîtres des établissements d'enseignement exerçaient leur profession en toute indépendance et pouvaient, dès lors, être rationnellement présumés en faute dès qu'un accident se produisait du fait de leurs élèves (1).

Cette responsabilité apparut, au contraire, dans la seconde moitié du xix^e siècle comme singulièrement lourde et injustifiée en ce qui concerne les membres de l'enseignement public. Sous l'influence du développement de la civilisation et des progrès des idées démocratiques, la troisième République transforma complètement la situation

(1) Rapport SAMARY, *J. Off.*, doc. parl. Chambre des Députés, 1898, Annexe, n° 3096, p. 777.

de la grande majorité des instituteurs en faisant d'eux des fonctionnaires publics, n'ayant le choix ni du local, ni de leur personnel, ni de leurs élèves (2). La logique eût été, lors du vote de la loi du 30 octobre 1886 qui, par son article 27, confiait au Préfet la nomination des instituteurs primaires, de ne soumettre les membres de l'enseignement public qu'à la responsabilité qui pèse sur les autres fonctionnaires, c'est-à-dire de ne les rendre responsables que de leur faute personnelle.

Malheureusement, le législateur n'osa pas s'engager hardiment dans cette voie, et, pour satisfaire l'intérêt des familles laissa subsister l'art. 1384 § 4.

Cette situation souleva, à juste titre, de la part des instituteurs publics, de vives protestations dont on trouve l'écho et le résumé dans les rapports présentés lors de la discussion du projet de loi de 1899 par M. SAMARY (3), au nom de la Commission de la Chambre et par M. THÉZARD (4) au nom de la Commission sénatoriale.

Voici, d'après ces différents rapports, les critiques auxquelles donnait lieu l'art. 1384 et que le projet de loi avait pour objet de faire disparaître :

La première considération présentée, qui s'imposait à première vue à l'esprit et qui a été effectivement l'idée maîtresse de la réforme de 1899, c'est le changement survenu dans la situation de l'instituteur public.

Comme le fait remarquer fort justement M. THÉZARD, l'Etat est devenu « suivant une expression heureuse, un entrepreneur d'éducation ; les maîtres ne sont que ses préposés, responsables sans doute de leur faute personnelle.

(2) Rapport THEZARD. *J. Off.*, doc. parl., Sénat, 1899, Annexe, n° 23, p. 60.

(3) Rapport de M. SAMARY, précité.

(4) Rapport de M. THEZARD, précité.

mais que nulle raison ne permet de rendre responsables du fait d'autrui... »

Il est certain que, de nos jours, le véritable instituteur, c'est l'Etat : C'est lui, en effet, qui a la haute main sur les établissements publics et sur l'organisation des études ; c'est lui qui, sous la menace de sanctions, oblige les parents à faire donner l'instruction à leurs enfants ; c'est lui encore qui nomme, surveille et contrôle tous les agents à qui il confie la mission d'enseigner ; c'est lui, enfin, qui établit à sa guise les règlements scolaires et fixe librement les matières dont il impose l'enseignement.

Dans ces conditions, les membres de l'enseignement public, fonctionnaires comme tous les autres, sont de simples intermédiaires entre l'Etat et le public, chargés d'assurer la gestion du service public de l'enseignement. Ils sont donc les préposés de l'Etat.

Or, doctrine (5) et jurisprudence (6), admettent aujourd'hui la responsabilité de l'Etat pour les dommages causés dans le fonctionnement des services publics par le fait de ses préposés.

Rien ne s'oppose donc à ce que l'Etat, chef du service public de l'enseignement, soit responsable, non seulement du fait de ses sous-verges, mais encore du fait des personnes dont ses subordonnés doivent répondre, de la même façon que, dans un établissement privé d'instruction, le directeur de l'institution, représentant de l'établissement lui-même, est responsable, à la place du maître ou du sur-

(5) Cf. par ex. : DUGUIT. *Transformation du Droit public*, p. 233 et s. — TEISSIER. *Responsabilité de la puissance publique*, n° 176 et s. — HAURIOU. *Droit administratif*, 9^e édition, p. 528. — MICHOUX. *Responsabilité de l'Etat pour fautes de ses agents*. *Revue du Droit public*, 1895, II, p. 270.

(6) Cf. par ex. : Cons. d'Etat, 17 janv. 1902. D. 1903.3.17 (*faute commise par les autorités administratives d'un port*) ; 18 mars 1910, D. 1912.3.48 (*faute commise par un éclusier*).

veillant : « Là où l'Etat a la direction de l'enseignement, déclare M. THÉZARD dans son rapport, il est juste qu'il ait la responsabilité civile ; là où cette direction appartient à une association ou à un particulier, ceux-ci sont désignés pour être responsables... »

Dès lors, l'art. 1384 primitif constituait une exception aux règles couramment admises par la jurisprudence et la doctrine (7) et, c'est pour essayer de faire disparaître cette anomalie que fut déposé le projet qui devait aboutir à la loi de 1899.

Le second argument mis en avant pour justifier une modification de l'art. 1384, est le danger que fait courir, à l'enseignement la présomption de faute édictée à l'encontre de l'instituteur. Cette responsabilité, si lourde en effet, loin de stimuler le zèle du maître, n'a pour résultat que d'entraver son initiative, et nuit par là même à l'enseignement. La crainte des accidents incite les instituteurs à n'accomplir que leur tâche strictement obligatoire et à proscrire de leur programme tout exercice susceptible de devenir, comme la gymnastique, ou les expériences de chimie, une cause de danger.

« La préoccupation d'éviter à tout prix les accidents venant à hanter nécessairement l'esprit des directeurs d'établissement, écrit M. THÉZARD, ils sont fatalement amenés à imposer à leurs élèves la passivité la plus absolue possible et à proscrire presque complètement les exercices physiques. »

« Les plus dévoués, ajoutait, au Sénat, le ministre de l'Instruction Publique, hésitent à donner leur concours à ce qui n'est pas exclusivement leur tâche professionnelle et il est permis de prévoir le moment où l'Administration

(7) Cf. *supra*, p. 47 et s.

se trouvera dans le plus grand embarras pour assurer le fonctionnement des cours d'adultes, classes de garde ou patronages. »

Enfin, une troisième raison vint décider le Parlement. Ce fut l'urgence de soustraire les instituteurs aux rigueurs d'une jurisprudence qui, méconnaissant la portée exacte de l'art. 1384 § 4, se montra d'une sévérité excessive pour apprécier l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable.

Deux affaires permirent, en effet, aux journaux d'émouvoir l'opinion publique en démontrant l'urgente nécessité d'une intervention législative. Ce fut d'abord l'affaire Leblanc. Frappé par un de ses camarades, un élève de l'école de Fontenay-sous-Bois, que dirigeait l'instituteur Leblanc, succomba. Bien que reconnaissant l'impossibilité où le directeur se trouvait d'empêcher les coups portés à la victime, le Tribunal correctionnel de la Seine (8) condamna ce dernier comme civilement responsable. Atterré par cette condamnation que rien, ni dans les principes, ni dans les faits, ne justifiait, le malheureux instituteur perdit la raison. Ce dramatique incident provoqua dans les milieux universitaires de vives protestations et amena une violente campagne de presse contre l'art. 1384 et l'interprétation que la juridiction répressive en avait donné.

Peut-être l'arrêt de principe rendu par la Cour de Paris (9), le 31 mai 1892, qui réformait le jugement du Tribunal de la Seine, eût-il pleinement rassuré les instituteurs, si les condamnations sévères prononcées trois ans plus tard par le Tribunal de Guéret et la Cour de Limoges (10)

(8) Trib. Seine, 23 janvier 1892, D. 1893.2.490.

(9) Paris, 31 mai 1892, D. 1893.2.490.

(10) Trib. Guéret, 18 déc. 1894, et sur appel, Limoges, 1^{er} mai 1895.2.139, et note.

n'étaient venues réveiller leurs inquiétudes et ranimer la campagne de presse déjà considérablement atténuée.

Le Parlement se décida alors à discuter les nombreuses propositions dont il était saisi (11) et finit par élaborer un texte qui devint la loi du 20 juillet 1899.

Cette loi comprend deux articles :

Le premier est ainsi conçu : « La disposition suivante est ajoutée au dernier alinéa de l'art. 1384 du Code Civil :

Toutefois, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public. »

Quant à l'art. 2, qui n'est pas incorporé à l'art. 1384, il a été ajouté par le Sénat, sur la proposition de M. DEMOLE (12) pour trancher une question de compétence : « L'action en responsabilité contre l'Etat, dans le cas prévu par la présente loi, sera portée devant le Tribunal Civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigé contre le préfet du département. »

Pour étudier les dérogations apportées par cette loi aux règles générales édictées par l'art. 1384 § 4, nous examinerons successivement le sens et la portée de la réforme, les conditions d'application du texte quant aux personnes qu'il vise et quant aux situations qu'il régit, et les modifications qui en résultent en ce qui concerne les règles de procédure et de compétence.

(11) Cf. sur ce point: LOTTE. Thèse, p. 93 et s.

(12) Sur le vote de l'art. 2. Cf. BOUQUET. Thèse, p. 78 et s.
V. aussi *J. Off.*, 22 mars 1899. D. P., Sénat, 334.

SECTION I. — SENS ET PORTÉE DE LA RÉFORME

Les membres de l'enseignement public, arguant de ce qu'ils ne choisissaient ni les locaux scolaires, ni leurs collaborateurs ou subordonnés, ni leurs élèves, se plaignaient, à juste titre, de la responsabilité spéciale édictée contre eux, par l'art. 1384 et demandaient le retour au droit commun de la responsabilité tel qu'il résulte des art. 1382 et 1383 du Code Civil.

Le législateur de 1899, faisant droit à leur réclamation, a supprimé vis-à-vis d'eux la présomption de faute : Désormais, dès l'instant où les conditions d'application de la nouvelle loi seront remplies, l'instituteur public ne pourra pas se voir condamner par application de l'art. 1384 § 4. Il ne pourra même pas être mis en cause sur le terrain de cet article (13). C'est ce qui résulte, en effet, indiscutablement de l'étude des travaux préparatoires ; M. THÉZARD, rapporteur du projet au Sénat, s'est exprimé sur ce point avec la plus grande netteté : « Quelle est, écrit-il dans son rapport, la portée exacte de notre réforme ? C'est simplement de dire que le maître ne sera plus responsable du fait de ses élèves, ni du fait du sous-maître qu'il n'a pas nommé... Ce dont nous l'exonérons, c'est de cette présomption de faute en vertu de laquelle il serait responsable du fait d'élèves qu'il n'a pas choisis... ou du fait du sous-maître qu'il n'a pas nommé ».

Mais, à cela se borne la réforme apportée par la loi de

(13) Cass., Civ., 1^{er} février 1933. D. H. 1933, p. 162.

1899 : La nouvelle loi, en effet, n'a pas modifié la responsabilité directe des instituteurs publics : celle-ci reste régie comme par le passé par les art. 1382-1383. L'instituteur public continue à répondre des dommages causés par ses élèves chaque fois que la victime peut établir une faute par lui commise. Les travaux préparatoires et les débats parlementaires ne peuvent laisser place sur ce point à aucune discussion. Quoi de plus net, en effet, que la déclaration faite à la Chambre des Députés par M. SAMARY : « Dans la proposition de votre commission, les membres de l'enseignement public restent toujours, en cas de négligence, d'imprudence ou de faute personnelle, soumis à l'action des art. 1382 et 1383 du Code Civil. Ils ne se trouvent déchargés que de la responsabilité civile inscrite à l'art. 1384... » La même opinion a été maintes fois défendue par M. THÉZARD, tant dans son rapport au nom de la commission sénatoriale que dans le courant de la discussion qui s'engagea au Palais du Luxembourg : « Nous n'entendons pas, disait-il au Sénat, déroger aux règles des art. 1382 et 1383... » et, plus loin, « il n'est pas question de toucher aux articles 1382 et 1383 du Code Civil, mais uniquement à l'art. 1384 et à la responsabilité du fait d'autrui... » Enfin, répondant à une question de M. DE MARCÈRE, il précisait sa pensée en ces termes : « Si l'on peut prouver que l'instituteur n'a pas exercé la surveillance qu'il était de son devoir d'exercer, il sera responsable ; seulement, il ne sera plus sous le coup de la présomption légale, il faudra prouver sa faute. »

Ainsi donc la nouvelle loi, tout en supprimant la responsabilité renforcée de l'art. 1384 (vis-à-vis des membres de l'enseignement public), a laissé subsister à leur égard la responsabilité du droit commun, celle de l'art. 1382.

Mais si le législateur de 1899 a trouvé équitable de décharger les instituteurs publics de la présomption de faute

éditée par l'art. 1384 § 4, il a considéré qu'il serait injuste de faire souffrir la victime de cette mesure en l'obligeant à apporter la preuve d'une faute pour obtenir réparation. Voilà pourquoi il a laissé subsister l'art. 1384 § 4 dans notre Code, se contentant de substituer la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur : Par ce détour, la réparation du dommage se trouve garantie, en même temps que les membres de l'enseignement public sont exonérés de la présomption.

Tel est le principe fondamental de la réforme de 1899 : La nouvelle loi n'a eu pour effet ni de supprimer la présomption de faute si favorable à la victime, ni de créer à la charge de l'Etat un risque professionnel (14), conséquence forcée de sa fonction éducatrice, analogue à celui organisé par la loi du 9 avril 1898. Elle a eu seulement pour résultat de reporter sur l'Etat la présomption de faute qui pesait autrefois sur l'instituteur public, en calquant la responsabilité du premier sur celle de ce dernier.

De ce principe, découlent deux conséquences très importantes : D'une part, la responsabilité de l'Etat ne sera engagée que dans les cas où celle du maître reposait sur une présomption de faute, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'un accident causé par l'élève « pendant le temps qu'il est sous la surveillance de l'instituteur. » Par suite, l'Etat, pas plus que le surveillant lui-même, n'a à répondre, en vertu de l'art 1384, des dommages qu'un élève se cause à lui-même (15). De même, lorsque le préjudice a été causé au maître par un tiers, ou par un élève qu'il surveillait *personnellement*, il n'y a pas à la charge du maître de res-

(14) Erreur commise par le Tribunal d'Issoudun, 30 septembre 1904, arrêt cité par M. Cruppi dans son rapport à la commission de réforme judiciaire. Doc. parl. Chambre 1906, *J. O.*, p. 47.

(15) *Dans ce sens*: Trib. Civil Seine, 17 nov. 1907. D. 1911.2.241 note Thomas. — Req., 24 février 1909. S. 1911.1.451. — Aix, 20 juin

ponsabilité civile et, en conséquence, la responsabilité de l'Etat ne saurait être mise en jeu. Dès lors, l'institutrice, blessée au doigt par la plume d'un de ses élèves, ne peut se fonder sur les dispositions de la loi de 1899 pour réclamer à l'Etat des dommages-intérêts (16).

D'autre part, l'Etat, responsable en vertu d'une présomption de faute dans les mêmes conditions que l'instituteur lui-même, pourra, comme lui, s'exonérer de sa responsabilité, en prouvant que le maître « n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité » édictée par le texte. Organisateur du service de l'enseignement public, l'Etat se trouve, vis-à-vis des instituteurs publics, dans la même situation que le chef d'une institution privée à l'égard de ses collaborateurs : Comme lui, il est, en qualité de commettant (17), soumis à la présomption de faute qui pèse sur ses préposés ; comme lui encore, il peut échapper à sa responsabilité en établissant qu'au moment de l'accident son sous-verge était dans l'impossibilité d'empêcher le fait (18). Dès l'instant où cette preuve est rapportée, l'Etat se trouve déchargé comme le serait l'instituteur lui-

1910, cité par Bouquet, thèse, p. 103. — Poitiers, 5 nov. 1928, G. P. 1928.2.846.

Contrà: Trib. de Domfront. (Rapport Cruppi précité) cassé par Cour d'Appel de Caen. — Trib. Alger, 1^{er} déc. 1902. S. 1904.2.13, cassé par Cour d'Appel d'Alger.

(16) Paris, 4 nov. 1921, D. 1924.2.8. — A l'inverse, l'instituteur, blessé par un élève qui était ou devait être sous la surveillance d'un *autre maître*, est recevable à actionner l'Etat, en invoquant la loi de 1899. *Dans ce sens*: Paris, 17 juillet 1936, Gaz. Tribunaux, 15, 16 et 17 novembre 1936.

(17) Cf. *supra*: p. 51.

La situation de l'Etat se distingue cependant de celle du commettant par 2 points: 1° Il ne répond pas des fautes prouvées de l'instituteur public; 2° Il ne répond que des fautes présumées *commises par le maître dans la fonction même* dont celui-ci a été chargé.

(18) Sur cette preuve; cf. *supra*, p. 53 et s.

même. C'est la solution unanimement admise par la doctrine (19) et la jurisprudence (20).

Remarquons que l'Etat, condamné en vertu de la loi de 1899 comme civilement responsable d'un accident survenu à l'école pendant les heures officielles de classe, du fait d'un des élèves, peut, dans les mêmes conditions que l'instituteur dont il tient la place, exercer une action récursoire contre l'auteur direct de l'accident et, même dans la mesure où ce recours est admis, contre les parents de l'auteur matériel du dommage : Il suffit donc de renvoyer ici à ce qui a été dit des conditions d'exercice de l'action récursoire (21). En outre, l'Etat, actionné ou condamné en qualité de commettant, peut se retourner contre l'instituteur, l'appeler en garantie ou exercer contre lui un recours, à condition de prouver une faute commise par le maître (22). Ce recours, conforme aux règles générales de la responsabilité du fait d'autrui, a été formellement réservé par M. DARLAN, alors Garde des Sceaux (23), et n'est discuté par personne. L'existence de ce recours semble rendre inutile, ou tout au moins illusoire, l'amélioration apportée par la loi de 1899 à la situation de l'instituteur public. En effet, de deux choses l'une : ou bien l'instituteur n'a commis aucune faute dans la surveillance, et l'Etat sera exonéré ; ou bien le maître a commis une négligence

(19) Cf. MAZEAUD. — *Op. cit.*, t. I, n° 837. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. *Op. cit.*, n° 2909, 1^{er}, t. IV. — AUBRY et RAU. *Op. cit.*, t. VI, p. 405-406. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 866.

(20) Cf. notamment : Req., 19 mai 1909, S. 1911.1.149, note CHARMONT. — Civ., 21 janv. 1918, D. 1918.1.9. — Civ., 13 déc. 1926, D.H. 1927.35. — Civ., 1^{er} février 1933, G.P. 1933.1.788. Voir aussi arrêts cités *Supra*, p. 53.

(21) Cf. *Supra*, p. 70 et s.

(22) Besançon, 27 janv. 1909, D. 1911.2.143, Civ. 1^{er} fév. 1933, D.H. 1933.162. Civ., 1^{er} déc. 1933, G. P. 1933.1.788.

(23) Rapport SAMARY. — *J. Off.*, doc. parl., 1898, p. 778.

ou une imprudence : dans ce cas, l'Etat se retournera contre le surveillant et se fera rembourser le montant des condamnations dont il a fait l'avance. Jamais, en définitive, l'Etat ne devrait supporter le poids de la responsabilité. En fait, il n'en est rien, et de nombreux arrêts ont refusé à l'Etat tout recours contre le maître, tout en retenant, à sa charge, la responsabilité de l'accident (24). Comment peut-on les expliquer ? On peut d'abord dire que les Tribunaux se montrent plus faciles quand il s'agit de condamner l'Etat que lorsqu'il s'agit de condamner l'instituteur sur recours de celui-ci. De plus, il arrive parfois qu'il est impossible au représentant de l'Etat d'établir ni que l'instituteur a commis une faute, ni qu'il n'en a pas commis : L'Etat est alors responsable sur le terrain de l'art. 1384 § 4, et le maître, sur le recours exercé contre lui en vertu des art. 1382 et 1383, peut être exonéré parce qu'on ne prouve pas qu'il se soit rendu coupable d'une faute. Enfin — et c'est là, à notre avis, l'explication la plus rationnelle de ces décisions en apparence contradictoires, les tribunaux faisant application de la distinction élaborée par la juridiction administrative entre la faute de service et la faute personnelle, déclarent l'Etat responsable de toutes les fautes, même les plus légères, et lui refusent tout recours lorsqu'il n'établit pas contre l'instituteur une faute personnelle, c'est-à-dire une faute grossière ou un abus manifeste de fonctions. C'est là une des conséquences les plus importantes de la transformation de la situation des instituteurs publics, devenus aujourd'hui des fonctionnaires publics. Nous nous bornons pour l'instant à la signaler, réservant pour notre seconde

(24) Cf. notamment: Req., 19 mai 1909, S. 1911.1.449, note CHARMONT. — Req., 10 juin 1912, G.P. 1912.2.88. — Req., 13 juillet 1926, S. 1927.1.298. — Douai, 11 fév. 1929, Rec. Douai, 1929.90.

partie l'étude de la responsabilité de l'Etat pour faute de service.

SECTION II. — CONDITIONS D'EXISTENCE
DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

La loi de 1899 se contente, avons-nous vu, de substituer la responsabilité de l'Etat à celle encourue par les membres de l'enseignement public en vertu de l'art. 1384 § 4 : Il faut donc que l'instituteur soit responsable d'après les règles générales exposées dans les chapitres précédents.

Mais cela ne suffit pas. Il faut, en outre, pour que la nouvelle loi puisse s'appliquer, qu'il s'agisse d'un instituteur public, et que cet instituteur soit dans l'exercice de ses fonctions officielles :

a) *Condition relative à la personnalité de l'instituteur.*

La loi du 20 juillet 1899 s'applique uniquement aux membres de l'enseignement public. Désormais, il faut distinguer entre les instituteurs privés au sens large du mot et les membres de l'enseignement public : Les premiers restent soumis au régime du Code Civil et à la présomption de faute (25) de l'art. 1384, alors que les seconds échappent à cette présomption et ne sont responsables que de leur faute prouvée.

Il est donc essentiel de savoir ce que le législateur a entendu par ces termes : « membres de l'enseignement public. »

(25) Req., 9 juillet 1907, D. 1907.1.479.

Par là la loi vise les fonctionnaires qui participent à la gestion du service de l'enseignement public (26), qu'ils donnent un enseignement véritable comme les professeurs, ou qu'ils soient exclusivement chargés de la surveillance comme les maîtres d'internat (27).

Peu importe le degré d'enseignement donné : Le texte s'applique aux membres de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire, et même de l'enseignement supérieur dans la mesure, fort restreinte, où ces derniers peuvent être assimilés à de véritables instituteurs. C'est ce qui résulte des termes mêmes du rapport de M. SAMARY à la Chambre des Députés : « La loi intéresse, cela va sans dire, tout aussi bien l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur que l'enseignement primaire... » (28).

Peu importe également la nature de l'instruction fournie : La loi s'applique aussi bien aux membres des écoles militaires ou navales (29) qu'au personnel enseignant dans les écoles pratiques d'agriculture (30) ainsi qu'à tout autre établissement public d'enseignement.

Encore faut-il cependant que cet enseignement soit organisé par l'Etat : La loi, en effet, ne concerne que l'Etat et le personnel enseignant qui dépend de ses services, à l'exclusion de celui qui dépend du département, de la commune ou des établissements publics (31). Par suite, celui qui est chargé par une ville ou un département de faire

(26) *Dans ce sens*: Bordeaux, 1^{er} juin 1908, D. 1908.2.249.

(27) *Dans ce sens*: Conseil d'Etat, 9 juillet 1930, La loi, 6 janvier 1931.

(28) Rapport SAMARY précité. V. note de M. THOMAS, sous Bordeaux, 1^{er} juin 1908, D. 1908.2.249.

(29) Conseil d'Etat, 7 août 1905, D. 1907.3.56. — LALOU. *Op. cit.*, n° 1002.

(30) Paris, 11 janvier 1906, La loi, 1906, p. 413.

(31) Cf. PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, n° 638.

des cours reste soumis à l'art. 1384 § 4 ; ainsi la responsabilité de l'Etat n'est jamais substituée, sur le terrain de la loi de 1899, à celle de l'instituteur qui accepte d'instruire des soldats illettrés ou qui donne un enseignement public professionnel. Dans cette hypothèse, la collectivité qui a créé l'établissement ou organisé le cours pourrait être déclarée responsable comme instituteur, en qualité de commettant du directeur de l'établissement ou du professeur (32).

Une proposition de la loi (33) adoptée par la Chambre des députés le 17 juillet 1929 est venue compléter sur ce point la loi de 1899 en étendant le domaine d'application de cette réforme à tout le personnel chargé de cours publics obligatoires professionnels: mais le texte, quoique déposé au Sénat, le 26 juillet 1929, n'a pas encore été adopté par la Haute Assemblée.

b) *Condition relative à la durée de la responsabilité.*

Les seules personnes visées par la réforme étant les fonctionnaires qui donnent un enseignement organisé par l'Etat, il s'ensuit que la loi de 1899 ne peut jouer que si l'accident est survenu pendant que l'instituteur était dans l'exercice de ses fonctions publiques (34).

Quelle est donc la durée officielle de la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur public?

Sur ce point la loi de 1899 est restée muette; mais des

(32) Cf. Montpellier, 27 mai 1899, *Mon. Judiciaire du Midi*, 18 juin 1899.

Lyon, 31 oct. 1928, S. 1928.2.156 (*cantine scolaire*).

PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, n° 638.

(33) *J. Off.*, déb. parl., Chambre, 1929, p. 2594.

(34) Cf. BAUDRY-LACANTINIERE et BARDE. — *Op. cit.*, n° 2909, 1^{re}. — BEUDANT, *Op. cit.*, n° 1209, 4^e. — DEMOGUE, *Op. cit.*, t. V, n° 868. — LALOU, *Op. cit.*, n° 1004. — MAZEAUD, *Op. cit.*, t. I, n° 835. — PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. VI, n° 639.

précisions formelles ont été fournies, à ce sujet, à la tribune du Sénat, le 21 mars 1899, par M. Georges LEYGUES. Voici ce que disait le Ministre de l'Instruction Publique: « Je voudrais qu'il fût bien entendu que la responsabilité de l'Etat ne sera engagée que dans les cas où la loi scolaire place les enfants sous la surveillance des maîtres. Pendant les heures de classe ou de récréation prévues par la loi, pendant les heures de présence obligatoire à l'école, si des accidents se produisent, l'Etat devra des dommages... Pour me résumer, je demande que la responsabilité de l'Etat soit limitée au temps consacré à l'enseignement obligatoire, y compris le temps consacré aux récréations et à la surveillance prévues par les règlements scolaires. »

M. LEYGUES a même exclu expressément de la responsabilité de l'Etat, les accidents survenus dans la période de temps qui sépare la classe du matin de celle du soir ou pendant les études surveillées, les cours d'adultes, les conférences, les promenades et sorties en commun. « Ce sont là, disait le ministre, des œuvres auxquelles les instituteurs se consacrent volontairement et auxquelles les élèves sont libres de ne pas s'associer. Ici encore, les accidents qui pourraient se produire ne paraissent pas devoir engager la responsabilité de l'Etat ».

Ces déclarations faites au nom du Gouvernement par M. Georges LEYGUES et destinées à préciser l'étendue de la substitution de la responsabilité de l'Etat, ont singulièrement restreint le domaine d'application de la loi nouvelle.

Désormais en effet, il faut distinguer entre les heures que l'élève passe officiellement à l'école, et celles où il n'y reste qu'officieusement.

Les premières sont celles où l'instituteur a l'obligation formelle de surveiller les enfants: ce sont les heures de classe, de récréation ou de retenues prévues par la loi ou

par les règlements. C'est pendant ces heures que la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur public pourra jouer. C'est ce qu'admet unanimement la jurisprudence moderne (35).

A l'inverse, lorsque l'accident se produit pendant le temps où le maître n'accomplit pas un service légalement obligatoire, lorsque l'instituteur ne se trouve pas dans l'exercice de sa fonction « stricto sensu », le législateur estime qu'il perd la qualité de fonctionnaire pour retomber dans la condition d'instituteur privé. La loi de 1898 cesse alors de lui être applicable, et le maître retombe sous la présomption de faute de l'art. 1384 § 4.

Ainsi la responsabilité personnelle de l'instituteur sera seule engagée lorsque celui-ci, en dehors des heures de classe ou de récréation prévues par les règlements administratifs, organise des cours supplémentaires (36), crée un internat pour son compte personnel alors même que l'ouverture de cet internat aurait été autorisée par le ministre de l'instruction publique et soumis, de ce chef, à un certain contrôle de l'administration (37), ou encore lorsque le maître préside à la surveillance d'une récréation ou d'une étude organisée par la ville ou par tout autre collectivité (38). (Dans ce cas le surveillant aura tantôt la qualité de fonctionnaire, tantôt celle d'instituteur privé : il faudra alors rechercher, pour savoir si la loi de 1899 est applicable, pour le compte de qui la surveillance était exercée). De même, dans une école pratique d'agriculture où il y a une

(35) Cf. Civil, 21 janv. 1918, S. 1918.19.1.55. — Bordeaux, 13 nov. 1911, S. 1912.2.199.

(36) Cf. Chateaulin, 18 juillet 1909, rapporté au *Manuel Général de l'Instruction Publique*, n° du 16 mars 1912.

(37) Cf. Bordeaux, 13 nov. 1911, D. 1915.2.89, note THOMAS.

(38) Trib. Narbonne, 13 janv. 1909, G. P. 1909.1.320.

école d'instruction et une exploitation agricole privée, gérée aux risques de l'exploitation (39).

Dans toutes ces hypothèses, la non-application de la loi nouvelle paraît s'imposer à la fois sur le terrain des principes et sur le terrain de l'équité. Au point de vue des principes: il s'agit là à n'en pas douter de services facultatifs pour l'instituteur comme pour les élèves. Au point de vue de l'équité: il est juste que l'instituteur qui accepte un surcroît de besogne pour obtenir des parents d'élèves ou des collectivités une rétribution supplémentaire soit tenu, en contre-partie, de supporter tous les risques résultant de son activité extra-scolaire et que l'Etat, qui n'a aucun intérêt à la bonne gestion de ces services, soit déchargé de toute responsabilité.

Mais si le refus du législateur de substituer la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur est logique lorsque ce dernier fournit l'instruction et la surveillance pour son propre compte ou pour le compte d'une municipalité dont il devient le préposé, il est au contraire très discutable lorsque le maître agit, non pas dans son intérêt personnel, mais dans l'intérêt exclusif des enfants ou des jeunes gens. Cette règle dont les résultats pratiques sont déplorables puisqu'elle décourage les maîtres de toute initiative, se révèle profondément injuste toutes les fois que l'accident se produit alors que l'instituteur accomplit une tâche recommandée ou même commandée par l'Etat. C'est ainsi que le gouvernement invite les instituteurs à se consacrer aux œuvres extra-scolaires qui se juxtaposent au service légalement obligatoire. Il les pousse à créer des patronages, à diriger des cours d'adultes, à organiser des excursions ou des promenades scolaires, en un mot à dépenser toute leur activité

(39) Paris, 11 janv. 1906, G. Trib, G. Trib. 1^e sem. 2, 220.

en vue du perfectionnement intellectuel et moral des enfants.

Mais, si un accident se produit, il n'hésite pas à soutenir que l'instituteur n'accomplissait pas, à ce moment, un acte de sa fonction et qu'il ne s'agissait là que d'une surveillance purement officieuse dont il ne saurait être responsable. On voit par là tout ce qu'a de critique et d'angoissant la situation du maître qui est sans cesse mis dans l'obligation de sacrifier ses intérêts à son devoir ou vice-versa. Aussi comprend-on que la jurisprudence, violant presque ouvertement la pensée du législateur de 1899, se soit laissée aller à appliquer la nouvelle loi dans l'hypothèse d'un accident causé par un enfant admis en classe avant d'avoir l'âge requis par les règlements (40), ou lorsque le préjudice provenait du fait d'un élève autorisé, conformément aux usages tolérés par l'Administration, à pénétrer dans l'établissement quelques minutes avant l'heure officielle d'ouverture des cours (41).

Malgré ces timides efforts, tentés par les Tribunaux, la question de la durée pendant laquelle peut avoir lieu la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur, est restée une question cruciale par suite de l'impossibilité d'établir une délimitation parfaitement nette entre ce qu'on a convenu d'appeler « les heures de présence légale ou enseignement obligatoire » et ce qui n'est que « service extra-scolaire ou surveillance purement officieuse ».

Dans ces conditions on conçoit très bien le désir, maintes fois manifesté par les membres de l'enseignement public,

(40) Trib. Civ. Bourges, 5 août 1912, G. des Trib., 1903, 1^e sem. 2.284. Cf. THOMAS: note au D. 1918.2.251, 1^e col.

(41) Cf. *supra*, p. 109 et s.

de voir délimiter exactement par le Parlement la durée officielle de l'application de la loi de 1899. Par là sont expliqués et justifiés les nombreux projets de lois déposés sur le bureau des deux assemblées (42) et notamment la proposition BOKANOWSKI, (43) votée le 5 juillet 1933 par le Sénat, dans le but d'étendre la substitution de responsabilité à tous les cas où « pendant la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés aux membres de l'enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers ».

Ainsi seraient supprimées, à la satisfaction du personnel enseignant, quelques-unes des difficultés les plus délicates que soulève, dans la pratique, l'application de la loi de 1899.

SECTION III. — PROCÉDURE ET COMPÉTENCE

Lorsqu'un accident est causé par un élève d'un établissement d'enseignement organisé par l'Etat, pendant les heures officielles de classe, la substitution de responsabilité prévue par la loi de 1899 doit s'appliquer (44). Contre qui,

(42) Cf. sur ce point: LOTTE, thèse, p. 156 et s.

(43) *J. Of.*, du 6 juillet 1933, déb. parl. Sénat, p. 1629 (Séance du 5 juillet 1933).

(44) Cf. Req., 10 juin 1912, G.P. 1912.2.88. — Civ., 13 déc. 1926 G.P. 1927.1.324. — Dijon, 1^{er} mars 1926, G.P. 1926.262. — Conseil d'Etat, 12 fév. 1931, La loi, 16 sept. 1931. — Montpellier, 5 nov. 1931, G.P. 1932.1.27. — Civ., 1^{er} fév. 1933, G.P. 1933.1.788. — Conseil d'Etat, 19 janvier 1934, S. 1934.3.24

dès lors, doit être intentée l'action en indemnisation? Est-ce contre l'Etat ou contre l'Instituteur?

Sur le terrain des principes il faut ici distinguer suivant que la faute du maître est établie ou simplement présumée:

Si le demandeur invoque la disposition si favorable pour lui de l'art. 1384, l'Etat seul pourra être mis en cause. Cela résulte de la réponse faite par M. THÉZARD à M. THÉVENET. Celui-ci proposait l'adjonction au projet de loi d'un paragraphe ainsi conçu: « L'instituteur ne pourra dans tous les cas être mis en cause par la partie lésée... » (45). M. THÉZARD repoussa cet amendement comme inutile: « M. THÉVENET, dit-il, s'est placé avec le projet lui-même dans l'hypothèse où la responsabilité civile de l'Etat est engagée, c'est-à-dire dans l'hypothèse prévue par l'art. 1384 du Code civil. Dans ce cas, il veut que l'instituteur ne puisse être mis en cause. Mais *c'est ce qui résulte de la loi elle-même*, qui dit que la responsabilité de l'Etat est substituée à celle de l'instituteur dans ce cas particulier. Evidemment la partie lésée n'aura pas l'idée extraordinaire — ayant en face d'elle l'Etat comme responsable — elle n'aura pas l'idée, dis-je, d'assigner par surcroît et à tort l'instituteur » et pour mieux démontrer l'inutilité de l'amendement de M. THÉVENET, M. THÉZARD ajoutait: « Lorsque l'art. 1384 est applicable, *c'est l'Etat seul qui doit être assigné*, car la proposition de loi, en disant que l'Etat seul sera responsable des accidents survenus aux élèves, dit implicitement que *l'Etat seul devra être mis en cause...* » Devant ces déclarations formelles, M. THÉVENET retira son amendement. La pratique montra très vite que ce fut une erreur. M. THÉZARD, en effet, avait oublié que, pour que la responsabilité de l'Etat

(45) V. déb. parl. Sénat, Séance du 21 mars, 1899, *J. Off.*, p. 327.

fût substituée à celle des instituteurs publics, il fallait non seulement que les conditions d'application de l'art. 1384 § 4 fussent remplies mais encore que celles relatives à la nouvelle loi le fussent aussi. Or ces diverses conditions sont différentes. Il peut donc arriver que l'art. 1384 puisse jouer sans que la responsabilité de l'Etat puisse être retenue. « On comprend dès lors qu'il serait souvent imprudent pour les victimes du dommage de s'en tenir à l'action en responsabilité contre l'Etat. Ne risque-t-on pas, en effet, de se voir opposer par l'Etat cette fin de non recevoir : l'instituteur, au moment où l'accident s'est produit, n'accomplissait pas un service réglementaire, c'est lui seul qui est responsable. Le moyen d'échapper à ce risque est d'agir conjointement contre l'instituteur et contre l'Etat » (46). C'est ce que ne manque jamais de faire tout demandeur soucieux de se réserver le maximum de chances de succès.

Que décider dans l'hypothèse où la victime invoque, pour justifier sa poursuite en responsabilité, une faute personnelle du maître et offre de la prouver ? L'instituteur peut-il être mis en cause, ou bien est-ce contre l'Etat que doit être dirigée l'action de la victime ?

Le rejet de l'amendement THÉVENET prohibant, en toutes circonstances, la mise en cause des membres de l'enseignement public, et les principes qui sont à la base de la nouvelle loi ne permettent pas de contester à la victime le droit d'actionner directement l'instituteur sur le terrain de l'art. 1382. Aussi doctrine et jurisprudence sont unanimes à reconnaître cette faculté au demandeur toutes les fois que

(46) BERTHELEMY. — *Rapport au ministre de l'Instruction publique*, Revue Politique et Parl., 1905, t. XLIV, p. 258.

celui-ci établit que le dommage dont il se plaint est dû à une faute personnelle du maître (47).

S'il est certain que l'instituteur qui commet une faute peut être directement assigné par la victime, il est non moins évident que l'application stricte des principes conduirait à refuser au demandeur toute action contre l'Etat. celui-ci, en effet, n'est jamais substitué aux membres de l'enseignement public responsables sur le terrain de l'art. 1382. Pratiquement, pareille solution serait difficilement applicable, par suite de la difficulté qu'éprouverait la victime à savoir à l'avance s'il lui sera possible de prouver la faute de l'instituteur et partant, à connaître la personne contre laquelle elle doit agir pour obtenir réparation. Aussi donne-t-on dans ce cas, une option à la victime: elle peut, soit assigner l'Etat tout seul, soit assigner seulement l'instituteur. En fait, elle sera là encore, bien inspirée en agissant à la fois contre l'Etat sur le terrain de l'art. 1384, et contre l'instituteur en invoquant une faute dans les termes de l'art. 1382 (48).

C'est d'ailleurs cette procédure que recommandait de suivre le rapporteur de la loi à la Chambre: « L'action civile s'exercera contre l'Etat solidairement avec l'instituteur public... L'avoué de l'Etat sera constitué d'office l'avoué de l'instituteur » (49).

(47) Cf. Crim., 11 août 1905, D. 1908.1.350. — Trib. Civ. Toulouse, 13 déc. 1906, D. 1907.5.21. — Req., 13 juill. 1926, S. 1927.I.298 (sol. impl.). — Req., 27 juil. 1931, G.P. 1931.2.821. — Req., 28 avr. 1933, G. P. 1933.2.52.

Dans ce sens: BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Op. cit.*, t. IV, n° 2909, 2°. — BEUDANT. *Op. cit.*, t. IV, n° 1209, 2°. — COLIN et CAPITANT. *Op. cit.*, t. II, n° 391. — DEMOGUE. — *Op. cit.*, t. V, n° 869. — JOSSERAND. *Op. cit.*, t. II, n° 504, 1°. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 841.

(48) Cf. Lyon, 31 déc. 1926, *Mon. Jur. Lyon*, 18 octobre 1927.

(49) *J. Off.*, 9 mai 1898, Doc. parl. Chambre, séance, 4 mars 1898. Annexe n° 3026, p. 778.

On voit par là que dès l'instant où un dommage est causé par un élève dans un établissement d'enseignement organisé par l'Etat, ce dernier peut être mis en cause. Mais quelle est la personne qui représentera l'Etat dans l'instance?

L'Etat ne pouvant être assigné lui-même, l'art. 2 de la loi de 1899 a pris soin de préciser que l'action en responsabilité devrait être formée contre le Préfet du département où est survenu le préjudice.

Au lendemain du vote de la loi de 1899 certains Tribunaux (50), s'appuyant sur la loi des 28 oct.-5 nov. 1790, titre III, art. 15, relative aux actions domaniales, décidèrent que le demandeur devait, avant toute assignation, adresser au Préfet un mémoire écrit exposant l'objet de sa demande. C'était là méconnaître gravement le principe fondamental de la nouvelle loi d'après lequel, vis-à-vis de la victime, tout doit se passer comme si elle s'adressait directement à l'instituteur. C'est pourquoi la jurisprudence revenant sur son erreur primitive, décide aujourd'hui, depuis un arrêt de la Cour de Cassation du 3 juillet 1912 (51), que le dépôt préalable d'un mémoire n'est pas nécessaire.

Doctrine et jurisprudence sont également d'accord pour décider que cette action obéit quant à la prescription aux règles du droit commun, et que par suite elle est éteinte par la prescription trentenaire s'il s'agit d'un délit civil et par la prescription pénale si le mineur a commis un délit pénal avec discernement.

La procédure de l'assignation ayant été ainsi précisée il

(50) Trib. Civ. Nancy, 27 nov. 1906, *Journal des arrêts de la Cour de Nancy*, 1907, p. 27. — Anvers, 21 déc. 1910, S. 1912.2.241.

(51) Civ., 3 juil. 1912, D. 1916.1.233, note Léonce THOMAS. Cf. *Epi-nal*, 25 juin 1931, G.P. 1931.2.455. Voir également: note DELPECH, S. 1912.1.465.

importe de déterminer devant quel tribunal l'action doit être formée?

L'art. 2 de la loi, toujours pour ne rien changer à l'égard de la victime, a décidé de conserver la compétence aux Tribunaux judiciaires normalement compétents pour connaître de l'action dirigée contre l'instituteur. C'est pourquoi l'art. 2 dispose: « L'action en responsabilité contre l'Etat sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix (suivant que les dommages-intérêts réclamés sont supérieurs ou inférieurs à 4.500 francs) du lieu où le dommage aura été causé ». C'est là, remarquons-le bien, une double exception aux règles fondamentales en matière de compétence.

D'une part, en effet, l'action en responsabilité aurait dû être portée devant les juridictions administratives conformément au principe dégagé par le Tribunal des conflits (52) dans un arrêt rendu le 8 février 1873, ainsi motivé : « La responsabilité de l'Etat pour les dommages causés aux particuliers par le fait des personnes qu'il emploie dans le service public n'est pas régie par les dispositions du Code Civil, qui règlent les rapports de particulier à particulier... ; en conséquence, aux termes des lois des 16 et 24 août 1790 et du 16 fructidor an II, l'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur les actions en responsabilité de cette manière. » Ce principe a été adopté par la Cour de Cassation le 27 octobre 1897 : « attendu que l'autorité administrative est seule compétente pour connaître des actions tendant à faire condamner l'Etat, puissance publique,

(52) D. 1873, III.20.

comme responsable du fait ou de la négligence de ses agents dans l'exécution d'un service public » (53).

D'autre part, en donnant compétence exclusive au tribunal civil ou au juge de paix du lieu où l'accident s'est produit, le législateur de 1899 a créé une exception à la règle fondamentale, seule en vigueur lors de la rédaction de la loi, aux termes de laquelle, en matière personnelle, le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur (54).

Remarquons enfin que le législateur ayant pris soin de préciser que les dérogations apportées aux règles générales de compétence ne visent que « l'action en responsabilité contre l'Etat, dans le cas prévu par la présente loi », il en résulte que pour que les Tribunaux judiciaires soient compétents, en vertu de l'art. 2 de la loi de 1899, il faut que l'action soit fondée sur l'art. 1384 du Code Civil (55). La compétence appartiendra à nouveau aux tribunaux administratifs dès l'instant où la victime se prévaut d'une faute de service commise par l'Etat ou son administration.

La loi du 20 juillet 1899 n'a pas apporté un allègement sensible à la situation des membres de l'enseignement public.

Proposée dans le but d'exonérer les instituteurs publics de la responsabilité du fait d'élèves qu'ils n'ont pas choisis et de sous-maîtres qu'ils n'ont pas nommés, cette

(53) D. 1898.1.86.

(54) Cette règle qui était édictée par les art. 2 et 59 du Code de procédure civile a été modifiée par la loi du 26 nov. 1923 (D. 1925. 4.46). Depuis cette loi, en matière de réparation du dommage causé par un délit, une contravention ou un quasi-délit, la demande peut être portée devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit.

(55) *Dans ce sens*: Cass. Civ., 11 juillet 1931, G.P. 1933.2.521.

réforme a, par suite des réserves formelles faites à la tribune du Sénat par le ministre de l'Instruction Publique et par suite de l'absence de toute délimitation réglementaire précise entre les heures de présence légale et les heures de service extra-scolaire, laissé subsister à leur charge, dans de très nombreux cas, la responsabilité du fait d'autrui qu'elle avait mission de supprimer.

Elaborée dans l'intention de « faire entrer les membres de l'enseignement public dans le droit commun des fonctionnaires », elle a conservé à leur charge la responsabilité prévue par les art. 1382 et 1383 du Code Civil, les rendant ainsi responsables de toutes leurs fautes même légères, pourvu qu'elles soient prouvées, alors que les autres fonctionnaires ne répondent personnellement que de leur faute lourde, se détachant de la fonction.

Votée enfin dans l'espoir de supprimer, dans l'esprit du personnel enseignant des établissements de l'Etat, la hantise des accidents et la crainte d'une responsabilité trop lourde, elle n'a, en rien, diminué le nombre des instances dirigées contre ce personnel. Peut-être même l'a-t-elle accru dans la mesure où les parents ont moins de scrupule à actionner l'Etat, personne morale toujours présumée solvable, à l'instituteur dont ils connaissent les ressources modestes et dont ils apprécient journellement le dévouement inlassable..

Avec M. DE MONZIE (56) on peut donc affirmer que la loi de 1899 « n'a répondu, ni aux vœux de ceux qui l'avaient votée, ni à l'espoir de ceux qui devaient en bénéficier. »

Aussi divers projets ou propositions de loi ont été déposés en vue de restreindre la responsabilité des membres

(56) Article de DE MONZIE. — Revue politique et parlementaire, t. XLIV, p. 258.

de l'Enseignement Public au cas de fait personnel au sens où on l'entend pour les autres fonctionnaires, et en même temps d'étendre la responsabilité de l'Etat au cas de dommages causés par les élèves dans les œuvres annexes à l'école recommandées par les règlements. Tel est le but, par exemple, de la proposition BOKANOWSKI (57) votée au Sénat le 5 juillet 1933.

Peut-être conviendrait-il de se montrer plus hardi et d'envisager à la charge de l'Etat, chef du service public de l'Enseignement, une véritable responsabilité pour « risques universitaires ». C'est ce que nous examinerons dans notre conclusion générale.

(57) *J. Off.*, 6 juillet 1933, déb. parl. Sénat, p. 1629 (Séance 5 juillet 1933).

DEUXIÈME PARTIE

DE LA RESPONSABILITE DES ACCIDENTS SUBIS PAR LES ELEVES AUTREMENT QUE PAR LE FAIT D'UN CONDISCIPLE

La présomption de faute édictée par l'art. 1384 § 4, à l'encontre des membres du corps enseignant ne concerne, nous l'avons vu, que la responsabilité des dommages *causés* par un élève à un condisciple ou à un tiers.

Elle ne saurait donc jouer lorsque l'enfant s'est blessé lui-même par sa faute ou son imprudence. Sans doute, il peut paraître étonnant (1) que, présumé en faute si le dommage, fait de l'élève, atteint un tiers, l'instituteur ne le soit pas lorsque la victime s'est causé à elle-même le préjudice. Ceci est d'autant plus singulier que le texte ne parle pas de tiers. Et cependant, doctrine (2) et jurisprudence (3), rejettent traditionnellement l'application de l'art. 1384 § 4.

(1) Cf. DEMOGUE. — *Op. cit.*, t. V, n° 856.

(2) *Dans ce sens*: PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, t. II, n° 637. — JOSSERAND. *Op. cit.*, t. II, n° 497. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 809.

(3) Cass. Req., 24 février 1909, D. 1911.1.241, note Léonce THOMAS. — Cass. Req., 18 février 1929, G.P. 1929.1.821. — Cass. Civ., 11 juillet 1933, G.P. 1933.2.521. — Poitiers, 5 nov. 1928, G.P. 1928.2.846. — Paris, 26 nov. 1932, (sol. impl.) S. 1933.2.93. — Paris, 18 nov. 1933, G. P. 19.20 nov. 1933. — Agen, 18 février 1935, *Journal des Instituteurs et des Institutrices*, 8 juin 1935.

Les rédacteurs du Code Civil ont voulu, en effet, en établissant une présomption de faute à la charge de l'instituteur, protéger les victimes des élèves, et non l'agent du délit. Il y a d'ailleurs une raison péremptoire de refuser à la victime toute action fondée sur l'art. 1384 § 4 : Dans tous les cas où joue ce texte, le maître a, en effet, un recours contre l'auteur du dommage ; si donc on appliquait l'art. 1384 § 4, il faudrait immédiatement permettre à l'instituteur de se faire rembourser par l'agent du délit, ce qu'il lui aurait versé. Seul le droit commun peut s'appliquer ici : La responsabilité du personnel enseignant ne sera engagée que si l'on fait la preuve d'une faute par lui commise.

A plus forte raison, l'art. 1384 § 4 ne saurait être invoqué lorsque le préjudice subi par l'enfant a été causé autrement que par le fait d'un élève. Il n'y a plus, dans ce cas, responsabilité du fait d'autrui, mais seulement responsabilité pour faute prouvée. Conformément au droit commun, le demandeur doit alors administrer la preuve d'un préjudice, d'une faute, et du lien de cause à effet entre ce préjudice et cette faute.

Désireux de faciliter l'action de la victime, certaines décisions (4) ont songé à invoquer, dans cette hypothèse, les principes de la responsabilité contractuelle, affirmant que dès l'instant où un contrat a été passé entre les parents d'un élève et un instituteur, celui-ci est tenu d'une dette de sécurité analogue à celle qui pèse sur le transporteur. Ainsi,

(4) Cf. par exemple Trib. Civil Clermont-Ferrand (*demi-pensionnaire blessé par la chute d'une tuile*) ; jugement cassé par Riom, 18 juil. 1928, G. P. 1928.2.784. Cet arrêt refuse d'appliquer les principes de la responsabilité contractuelle.

Paris, 30 octobre 1930, G. Trib. 1931.2.69 (*logement infesté de punaises*).

Req., 18 fév. 1929, G.P. 1929.1.821.

— Trib. Civ. Lyon, 21 déc. 1929, Mon. judiciaire Lyon, 2 mai 1930.

le propriétaire d'un internat qui fournirait une nourriture ou un logement altérant la santé de l'enfant, manquerait à l'obligation de sécurité incluse dans le contrat d'enseignement et serait ipso facto présumé responsable. Il ne pourrait échapper à sa responsabilité « qu'en prouvant son absence de faute, le débiteur étant tenu, aux termes de l'art. 1147 du Code Civil, de prouver que l'inexécution du contrat provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée » (5). Une telle argumentation aboutit en fait à étendre la présomption de faute édictée par l'art. 1384 § 4 pour l'hypothèse d'un accident *causé* par un élève, à l'hypothèse d'un accident *subi* autrement que par le fait d'un condisciple. Pareille solution va manifestement à l'encontre de la volonté des législateurs : Ceux-ci, en effet, n'ont entendu soumettre l'instituteur, à une présomption de faute que dans l'hypothèse d'un accident *causé* par un condisciple. En outre, rien ne permet d'affirmer que l'obligation de sécurité est nécessairement incluse dans le contrat d'enseignement (6). Aussi croyons-nous devoir rejeter cette interprétation.

Ainsi donc, le droit commun de la responsabilité délictuelle est seul applicable. Quelle personne sera alors tenue de réparer le dommage ? Il faut ici distinguer suivant la source de l'accident.

Le préjudice est-il dû à un cas fortuit ou de force majeure, sans qu'on puisse relever aucune faute à l'encontre des personnes chargées de veiller sur l'enfant ? Alors, aucune responsabilité ne peut jouer et la victime est obligée de supporter elle-même les suites dommageables de l'acci-

(5) Trib. Civil, Clermont-Ferrand, précité.

(6) Cf. sur l'obligation de sécurité, quant à la personne, dans le contrat d'enseignement: MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 157. DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 857. — Arrêts précités, p. 138, note 4.

dent. Il est évident que si une inondation ou un tremblement de terre détruit les locaux scolaires, si un ouragan ou une tempête brise des vitres, casse des branches d'arbre, fait tomber des tuiles, l'élève, blessé par la chute de ces matériaux ne peut assigner personne en réparation. (Il en serait toutefois différemment si une faute lourde de l'instituteur, un défaut d'entretien prouvé des bâtiments étaient venus concourir à la réalisation du dommage).

S'agit-il d'un accident dû à une faute prouvée de l'instituteur ? Celui-ci sera responsable par application des art. 1382 et 1383 du Code Civil. Toutefois, si ces textes jouent sans grande difficulté pour les instituteurs privés, une complication survient pour les membres de l'enseignement public, du fait que la plupart d'entre eux — et notamment les instituteurs primaires — sont aujourd'hui de véritables fonctionnaires publics et comme tels doivent être exonérés « des fautes de service » et répondre seulement de « leurs fautes personnelles ».

L'accident est-il dû au contraire à une défaillance du service de l'enseignement (mauvais état des locaux scolaires, faute de l'instituteur provenant d'une organisation défectueuse du service) ? : la personne chargée d'assurer le bon fonctionnement de ce service — personne publique dans le cas de l'enseignement public, chef d'institution dans l'hypothèse de l'enseignement privé — sera tenue de réparer le préjudice dont elle a permis ou facilité la réalisation.

De ces trois sources d'accidents, la première ne soulève aucune difficulté pratique : elle n'est que l'application du droit commun de la responsabilité. Les deux dernières, au contraire, posent des problèmes extrêmement délicats relatifs à la combinaison des règles de droit civil et des principes du droit administratif. Aussi feront-elles l'objet de deux paragraphes distincts.

CHAPITRE PREMIER

DE LA RESPONSABILITE DES ACCIDENTS DUS A UNE FAUTE PERSONNELLE PROUVEE DE L'INSTITUTEUR

Les membres du corps enseignant, comme tous les autres citoyens, sont tenus de réparer les dommages qu'ils causent par leur faute, leur imprudence ou leur négligence. Les instituteurs sont, en effet, personnellement responsables, suivant les principes du droit commun et avec compétence judiciaire, lorsqu'ils se rendent coupables de crimes ou de délits en dehors de l'exercice de leurs fonctions. Il est évident que si un maître, en dehors des heures de classe facultatives ou obligatoires, commet un assassinat ou un homicide involontaire sur la personne d'un de ses élèves, il peut être immédiatement poursuivi devant les tribunaux civils ou répressifs. exactement comme un simple particulier.

En est-il de même, lorsque le crime ou le délit reproché à l'instituteur, a été commis par lui dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ?

Cela semble évident pour les membres de l'enseignement privé : ceux-ci, en effet, sont — et restent même pendant leur travail — de simples particuliers et doivent être comme tels soumis au droit commun de la responsabilité.

En est-il encore ainsi pour les membres de l'enseignement public ? La raison d'en douter, c'est que la plupart d'entre eux, et notamment les instituteurs primaires, sont des fonctionnaires. Or, en vertu des principes posés par le droit administratif, les fonctionnaires publics ne sont tenus, au moins envers les particuliers, que « de leurs fautes personnelles », l'Etat répondant seul des « fautes de service ». Cette distinction doit-elle être faite ici ? La plupart des auteurs (7) et l'unanimité de la jurisprudence (8) répondent aujourd'hui par l'affirmative.

Précisons donc la distinction de la faute de service et de la faute personnelle (9).

Trois théories ont été successivement soutenues pour opérer cette discrimination.

D'après une première conception, née de l'arrêt Pelletier (10), dégagée par LAFERRIÈRE (11) et développée par

(7) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Op. cit.*, tome VI, p. 866, note 5 — COLIN et CAPITANT. — *Op. cit.*, t. II, n° 207. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V, n° 855. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. I, n° 842. — LALOU. *Op. cit.*, n° 1008. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. *Op. cit.*, t. IV, n° 2909 1°. — *Contrà*: JOSSERAND. *Cours de Droit Civil positif français* 2^e éd., t. II, n° 505.

(8) Trib. conflits, 2 juin 1908, S. 1908.3.81, note HAURIOU et conclusions TARDIEU. — Cass., Req., 13 juil. 1926, G. P. 1926.2.580. — Cass., Req., 28 avril 1933 (*sol impl.*) G. P. 1933.2.52. — Dijon, 20 janvier 1926, G.P. 1926.1.632. — Poitiers, 5 nov. 1928, G.P. 1928.2.846.

(9) Notre intention n'est pas de nous livrer ici à une étude complète de ce délicat problème mais de rappeler seulement les critères dégagés par la jurisprudence et par la doctrine pour opérer la distinction. Pour une étude plus complète, voir:

DE NESMES-DESMARETS. — *De la responsabilité civile des fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire envers les particuliers*. Thèse, Montpellier, 1910.

DUPEYROUX. *Faute personnelle et faute du service public*, thèse Paris, 1922.

(10) Conflits, 30 juillet 1873, D. 1874.3.5, et conclusions DAVIN.

(11) Conflits, 5 mai 1877, D. 1878.3.13 et conclusions LAFERRIÈRE.

TEISSIER (12), MICHOUX et BECQUET, la faute *personnelle* est celle qui *révèle l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences*, qui implique, selon l'expression si pittoresque de nos vieux auteurs, la « *mauvaiseté* » de l'agent.

La faute de service, au contraire, est celle qui ne révèle de la part de son auteur, aucune intention mauvaise et décèle seulement un administrateur, un mandataire de l'Etat plus ou moins sujet à erreur. Toutefois, la faute lourde, commise sans intention malveillante ou dolosive, cessera d'être une faute de service pour devenir une faute *personnelle* dès l'instant où elle apparaîtra comme assez grave pour faire songer à l'imprudence ou à l'incurie exceptionnelles, susceptibles de déceler la personnalité fautive de l'agent.

En résumé, d'après cette théorie, seront fautes de service les fautes non intentionnelles légères ; seront fautes *personnelles* toutes les fautes intentionnelles quel que soit leur degré de gravité, et les fautes non intentionnelles, mais lourdes.

Dans une deuxième conception, simple adaptation de la théorie précédente, on substitue au critérium de l'intention celui de la « *circonstance détachable* », critérium qui repose en dernière analyse sur la gravité de la faute.

D'après cette théorie, défendue par M. HAURIOT (13), une faute sera *personnelle* ou de service suivant qu'elle sera ou non *détachable* de l'acte qui l'accompagne, la faute lourde étant déclarée *détachable*, la faute légère, au contraire, restant incluse dans l'acte. Cette conception ayant été formellement condamnée, ainsi que le reconnaît lui-

(12) Conflits, 29 févr. 1908, Lebon 1908, p. 208, Affaire FEUTRY.

(13) HAURIOT. — *Précis de Droit administratif*, 9^e éd., p. 17, note au S. 1900.3.89.

même l'éminent doyen (14), par l'arrêt Zimmermann (15), nous nous contenterons d'en retenir deux éléments : d'abord l'expression « circonstance détachable » qui est très suggestive et fréquemment utilisée par la jurisprudence administrative, et puis l'idée d'errements traditionnels dans la gestion des services publics, de négligences normales de l'administration que nul, avant M. HAURIOU, n'avait mise en lumière et qui seule permet d'expliquer l'irresponsabilité de l'Etat pour les fautes légères de service.

Enfin, d'après une dernière conception, présentée par M. DUGUIT (16), au lieu de s'attacher aux motifs qui expliquent la faute du fonctionnaire ou au degré de culpabilité de l'agent, on cherche le *but* visé par l'auteur de l'acte fautif.

Il y a faute de service si le fonctionnaire a agi dans l'esprit de la fonction, c'est-à-dire en poursuivant effectivement le but qu'avait l'Etat en établissant cette fonction. A l'inverse, il y a faute personnelle, si le fonctionnaire, en faisant un acte de sa fonction, a commis une faute qui implique de sa part l'intention de poursuivre un but autre que celui qu'avait l'Etat en établissant cette fonction. Suivant l'heureuse formule de M. Jean APPLETON (17) : « Le fonctionnaire public est responsable, non quand il sert ses fonctions, mais quand il s'en sert ; ou, en d'autres termes, la fonction engage l'agent, non quand il l'accomplit, même mal, mais quand il la trahit. » Peu importe le degré de la

(14) HAURIOU, S. 1905.3.17.

(15) Conseil d'Etat, 27 février 1903, D. 1904.3.83.

(16) DUGUIT. — *Traité Droit Constitutionnel*.

Voir aussi: « *L'Etat, les gouvernants, les agents* », p. 637.

« *Les transformations du Droit public* », Paris, 1921.

(17) APPLETON (Jean). — *Traité élémentaire du contentieux administratif*, n° 126.

faute: « Le degré de la faute, dit M. DUGUIT, pourra influencer sur l'étendue de la responsabilité, mais non pas sur le principe même de cette responsabilité » et, plus loin, « le fonctionnaire a-t-il poursuivi le but de sa fonction, quelque grossière que soit sa faute, il n'est pas responsable vis-à-vis des particuliers; est-il sorti du but de sa fonction, quelque légère que soit sa faute, il est directement responsable vis-à-vis des particuliers ». Ainsi, dans cette conception, seront seules fautes personnelles les fautes intentionnelles.

En résumé, on voit que tous les auteurs, quels que soient les termes dans lesquels ils exposent leur théorie et la façon plus ou moins tranchée dont ils conçoivent leur critérium, ont en vue, au fond, les mêmes idées. Que ce soit la théorie des passions personnelles ou celle, si différente d'aspect, du but visé, ce sont les mêmes fautes que l'on entend stigmatiser. Les auteurs se séparent seulement sur le grave problème de la faute lourde. Les uns rangent la faute lourde parmi les fautes personnelles, comme révélant chez l'agent une ignorance ou une négligence telles que sa personnalité même est en jeu, ou telles qu'elles dérogent complètement aux habitudes traditionnelles, au fonctionnement normal du service. Les autres, à la suite de MM. HARRIQUET et APPLETON déclarent que le fonctionnaire ne doit pas en être responsable car il l'a commise sans arrière-pensée d'intérêt ou de but privé.

De ces diverses conceptions, quelle est celle qui semble avoir été acceptée, en matière de responsabilité des membres de l'enseignement public, par les juridictions tant civiles qu'administratives ?

Une étude rapide des différentes circonstances dans lesquelles la jurisprudence a retenu à l'encontre de l'instituteur une faute personnelle, engageant sa responsabilité, va nous permettre de répondre.

Dans ses rapports professionnels avec les élèves, le maître peut engager sa responsabilité personnelle dans plusieurs circonstances qu'il est permis de grouper sous quatre chefs :

1° Voies de fait exercées sur la personne des élèves à lui confiés.

2° Diffamation ou injures envers les élèves ou leurs parents.

3° Imprudences ou négligences ayant causé un dommage à l'enfant.

4° Enseignement défectueux causant un préjudice aux élèves.

1° *Voies de fait exercées par l'instituteur sur la personne des élèves à lui confiés.* — Les articles 19 et 20 du règlement scolaire modèle (18), du 18 janvier 1887, relatif aux écoles primaires publiques, prohibent formellement les voies de fait commises par le maître sur la personne de ses élèves. L'art. 20 stipule que : « il est absolument interdit d'infliger aucun châtiment corporel » et l'art. 19 prend soin de préciser : « Les seules punitions dont l'instituteur puisse faire usage sont : les mauvais points; la réprimande; la privation partielle de récréation; la retenue après la classe, sous la surveillance de l'instituteur; l'exclusion temporaire... »

Dès lors, le maître qui commet une voie de fait, même légère, contrevient à un règlement formel de sa profession, et encourt, de ce chef, une sanction disciplinaire.

L'instituteur est, en outre, comme un simple particulier, passible des peines édictées par les art. 311 et 312 du Code pénal qui régissent la responsabilité pour coups et blessu-

(18) Code PICHARD. — *Nouveau code de l'instruction primaire*, p. 418 et s.

res. Il est, de plus, soumis aux dispositions de la loi du 13 avril 1898 relative à la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants.

Indépendamment de cette responsabilité disciplinaire et pénale, le maître est-il responsable civilement du préjudice, physique ou même moral, causé par lui à l'enfant ?

La jurisprudence, remarquons-le, n'a eu à se prononcer que très rarement, et les rares décisions de justice intervenues sont relativement anciennes. De nos jours, en effet, les instituteurs n'ont presque jamais recours à des châtiments corporels pour maintenir l'ordre et savent se faire obéir d'une autre façon.

Parmi les quelques arrêts rendus en cette matière, certains reconnaissent la responsabilité civile du maître (19). D'autres, au contraire, déchargent l'instituteur de toute responsabilité (20).

Comment justifier ces décisions, en apparence contradictoires ? Il suffit d'analyser les divers arrêts pour constater que la jurisprudence a fait appel, pour se décider, à la distinction de la faute personnelle et de la faute de service.

Si la Cour de Cassation (21) condamne une institutrice d'école maternelle coupable d'avoir attaché un enfant à un tabouret et de lui avoir versé par deux fois de l'eau froide sur la tête, c'est que cet acte fait apparaître « le fonctionnaire avec ses faiblesses et ses passions ». Il est

(19) Cf. Cass., 18 janv. 1889, D. suppl. au répertoire V° Crimes et Délits contre les personnes, n° 191, note 4.

(20) Cf. Douai, 17 juil. 1882, G. P. 1883.2.120. — Trib. Correct. Seine, 1^{er} mars 1886, D. Jurisp. générale, v° Appel., p. 422. — Trib. Correct., Grenoble 19 déc. 1902, La loi, 1903, p. 323.

(21) Cass. Crim., 18 janvier 1889, précité.

clair que la maîtresse a obéi à un mouvement d'animosité personnelle, dans un moment d'exaspération. Elle a agi sous l'empire de la colère, à laquelle elle ne devait pas s'abandonner : elle a donc commis une faute particulièrement lourde dont elle doit être responsable. Par là, la Cour Suprême paraît accepter le critère proposé par LAFERRIÈRE et ranger la faute lourde non intentionnelle parmi les fautes personnelles dont l'agent est responsable (22).

Si, au contraire, la Cour de Douai (23) met hors de cause un instituteur qui avait frappé légèrement de la main ou de « son signal » quelques-uns de ses élèves, c'est que « le procédé dont il usait à leur égard n'avait, en réalité, pour but que de les rappeler à l'observation de la discipline et de réveiller d'une façon plus spéciale leur attention. » Sans doute, l'instituteur s'est laissé aller à des voies de fait légères vis-à-vis des enfants qui lui sont confiés, mais ce n'est pas par méchanceté, rancune ou hostilité politique qu'il a agi : c'est uniquement pour rétablir l'ordre dans sa classe, pour vaincre la paresse et les mauvais instincts d'un ou de plusieurs de ses élèves. La théorie des passions personnelles aussi bien que celle du but poursuivi

(22) A l'inverse, le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 9 juillet 1930, Rec. 1930, p. 707. Aff. Crétin, paraît rejeter cette conception : Un enfant étant décédé des suites d'une maladie due à une faute lourde commise par un répétiteur de collège dans l'exécution de son service (mise en pénitence la nuit, en hiver, dans un local non chauffé, de cet enfant dévêtu), le Conseil d'Etat a déclaré que la responsabilité de l'Etat était engagée de ce chef. Toutefois, il est difficile de tirer argument de cet arrêt, qui, nous le verrons quelques pages plus loin, paraît n'être que l'application du principe, nouvellement admis par la jurisprudence administrative, de la responsabilité de l'administration pour toutes les fautes accomplies par ses agents dans l'exécution de leur fonction.

(23) Douai, 17 juil. 1882, précité.

obligent ici à décider que le maître a commis une faute fonctionnelle dont il ne peut être responsable (24).

Seule, l'administration pourrait en être tenue, mais la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à l'exonérer des fautes de service toutes les fois que ces fautes sont légères, qu'elles ne sont que l'expression d'errements traditionnels ou de négligences normales dans la gestion du service.

2° *Diffamations ou injures envers les élèves ou leurs parents.* — Des voies de fait, il faut rapprocher l'injure grave. L'instituteur a évidemment le droit de gronder un enfant; il n'a pas le droit de l'insulter ou de l'humilier. Bien plus, l'art. 20 du règlement modèle du 18 janvier 1887, interdit aux maîtres des écoles primaires publiques « de tutoyer leurs élèves » (25).

Dès lors, à supposer l'infraction démontrée, le maître est-il responsable ipso facto ? Là encore, la jurisprudence a recours à la distinction de la faute de service et de la faute personnelle; là encore, elle tient compte de deux éléments : le but poursuivi par l'instituteur et le degré de gravité de l'injure. Ce critérium permet d'expliquer les quelques décisions rendues en la matière :

Le Tribunal de Foix avait estimé que le fait de traiter un élève « d'âne », « constituait une faute personnelle, engageant la responsabilité du maître. » La Cour de Cassation (26), à l'inverse, mit hors de cause l'instituteur en

(24) C'est encore le critérium du but poursuivi, compte tenu du caractère de gravité de la faute, qui permettra aux tribunaux de reconnaître la responsabilité ou l'irresponsabilité du maître qui a fait preuve de mauvais vouloir à l'égard de l'élève, tel que le refus systématique de l'instruire ou de le récompenser.

(25) Code PICHARD. *Op. cit.*, p. 422.

(26) Cass., 24 février 1906, S. 1906.1.253.

déclarant que le qualificatif « d'âne » perdait son caractère injurieux dans les circonstances où il avait été appliqué.

De même, le tribunal de simple police de Theil-sur-Huisne (27) a décidé que le fait pour une institutrice d'écrire au père d'une élève pour le prier de débarrasser la chevelure de sa fille des parasites qu'elle recèle ne constitue pas une diffamation à l'égard du père.

Le mobile non répréhensible enlève donc aux insultes, quand elles ne sont pas de gravité excessive, leur caractère injurieux.

3° *Imprudences ou négligences du maître ayant causé un dommage à l'enfant.* — Si les tribunaux n'ont eu que très rarement l'occasion de se prononcer sur la responsabilité des membres de l'enseignement dans l'hypothèse des voies de fait ou des injures, ils ont eu fréquemment, au contraire, à connaître des dommages causés aux élèves par l'imprudence ou la négligence des instituteurs.

Là, encore, la jurisprudence, après avoir, pendant tout le xix^e siècle, rendu le maître responsable des préjudices nés de toutes ses imprudences ou négligences, même légères, en est venue peu à peu, à admettre la distinction de la faute personnelle et de la faute de service : Désormais, elle décharge l'instituteur de toute responsabilité lorsque son acte fautif ne présente pas le caractère de faute personnelle se détachant de la fonction (28).

(27) Theil-sur-Huisne, Le Temps, 26 août 1909.

(28) Voir pour l'application de cette discrimination dans l'hypothèse d'un accident *causé* par un élève :

Cass. Crim., 11 août 1905, S. 1905.1.429 (*Elève brûlé par un feu de papiers allumé par ses camarades, pendant l'absence de la maîtresse*). — Cass. Req., 19 mai 1909, S. 1911.1.449, note CHARMONT : (*Elève blessé par le jet d'un carrellet*). — Cass., Req. 13 juil. 1926, (sol.

Un tableau rapide de la jurisprudence va nous fournir quelques applications de ce principe :

Le fait par l'instituteur de laisser à la portée des élèves des objets ou des instruments de nature à les blesser constitue une faute lourde, assimilable à la faute personnelle, à condition toutefois que ce fait ne soit pas la conséquence d'une organisation défectueuse du service de l'enseignement.

Ainsi, commettent une faute personnelle engageant leur propre responsabilité, l'instituteur qui ordonne à ses élèves de casser du bois avec une hachette (29), le professeur de chimie qui jette dans la cour de récréation des résidus de phosphore avec lesquels un enfant se brûle les mains (30), le maître qui, s'approchant derrière un jeune élève, place inopinément une baguette sur la main de celui-ci sans l'avoir prévenu, ni interpellé, et provoque un mouvement de surprise ou de peur dans lequel l'enfant se blesse (31).

A l'inverse, commet seulement une faute de service susceptible d'engager la responsabilité de l'Etat, mais non celle de son auteur, l'instituteur qui charge un élève du soin de

impl.) S. 1927.1.298. — Cass. Req., 27 juil. 1931, S. 1931.1.344. — Bordeaux, 1^{er} juin 1908, D. 1908.2.249 (*élève blessé par le jet d'un carrelé*). — Besançon, 27 janv. 1909, S. 1911.2.237 (*sol. impl., élève blessé par un pointeau*).

(29) Poitiers, 5 nov. 1928, D. H. 1928.598; et sur pourvoi, Cass., 28 avril 1933, S. 1933.1.253: Cet arrêt parle, en termes exprès, d'une *faute personnelle se détachant de la fonction*. — Poitiers, 29 février 1932, *Bulletin trimestriel de l'Union Solidariste Universitaire*, 1935, p. 12. — Conseil d'Etat, 18 oct. 1935, *Bulletin trimestriel de l'Union Solidariste Universitaire*, 1935, p. 13.

(30) Douai, 13 janv. 1880, S. 1880.2.170.

(31) Besançon, 7 déc. 1933, *Journal des instituteurs et institutrices*, 24 nov. 1934.

fermer un vasistas, dont le maniement n'offrait ni difficulté, ni danger d'aucune sorte (32).

De même, le simple défaut de précautions ou de surveillance entraîne la responsabilité personnelle des membres de l'enseignement dès l'instant où il a causé un préjudice.

C'est par application de cette idée qu'un directeur d'école qui, ayant autorisé ses élèves à se baigner, n'avait pris aucune précaution pour empêcher l'un d'entre eux de se noyer, a été condamné (33) ; c'est pour la même raison que le Tribunal Civil de Lyon a déclaré un instituteur responsable de l'accident survenu à un de ses élèves, qui avait réussi à s'enfuir de l'école, par suite de l'insuffisance de la surveillance et qui s'était blessé dans la rue (34). De même, le maître qui renvoie de l'école un enfant avant l'heure de la sortie, sans le faire accompagner et sans prévenir sa famille, commet une imprudence susceptible d'engager sa responsabilité personnelle.

Certains auteurs ont voulu voir dans le fait que l'instituteur est tenu de réparer les conséquences de ses négligences, même légères, une exception au principe de la distinction de la faute personnelle et de la faute de service. En réalité, il n'en est rien et, si les membres de l'enseignement sont tenus de leurs fautes légères, c'est parce que la jurisprudence considère que ces fautes, peu graves en elles-mêmes, doivent être regardées comme particulièrement lourdes lorsqu'elles se retrouvent chez des personnes dont la vigilance et la prudence doivent constituer les qualités essentielles.

(32) Paris, 4 juil. 1907, D. 1908.5.6 et sur pourvoi, Req., 24 février 1909, D. 1911.1.241, et note Léonce THOMAS.

(33) Trib. La Roche-sur-Yon, La loi, 1909, p. 460.

(34) Lyon, 20 juin 1874.

La responsabilité personnelle des membres de l'enseignement peut encore être engagée pour manque de soins ou de précautions lorsqu'un enfant est victime, non plus d'un accident, mais d'une maladie. Sans doute, l'instituteur n'est pas, en principe, responsable des maladies, contagieuses ou non, que l'enfant confié à sa garde peut contracter. Il n'en est pas moins tenu, chaque fois que la victime ou ses ayants-cause apportent la preuve d'une faute lourde commise par le maître et démontrent la relation de cause à effet entre cette faute et le dommage éprouvé.

Ainsi, l'instituteur commet une faute engageant sa responsabilité personnelle lorsqu'il néglige de signaler une maladie aux parents et de prévenir le médecin (35). Au contraire, il ne sera pas responsable lorsqu'il n'aura commis qu'une faute de service, telle que celle d'autoriser un élève malade à rentrer dans sa famille, alors surtout que l'ordre de départ a été donné par le médecin de l'école (36).

Enfin l'instituteur échappe, conformément au droit commun, à toute responsabilité dès que l'accident dont un élève est victime, est imputable au fait personnel de l'enfant, en l'absence de toute faute, même légère, du maître (37).

4° *Enseignement défectueux de l'instituteur causant un préjudice à l'enfant* (38). — La responsabilité personnelle des membres du corps enseignant peut être, en dernier lieu, mise en jeu par l'enseignement qu'ils fournissent à leurs élèves.

(35) Paris, 12 mai 1898, G. Tribunaux, 2^e sem. 1898.2.373.

(36) Trib. de Moulins, G. des Tribunaux, 4 octobre 1896.

(37) Paris, 18 nov. 1933, D. H. 1933.122. — Trib. Correct. Seine, 8 mai 1905, G. P. 1905.2.224. — Trib. Correct. Seine, 23 avril 1869, D. 1869.5.341. — Conseil d'Etat, 16 mars 1932, Recueil 1932, p. 646, Aff. Lantelme. — Conseil d'Etat, 9 juil. 1929, Recueil 1929, p. 705, Aff. Fouquet.

(38) V. DE NESMES-DESMARETS. — *Op. cit.*, p. 255 et s.

Nous avons vu, dans la première partie de cet ouvrage (39) que la mission fondamentale des instituteurs était d'instruire convenablement les enfants à eux confiés, tout en collaborant avec les parents à leur éducation. Nous avons même dit qu'il y aurait lieu, sur le terrain de la logique pure, de présumer le défaut d'instruction ou d'éducation chaque fois que peut jouer l'art. 1384. A plus forte raison, admettons-nous que l'instituteur soit responsable de tout acte, parole ou écrit, susceptible de causer un préjudice moral à un ou plusieurs de ses élèves, à condition toutefois que ces actes ou ces propos constituent une faute personnelle.

La seule difficulté en la matière, est celle de savoir quand les propos ou faits incriminés cessent d'être des fautes de service pour devenir des fautes personnelles.

Il est évident tout d'abord que le maître ne peut être tenu comme responsable du préjudice qu'il cause à des enfants par son enseignement lorsqu'il se contente d'exécuter les ordres donnés par l'organisateur du service de l'enseignement -- ministre de l'Education Nationale pour l'enseignement public, chef de l'institution pour l'enseignement privé. Dans ce cas, en effet, il y a défaillance du service et non faute personnelle de l'instituteur.

A l'inverse, doctrine et jurisprudence sont unanimes à déclarer que la perpétration d'un fait délictueux engage, en toute hypothèse, la responsabilité du fonctionnaire qui s'en rend coupable. Il est donc certain que l'instituteur est personnellement responsable dès l'instant où les propos qui lui sont reprochés pourraient constituer des infractions prévues et sanctionnées par la loi pénale (40).

(39) Cf. *Supra*, p. 37 et s.

(40) Dijon, 11 déc. 1907, D. 1908.2.229, Aff. Morizot. — Cf. Trib. des Conflits, 2 juin 1908.3.57 et conclusions TARDIEU.

La discrimination entre la faute personnelle et la faute de service est plus délicate lorsque les paroles reprochées au maître, sans constituer un délit punissable, n'en sont pas moins inspirées par une moralité révoltante ou sont en contradiction flagrante avec la neutralité hautement imposée à l'école en matière religieuse. On peut, en effet, toujours se demander si les propos incriminés ne constituent pas le simple énoncé d'une opinion risquée, plus ou moins dangereuse et discutable, mais rentrant cependant directement dans la fonction d'enseignement confiée à l'instituteur. L'écueil est redoutable, mais non insurmontable : il suffit, pour établir cette discrimination délicate, de déclarer que l'instituteur, responsable de toutes ses fautes intentionnelles, même légères, sera encore tenu de celles-là de ses fautes non intentionnelles qui présenteront, aux yeux de la jurisprudence, un degré de gravité suffisant pour les rendre assimilables au dol.

De la même façon, les instituteurs ne peuvent être poursuivis à raison des dommages causés par les livres qu'ils ont mis entre les mains des enfants que si le demandeur parvient à prouver l'intention méchante ou immorale qui a présidé à la remise, ou encore la faute grossière et pertinente commise par eux.

L'étude de la jurisprudence à laquelle nous venons de nous livrer nous permet d'affirmer que les tribunaux, tant civils qu'administratifs, ne condamnent les membres du corps enseignant que lorsqu'on démontre à leur charge une faute personnelle caractérisée. Elle nous permet également de constater que pour établir la distinction, si nuancée et si délicate, de la faute de service et de la faute personnelle, les tribunaux s'en réfèrent au critérium proposé par LAFERRIÈRE. Sans doute, certains arrêts font allusion au but poursuivi par l'instituteur, mais les tribunaux ont toujours

eu le souci, dans le domaine qui nous occupe, de tempérer l'application de cette théorie par des considérations d'équité qui équivalent en pratique, dans l'hypothèse de la faute lourde, à la négation des principes si brillamment défendus par M. DUGUIT.

L'application, par la jurisprudence, de la notion de faute personnelle se détachant de la fonction à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public, devait nécessairement modifier les règles générales qui présidaient à la détermination des personnes responsables, des tribunaux compétents et, par suite, des principes à invoquer.

En ce qui concerne les personnes responsables, il semble qu'aucune difficulté sérieuse, autre que celle résultant de la distinction de la faute personnelle et de la faute de service, ne puisse s'élever. En fait, il n'en est rien et l'introduction de cette discrimination n'a pas manqué de susciter de véritables bouleversements, aussi bien en matière d'enseignement privé qu'en matière d'enseignement public.

A première vue, il semble que les principes qui régissent la responsabilité civile des instituteurs privés ne doivent en rien être affectés par une distinction qui a été élaborée par la jurisprudence administrative en considération de la qualité spéciale des fonctionnaires. Dès lors, il semble que, conformément au droit commun, puisse seul être mis en cause le maître qui a commis l'acte dommageable. Mais il ne faut pas oublier que, dans l'enseignement privé, le directeur de l'institution est le commettant des professeurs placés sous ses ordres et qu'il répond, de ce chef, des fautes commises par ses sous-verges (41). Or, le chef d'établissement est, en général, plus connu que ses collaborateurs et est souvent considéré comme plus solvable qu'eux. Il s'en-

(41) C. *supra*, p. 49.

suit que la victime mettra fréquemment en cause ce dernier. Mais la jurisprudence, habituée à rechercher si, en matière d'enseignement public, la faute de l'instituteur n'a pas été précédée d'une défaillance du chef de service, qui en a permis ou facilité la réalisation, aura tendance à examiner l'attitude du chef d'institution et à lui refuser tout recours contre l'agent fautif dès l'instant où une faute de service pourra lui être imputée. Cette solution, favorable à l'instituteur privé, l'est encore pour le directeur d'établissement. Nous verrons, en effet, dans le chapitre suivant, que la personne qui a la direction du service de l'enseignement est tenue uniquement des fautes de service qui sont en dehors des traditions, mêmes mauvaises, de l'administration.

Quant à l'enseignement public, le directeur de l'établissement n'est jamais — ou presque (42) — le commettant de ses collaborateurs. Il ne peut donc être poursuivi comme civilement responsable des actes fautifs commis par ses subordonnés. Il semble donc que, dans l'hypothèse d'une faute personnelle caractérisée, l'instituteur fautif puisse seul être mis en cause (43). Telle était bien, en effet, la solution qui prévalait pendant que subsistait le dogme, issu de la très ancienne théorie de l'infailibilité du roi, de l'irresponsabilité de l'Etat, donc de l'administration qui le représente. Mais lorsque cette irresponsabilité cessa d'être un dogme pour devenir d'abord un principe, puis une exception, on en vint à penser que l'Etat, responsable des fautes légères de ses agents, devait à fortiori répondre des fautes

(42) Cf. *supra*, p. 49.

(43) Dans ce cas, l'administration est obligée de faire connaître à l'intéressé le nom du fonctionnaire auteur de la faute: Conseil d'Etat, 7 juil. 1922, S. 1922.3.33.

lourdes ou dolosives commises par ses subordonnés au lieu et à l'occasion de la fonction. C'est là la doctrine dite « du cumul de la responsabilité de l'Etat et du fonctionnaire ». désormais bien assise en jurisprudence (44), et, de plus en plus largement admise par les auteurs (45). Elle trouve son fondement, dit M. Léon BLUM (46), dans le fait que « dans des cas très nombreux une faute de l'agent ayant authentiquement le caractère d'une faute personnelle n'est rendue possible ou n'engendre des conséquences dommageables à un tiers qu'en raison des conditions défectueuses de l'exécution du service ».

A cette idée, qui se rattache à la théorie des fautes, se mêle aussi une autre conception empruntée à la théorie du risque créé : « Même dans les hypothèses où l'agent a commis un fait personnel — dit M. HAURIOU (47) — c'est le ser-

(44) Cf. *Conseil d'Etat*, 12 février 1909, D. 1910.3.111. — *Conseil d'Etat*, 25 juin 1909, D. 1911.5.56. — *Conseil d'Etat*, 3 février 1911, D. 1913.3.26. — *Conseil d'Etat*, 16 juin 1914, D. 1920.3.1. — *Conseil d'Etat*, 26 juin 1918, S. 1918.1919.3.41 et note HAURIOU. — *Conseil d'Etat*, 9 nov. 1928, D. 1929.3.1, 2^e espèce, note APPLETON. — *Conseil d'Etat*, 9 juillet 1930, Rec. p. 707, Aff. Cretin précitée. — *Conseil d'Etat*, 23 janvier 1931, S. 1931.3.97. — *Conseil d'Etat*, 4 mars 1932, Rec. p. 274, Aff. Boucher.

Tribunal des Conflits, 2 mai 1914, Rec., p. 531, Aff. Ville Creuzot. — 8 nov. 1902. Aff. Loquen, V^o Dupeyroux, *op. cit.*, p. 261.

Cassation. — Civ. 30 déc. 1930. S. 1931.1.217 et note Bonnard. Civ. 3 mars 1931. G. P. 1931.2.30.

(45) Cf. MICHOUX. — Article *Revue de droit public* 1895, II, p. 282. — JÈZE. Articles *Revue de droit public*, 1910, p. 76 — 1914, p. 568 et s. — FLINIAUX. Articles *Revue de Droit public*, 1923, p. 23. — DUGUIT. Articles *Revue de Droit public*, 1923, p. 23. — HAURIOU. *Op. cit.*, p. 326 et s. — APPLETON. *Op. cit.*, n^o 236. — DEMOGUE. *Op. cit.*, t. V., n^o 1259, p. 582. — MAZEAUD. *Op. cit.*, t. III, n^o 2008, 3^e. — DUPEYROUX. Thèse, *op. cit.*, p. 245 et s.

(46) Conclusions Léon BLUM dans l'Aff. LEMONNIER. *Conseil d'Etat*, 26 juil. 1918, S. 1918.1919.3.41.

vice qui a mis la victime en contact avec l'agent coupable ». C'est donc l'Etat qui doit indemniser les administrés des conséquences dommageables de l'activité de ses fonctionnaires ou de ses agents, sauf à recourir contre l'auteur du dommage lorsque ce dernier a commis une faute personnelle.

Bien entendu, si le cumul des actions contre l'Etat et contre l'agent fautif est possible, le cumul des réparations ne saurait en aucune façon être admis (48).

Ayant déterminé les personnes responsables et ayant précisé les circonstances dans lesquelles elles peuvent personnellement être assignées, voyons devant quels tribunaux l'instance doit être engagée?

Là, encore, il est nécessaire de séparer l'enseignement privé de l'enseignement public.

En matière de responsabilité des membres du personnel enseignant, dans les établissements privés, aucune difficulté ne peut, quant à la compétence, être soulevée. Que le chef d'institution ou un de ses subordonnés aient commis une faute personnelle ou une faute de service, il s'agit, en toute hypothèse, de faire reconnaître par les tribunaux la responsabilité de simples particuliers, de simples citoyens. Les tribunaux judiciaires sont donc seuls compétents et, l'instance doit être engagée, conformément au droit commun, devant le tribunal du domicile du défendeur.

La même règle doit encore s'appliquer lorsqu'il s'agit de faire reconnaître la responsabilité d'un membre de l'enseignement public pour faute personnelle prouvée soit que

(47) HAURIOU. — *Op. cit.*, p. 328, note 1.

(48) La Haute Juridiction administrative a cherché à éviter ce cumul en subordonnant le paiement de l'indemnité accordée à la victime du dommage à la subrogation qu'elle est tenue de consentir au profit de l'Etat contre l'auteur responsable de l'accident.

la victime assigne directement le maître en réparation, soit que l'Etat se retourne, après avoir indemnisé la victime, contre l'agent fautif pour obtenir restitution des sommes dont il a lui-même fait l'avance.

Toutefois, si le défendeur entend se prévaloir de la théorie « du cumul des responsabilités » pour obtenir de l'Etat la réparation du préjudice par lui subi, l'action relève de la compétence exclusive des tribunaux administratifs : Dirigée contre le représentant de la personne publique qui assumait la direction du service au moment de l'accident (Ministre de l'Education Nationale représentant l'Etat — Préfet ou Maire dans l'hypothèse d'un accident survenu au cours d'un enseignement organisé pour le compte d'un département ou d'une commune (49), l'action doit alors être portée devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun en matière administrative.

Remarquons que suivant que l'action sera intentée devant la juridiction judiciaire ou la juridiction administrative, les principes utilisés pour trancher le litige, et partant l'appréciation de la responsabilité personnelle du maître différeront. Si l'instance est engagée devant les Tribunaux judiciaires, ceux-ci apprécieront la culpabilité du maître en tenant compte, conformément au droit commun, de l'intention qu'a eue l'instituteur, de son intelligence, de sa situation, de son milieu. Au contraire, si le litige est soumis à l'appréciation du Conseil d'Etat, celui-ci rejettera l'application des principes du droit commun des art. 1382 et 1383, considérés comme trop étroits, pour se placer uniquement sur le terrain de l'équité. De telle sorte qu'il peut fort bien arriver que le Conseil d'Etat, constatant la faute person-

(49) Conseil d'Etat, 5 février 1936, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 14 mars 1936, Aff. Ville de Lyon.

nelle d'un maître, condamne l'Etat alors que les tribunaux judiciaires devant lesquels l'Etat exerce son action récursoire, refusent de reconnaître la responsabilité personnelle de l'instituteur, par exemple, parce que le lien entre la faute et le préjudice ne leur paraît pas suffisamment étroit.

De même, suivant que la connaissance de l'action sera confiée aux tribunaux judiciaires ou aux tribunaux administratifs, l'administration de la preuve sera totalement différente : Dans le premier cas, en effet, le particulier devra apporter la preuve intégrale de ses allégations ; dans le second cas, au contraire, il lui suffira de fournir un commencement de preuve, le juge administratif se chargeant lui-même, pour la plus grande-part, de l'instruction.

Par là, on comprend tous les avantages que la victime peut avoir à exercer son action contre l'Etat, même dans l'hypothèse où il est certain que l'instituteur public a commis une faute personnelle. Aussi ne faut-il pas s'étonner de la multiplication des poursuites contre l'Etat, même pour des actes ayant au plus haut degré le caractère d'actes personnels. Dans le domaine de l'enseignement public, comme dans beaucoup d'autres domaines, nous assistons de plus en plus à une prise en charge par l'Etat de tous les dommages causés par ceux de ses agents qui enseignent en son nom, l'Etat jouant vis-à-vis des administrés le rôle d'un véritable assureur.

CHAPITRE DEUXIEME

DE LA RESPONSABILITE DES ACCIDENTS DUS A UNE DEFAILLANCE PROUVEE DU SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

Il arrive fréquemment qu'une défaillance de l'administration scolaire, ne constituant pas une faute personnelle susceptible d'engager la responsabilité personnelle de son auteur, cause un préjudice à un élève. Cela peut même se produire dans l'hypothèse d'un accident causé par un élève à un condisciple (1). Ex. enfant blessé au cours d'une bousculade provoquée par l'étroitesse excessive d'un escalier ou d'une porte de sortie. Mais la victime est alors suffisamment protégée par la présomption de faute qui pèse sur l'instituteur (art. 1384 § 4) et qui lui permet de recourir contre l'Etat (Loi de 1899) ou contre le directeur de l'institution privée (art. 1384 § 3) sans avoir aucune preuve à administrer. Aussi nous occuperons-nous exclusivement, dans ce chapitre, des dommages subis par les élèves et dus à une défaillance prouvée du service.

(1) Cf. Alger, 1^{er} déc. 1902. S. 1904.2.12.

Conseil d'Etat, 12 février 1931. Rec., p. 167, Aff. Lhomme. — Conseil d'Etat, 16 janv. 1935, *Journal des instituteurs ou des institutrices*, 2 mars 1935, Aff. Pointier (sol. impl.)

À qui incombera, dans cette hypothèse, la charge de l'indemnisation du préjudice ?

Il faut ici se garder de commettre une confusion entre les sources diverses des accidents :

Tantôt le dommage est dû uniquement à la construction défectueuse des bâtiments scolaires ou de leurs dépendances, ou au défaut d'entretien des dits locaux : Il y a alors faute caractérisée, non plus de l'instituteur chargé de la surveillance au moment de l'accident, mais de la personne publique ou du particulier à qui incombe le soin de construire et d'entretenir les locaux scolaires. C'est donc cette personne ou ce particulier qui assurera la réparation du dommage.

Tantôt, au contraire, le préjudice a sa source dans le mauvais fonctionnement du service de l'enseignement, abstraction faite de toute idée de dommage imputable à l'état des bâtiments d'école : il y a alors faute de service et la personne responsable est celle qui est chargée d'assurer l'organisation du service de l'enseignement.

Nous allons examiner successivement ces deux hypothèses dans deux paragraphes distincts.

SECTION I. — DE LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS DUS AU MAUVAIS ÉTAT DES LOCAUX SCOLAIRES

La construction défectueuse des locaux scolaires ou de leurs dépendances, le mauvais état des bâtiments ou des cours d'école provoquent de nombreux accidents et donnent lieu à de fréquents procès. Mais la solution des différents problèmes qui se posent en cette matière est relative-

ment aisée: A l'origine du préjudice on trouve, en effet, dans les différentes hypothèses envisagées ici, une faute caractérisée qui engage, par simple application des articles 1382 et 1383 du Code Civil, la responsabilité de la personne qui s'en rend coupable. La détermination du responsable doit donc se faire d'après les principes généraux gouvernant la responsabilité du fait de l'homme.

Sera donc responsable du dommage survenu à un enfant du fait d'une construction défectueuse ou d'un défaut d'entretien des locaux scolaires, la collectivité ou le particulier pour le compte de qui ont été construits les bâtiments ou à qui incombe le soin de les maintenir en bon état.

Dans l'enseignement privé, le responsable sera le plus souvent le chef de l'institution, propriétaire de l'établissement. Toutefois, si le directeur de l'institution est un simple locataire des bâtiments scolaires, il faut distinguer : si le locataire est tenu, de par son contrat, d'entretenir l'immeuble et si l'accident est dû à un défaut d'entretien, la charge de la réparation du préjudice doit lui incomber ; si, au contraire, l'accident provient d'un vice de construction, la responsabilité pèse sur le propriétaire des locaux.

Dans l'enseignement public, la collectivité responsable sera, dans la presque totalité des cas, la commune sur le territoire de laquelle s'élèvent les bâtiments scolaires. Les communes sont, en effet, propriétaires de la plupart des établissements scolaires: écoles primaires, écoles primaires supérieures, collèges, lycées, etc... L'Etat ne sera responsable que, dans les rares hypothèses, où il est personnellement propriétaire de l'immeuble scolaire: grandes écoles militaires ou civiles. Il semble donc que l'Etat ne devrait être mis en cause que très rarement. En fait, si on consulte le recueil des arrêts du Conseil d'Etat, on s'aperçoit que l'Etat est fréquemment actionné par la victime en même temps que la

commune. Mais alors il est responsable, non plus en tant que propriétaire des locaux chargé de leur entretien, mais en tant que chef du service public de l'enseignement chargé de veiller à son bon fonctionnement: Cette responsabilité sera étudiée dans la section suivante.

La personne responsable du préjudice causé par un défaut d'entretien ou de construction des bâtiments d'école étant déterminée, quelle preuve la victime doit-elle apporter pour obtenir réparation?

Conformément au droit commun, le demandeur doit établir le préjudice par lui subi, le défaut d'entretien ou le vice de construction de l'immeuble scolaire ou de ses dépendances, et le lien de causalité entre ces deux faits (2).

Que faut-il entendre par défaut d'entretien ou vice de construction? Quelques exemples tirés de la jurisprudence vont nous permettre de préciser.

Il y a vice de construction lorsque les bâtiments scolaires ont une disposition présentant des dangers permanents pour les enfants (escaliers trop étroits, trottoirs glissants, fenêtres d'un premier étage trop à la portée des enfants, rampes trop basses, etc...) et lorsque le constructeur n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité des élèves. Ainsi la ville de Paris est condamnée pour

(2) On peut se demander si la victime est tenue d'apporter la preuve d'une faute du propriétaire des locaux ou si elle peut, au contraire, se prévaloir des dispositions de faveur de l'art. 1386 du Code Civil, lorsque le dommage est dû à la ruine d'un immeuble, ou de celles plus favorables encore de l'art. 1384, § 1, si le dommage est causé par une « chose inanimée » ? Mais ces textes joueront très rarement car ils ne peuvent être invoqués devant la juridiction administrative.

Sur cette question voir les remarquables conclusions de l'avocat général CAVARROC, sous Riom, 18 juillet 1928, G. P. 1928.2.784.

avoir installé un vitrage, non protégé par une grille, dans une cour de récréation (3). De même le propriétaire d'un atelier-école d'apprentissage est déclaré responsable de l'accident survenu à un des élèves, obligé, par suite de la mauvaise disposition des lieux, de passer devant une table où se martellent des pièces d'acier incandescent, pour accéder à l'armoire aux outils (4).

Le dommage est encore dû à un vice de construction lorsque la ruine de tout ou partie d'un immeuble scolaire est la conséquence de la mauvaise exécution des travaux de construction. Il en est ainsi notamment lorsqu'un élève est écrasé par la chute d'un des pilastres soutenant la grille de la porte d'honneur du collège communal d'Ajaccio (5).

Quant au défaut d'entretien des bâtiments scolaires il peut porter soit sur les locaux proprement dits, soit sur la cour de récréation.

Tantôt, en effet, l'accident est dû au mauvais état de l'immeuble lui-même, le propriétaire négligeant d'effectuer les réparations nécessaires pour assurer la sécurité des enfants. Ce sera le cas, par exemple, pour le dommage dû à la chute par suite de vétusté, d'un mur de clôture, d'un toit délabré ou d'une branche d'arbre morte depuis longtemps.

Tantôt, au contraire, l'accident est dû au mauvais état de la cour de récréation, où les enfants prennent leurs ébats, soit que la personne responsable de son entretien, y ait laissé des pierres avec lesquelles un enfant a été blessé (6)

(3) Trib. Seine, 17 janvier 1896, *Le droit*, 25 avril 1896. Cpt. Trib. Seine, 5 nov. 1896, D. 1896.2.472, qui, dans des circonstances analogues, condamne le proviseur du Lycée Charlemagne.

(4) Trib. Civil Toulouse, 24 mars 1919, G. Trib. Midi du 6 juillet 1919.

(5) Civ., 21 janv. 1918, D. 1918.1.9.

(6) Conseil d'Etat, 22 nov. 1933. Rec. p. 1085, Aff. ROYER.

soit que la ville, ayant fait creuser un puits d'aération, profond de trois mètres, sans en protéger l'orifice par une grille, une jeune fille soit tombée et se soit fracturé la cheville (7) soit qu'un accident ait été causé par l'état défectueux d'une plaque de fonte qui recouvrait un regard d'eau existant dans la cour d'un lycée (8). Ainsi, chaque fois que le mauvais état du sol de la cour de récréation d'un établissement scolaire cause ou aggrave la chute d'un enfant, la responsabilité de la personne chargée de l'entretien de cette cour est engagée, ainsi d'ailleurs que celle de la personne à qui incombe la tâche de veiller à ce que toutes les mesures de sécurité indispensables soient prises (9).

Au contraire, ne constitue ni un vice de construction, ni un défaut d'entretien des bâtiments scolaires, le fait pour une ville de protéger de jeunes arbres, plantés dans la cour, par une ceinture de buissons épineux auxquels un enfant est venu se blesser en jouant (10). Il s'ensuit que la responsabilité de la ville ne saurait être engagée. Seul l'Etat peut être rendu responsable, par application de la théorie de la faute de service, d'un accident dû au mauvais fonctionnement du service de l'enseignement.

Ainsi se trouve précisée, par la jurisprudence civile ou administrative, la question si importante de la preuve à apporter quand on invoque, dans une instance, un vice de construction ou un défaut d'entretien des bâtiments scolaires.

(7) Conseil de Préfecture Châlons-sur-Marne, 12 nov. 1930, G.P. 1931.1.100, et sur appel, Conseil d'Etat, 16 janvier 1935, *L'Ecole et la vie*, 8 juin 1935. Aff. ville de Mézières.

(8) Conseil d'Etat, 20 février 1929, Rec. p. 218, Aff. consorts Rome.

(9) Conseil d'Etat, 4 novembre 1927, D. 1929.3.56: *Elève blessé en tombant sur des cailloux en saillie*.

(10) Conseil d'Etat, 23 nov. 1917, S. 1924.3.15, Aff. ville de Toulouse.

Quels seront alors, dans cette hypothèse, les tribunaux compétents ?

Il est évident que la juridiction judiciaire a seule qualité pour connaître des litiges qui peuvent naître en matière d'enseignement privé: Le tribunal compétent sera alors celui de la situation de l'immeuble.

Que décider lorsque l'action, au lieu d'être dirigée contre un simple particulier est dirigée contre une collectivité publique ? La compétence judiciaire, longtemps reconnue pour les actions intentées contre les communes (11), est définitivement abandonnée, même par la jurisprudence judiciaire (12) depuis un arrêt du tribunal des conflits du 29 février 1908 (13). Ceci est fort juste: Le principe de la séparation des pouvoirs interdit, en effet, aux tribunaux judiciaires de connaître des actes administratifs. Or, la personne publique qui assure l'exécution et l'entretien des bâtiments scolaires accomplit, ce faisant, un acte administratif (14).

La connaissance de cet acte doit donc être réservée à la juridiction administrative. Mais alors devant quel tribunal doit être portée l'action? Est-ce devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun, ou devant le Conseil de Préfecture? Aucun doute n'est possible. L'art. 4, alinéa 3, de la loi du 28 pluviôse an VIII, attribue formellement aux Conseils de Préfecture le contentieux des travaux publics. Par suite, c'est devant le Conseil de Préfecture du lieu de la situation de l'école où s'est produit l'accident que devra être assignée la commune ou plutôt le maire, son représentant; c'est

(11) Cf. Trib. Seine, 17 janvier 1896, précité.

(12) Civ., 21 janvier 1918, D. 1918.1.9.

(13) Trib. Conflits, 29 février 1908, S. 1908.3.97.

(14) Cass., 19 avril 1907, D. 1910.1.492.

d'ailleurs ce qui a été fréquemment jugé, tant par la jurisprudence civile (15) que par la jurisprudence administrative (16).

Bien entendu, le Conseil de Préfecture ne peut jamais connaître d'une action en garantie, bien que l'action principale entre dans sa compétence, si le recours est fondé sur un droit dont la connaissance ne lui est pas expressément réservée, par exemple sur un défaut de surveillance de l'institutrice (17).

SECTION II. — DE LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS DUS A UNE FAUTE DE SERVICE

Le préjudice subi par un élève dans un établissement scolaire peut avoir sa source dans le mauvais fonctionnement du service, abstraction faite de toute idée de dommages imputables à l'état des bâtiments d'école: L'accident peut être dû soit à une défaillance de la personne qui assume la direction du service de l'enseignement, soit à une défaillance de l'instituteur provoquée ou tout au moins aggravée par une faute antérieure de l'administration scolaire.

(15) Cass., 19 avril 1907, D. 1910.1.492. — Civ., 21 janv. 1918, D. 1918.1.9.

(16) Conseil d'Etat, 4 janvier 1928, G.P. 1928.1.286. — Conseil d'Etat, 30 janvier 1929, G.P. 1929.1.488. — Conseil d'Etat, 20 février 1929, Rec., p. 218, Aff. Rome. — Conseil d'Etat, 21 mai 1931, G.P. 1931.2.419. — Conseil d'Etat, 16 nov. 1934, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 8 déc. 1934.

(17) Cf. Conseil Préfecture Châlons-sur-Marne, 12 nov. 1930, G.P. 1931.1.100. — Conseil Préfecture Seine, 1^{er} février 1927, G.P. 1927.1.489.

En premier lieu, le dommage peut avoir pour cause unique une défaillance prouvée de la personne publique ou privée à qui incombe le soin de veiller au bon fonctionnement du service, c'est-à-dire l'Etat pour les établissements publics, ou le chef d'institution, pour l'enseignement privé. Cette personne a le devoir de s'assurer que toutes les mesures de sécurité indispensables pour éviter les accidents ont bien été prises (18). Si elle n'exécute pas convenablement cette obligation de surveillance et de contrôle, elle commet une faute engageant sa propre responsabilité.

Ainsi, si l'établissement et l'entretien des bâtiments scolaires et de leurs dépendances incombent à la commune ou au propriétaire des immeubles, le directeur du service est tenu de veiller à ce que les locaux d'école soient dans état tel que les élèves n'y soient exposés à aucun danger. C'est là, remarquons le bien, une responsabilité indirecte qui ne fait jamais disparaître la responsabilité principale de la personne chargée de la construction et de l'entretien de l'école. La responsabilité du chef de service, en tant que chargé de veiller au bon fonctionnement du service, et celle du propriétaire des locaux scolaires, en tant que chargé de maintenir les immeubles en bon état, se trouvent alors concurremment engagées. C'est ce qui a été fréquemment jugé par les tribunaux, surtout en matière d'enseignement public (19). (Dans l'enseignement privé le chef d'institution

(18) En ce qui concerne l'enseignement public, cette obligation est mise à la charge de l'Etat par la loi du 3 octobre 1886, le décret et l'arrêté ministériel du 18 janvier 1887 (Code PICHARD, p. 54 et p. 669 et s.). — Instructions concernant les locaux, le mobilier et le matériel des écoles publiques.

(19) Règle posée pour la première fois par un arrêt du Conseil d'Etat du 4 juin 1920, Rec., p. 558. La haute juridiction a procédé à une ventilation entre l'Etat et la commune de Savigny-sur-Braye.

Cf. Conseil d'Etat, 21 mai 1931, G. P. 1931.2.419.

Conseil d'Etat, 4 nov. 1927, D. 1929.3.56, et note BIENVENUE.

étant presque toujours chargé à la fois de l'entretien des locaux et de la direction du service, le cumul de responsabilité ne se produit pas).

La responsabilité du directeur du service de l'enseignement sera encore engagée lorsque l'administration scolaire n'aura pas exigé que le mobilier scolaire soit dans un état tel qu'il ne puisse causer aucun dommage aux enfants. Il en sera ainsi notamment lorsque le chef de service n'aura pas veillé à ce que le chauffage des bâtiments scolaires soit assuré de façon à n'exposer les enfants à aucun danger. Par application de ce principe, l'Etat a été rendu responsable de la mort d'un enfant de 9 ans dont les vêtements avaient pris feu au contact d'un poêle porté au rouge, « considérant, dit l'arrêt, que ledit accident a eu pour cause la faute qu'a commise le service de l'Etat en n'exigeant pas que, conformément aux règlements, ce poêle fût entouré d'une grille protectrice, sans laquelle ledit poêle, placé à la portée de très jeunes enfants, constituait un danger permanent » (20).

Remarquons que la responsabilité de la commune ne saurait être ici engagée puisque l'accident ne peut être attribué ni à la construction défectueuse de l'école ou de ses dépendances ni à leur défaut d'entretien (21).

Le directeur du service de l'enseignement commet encore une faute engageant sa responsabilité lorsqu'il néglige de

(20) Conseil d'Etat, 21 mai 1931, Rec. 1931, p. 560, Aff. SÉBAULT.

(21) Dans ce sens: Conseil d'Etat, 21 mai 1931, précité.

V^o cependant: Conseil d'Etat, 16 nov. 1934, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 8 déc. 1934, Aff. Jean, qui paraît considérer que le dommage est dû à un mauvais fonctionnement d'un ouvrage public et renvoie le sieur Jean devant le Conseil de Préfecture. Mais l'accident (enfant blessé par les éclats de verre d'une bouteille qui servait à verser de l'eau dans le récipient que l'on place habituellement sur les poêles) s'était produit à l'occasion du chauffage et non par le fait du chauffage.

s'assurer du bon fonctionnement et du parfait état du matériel d'enseignement. Par suite, l'Etat est responsable de l'accident survenu à un élève d'une école publique d'apprentissage (doigt pris dans l'engrenage d'une machine), lorsqu'il n'a pas exigé, conformément aux dispositions du code du travail à cet égard, que les appareils fussent recouverts d'une gaine protectrice (22).

En second lieu, le dommage peut avoir été causé par une défaillance de l'instituteur présentant le caractère d'une faute de service. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que d'après le critérium de LAFERRIERE, admis en cette matière, par la jurisprudence, constituent des fautes de service, les fautes non intentionnelles légères. Nous avons dit également que l'instituteur public, responsable de ses fautes personnelles, devait être exonéré de ses fautes de service (23). Sans doute, dans toutes ces hypothèses, il commet personnellement une faute, mais cette faute n'est que la conséquence logique d'une mauvaise organisation du service: L'instituteur doit donc en être exonéré: Est seul responsable le directeur du service qui, par sa négligence ou son incurie, a permis à un de ses agents de commettre un acte dommageable.

C'est ce qui a été décidé dans l'hypothèse où un instituteur public s'est rendu coupable d'un léger défaut de surveillance, que cette négligence soit imputable au maître lui-même (24) ou au nombre insuffisant de surveillants (25).

(22) Conseil d'Etat, 18 juil. 1930, Rec. 1930, p. 769, Aff. Moreau.
Conseil d'Etat, 5 février 1936, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 14 mars 1936.

(23) Nous croyons qu'il doit en être ainsi même pour les membres de l'enseignement privé.

(24) Conseil d'Etat, 20 juillet 1935, *Journal des Instituteurs et des Institutrices*, 4 janv. 1936. (*Elève blessé à l'œil gauche par un éclat*

Le directeur du service de l'enseignement doit encore être rendu responsable lorsque l'instituteur commet une imprudence légère, provoquée par une faute de l'administration scolaire. Il en est ainsi notamment lorsqu'une institutrice publique distribue des drapeaux armés de pointes à de jeunes enfants, réunis en grand nombre, dans la cour de l'école: L'Etat est responsable si l'un des élèves se blesse à l'œil avec la pointe métallique d'un de ces drapeaux (26). C'est uniquement parce que le Directeur de l'école municipale d'agriculture de Cibeins n'avait commis aucune faute de service en confiant à un élève de 16 ans un jeune cheval que le Conseil d'Etat a refusé d'annuler la décision du Conseil Municipal de Lyon qui rejetait la demande d'indemnité du père de la victime (27).

La responsabilité du directeur du service de l'enseignement est enfin engagée lorsque l'accident est dû à une absence de précautions, constituant une faute du service public. Ainsi, l'Etat a été déclaré responsable de la blessure occasionnée à un élève par un éclat provenant de l'explosion, au cours d'une expérience de physique, d'un ballon de verre, « considérant, dit l'arrêt, que l'accident est uniquement dû à une absence de précautions correspondant à un fonctionnement défectueux du service de l'enseignement

métallique). — Conseil d'Etat, 5 février 1936, précité. — Lyon, 15 déc. 1909, D. 1911.2.254.

(25) Cf. Conseil d'Etat, 19 janvier 1934, D. H. 1934, p. 184.

Cf. dans l'hypothèse d'un accident *causé*: Besançon, 27 janv. 1909, D. 1911.2.143. Nîmes, 21 mai 1917, G. Trib. 1918.2.248.

(26) Conseil d'Etat, 19 nov. 1927, Rec. p. 1081-82, Aff. Colas.

Conseil d'Etat, 16 janv. 1935, *L'Ecole et la vie*, 8 juin 1935.

(27) Conseil d'Etat, 5 février 1936, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 14 mars 1936.

Conseil d'Etat, 16 nov. 1934, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 8 déc. 1934, Aff. Jean.

primaire » (28). De même, c'est parce que toutes les précautions avaient été prises et qu'aucune faute ne pouvait être établie dans l'organisation et le fonctionnement du service de santé de l'école militaire préparatoire de Saint-Hippolyte du Fort que le Conseil d'Etat a rejeté la demande d'indemnité formée par le père d'un élève qui avait contracté une maladie épidémique (29).

En résumé, on voit que la responsabilité de la personne qui assume la direction du service de l'enseignement et notamment de l'Etat, est engagée dès l'instant où l'administration scolaire représentée par les inspecteurs, directeurs départementaux ou par le chef de l'institution commet une défaillance dans l'organisation du service ou encore dès l'instant où l'instituteur se rend coupable d'une faute de service.

Bien entendu, la responsabilité du directeur du service disparaît, conformément au droit commun, lorsque l'accident survenu à l'enfant est dû à l'imprudence de la victime, par exemple, lorsque celle-ci n'a pas observé les dispositions du règlement relatif au port de lunettes protectrices.

(28) Conseil d'Etat, 8 janv. 1936, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 15 fév. 1936. Aff. Foulquier.

Cf. Conseil d'Etat, 27 nov. 1928, Rec., p. 992, Aff. COUDURIER-CURVEUR (*Accident de manège survenu à un lycéen pendant un cours d'équitation*).

(29) Conseil d'Etat, 25 février 1931, Rec., p. 219, Aff. Biscarat.

Cf. Conseil d'Etat, 10 mai 1933, Rec., p. 501, Aff. Albeau (*Elève blessé en exécutant un saut normal, au cours d'une leçon de gymnastique*). — Conseil d'Etat, 14 juin 1933, Rec., p. 629, Aff. GROSYEUX. — Conseil d'Etat, 16 nov. 1934, *Journal des instituteurs et institutrices*, 8 déc. 1934, Aff. Jean. — Cons. d'Etat, 16 janv. 1935, *Journal des instituteurs et institutrices*, 2 mars 1935, Aff. Pointier (*élève blessé à l'œil par une branche d'arbuste*). — Conseil d'Etat, 20 février 1935, *L'Ecole et la vie*, 13 avril 1935, Aff. Vézinet. — Conseil d'Etat, 16 oct. 1935, *Manuel Général*, 4 janvier 1936 (*élève décédé au cours d'une partie de football*).

ces (30) ou n'a pas tenu compte des instructions données par le professeur pour l'exécution du travail (31).

Quels sont alors les tribunaux compétents pour connaître des actions fondées sur une défaillance prouvée du service ?

Si l'action est dirigée contre un membre de l'enseignement privé, le tribunal compétent est celui du domicile du chef de l'institution, et ce sera, suivant que la demande excède ou n'excède pas la somme de 4.500 francs, le tribunal civil ou le juge de paix.

Si l'instance est introduite contre un membre de l'enseignement public, elle doit être dirigée contre la décision de rejet d'indemnité du Ministre de l'Education Nationale : L'action doit alors être portée devant la juridiction administrative (32) et relève de la compétence exclusive du Conseil d'Etat, juge de droit commun en matière administrative (33).

**

On voit par la longue étude que nous venons de faire, toutes les difficultés que soulève la détermination du tribunal compétent pour statuer sur les actions en indemnité pour accidents survenus aux enfants des établissements scolaires: La compétence est judiciaire lorsque l'accident est dû à une faute personnelle du maître, se détachant de l'exercice de ses fonctions ou lorsque l'action est dirigée contre un membre de l'enseignement privé. Elle est administrative lorsque le dommage provient d'une défaillance

(30) Conseil d'Etat, 16 mars 1932, Rec., p. 646, Aff. Lantelme.

(31) Conseil d'Etat, 9 juil. 1929, Rec., p. 705, Aff. Fouquet.

(32) Agen, 18 févr. 1935, *Journal des instituteurs et des institutrices*, 8 juin 1935.

(33) Conseil d'Etat, 6 mars 1914, Rec. p. 316, Aff. Papon. — Conseil d'Etat, 30 juil. 1920, Rec., p. 782, Aff. Godet. — Conseil d'Etat, 22 juil. 1922, Rec., p. 750, Aff. Ville de Montauban.

prouvée du service de l'enseignement public; dans ce cas l'action doit être soumise à l'appréciation, en premier ressort, du Conseil de Préfecture du lieu de l'accident lorsque le préjudice a sa source dans un vice de construction ou un défaut d'entretien des locaux scolaires, et à la connaissance, en premier et dernier ressort, du Conseil d'Etat dans toutes les autres hypothèses.

Bien entendu, ces diverses actions ne sont pas exclusives l'une de l'autre: on conçoit parfaitement qu'un même accident puisse donner lieu à deux instances, soit devant les tribunaux administratifs à raison du cumul de la responsabilité du service et de la responsabilité du maître de l'ouvrage public, soit à la fois devant les tribunaux judiciaires et les tribunaux administratifs en cas de cumul de deux actions ressortissant à la compétence respective de ces deux ordres de juridiction (34).

Cette solution, dit M. le Professeur BIENVENCE, dans une note remarquable (35) « aboutit dans la pratique à des complications fâcheuses, puisqu'elle oblige la victime d'un accident à former deux actions devant deux juridictions distinctes pour obtenir réparation du dommage causé par le même fait. Mais il faut reconnaître qu'elle procède d'une analyse serrée des réalités et qu'elle a une base juridique absolument inattaquable ».

Ce sont d'ailleurs ces difficultés de compétence et l'impossibilité souvent absolue pour la victime de savoir à l'avance devant quel tribunal son action doit être engagée, qui ont conduit la jurisprudence et la doctrine à admettre de plus en plus largement la responsabilité de l'Etat pour tou-

(34) Conseil d'Etat, 4 juin 1920, Rec., p. 558, Aff. commune de Savigny-sur-Braye.

(35) Note sous Conseil d'Etat, 4 nov. 1927, D. 1929-3-56.

tes les fautes accomplies par ses agents, dans l'exécution ou à l'occasion de leurs fonctions.

Une évolution très nette se dessine en jurisprudence, permettant de présumer que, dans un avenir prochain, toutes les fautes des instituteurs publics devront être soumises à l'appréciation des tribunaux administratifs de la même façon qu'à l'heure actuelle, tous les faits des membres de l'enseignement privé relèvent de la compétence exclusive de la juridiction judiciaire. Est-ce à dire que la distinction de la faute de service et de la faute personnelle cessera prochainement de présenter quelque utilité? Que non pas. Les instituteurs publics continueront, comme par le passé, à répondre de leurs fautes personnelles devant les tribunaux judiciaires, non plus vis-à-vis des particuliers lésés par leur fait, mais vis-à-vis de l'Etat, subrogé dans les droits et actions de ceux qu'il aura préalablement indemnisés.

Ainsi sera réalisée, sous l'impulsion à la fois si souple et si hardie du Conseil d'Etat, la conciliation harmonieuse et équitable des intérêts des particuliers, et de ceux, non moins légitimes, des membres de l'enseignement public.

TROISIÈME PARTIE

DE L'ASSURANCE DES ACCIDENTS CAUSES OU SUBIS PAR LES ELEVES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT (1)

L'étude que nous venons de terminer nous a montré la fréquence des accidents scolaires et la diversité presque infinie des faits susceptibles de causer un dommage aux élèves. Elle nous a également prouvé que la responsabilité des membres de l'enseignement était fréquemment retenue pour faute personnelle se détachant de la fonction. Elle nous a permis enfin de constater que, malgré la présomption de faute de l'art. 1384 § 4 et la facilité avec laquelle les tribunaux condamnent l'Etat, la victime d'un accident scolaire ne trouve pas toujours en face d'elle un responsable tenu de réparer le préjudice par elle subi.

Dès lors, il est aisé de comprendre qu'instituteurs et pa-

(1) Nous tenons à remercier MM. PILETTE, Directeur de l'Union Solidariste Universitaire; AURIOL, Directeur de l'Union Mutualiste Universitaire; CAMPAN, Président de l'autonome de la Haute-Garonne; THERON, président de l'autonome de l'Hérault; LEENHARDT, Directeur des Assurances Générales à Montpellier et Mme Veuve BOYER, Directrice de l'Institution Gonthier à Montpellier, qui ont bien voulu nous apporter l'aide la plus efficace pour cette étude et ont accepté de nous communiquer leurs polices d'assurances.

rents aient cherché à se protéger contre les risques que peut faire naître à leur charge l'activité dommageable des élèves. Pour ce faire, ils ont eu recours à l'assurance, c'est-à-dire à un système, fondé sur la solidarité humaine et sur le calcul des probabilités, qui permet de répartir entre de nombreuses personnes la charge de la réparation d'un préjudice subi par un seul particulier.

Une étude, même sommaire, des assurances sortirait, par son étendue, du cadre de cet ouvrage. Aussi nous bornerons-nous à en donner une définition et à en signaler les principaux caractères.

L'assurance est « un contrat par lequel une personne appelée assureur, promet à une autre qui est l'assuré, une prestation subordonnée à la réalisation d'un risque déterminé, et ce moyennant une somme appelée prime ou cotisation » (2).

L'assurance est un contrat synallagmatique : l'assuré s'engage à verser la prime, l'assureur à effectuer certaines prestations.

C'est un contrat consensuel, parfait par le seul accord des parties, mais qui doit être obligatoirement constaté par écrit.

C'est enfin un contrat aléatoire, en ce sens que la chance de perte ou de gain de chacun des contractants dépend de la réalisation d'un événement incertain.

Quant au caractère indemnitaire de ce contrat, la doctrine est restée longtemps très divisée. Toutefois, dès le début du XX^e siècle, la majorité des auteurs reconnaissaient ce caractère aux contrats d'assurance de dommages, autrefois désignées par le nom « assurance de choses » (Ex. : une assurance de responsabilité, par laquelle une person-

(2) Cf. PLANIOL, RIPERT et LEPARGNEUR. — *Op. cit.*, t. XI, p. 559.

ne s'assure contre les dommages qu'elle peut « causer » directement ou indirectement à la personne ou aux biens d'autrui) tandis qu'ils le refusaient aux assurances de personnes, encore appelées par les compagnies « assurances individuelles » (Ex.: Une assurance contre les accidents, par laquelle un individu s'assure contre les dommages qu'il peut « subir » dans sa personne). Cette solution est devenue indiscutable depuis le vote de la loi du 13 juillet 1930 en ce qui concerne les assurances terrestres (art. 28 pour les assurances de dommages. Art. 54 pour les assurances de personnes). Fréquemment d'ailleurs une police d'assurance contient en même temps une assurance de dommages et une assurance contre les accidents.

Avant de quitter le domaine des généralités, il nous reste à dire quelques mots des risques garantis. Toute assurance suppose un risque au moins futur ou éventuel (art. 39, alinéa premier, loi 1930) ; ce risque peut d'ailleurs revêtir des formes très diverses: Tantôt il consiste dans un événement de force majeure, tantôt dans un cas fortuit, tantôt dans une faute légère ou même lourde, non intentionnelle, de l'assuré, tantôt enfin dans le fait d'un tiers étranger au contrat. Seule l'assurance « de la faute intentionnelle ou dolosive » est prohibée (art. 12 et 62, loi 1930). Toutefois, cette prohibition ne s'applique que si la faute est intentionnelle ou dolosive par rapport à l'assuré. Elle ne joue pas lorsque la faute intentionnelle a été commise par une personne dont l'assuré répond (art. 13, loi 1930). Ainsi, les instituteurs ou les parents ne peuvent pas s'assurer contre les conséquences dommageables de leurs fautes intentionnelles, mais ils peuvent valablement se garantir contre les préjudices causés par le dol des enfants dont ils ont la garde.

Tels sont, sommairement rappelés, les principes fondamentaux qui régissent actuellement le domaine de l'assurance.

Nous allons maintenant étudier les assurances contre les risques scolaires. Une remarque préliminaire s'impose : en matière d'assurance, la distinction classique entre l'hypothèse de l'accident causé par l'élève et celle de l'accident subi cesse de s'appliquer (3). Aussi, examinerons-nous dans deux paragraphes distincts, non pas les assurances contre les accidents causés et celles contre les accidents subis, mais bien la façon dont les universitaires se sont garantis contre les risques de leur profession, et la façon dont les parents ont assuré, en toute hypothèse, l'indemnisation des dommages causés ou subis par leurs enfants.

(3) L'élève victime d'un accident causé par un de ses condisciples peut exercer son recours, soit contre la Compagnie d'assurances en invoquant son « assurance individuelle », soit contre l'enfant auteur du dommage. Dans le cas où l'auteur de l'accident est lui-même assuré, la victime peut-elle cumuler les deux recours et par suite toucher deux indemnités de la même Compagnie ? En pure logique, il semble bien que oui ; mais la plupart des polices d'assurances scolaires interdisent ce cumul et spécifient que si la victime exerce son recours contre l'auteur de l'accident, la Compagnie cessera d'être tenue au paiement des indemnités prévues par l'assurance contre les accidents de la victime, pour répondre seulement du versement des sommes stipulées par l'assurance de responsabilité de l'auteur du dommage.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ASSURANCE DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT

A la suite des condamnations sévères prononcées par les tribunaux dans les affaires LEBLANC et GUILLOT, et des campagnes de presse qui soulignèrent les dangers de la nouvelle jurisprudence, les instituteurs prirent conscience de la gravité des risques dont ils avaient la charge et cherchèrent à s'en garantir par l'assurance.

Quels sont donc les risques qui peuvent incomber aux membres de l'enseignement en raison de l'exercice de leurs fonctions ? (4).

Les instituteurs peuvent d'abord vouloir se protéger contre les accidents dont ils pourraient être personnellement victimes pendant l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur profession (5). Il arrive parfois, en effet, qu'un maître est blessé par un de ses élèves ou par le matériel scolaire qu'il emploie. Peut-il alors se retourner contre un tiers res-

(4) Nous n'étudierons pas l'assurance des risques qui incombent aux universitaires en tant que simples particuliers.

(5) En matière scolaire, il n'existe pas à proprement parler de « maladies professionnelles ». C'est pourquoi nous ne parlerons que des accidents professionnels.

ponsable, ou doit-il supporter seul les conséquences dommageables de cet accident professionnel ?

Il faut distinguer suivant que la victime appartient à l'enseignement public ou à l'enseignement privé :

L'accident est-il survenu à un instituteur public ? L'Etat ne saurait, en aucune façon, en être responsable : Sa responsabilité civile ne peut être mise en jeu, ni sur le terrain de la loi du 9 avril 1898 (L'Etat n'a jamais la qualité de « patron » vis-à-vis de ses « fonctionnaires »), ni par application de la loi du 20 juillet 1899, le législateur n'ayant très certainement entendu substituer la responsabilité de l'Etat à celle du maître que dans le cas où il existe une responsabilité à la charge de ce dernier (6). Tout au plus, l'instituteur pourrait recourir contre l'Etat, la commune ou le propriétaire des bâtiments d'école, en démontrant que l'accident dont il se plaint provient de l'entretien défectueux du matériel ou des locaux scolaires. Mais ce recours est rarement possible : en tous cas, il est très coûteux et toujours très aléatoire. Quant au recours contre l'élève auteur de l'accident, nous avons déjà vu qu'il est purement théorique (7). Dans ces conditions, l'instituteur public ne sera que très rarement indemnisé du préjudice par lui subi. Pour éviter ce danger, il a donc un intérêt évident à contracter une « assurance accidents ».

Le risque professionnel s'est-il réalisé, au contraire, dans la personne d'un instituteur privé ? Celui-ci se trouve, vis-à-vis du directeur de l'institution pour le compte de qui il travaille, dans la même situation qu'un ouvrier ou un employé vis-à-vis de son patron. Il peut donc se prévaloir de la loi de 1898 et n'a, par suite, aucune raison de contracter

(6) *Dans ce sens* : Paris, 4 nov. 1921, D. 1924.2.8.

(7) Cf. *supra* : 64 et s.

personnellement une assurance contre les accidents professionnels.

Le directeur d'une institution privée, à l'inverse, n'a jamais de patron au sens de la loi de 1898: il doit donc, comme l'instituteur public, se garantir contre les accidents professionnels dont il peut être personnellement victime en contractant une « assurance accidents ».

Les membres du corps enseignant peuvent en second lieu — et c'est de beaucoup le cas le plus fréquent — vouloir se garantir contre les risques de leur responsabilité civile: ils doivent alors contracter une « assurance de responsabilité » dont l'étendue variera suivant la qualité de l'assuré.

L'assuré est-il un instituteur public ? Peu importe alors qu'il s'agisse d'un directeur d'établissement ou d'un de ses collaborateurs. Tous deux sont responsables, nous l'avons vu, en cas de faute présumée non couverte par la loi de 1899 (dommage causé par un élève pendant les services extra-scolaires) et en cas de faute personnelle prouvée, soit sur action directe de la victime (accident survenu à un enfant du fait de son maître) soit sur recours de l'Etat (accident causé par un élève pendant les heures officielles de classe et dû à une faute personnelle du surveillant). Toutefois, le Directeur d'un établissement public d'enseignement à plusieurs classes, ayant sous sa direction et sous sa surveillance un nombre beaucoup plus considérable d'élèves qu'un simple instituteur, voit sa responsabilité personnelle mise en jeu plus souvent que celle de ses collaborateurs. On s'explique alors que, tout en contractant la même assurance qu'eux, il soit tenu de payer des primes plus élevées.

L'assuré appartient-il, au contraire, à l'enseignement privé? Il faut alors distinguer soigneusement le simple instituteur et le chef d'institution.

L'instituteur privé peut voir sa responsabilité engagée, soit par l'action directe de la victime pour faute personnelle présumée (dommage causé par un élève) ou pour faute personnelle prouvée (accident survenu à un enfant du fait du maître), soit par l'action récursoire du chef d'institution (préjudice dû à une faute personnelle du maître-préposé ayant engagé la responsabilité du directeur-commettant). L'instituteur privé doit donc contracter une assurance de responsabilité s'étendant à toutes ses fautes présumées ou prouvées.

Quant au directeur d'institution, sa responsabilité est beaucoup plus étendue. Il est d'abord, comme ses collaborateurs, responsable de sa faute personnelle présumée ou prouvée. Il est, en outre, seul tenu des accidents dus à une « faute de service » (mauvaise organisation ou fonctionnement defectueux du service qu'il dirige). Il est enfin civilement responsable des préjudices survenus du fait de ses préposés. Dès lors, il devra contracter une assurance de responsabilité couvrant ses fautes personnelles, ses fautes de service et les fautes prouvées ou présumées de ses collaborateurs.

Bien entendu, les instituteurs publics, le directeur d'école publique ou le chef d'institution privée ne contractent jamais deux assurances distinctes, une pour les garantir contre les accidents dont ils seraient victimes, l'autre pour les protéger contre leur responsabilité civile: ils se contentent d'insérer dans la police d'assurance, deux clauses constituant l'une, une assurance d'accident, l'autre une assurance de responsabilité.

Connaissant exactement les risques qui peuvent incomber à chacun des membres de l'enseignement et la nature de l'assurance que chacun d'eux doit contracter pour se garantir complètement, il nous reste à préciser l'organisa-

tion et le fonctionnement pratique des assurances universitaires.

On peut, à priori, concevoir deux formes d'assurance: ou bien les instituteurs font appel, individuellement ou collectivement, à une compagnie ordinaire d'assurances, ou bien ils se groupent en associations puissantes qui créent au profit de leurs membres une assurance mutuelle.

Les instituteurs peuvent d'abord, comme tout particulier, s'adresser individuellement à une compagnie d'assurances ordinaire (8) et lui demander de les garantir contre le risque accident et le risque responsabilité, moyennant le paiement d'une prime annuelle, librement fixée par les deux contractants. C'est le procédé encore utilisé de nos jours par la plupart des directeurs d'établissement privé. Les modalités de ces diverses assurances varient évidemment selon la volonté des contractants, la qualité de l'assuré, le nombre d'élèves fréquentant l'école (prime par enfant ou par groupe d'enfants) le nombre des collaborateurs, le régime de l'établissement (externat, demi-pensionnat, pensionnat), etc... Néanmoins, on retrouve dans toutes les polices, quatre séries de clauses: les unes sont relatives à l'objet et à l'étendue du contrat (9); d'autres à la formation

(8) A titre d'exemple de Compagnies assurant les risques universitaires, citons: « L'Europe », « La Compagnie d'Assurances Générales », « La Protectrice », « Le Lloyd de France ».

(9) Ex. tiré d'une police de l'« Europe ». *Art. premier*: L'assurance résultant du présent contrat a pour objet la garantie de la responsabilité civile pouvant incomber aux directeurs et répondants d'établissements enseignant, d'orphelinats, de sociétés de jeunesse, de cercles, etc., en raison de l'exercice de leurs fonctions et en vertu des art. 1382, 1383 et 1384 du Code Civil, 7 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 2. — La garantie s'applique: 1° A tous les accidents corporels pouvant survenir aux élèves ou jeunes gens faisant partie de l'œuvre ou de la société assurée; 2° aux accidents corporels causés

du contrat et au paiement des primes; une troisième partie fixe les formalités à remplir en cas de sinistre (déclaration de l'accident dans un certain délai, mode de règlement des sinistres). Enfin, dans une dernière partie, les polices déterminent la durée du contrat (Ex.: La police est souscrite pour la durée de la compagnie mais est résiliable, par chaque partie, tous les dix ans, moyennant un avis préalable de 6 mois au moins, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée).

Les instituteurs peuvent aussi, dans une variante du système précédent, se grouper en une association et charger celle-ci de contracter une assurance collective, par police flottante, avec une compagnie privée qui couvrira, contre paiement par l'association d'une prime proportionnée au nombre de ses adhérents, la responsabilité civile de chacun des membres et assurera l'indemnisation des accidents à eux survenus. C'est la méthode fréquemment utilisée par les organisateurs de patronages, de colonies de vacances ou d'œuvres post-scolaires.

Quel que soit d'ailleurs le caractère individuel ou collectif de la police, nous nous trouvons toujours en présence, dans ces différents cas, d'assurances consenties par des compagnies privées. Or les compagnies doivent, pour avoir un assez grand nombre d'assurés, se contenter de primes peu élevées, en rapport avec le modeste traitement des instituteurs (10). Si nous ajoutons à cela que les accidents met-

aux tierces personnes, soit par les élèves ou jeunes gens, soit par les préposés ou salariés (personnel enseignant, surveillant, domestique).

Art. 3. — La garantie de la Compagnie, est limitée pour chaque sinistre à la somme de

(10) La prime est souvent fixée à 2 frs. ou 3 frs. par maître, et à 5 frs. par directeur d'établissement de plusieurs classes.

tant en jeu la responsabilité des maîtres sont très nombreux et entraînent des indemnités élevées, nous comprendrons aisément que les chances de bénéfice sont très limitées : Aussi, les grandes compagnies, disposant de garanties sérieuses, hésitent-elles à garantir les risques professionnels des instituteurs. Quant aux petites compagnies qui acceptent de se lancer dans cette entreprise périlleuse, elles sont souvent victimes de leur témérité, telle l'« Industrie », par exemple, qui en 1905 dut déposer son bilan (11).

Pour éviter d'en arriver là, de nombreuses sociétés d'assurances n'hésitent pas, dès l'instant où le sinistre présente quelque importance, à se prévaloir des multiples causes de déchéance contenues dans les polices d'assurance (non déclaration de l'accident dans les délais prévus ; enfant ne devant pas légalement se trouver à l'école : Ex. : enfant âgé de plus de 14 ans ; accident causé par le maître) et laissent les instituteurs trop confiants sans protection.

On voit tous les dangers que présente, pour les universitaires, le recours à une compagnie privée d'assurances. C'est pour éviter ces inconvénients, que les membres du corps enseignant public ont fait appel à une deuxième modalité d'assurance, « l'assurance mutuelle », que nous allons maintenant étudier.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les instituteurs publics avaient constitué des associations départementales groupant, sous le nom d'« Amicales » de nombreux membres de l'enseignement public. La rigueur extrême avec laquelle quelques tribunaux, méconnaissant la portée de l'art. 1384 § 4, firent application de ce texte en niant l'absence de faute, les poussèrent à créer, sur le modèle de leurs

(11) « *L'Enseignement bulletin trimestriel* », 1906, p. 303.

Amicales, des sociétés d'assurances mutuelles, qui prirent le nom d'Autonomes (12). Malheureusement ces Autonomes, légalement constituées en tant qu'associations, ne l'étaient plus en tant que mutuelles. Elles ne satisfaisaient pas, en effet, aux prescriptions de la loi du 24 juillet 1867 et du décret du 22 janvier 1868, et ne pouvaient donc pas être reconnues comme valables par la jurisprudence. Et, en effet, plusieurs décisions vinrent réduire à néant les espoirs des instituteurs. Un arrêt de la Cour de Toulouse du 19 janvier 1905 porta un premier coup à ces associations en déclarant nulle « La Toulousaine », société d'assurance mutuelle contre les accidents et la diffamation, fondée en 1894, par M. LAMOURÈRE.

Quelques années plus tard, la même Cour de Toulouse annulait « La Ligue départementale autonome de la Haute-Garonne », convaincue de s'être livrée à des opérations d'assurances mutuelles sans avoir respecté la loi de 1867 et le décret de 1868.

Les instituteurs comprirent alors que leurs associations ne pourraient jamais fonctionner comme sociétés d'assurances mutuelles. Il fallait créer une ou plusieurs sociétés, spécialisées dans les assurances mutuelles. Or, constituer une société unique pour toute la France, c'était s'exposer d'une part à rendre très difficile le contrôle des assurés sur

(12) Ces autonomes ont pour objet: 1° de procurer gratuitement à leurs membres des conseils pour l'étude des questions relatives au but de l'association.

2° De subventionner les institutions de bienfaisance créées au profit des membres de l'enseignement public, principalement les sanatoria.

3° De venir en aide à leurs adhérents lorsque le Conseil d'administration estimera devoir le faire pour la défense de leur honneur, de leur considération et d'une façon générale de tous leurs intérêts moraux.

l'administration et, d'autre part, rendre les fraudes très faciles, ou, si on entendait les éviter, exiger un personnel coûteux. Devait-on alors créer une société d'assurances mutuelles dans chaque département: c'était risquer de rendre illusoire la garantie offerte par elle, vu son petit nombre d'adhérents. C'est alors qu'un instituteur primaire de Toulouse, M. CAMPAN, eut l'idée de créer une société d'assurances mutuelles à laquelle viendraient s'affilier, par l'intermédiaire de leur président, les différentes autonomes: Ainsi, les autonomes ne violeraient pas la loi de 1867 et le décret de 1868, puisqu'elles ne feraient pas elles-mêmes de l'assurance mutuelle et se contenteraient, ce qui est permis à toutes les associations, d'assurer leurs adhérents à une société d'assurances mutuelles, celle-là légalement constituée. Ainsi serait réalisé, grâce aux Présidents des autonomes, un contrôle sérieux et peu onéreux, à la fois sur les opérations centrales de la société et sur la répartition locale des indemnités allouées aux assurés. M. CAMPAN soumit cette idée à MM. HAURIU et FRASSAINGEA, tous deux professeurs à la Faculté de Droit de Toulouse, qui acceptèrent de faire passer cette conception du domaine de la théorie dans celui de la pratique.

Ces deux savants auteurs rédigèrent alors les statuts d'une société anonyme d'assurances mutuelles contre les risques de la responsabilité civile des universitaires. Celle-ci fut définitivement constituée le 4 avril 1909 sous le nom d'Union Solidariste Universitaire (U.S.U.), conformément à la loi du 24 juillet 1867 et au décret du 22 janvier 1868, entre toutes les associations départementales autonomes du personnel de l'enseignement public de France et des colonies.

Toute association départementale autonome, constituée et déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, peut être admise comme sociétaire: il suffit que le Président de

l'autonome passe police avec l'U. S. U. au nom de l'association (13) : ici donc, chaque instituteur ne s'assure pas personnellement, c'est l'association dont il est membre qui contracte, par police collective et flottante, assurance avec l'U. S. U. Celle-ci ignore donc le nom des membres assurés ; elle connaît seulement l'Association départementale, représentée par son Président, et le nombre des membres de cette association. L'obligation de s'assurer à l'U.S.U. est, en général, édictée dans les statuts de chaque autonome. Par exemple, l'autonome de l'Hérault, qui a été fondée en 1903 et groupait au 31 décembre 1930, 1.360 membres, déclare dans l'art. 3 de ses statuts : « Pour réaliser complètement son but de solidarité professionnelle et afin qu'aucun sentiment d'insécurité ne trouble ses membres dans l'exercice de leurs fonctions, l'association adhérera à l'U.S.U., en vue de procurer à ses membres une garantie régulière contre les risques de la responsabilité civile née des dommages dont peuvent être victimes ou auteurs les élèves qui leur sont confiés ; et à dater du 1^{er} janvier 1932 contre les accidents corporels dont ils pourront être victimes eux-mêmes, dans l'exercice de leurs fonctions ». De nombreuses associations reproduisent des prescriptions analogues

(13) Exemple d'acte d'adhésion :

« M demeurant à département de
Président de l'autonome de dénommée
dont le nombre de membres est, à ce jour et dont
le siège social est à
. par son acte d'adhésion en date du a
placé sous la garantie de l'U. S. U., aux conditions générales de ses
statuts, les responsabilités édictées par les art. 1382, 1383 et 1384
du Code Civil, responsabilités pouvant incomber aux membres qui
forment ou pourront former dans la suite l'autonome de
dans les cas et conditions prévues par les art. 5, 13 et 14 des statuts.
Montant de la cotisation.... »

et se sont affiliées, comme l'Autonome de l'Hérault, à l'U. S. U.

Comment fonctionne cette société et comment est mise en jeu sa garantie? Il suffit, pour le savoir, de consulter ses statuts qui ont été délibérés et votés en Assemblée générale constitutive le 4 avril 1909 et ont été révisés le 22 mars 1913, le 10 avril 1914, le 18 avril 1924 (selon les prescriptions du décret du 8 mars 1922, substitué à l'ancien), le 4 août 1931 (extension de l'assurance aux accidents corporels dont les maîtres seraient personnellement victimes) et le 7 août 1934 (extension de l'assurance de responsabilité à tous les dommages — accidents corporels et dégâts matériels — conformément à l'art. 31, paragraphe premier, du décret du 8 mars 1922).

Les art. 24 et suivants de ces statuts précisent que l'U.S.U. est représentée par l'Assemblée Générale des Associations sociétaires, composées de tous les Présidents des autonomes payant une cotisation minimum de 50 francs, et administrée par un Conseil d'administration de 3 membres, désignés pour 3 ans par l'Assemblée Générale, et dont le Président fait fonction de Directeur. Un Comité de surveillance, composé de 3 commissaires choisis par l'Assemblée Générale annuelle, est chargé de suivre et de contrôler toutes les opérations de la société.

L'U. S. U. garantit la totalité des risques de la responsabilité civile née des *accidents corporels* dont peuvent être victimes ou auteurs les élèves qui fréquentent les établissements dans lesquels exercent les membres des Autonomes adhérentes.

Depuis 1934, la protection de cette société s'est étendue des accidents corporels à tous les *dommages*, donc aux dégâts *matériels*, commis par les élèves. Toutefois, cette dernière garantie ne commence qu'au delà de 50 francs et

est limitée à 200.000 francs. La société prend à sa charge tous les frais de toute nature résultant des dits dommages, à l'exception des amendes pénales qui ne peuvent jamais être couvertes par une assurance; elle se substitue à l'instituteur et plaide, si c'est nécessaire, par l'organe de ses mandataires et avocats.

L'U.S.U. garantit, en outre, depuis le 1^{er} janvier 1932, les membres des Autonomes contre les accidents dont ils seraient personnellement victimes pendant l'exercice de leurs fonctions. Toutefois, cette garantie est limitée aux accidents *corporels* et ne peut jamais s'élever à plus de 10.000 francs.

L'U. S. U. n'assure jamais le risque « diffamation » et seule l'autonome peut intervenir pour défendre un de ses adhérents. Mais ce n'est là qu'une faculté laissée à sa libre disposition.

La constatation des sinistres et leur règlement sont confiés au Président de chaque Autonome, intermédiaire forcé entre l'U. S. U. et le maître mis en cause.

Pour faire face à ses charges, l'U.S.U. a constitué un fonds social comprenant:

1° L'actif courant formé des cotisations annuelles versées par les associations adhérentes (14).

2° Un fonds de réserve constitué par les excédents libres de l'actif courant.

Quels ont été les résultats donnés par cette organisation

(14) Le Président de chaque autonome verse chaque année à l'U. S. U. le montant global des cotisations de ses différents membres établi d'après le barème suivant:

2 frs par membre adhérent chargé d'une classe;

3 frs par directeur et directrice d'école à plusieurs classes et par surveillant général;

5 frs par directeur et directrice d'internat, par principal et proviseur, plus 2 fr. 50 par groupe de 50 élèves internes ou fraction de 50;

mutualiste? Il suffit, pour se convaincre des avantages de ce système de constater la prospérité sans cesse plus grande de l'U.S.U. Constituée en 1909 par l'adhésion de 12 Associations, représentant au plus quelques milliers de membres et versant une cotisation annuelle de 1.277 fr. 95 centimes, cette société groupait, au 31 décembre 1920, 82 autonomes (52.033 membres; fonds de réserve: 126.000 francs environ); au 31 décembre 1930, elle comprenait 90 autonomes représentant 99.420 membres et versant une cotisation globale annuelle de 353.622 frs 40. Enfin, au 1^{er} novembre 1935, l'U. S. U. assurait 90 autonomes comptant plus de 120.000 membres soit les 9/10^e de tout le personnel enseignant de France, des colonies et des pays de protectorat français.

Comment expliquer ce succès vraiment prodigieux de l'U. S. U. ? De nombreuses raisons peuvent en être données; toutes tiennent d'ailleurs au caractère mutualiste de cette société.

L'U. S. U., en effet, est dirigée par des universitaires élus en assemblée générale, constamment contrôlés et facilement remplaçables. Leurs fonctions sont entièrement gratuites. Le montant total des cotisations sert donc intégralement à couvrir les risques et à grossir le fonds de réserve, alors que, dans les sociétés d'assurances privées, une partie des sommes versées sert à rémunérer le personnel et à constituer les bénéfices des directeurs et des administrateurs.

Il s'ensuit que les cotisations dues aux autonomes sont beaucoup plus faibles que celles dues aux sociétés d'assurances, sans que pour cela les garanties soient en rien diminuées.

Enfin, l'U. S. U. doit sa force à sa constitution. Composée uniquement d'universitaires et dirigée par des hommes connus et estimés, elle constitue une véritable émanation du

Corps Universitaire tout entier. Il en résulte qu'elle bénéficie d'une continuité qui fait souvent défaut aux compagnies privées d'assurances et surtout qu'elle s'efforce, à l'inverse de certaines sociétés, d'interpréter le plus largement possible ses statuts pour assurer, coûte que coûte, la protection de ses adhérents qui sont, aux yeux de ses dirigeants, des collègues malheureux.

Ainsi s'explique le développement rapide et continu de l'U.S.U. qui groupera, à n'en pas douter, dans quelques années, tous les membres de l'enseignement public. Il est à souhaiter que les instituteurs privés et les directeurs d'institutions libres imitent cet exemple et réalisent, par leur union, le maximum de protection avec le minimum de frais.

CHAPITRE DEUXIEME

DE L'ASSURANCE DES PARENTS D'ELEVES

Le nombre sans cesse croissant des universitaires assurés et la reconnaissance, de plus en plus largement admise par la jurisprudence, de la responsabilité de l'Etat ou du chef d'institution privée, semblent au premier abord, rendre inutile l'assurance des parents d'élèves. En fait, les personnes qui s'intéressent au fonctionnement des divers établissements d'enseignement savent très bien que bon nombre de dommages survenus à des enfants pendant le travail scolaire ou à son occasion, restent à la charge des parents.

L'explication de cette anomalie apparente est très simple: Elle tient uniquement au fait que l'indemnisation des préjudices subis ou causés par les enfants est subordonnée à l'existence d'une faute commise par le service de l'enseignement.

Les parents de l'élève victime d'un accident scolaire devront donc en supporter seuls les conséquences lorsque l'accident sera dû à un cas fortuit, à un cas de force majeure ou à la propre faute de leur enfant. Il en sera encore ainsi lorsque l'élève, ayant subi un préjudice autrement que par le fait d'un condisciple, ses ayants-cause ne parviendront pas à démontrer la faute du propriétaire des lo-

caux scolaires, du surveillant ou de l'organisateur du service. Il en sera de même enfin, dans le cas où, l'élève ayant été blessé par ses camarades, la responsabilité de l'instituteur privé ou de l'Etat (loi de 1899) ne sera pas retenue par suite de l'impossibilité d'empêcher l'accident — et nous savons qu'il en est ainsi dès l'instant où le surveillant n'a commis aucune négligence ou imprudence. Dans toutes ces hypothèses, les parents ont intérêt à contracter, au profit de leurs enfants, une assurance contre les accidents.

Les parents de l'élève auteur d'un accident commis à l'école peuvent en outre être rendus civilement responsables des conséquences dommageables de cet acte dans le cas où, la responsabilité de l'instituteur étant écartée par suite de la preuve de l'impossibilité d'empêcher l'accident, une faute serait retenue à leur charge, telle, par exemple, que le fait d'avoir donné une mauvaise éducation à leur enfant (1). Pour se protéger contre ce risque, les parents doivent contracter une assurance de responsabilité.

D'ailleurs, même si la faute du service de l'enseignement est flagrante et, par suite, s'il existe un responsable, les parents ont intérêt à assurer leurs enfants contre le risque « accident » et le risque « responsabilité ». En effet, l'organisateur du service de l'enseignement, n'étant pas de plein droit responsable des accidents scolaires, a tendance à contester le caractère fautif de l'acte qu'on lui reproche pour essayer d'échapper à sa responsabilité. Il s'ensuit que toute demande amiable d'indemnisation sera automatiquement rejetée et qu'un procès sera nécessaire pour déterminer les responsabilités de chacun des intéressés. Mais les procès sont toujours longs, coûteux et ennuyeux. Aussi, de nombreux parents préféreront supporter eux-mêmes le domma-

(1) Cf. Les arrêts cités, p. 73, notes 90, 91, 92 et p. 74, note 93.

ge plutôt que de s'adresser à la justice, surtout lorsqu'il s'agira d'un accident de peu de gravité, tel une foulure, une fracture ou une plaie bénigne. Or, ces accidents sont de beaucoup les plus fréquents. On comprend dès lors l'intérêt primordial que présente pour les parents la question de l'assurance contre les dommages causés ou subis par leurs enfants à l'occasion du travail scolaire. Cet intérêt eût légitimé, à défaut d'une réforme complète de la responsabilité en matière d'accidents scolaires, une intervention législative. Malheureusement, le législateur s'est désintéressé de cette question et a laissé à l'initiative privée le soin d'organiser le domaine des assurances scolaires.

En l'absence de toute réglementation légale (2) et sous l'impulsion des maîtres qui voyaient dans l'assurance des élèves un moyen indirect de diminuer leur responsabilité les parents ont cherché à assurer par eux-mêmes la protection que leur refusait le Parlement.

Certains d'entre eux, plus soucieux que les autres de leur responsabilité, ont commencé par s'adresser individuellement à des compagnies privées d'assurances. Ils ont ainsi obtenu, moyennant le paiement d'une prime élevée, la pri-

(2) Les services du ministère de l'instruction publique avaient essayé de suppléer à la carence du législateur en engageant les chefs d'établissements à exiger des parents une assurance à une compagnie privée, moyennant le paiement d'une prime de 2 francs par an et par enfant. Mais la Cour des Comptes a adressé de justes remontrances au ministère et condamné ces errements illégaux : il y avait là, en effet, une tentative de l'administration — et des chefs d'établissements — pour s'exonérer de la responsabilité que la loi de 1899 met à la charge du service public.

Il est à souhaiter que le législateur n'entre pas dans cette voie et qu'il refuse toujours de rendre obligatoire l'assurance des parents d'élèves : Un tel système, en effet, en déchargeant le service public des conséquences dommageables de ses fautes, pousserait à l'incurie de l'administration et accroîtrait sensiblement le nombre des accidents.

se en charge par une société, de tous les risques qui pouvaient leur incomber du fait de leurs enfants, sans distinguer d'ailleurs le plus souvent entre les risques scolaires et les risques extra-scolaires. Cette pratique, autrefois seule en vigueur, n'est guère de nos jours utilisée que dans les établissements où ne sont pas constituées des associations de parents d'élèves, notamment dans les écoles primaires élémentaires.

Mais ces parents se sont rapidement aperçus des difficultés considérables qu'ils éprouvaient à découvrir une compagnie offrant des garanties sérieuses, acceptant de traiter, à des conditions raisonnables, avec de simples particuliers. Ils ont eu alors l'idée de se grouper, à l'exemple des universitaires, en associations ou d'utiliser les associations de parents d'élèves déjà existantes, pour obtenir des compagnies privées des conditions plus avantageuses. On vit alors un peu partout, et spécialement dans les villes possédant des lycées ou collèges, les associations de parents d'élèves contracter des assurances collectives avec de grandes compagnies privées (3).

Il est naturellement impossible d'étudier toutes les assurances qui existent actuellement. L'extrême liberté laissée sur ce point par le législateur aux parents d'élèves, donc à leurs associations, l'absence de toute mesure réglementaire générale, ont abouti, en effet, à une diversité très grande des conditions particulières auxquelles sont souscrites les assurances. Aussi, nous bornerons-nous à signaler les clauses générales que l'on retrouve dans toutes les polices d'assurances scolaires.

(3) Ainsi, par exemple, les associations des parents d'élèves des Lycées de Montpellier ont souscrit une assurance à la « Compagnie d'Assurances Générales », le 19 janvier 1934, celles des Lycées de Nîmes à « La Protectrice », le 25 octobre 1934.

Toute association de parents d'élèves qui désire protéger ses membres souscrit, tant pour son compte que pour celui du représentant légal de l'élève, une assurance collective par police flottante, aux termes de laquelle une compagnie d'assurances ordinaire garantit la réparation des dommages causés ou subis par les élèves régulièrement inscrits sur les contrôles de l'Association. Ainsi, tout élève désigné nominativement sur le registre spécial d'assurance tenu par les soins de l'Association est assuré d'office. Point n'est besoin ici aux parents de rechercher eux-mêmes une compagnie d'assurances, de discuter les clauses d'un contrat et de supporter les frais afférents à l'établissement d'une police. Il leur suffit de verser, entre les mains du trésorier de l'Association, le montant de la prime (4), pour assurer, ipso facto, leurs enfants contre les risques « accident » et « responsabilité ». Au début et à la fin de chaque année scolaire (vers novembre et juillet), l'Association fait parvenir à la Compagnie la liste numérique des élèves assurés et lui verse le montant des primes correspondant aux adhésions obtenues (5).

En contre-partie, la compagnie s'engage à garantir tous les risques provenant d'accidents corporels ou de dégâts matériels causés ou subis par les élèves assurés. Cette garantie s'exerce dans toute l'étendue de la vie scolaire soit à l'intérieur de l'établissement et de ses annexes soit au cours des promenades, des visites même d'usines, des excursions, des jeux, sports, matches, à condition toutefois que

(4) Cette prime varie entre 8 et 25 frs par enfant.

(5) Exemple d'avenant de déclaration: L'association des parents d'élèves des Lycées de Montpellier déclare qu'au 30 novembre 1934 le nombre d'élèves inscrits sur les registres de l'association s'élevait à 409 dont détail suit...

En conséquence la prime minimum provisoire afférente à l'exercice octobre 1934, octobre 1935 est fixée à 7.489 frs.

les élèves soient sous le contrôle des personnes qualifiées pour les accompagner, les diriger et les surveiller. La garantie peut s'étendre moyennant le paiement d'une prime supplémentaire, au trajet scolaire (6).

La Compagnie s'engage, si un des sinistres garantis se réalise, à rembourser les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et funéraires, à verser le capital prévu en cas de mort, à payer l'indemnité fixée par la police en cas d'infirmité permanente totale ou une fraction de cette indemnité en cas d'incapacité permanente partielle variant d'après le taux de l'incapacité (7).

La Compagnie garantit, en outre, jusqu'à concurrence des sommes fixées aux conditions particulières (8) de la police, la responsabilité civile des personnes légalement responsables des enfants assurés, c'est-à-dire des père et mère, du groupe sportif, du personnel de l'établissement et plus généralement de toute personne ou groupement participant à la vie scolaire.

Elle garantit même gratuitement la responsabilité civile de tout le personnel du lycée ou collège pour les accidents survenus aux élèves non assurés ou causés par eux, jouant ainsi le rôle d'une véritable assurance universitaire.

On voit, par l'étendue de la protection ainsi réalisée, l'intérêt primordial que présentent, aussi bien pour les parents

(6) Elle est même susceptible de jouer pendant la vie extra-scolaire (vie privée, même en dehors du temps et du lieu de scolarité), mais il ne s'agit plus ici d'une assurance scolaire.

(7) Pour les A. E. P. des Lycées de Montpellier et de Nîmes le capital à verser en cas de mort s'élève à 20.000 frs, en cas d'incapacité à 100.000 frs ou à une fraction de 100.000 frs.

(8) Pour les A.P.E. des Lycées de Montpellier et de Nîmes, ces sommes sont fixées, pour les accidents corporels à 200.000 frs par victime et 500.000 francs par sinistre, pour les dommages matériels à 10.000 frs avec une franchise de 200 frs par sinistre.

d'élèves que pour les maîtres eux-mêmes, les assurances scolaires. Néanmoins, le recours à des Compagnies privées appelle, comme en matière d'assurances d'universitaires, quelques réserves. Il est à craindre, en effet, que malgré le taux élevé des primes, les Compagnies d'assurances refusent à l'avenir de s'engager et même qu'elles résilient assez rapidement les polices déjà passées. En effet, les bénéfices réalisés par elles en cette matière sont extrêmement réduits (9).

D'ailleurs, même en admettant qu'une compagnie d'assurances ordinaire, présentant des garanties sérieuses, accepte de ne percevoir qu'un bénéfice minime, le taux relativement élevé des primes qu'elle exige rend impossible toute extension de ce système aux autres ordres de l'enseignement et, notamment, à l'enseignement primaire élémentaire.

C'est surtout pour éviter ce dernier inconvénient que certains instituteurs, en même temps parents d'élèves, ont conçu le projet de créer à l'imitation de ce qui avait été fait en matière d'assurance des universitaires, une société d'assurances mutuelles contre les risques nés des accidents scolaires.

(9) Un exemple suffira à nous éclairer sur ce point: Au 30 nov. 1934, l'A. P. E. des lycées de Montpellier avait assuré 409 élèves à la Compagnie d'Assurances Générales et versait 7.489 francs de primes. Or pendant l'année scolaire 1934-1935 le nombre d'accidents (spécialement des fractures de membres) s'est élevé à 18. Si on veut bien admettre que le traitement d'une facture revient au prix moyen de 300 frs, la Compagnie a dû déboursier une somme de $300 \times 18 = 5.400$ frs environ et n'a conservé par devers elle qu'une somme approximative de 2.100 frs, avec laquelle elle a dû constituer un fonds de réserve pour le paiement des indemnités, rémunérer son personnel et prélever son bénéfice. On s'explique dès lors les difficultés qu'éprouvent les A. P. E. à trouver des sociétés d'assurance qui consentent à traiter avec elles.

En août 1934, l'assemblée générale des Présidents d'autonomes approuva le principe de cette création et nomma une commission pour étudier le projet.

Cette commission, dirigée par MM. AURIOL, PILETTE et SALVAN, mit sur pied une organisation, calquée sur l'organisation mutualiste des universitaires. Approuvée par l'assemblée et les divers ministères dans le courant de l'année 1934, cette organisation a commencé à fonctionner le 1^{er} octobre 1935. Elle repose, dans ses grandes lignes, sur les principes suivants :

A la base, il est créé entre les élèves des écoles publiques de tout ordre de chaque département une société de secours mutuels. Cette société, constituée conformément à la loi du 1^{er} avril 1896, prend le nom de « Mutualité Accidents Elèves » (M. A. E.) suivi d'une dénomination spéciale au département (10). Elle peut être indifféremment approuvée (dans ce cas elle est contrôlée par le Ministère et est susceptible de recevoir de lui des subventions) ou autorisée et libre. (Dans ce cas, pas de contrôle, mais pas de subvention).

Chaque M. A. E. a pour but de venir en aide à ses adhérents en cas d'accident survenu dans la vie scolaire, post ou péri-scolaire et, d'une façon générale, chaque fois que l'accident s'est produit alors que les élèves étaient régulièrement placés sous la surveillance de maîtres de l'enseignement public, de moniteurs, ou de surveillants agréés par le directeur de l'établissement ou les groupements amis de l'école. Le trajet du domicile à l'école et vice-versa n'est pas encore compris dans les garanties offertes.

La société assure par ses propres moyens le rembourse-

(10) Ex. « M. A. E. de la région parisienne » ; « M. A. E. L'Agennaise » pour le Lot-et-Garonne.

ment des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation jusqu'à concurrence de 2.000 francs et le payement des frais funéraires jusqu'à un maximum variable dans chaque département (de 1000 à 1.500 fr.)

Les ressources de chaque mutualité proviennent : des cotisations des membres adhérents (11) (minimum 2 fr.) ou honoraires (en principe 1 fr.) ; des dons et legs dont l'acceptation a été approuvée par l'autorité compétente ; des subventions accordées par l'Etat, le Département, les communes, les particuliers ; du produit des fêtes, tombolas autorisées, collectes organisées par la société ; des intérêts et bonifications des fonds placés.

La société est représentée par l'assemblée générale des membres participants et honoraires et est dirigée par un conseil d'administration, ayant à sa tête un président, un trésorier et un ou plusieurs secrétaires.

Pour élargir leur portée et répondre plus pleinement au but qu'elles se sont proposé d'atteindre, les M. A. E. départementales adhèrent à l'Union Mutualiste Universitaire (12) (U.M.U.). L'U.M.U. est, comme l'U.S.U., une société anonyme d'assurances mutuelles contre les risques accidents scolaires : elle a été constituée le 18 juillet 1935, conformément au décret du 8 mars 1922 et à la loi du 13 juillet 1930.

L'U. M. U. garantit l'intégralité des risques pouvant résulter des accidents auxquels sont exposés les élèves adhé-

(11) Pour le M. A. E. de la région parisienne, la cotisation est de 3 frs. 50 pour les externes et de 5 frs pour les internes et les élèves de la section industrielle de l'enseignement technique.

(12) — Il suffit pour cela que le Président d'une M.A.E. signe un acte d'adhésion analogue à celui que doit signer le Président d'une autonome pour adhérer à l'U. S. U., cf. p. 208, note 13.

Cet acte équivaut à une police collective flottante.

rents à une M. A. E., au cours de leur vie scolaire, péri ou post-scolaire (13). Cette garantie s'étend aux accidents survenus pendant les trajets effectués par les élèves assurés, pour se rendre à l'école ou en revenir, à la condition toutefois qu'ils n'utilisent pas de cycles avec ou sans moteur.

Lorsqu'un des sinistres garantis se réalise, le Président de la « Mutualité » doit en informer la société dans les cinq jours, en fournissant un rapport détaillé sur les causes et les circonstances de l'accident : il joue le plus souvent le rôle d'expert et celui de répartiteur des sommes allouées à la victime par l'U. M. U.

Ces sommes peuvent consister dans le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à concurrence de 50.000 francs, avec franchise de 1000 francs, et dans des indemnités qui atteindront 50.000 francs en cas d'incapacité permanente totale ou une fraction de cette somme suivant le degré d'incapacité calculé d'après le barème annexé à la police en cas d'infirmité permanente partielle.

Pour faire face à ces charges, l'U. M. U. perçoit une prime fixée au maximum à 0,50 par assuré. Cette prime, incluse dans la cotisation payée par chaque membre d'une mutualité accidents élèves, est versée, pour l'ensemble des adhérents, par le Président de la Mutualité. En outre, l'U. M. U. bénéficie, à titre de fonds de premier établissement, d'un prêt sans intérêt, consenti par les autonomes départementales, à raison de 1 fr. par adhérent.

Avec ces sommes, l'Union doit constituer une réserve pour risques en cours (33 % au minimum des cotisations).

(13) Il suffit que les élèves soient placés régulièrement sous le contrôle d'un surveillant compétent. Sont exclus de la garantie les accidents survenus dans une colonie scolaire ou au cours des jeux de rugby, hockey, ski et canotage.

une réserve pour sinistres restant à régler à la fin de l'exercice et enfin un fonds de réserve, constitué par les excédents de recettes.

L'Administration de l'U. M. U. est copiée sur celle de l'U. S. U. Elle appartient à un conseil d'administration (élu par l'assemblée générale des Mutualités sociétaires, et composé de cinq à neuf membres), et est confiée, plus spécialement, à un directeur qui ne peut être en même temps président (art. 40 des statuts). Toutes les fonctions sont gratuites, à l'exception de celles de directeur, qui doivent être rémunérées conformément à l'art. 5 du décret du 8 mars 1922.

Ainsi constituées, les assurances mutuelles des parents d'élèves, contre les accidents scolaires, paraissent aptes à atteindre le but qu'elles se sont assigné : Elles doivent permettre aux parents, moyennant le paiement d'une très légère prime annuelle, de se protéger contre les risques de leur responsabilité en tant que père et mère, et d'assurer la réparation des accidents subis par leurs enfants.

Elles sont d'ailleurs de création trop récente pour qu'on puisse porter sur elles un jugement définitif. Si, en effet, on peut encore leur reprocher de prévoir des sommes insuffisamment élevées pour assurer une réparation intégrale des dommages et, surtout, si on peut regretter que cette assurance ne couvre pas le risque « Responsabilité », tout porte à croire que, dans un avenir prochain, elles engloberont la totalité des risques, assurant ainsi à leurs adhérents des avantages aussi importants que ceux fournis par les Compagnies privées.

Quoiqu'il en soit, il est à souhaiter que, sous une forme ou sous une autre, les assurances contractées par les parents d'élèves se multiplient, jusqu'au jour où le Parlement se décidera à modifier la législation actuellement en vigueur.

CONCLUSION

APPRECIATION CRITIQUE DE LA LEGISLATION ACTUELLE. — PROJETS DE REFORME. — ESSAI D'ORGANISATION RATIONNELLE DE L'INDEMNISATION DE TOUS LES ACCIDENTS SUBIS PAR LES ELEVES

Parvenu au terme de cette étude, il nous reste, avant de conclure, à porter un jugement critique sur la législation qui régit actuellement la responsabilité des membres de l'enseignement.

Nous avons déjà signalé, au fur et à mesure de l'examen des différents cas de responsabilité, les principales objections qu'elle soulève. Qu'il nous suffise donc de les résumer brièvement ici.

La législation actuelle paraît mériter deux critiques essentielles :

La première est relative à la distinction, faite par le législateur de 1804, entre l'accident causé par l'élève, et celui subi par l'enfant autrement que par le fait d'un de ses condisciples. Nous savons que la présomption de faute édictée par l'art. 1384 § 4 du Code Civil joue dans le premier cas, jamais dans le second. Or, rien ne peut justifier une telle différence de traitement. Pareille distinction est, en

effet, illogique, aussi bien lorsqu'on l'envisage du côté des victimes que du côté des membres de l'enseignement. Vis-à-vis des élèves d'abord : On ne comprend pas pourquoi l'enfant atteint par l'acte, souvent involontaire, d'un de ses camarades, jouit d'une situation plus favorable que celui qui a été blessé dans l'école, par la faute lourde d'un tiers ou même de l'instituteur. Vis-à-vis des maîtres eux-mêmes, il est pour le moins singulier que, présumés en faute si l'enfant cause un dommage à un tiers, ils cessent de l'être lorsque l'enfant s'est blessé lui-même. Bien plus, il est immoral que l'instituteur soit de plein droit responsable pour avoir laissé commettre par un de ses élèves un acte dommageable sur la personne d'un camarade, et qu'il ne soit responsable que si la victime parvient à prouver sa faute lorsqu'il a sciemment causé un dommage à un des enfants à lui confiés. Les mêmes raisons qui ont poussé le législateur de 1804 à édicter la présomption de faute dans l'hypothèse de l'accident causé (désir d'obliger le maître à bien surveiller ses élèves et surtout volonté de faciliter l'action de la victime) militent également en faveur d'une extension de cette présomption à l'hypothèse de l'accident subi. Dès lors, de deux choses l'une : ou la présomption de faute de l'art. 1384 doit subsister mais alors elle doit nécessairement être étendue par la loi à l'hypothèse de l'accident subi, ou bien le droit commun doit s'appliquer aux dommages causés comme aux préjudices subis par les élèves. C'est donc entre l'une ou l'autre de ces solutions que le législateur doit opter : A des situations identiques, il faut appliquer une solution unique.

La deuxième objection que l'on peut faire à la législation actuelle vise la présomption de faute elle-même. De nos jours, en effet, l'intervention sans cesse croissante de l'Etat dans l'organisation du service de l'enseignement, le relâ-

chement de la discipline familiale, l'accroissement incessant du nombre des élèves, ne permettent plus de présumer, en cas d'accident, que le maître n'a pas entièrement rempli son devoir (1). Cette présomption de faute, justifiée lors de la rédaction du Code Civil, ne l'est plus, à l'heure actuelle, dans son principe. L'est-elle du moins dans ses conséquences ? Pas davantage.

Edictée dans l'intérêt des enfants, elle se retourne en fait contre eux : Renforçant la responsabilité du maître, elle le conduit à supprimer tous les jeux ou tous les sports utiles cependant au développement des élèves, mais fertiles en accidents. Loin de stimuler le zèle des éducateurs, elle ne fait qu'entraver leur initiative et nuit par cela même à l'enseignement.

Cette présomption assure-t-elle au moins la réparation de tous les préjudices subis par les enfants ? Même pas, d'abord nous l'avons vu, elle ne joue que dans l'hypothèse de l'accident causé par les élèves, à l'exclusion de tous les autres dommages. Ensuite, même lorsqu'elle s'applique, elle laisse fréquemment la victime sans secours, soit que l'instituteur échappe à sa responsabilité en apportant la preuve de son absence de faute, soit que le maître condamné pour faute personnelle n'ait pas contracté une assurance et soit ainsi insolvable.

Aussi, ne doit-on pas s'étonner de ce que la grande majorité des juristes soit favorable à la suppression d'une présomption que rien, à l'heure actuelle, ne justifie.

Le Parlement français lui-même s'est ému de la situation vraiment angoissante des membres de l'enseignement et de nombreux projets (2) se sont succédés d'année en an-

(1) Cf. *Supra*, p. 8 et s.

(2) Il serait fastidieux d'étudier ici les multiples projets ou propositions soumis à l'examen du Parlement depuis le vote de la loi

née pour essayer de soustraire les instituteurs aux rigueurs de l'art. 1384. Le dernier en date a montré que le Parlement était fermement décidé à supprimer la présomption de faute. La Chambre des Députés et le Sénat ont, en effet, marqué leur accord sur ce point en votant l'art. premier de la proposition BOKANOWSKY qui oblige la victime à prouver la faute de l'instituteur. Sans doute ce texte n'est pas devenu loi ; néanmoins il marque la volonté unanime des législateurs de supprimer, dans un avenir plus ou moins proche, la présomption de faute.

La législation actuelle soulevant de vives critiques, une modification profonde des principes qui régissent la res-

de 1899. Contentons-nous de les citer : Proposition de M. Pierre DUPUY, 27 mars 1905, *J. Off.*, doc. parl., Chambre, 1905, Annexes, n° 2349, p. 368 (suppression de la présomption).; Proposition de M. Henri MICHEL, 27 mai 1905, *J. Off.*, doc. parl. Chambre, 1905, Annexes, n° 2468, p. 550 (suppression de la présomption).

Proposition de la commission de réforme judiciaire. Rapport CRUPPI, 5 févr. 1906, *J. Off.*, doc. parl. Chambre, 1906, p. 49 (Etat seul resp., recours permis).

Nouvelle proposition de M. Pierre DUPUY, 14 juin 1906. *J. Off.*, doc. parl. Chambre, 1906, Annexes, n° 85, p. 550.

Proposition de la commission extra-parlementaire. Manuel Général n° du 19 avril 1909, p. 428 : (applique aux établissements d'enseignement la loi du 9 avril 1898 en attribuant à chaque élève un salaire fictif).

Projet gouvernemental du 30 juin 1908, *J. Off.*, déb. parl. Chambre, séance du 30 juin 1908, p. 1450 (Etat responsable des dommages résultant de propos ou d'écrits émanant de l'instituteur pendant l'exercice de leurs fonctions, recours permis).

Proposition de M. DESOYE, juin 1909, *J. Off.*, Chambre, 1909, n° 2259 (Art. 1384 maintenu, mais l'instituteur public ne peut être mis en cause par les particuliers que pour crime ou délit).

Proposition de M. GODRON, Bulletin de législation scolaire, 1913, n° 9 (assurance obligatoire des maîtres).

Proposition adoptée par la Chambre des Députés, le 17 juillet 1929, *J. Off.*, déb. parl. Chambre, p. 2594 (étend la loi de 1899 au personnel enseignant des cours publics obligatoires professionnels).

ponsabilité des membres de l'enseignement paraît s'imposer. Dans quel sens, cette modification interviendra-t-elle ? Il est impossible de le savoir dès maintenant.

Cependant il est permis de croire que la législation future s'inspirera de la proposition BOKANOWSKY (3). Il est donc intéressant d'en étudier les principales dispositions.

La proposition BOKANOWSKY qui se compose, nous l'avons vu, de deux articles, a un double objet :

Dans sa première partie, elle supprime la présomption de faute de l'art. 1384 § 4, aussi bien à l'égard des instituteurs privés que des maîtres de l'enseignement public. Aux termes de l'art. premier : Les dispositions de l'art. 1384 § 5 du Code Civil sont modifiées de la façon suivante : « La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. En ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux comme ayant causé le fait dommageable devront être prouvées, conformément au droit commun, par le demandeur à l'instance. »

Dans sa deuxième partie, la proposition BOKANOWSKY essaie de réglementer d'une manière détaillée la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public. L'art. 2, en effet, est ainsi conçu :

« La loi du 20 juillet 1899 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

» Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens dans les mêmes conditions, la res-

(3) Proposition BOKANOWSKY, *J. Off.*, 6 juil. 1933, Déb. parl. Sénat, p. 1629.

ponsabilité de l'Etat sera substituée à celle des dits membres de l'enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

» Il en sera ainsi toutes les fois que pendant la scolarité, dans un but d'éducation sociale ou physique, non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés ainsi aux membres de l'enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers.

» L'action récursoire pourra être exercée par l'Etat, soit contre l'instituteur, soit contre les tiers conformément au droit commun.

» Dans l'action principale, les membres de l'enseignement public contre lesquels l'Etat pourrait éventuellement exercer l'action récursoire ne pourront être entendus comme témoins.

» L'action en responsabilité exercée par la victime, ses parents ou ses ayants droit, intentée contre l'Etat ainsi responsable du dommage sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le préfet du département.

» La prescription, en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi, sera acquise par trois années à partir du jour où le fait dommageable a été commis. »

L'alinéa premier de cet article fait d'abord disparaître de la législation sur la responsabilité des membres de l'enseignement l'anomalie déjà signalée par nous : elle étend en effet la responsabilité de l'Etat à tous les accidents survenus dans les établissements publics d'enseignement, sans qu'il y ait lieu désormais de distinguer l'hypothèse du dommage causé et celle du préjudice subi par les enfants.

Ce même alinéa apporte également une modification ré-

clamée depuis plus de trente années par les instituteurs publics : il décide que les membres de l'enseignement public ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par les particuliers. Il y a là une innovation qui serait très dangereuse si l'Etat s'interdisait d'exercer une action récursoire contre les maîtres puisqu'elle aboutirait à exonérer les instituteurs publics de leurs fautes lourdes ou intentionnelles prouvées, mais qui se révèle, au contraire, comme très heureuse lorsqu'on laisse subsister, et c'est le cas ici, le recours de l'Etat. L'alinéa quatrième, en effet, prévoit formellement la possibilité pour l'Etat de recourir contre le maître, ainsi d'ailleurs que contre les tiers.

Quant à l'alinéa troisième, il a pour but d'étendre la responsabilité de l'Etat aux accidents survenus pendant le « service extra-scolaire ». Désormais, l'Etat serait responsable dès l'instant où des enfants se trouveraient réunis, dans un but non contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, sous la surveillance d'un instituteur public. C'est là une mesure excellente, propre à inciter les maîtres à dépenser toute leur activité en vue du perfectionnement intellectuel, moral ou physique de leurs élèves. Ainsi serait comblée une grave lacune de la loi de 1899 et par là prendraient fin les incessantes réclamations du personnel enseignant.

Les alinéas suivants règlent des points de détail extrêmement utiles mais qui n'exigent, semble-t-il, aucun commentaire. Toutefois, il importe de mettre en relief deux dispositions particulièrement importantes : d'abord le maintien de la compétence judiciaire et son extension à tous les accidents, et, enfin, réforme capitale, l'établissement d'une prescription de trois ans permettant à l'Etat d'échapper rapidement à sa responsabilité.

Telles sont brièvement rapportées et commentées les dif-

férentes dispositions de cette proposition qui faillit bien, en juillet 1933, être transformée en loi.

Cette proposition constituait incontestablement un immense progrès sur la législation encore en vigueur : elle améliorerait de façon sensible la situation des membres de l'enseignement public et résolvait, dans un sens favorable pour eux, quelques-unes des difficultés soulevées par l'application de la loi de 1899.

Est-ce à dire qu'elle était parfaite ? Evidemment non. Elle prêtait en effet le flanc à de graves critiques tant au point de vue de sa rédaction qu'au point de vue des solutions qu'elle proposait.

Quant à sa rédaction d'abord. La proposition БОКАНОВСКИЙ, destinée à modifier l'art. 1384 du Code Civil, devait être insérée dans cet article. Or, le texte discuté devant les Chambres est beaucoup trop long. C'est là, remarquons-le en passant, la tendance fâcheuse qui caractérise le style du législateur contemporain. Sans doute, nous n'ignorons pas que les situations réglementées par les lois, sont devenues, de nos jours, si complexes qu'elles nécessitent des études juridiques minutieuses et, par suite, des textes de loi très détaillés et très précis. Il n'en reste pas moins vrai que le législateur doit toujours s'efforcer d'exprimer sa volonté dans des formules d'une précision et d'une concision extrêmes. Les rédacteurs de ce texte pouvaient-ils être ici beaucoup plus brefs ? Nous n'hésitons pas à l'affirmer. M. БОКАНОВСКИЙ, et après lui le législateur contemporain, laissent subsister l'alinéa 4^e de l'art. 1384, qui édicte, nous le savons, une présomption de faute à l'encontre des membres de l'enseignement, et aussitôt après, dans l'alinéa 5^e du même article, ils insèrent une disposition destinée à supprimer la présomption. Il y a là quelque chose de choquant : il eût été à la fois plus logique et plus court, d'effacer dans l'ali-

née 4^e et l'alinéa 5^e la partie qui a trait à la responsabilité des instituteurs et de rédiger cet alinéa en ces termes : « ...Les artisans du dommage causés par leurs apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père, mère et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité », en précisant, dans l'exposé des motifs de la loi que l'on entendait par là soustraire les instituteurs à la présomption qui pesait autrefois sur eux. Ainsi, l'art. 1384, déjà suffisamment long, n'aurait pas été encore alourdi par une disposition en contradiction formelle avec un alinéa précédent.

Quant à l'art. second, il doit évidemment, sous peine de perdre toute utilité, continuer à préciser les différents points que le législateur entend régler, et, par suite, être d'une certaine longueur. Mais alors il doit cesser de faire partie de l'art. 1384 pour constituer une loi indépendante destinée à être insérée, un jour prochain, dans une réforme d'ensemble réorganisant la profession d'instituteur. Dès lors, il suffisait au législateur de supprimer le dernier alinéa relatif à la loi de 1899, ce qui aurait fait gagner à l'art. 1384 une partie de sa clarté et de sa concision primitives.

Mais, si la rédaction de la proposition BOKANOWSKY prête à la critique, les solutions qu'elle propose soulèvent également de multiples objections.

La première — et la plus grave — des critiques que l'on peut formuler à l'encontre de cette réforme, c'est qu'elle est incomplète : La proposition BOKANOWSKY, en effet, organise minutieusement la réparation des accidents survenus dans les établissements publics d'enseignement, mais elle reste volontairement muette sur l'indemnisation des dommages subis par des enfants dans les établissements privés. Or, il

existe en France, à côté de l'enseignement officiel, un enseignement officieux qui, pour être moins important que le premier, ne doit pas être néanmoins négligé: il est donc juste que la loi réglemente, non seulement la responsabilité des instituteurs publics, mais encore celle des instituteurs privés.

La réforme proposée par M. BOKANOWSKY est en second lieu dangereuse. Dangereuse, elle l'est d'abord pour les victimes elles-mêmes: elle supprime, en effet, la présomption de faute qui pesait sur les maîtres et oblige les victimes, pour obtenir réparation, à démontrer que l'imprudence ou la négligence de l'instituteur a causé l'accident dont elles se plaignent. La situation, dans laquelle se trouvent les élèves est beaucoup moins favorable que celle dont ils jouissaient sous l'empire du code de 1804. Il est permis de penser que la victime ou ses parents devront, le plus souvent, supporter les conséquences dommageables de l'accident sans pouvoir obtenir le secours de personne. Cette solution est très nettement opposée à la tendance actuelle de la jurisprudence et de la doctrine, vers une indemnisation, sans cesse mieux assurée, des préjudices.

Dangereuse, cette réforme l'est encore pour les membres de l'enseignement public. Sans doute, elle supprime la présomption de faute qui pesait sur eux. Sans doute, elle interdit aux victimes de les actionner devant les tribunaux civils. Mais elle permet à l'Etat de recourir contre eux « conformément au droit commun » c'est-à-dire, semble-t-il, dès l'instant où ils ont commis une imprudence, une négligence ou une faute dans le sens des art. 1382 et 1383. Cette solution constituerait un véritable recul, puisque la jurisprudence actuelle ne retient, nous l'avons vu, la responsabilité du maître que si celui-ci a commis « une faute personnelle ». En outre, l'action récursoire resterait possible tant que la

prescription du droit commun ne serait pas acquise, c'est-à-dire pendant trente ans en matière contractuelle ou quasi-délictuelle. Le vote d'une telle disposition laisserait donc les intéressés dans une pénible incertitude pendant de longues années.

Incomplète et dangereuse, cette réforme peut encore paraître injuste à certains : Organisant soigneusement l'indemnisation des préjudices survenus dans les écoles publiques et négligeant systématiquement de régler la réparation des dommages subis par les élèves des établissements privés, elle peut être considérée, par certaines personnes scrupuleuses, comme constituant une prime à l'enseignement public. Il est possible, en effet, que les tribunaux aient tendance à condamner plus facilement l'Etat que les directeurs d'institution privée, et que par suite, les victimes d'un accident éprouvent plus de difficulté à obtenir réparation lorsqu'elles sont dans un établissement privé que si elles fréquentaient une école publique. Néanmoins, il faut se garder d'exagérer cette difficulté qui doit aller en s'ameuisant au fur et à mesure qu'augmentera le nombre des directeurs assurés.

Ainsi, il est permis de penser que la proposition BOKANOWSKY, telle qu'elle a été votée par le Sénat le 5 juillet 1933, eût constitué un progrès certain; mais, devant les critiques qu'elle paraît encore mériter, il est à souhaiter qu'une nouvelle réforme, plus vaste et plus complète, soit soumise, dans un avenir prochain, à l'appréciation du Parlement.

Quelles devraient être les grandes lignes de cette réforme? C'est ce que nous allons maintenant essayer de préciser.

Une remarque préliminaire s'impose. Le problème de la responsabilité civile des membres de l'enseignement fait apparaître deux intérêts opposés: l'intérêt du personnel en-

seignant et celui des élèves. Le premier exige la suppression de la présomption de faute ; le second réclame, non moins impérieusement, le maintien d'une présomption qui dispense la victime de prouver la négligence ou l'imprudence du maître. Tout le problème revient donc à s'efforcer de concilier ces deux intérêts opposés.

Pour cela, il faut supprimer la présomption de faute vis-à-vis des instituteurs, tout en la maintenant vis-à-vis des élèves. Comment y parvenir ? En substituant, en toute hypothèse, l'organisateur du service de l'enseignement aux maîtres chargés d'assurer ce service. Nous avons vu, dans le cours de cette étude, que la plupart des accidents causés par les élèves ou à eux survenus provenaient d'une organisation défectueuse du service de l'enseignement ou de son mauvais fonctionnement. Il est donc juste que le directeur du service soit présumé en faute, puisque, dans la presque totalité des cas, cette présomption est conforme à la réalité. Il faut même aller plus loin : En réunissant un grand nombre d'enfants dans des locaux souvent mal entretenus, en tous cas rarement construits en vue de l'usage auquel ils sont affectés, sous la surveillance d'un personnel insuffisamment nombreux, l'organisateur du service crée un milieu dangereux, éminemment favorable à l'éclosion des dommages. Il doit donc être responsable de plein droit des accidents survenus dans les établissements dont il assume, en toute indépendance, l'organisation et la direction ; en d'autres termes, il doit répondre des « risques universitaires », inhérents au service de l'enseignement. Sur lui doit peser, non plus seulement une présomption de faute — ce qui lui permettrait d'échapper à sa responsabilité en prouvant qu'il n'a commis aucune faute ni par lui-même, ni par ses préposés — mais une *présomption de responsabilité*, analogue à celle qui pèse, depuis l'arrêt des Chambres réu-

nics, du 13 février 1930, sur le gardien d'une « chose inanimée » (4). L'organisateur du service, — c'est-à-dire l'Etat pour les accidents survenus dans les établissements publics ou le Directeur de l'institution pour les dommages subis par les élèves des écoles privées —, serait donc présumé responsable de tous les accidents survenus pendant ou à l'occasion de l'exercice des fonctions d'instituteur. La présomption de responsabilité s'étendrait ainsi à toutes les hypothèses où, dans un but d'éducation morale, intellectuelle ou physique, non interdit par le Directeur du Service, les enfants ou jeunes gens confiés à la garde des membres de l'enseignement se trouveraient sous la surveillance de ces derniers. Le chef du service n'échapperait à sa responsabilité que s'il établissait le cas de force majeure ou la faute de la victime.

Bien entendu, le directeur du service qui, remarquons le bien, pourrait seul être mis en cause par les élèves, aurait la faculté, après avoir indemnisé la victime de se retourner, dans un délai très court (un an par exemple) contre l'auteur du dommage. Il pourrait donc exercer une action récursoire contre le propriétaire des bâtiments scolaires dans l'hypothèse du vice de construction ou du défaut d'entretien, contre l'organisateur du service dans le cas où le maître agissait au moment de l'accident pour le compte d'une personne autre que le chef de service, contre l'instituteur lui-même lorsque celui-ci s'est rendu coupable d'une faute intentionnelle, d'une négligence ou d'une imprudence lourde, en un mot lorsqu'il a commis « une faute personnelle ».

(4) S. 1930.1.121 et note P. ESMEIN, — D. 1930.1.57. Concl. MATTER et note RIPERT.

Mais trois difficultés surgissent aussitôt avec un tel système.

La première est relative à une question de compétence. Sans doute, en droit théorique, la réforme que nous proposons, ne soulève, à ce point de vue, aucune difficulté : Les actions dirigées contre les directeurs des services privés d'enseignement devant être portées devant les tribunaux judiciaires, les instances dirigées contre l'Etat devant être soumises à l'appréciation de la juridiction administrative. Nous savons, en effet, que, de nos jours, les tribunaux administratifs et notamment le Conseil d'Etat sont assez indépendants pour condamner l'Etat chaque fois que celui-ci commet une défaillance. Néanmoins, il ne faut pas oublier que seul, à l'heure actuelle, le Conseil d'Etat est compétent pour condamner l'Etat, en tant qu'organisateur du service public de l'enseignement. Or, contraindre la victime à assigner l'Etat devant la haute juridiction administrative, c'est d'abord l'obliger à exposer des frais considérables et ensuite, éloigner la justice du contribuable. De plus, nous avons vu, dans notre deuxième partie, le nombre très élevé de procès soumis au Conseil d'Etat. Y ajouter un nombre au moins égal d'instances relatives à des accidents causés, ce serait littéralement submerger de litiges un tribunal qui éprouve déjà bien des difficultés à trancher rapidement les affaires qui lui sont confiées. Dès lors, la réforme que nous proposons suppose une décentralisation du contentieux administratif et l'attribution, à des Conseils de Préfecture réorganisés (5), de la connaissance en premier ressort, des

(5) Il paraît, en effet, difficile de confier aux Conseils de Préfecture interdépartementaux actuels, trop éloignés du justiciable, la connaissance d'actions en responsabilité qui exigent des enquêtes, expertises, descentes sur les lieux..., et nécessitent l'audition de nombreux témoins. Il faudrait rétablir les Conseils de Préfecture départementaux mais en ayant soin d'améliorer leur recrutement (traitement élevé permettant l'établissement de concours sérieux).

instances dirigées contre l'Etat, chef du service public de l'enseignement. A titre transitoire, on pourrait reprendre ici la règle, posée par l'art. 2 de la loi du 20 juillet 1899 et reproduite par la proposition BOKANOWSKY, d'après laquelle la compétence reste encore judiciaire. Dans ce cas, l'action en responsabilité, en matière d'accident scolaire, serait toujours portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aurait été causé; elle serait dirigée contre le Préfet du département, lorsque l'accident se serait produit dans un établissement public, et contre le directeur du service dans le cas où le préjudice serait survenu dans une institution privée.

La réforme proposée paraît se heurter en second lieu à la même difficulté que la proposition BOKANOWSKY: Elle peut apparaître à certains comme constituant une prime à l'enseignement public. Nous avons déjà signalé le peu de portée de cette critique. En tous cas, il est facile de supprimer l'objection en obligeant les Directeurs d'institution à contracter une assurance de responsabilité. Grâce à cette mesure, les enfants des écoles privées jouiront de garanties aussi grandes que celles dont bénéficient les élèves des écoles publiques, et par suite, n'auront aucun intérêt, sur le terrain de l'indemnisation des préjudices par eux subis, à abandonner l'école libre.

Plus sérieuse assurément — au moins au premier abord — est la critique que l'on peut faire à ce système sur le plan financier: On peut, en effet, reprocher à ce projet d'accroître démesurément les charges financières pesant sur les Directeurs des services de l'enseignement. Il est exact, en effet, que la réforme proposée, rendant, de plein droit, le chef d'institution ou l'Etat responsables des accidents survenus dans les écoles qu'ils dirigent, est susceptible d'augmenter le nombre des instances en réparation et partant,

le nombre des condamnations prononcées. Il est possible que l'obligation imposée par la loi aux chefs d'institution de s'assurer contre leur responsabilité augmente leurs frais d'exploitation et diminue par suite leur bénéfice. Mais il serait vraiment exagéré de conclure que cet accroissement des dépenses sera considérable. En ce qui concerne l'Etat tout d'abord, il faut considérer que sa responsabilité est de nos jours de plus en plus largement reconnue puisqu'elle est engagée même pour des faits constituant indéniablement une faute personnelle du maître, et que la réforme proposée ne serait, en définitive, qu'une reconnaissance légale d'une création prétorienne de la jurisprudence administrative. Quant à l'enseignement privé, nous avons vu que le chef d'institution était fréquemment mis en cause par la victime et condamné, non moins souvent, soit en tant que personne chargée de l'organisation de l'enseignement, soit comme propriétaire des locaux, chargé de leur entretien soit enfin à titre de commettant responsable des actes dommageables de ses collaborateurs. Or, la responsabilité mise à leur charge par notre système n'est guère plus lourde. De sorte que les assurances contractées par la presque totalité des chefs d'institution couvriraient, sans augmentation des primes ou avec une augmentation minime, leur nouvelle responsabilité.

Ainsi, des trois critiques qui peuvent être adressées à la réforme proposée, aucune ne se révèle, à l'examen, particulièrement fondée. Bien plus ces objections perdent toute valeur lorsqu'on leur oppose les avantages considérables d'un tel système.

Ce projet, en effet, est très favorable aux membres de l'enseignement, aussi bien privé que public. Faisant droit aux légitimes revendications des instituteurs, il supprime la présomption de faute qui pesait sur eux; répondant au vœu

unanime des maîtres, il les met désormais à l'abri des poursuites vexatoires, de mises en cause fondées sur des raisons politiques ou religieuses plus ou moins avouées, en interdisant aux victimes d'assigner directement les instituteurs devant les tribunaux civils. Mais en même temps, ce projet laisse subsister à leur charge une responsabilité suffisante pour tenir en éveil leur attention ou ranimer leur zèle.

Favorable aux membres de l'enseignement, la réforme que nous proposons l'est encore plus aux élèves ou à leurs ayants-cause. Alors que la proposition BOKANOSWKY sacrifiait délibérément les victimes, notre système accroît leur protection : Il facilite d'abord leur action en simplifiant les règles de compétence, tous les litiges relatifs à des dommages survenus dans des établissements publics devant être soumis, sans tenir compte de leur cause, aux conseils de préfecture réorganisés ou, à défaut, aux tribunaux judiciaires, conformément aux règles du droit commun. Il augmente encore la facilité pour les victimes d'agir en justice, en étendant la présomption de faute qui les dispense de prouver l'existence d'une faute génératrice du dommage, de l'hypothèse de l'accident causé par un élève à celle du préjudice subi. Enfin, il accroît le nombre des cas où la réparation des accidents scolaires est assurée, en ne permettant au Directeur du service d'échapper à sa responsabilité que s'il parvient à démontrer la cause étrangère, c'est-à-dire la force majeure ou la faute de la victime.

La réforme proposée n'est pas seulement conforme aux intérêts légitimes de la victime et des instituteurs, mais elle satisfait encore aux exigences de la justice. Chargé par la nation d'assurer le service public de l'enseignement, l'Etat est justement mis en cause chaque fois que le fonctionnement défectueux de ce service cause un préjudice aux enfants qui sont en contact forcé avec lui. De même, le Direc-

teur d'une institution, libre d'organiser à sa guise son enseignement, et seul bénéficiaire de l'entreprise, en conserve tous les risques, et ce n'est que justice. D'ailleurs cette responsabilité renforcée incitera le chef de service à contrôler étroitement l'activité de ses subordonnés et le poussera à prendre ou à faire prendre toutes mesures aptes à restreindre le nombre des accidents et susceptibles par suite de réduire le chiffre des indemnités, et partant, le montant des primes d'assurance pour les chefs d'établissements privés.

Enfin, cette réforme, en étendant la responsabilité de l'Etat et celle du directeur de l'institution à tous les dommages survenus pendant ou à l'occasion de l'exercice des fonctions d'instituteur, profiterait à la collectivité tout entière. Les membres de l'enseignement n'étant plus paralysés par une responsabilité trop lourde multiplieraient les œuvres extra-scolaires, contribuant ainsi plus activement au développement physique, moral et intellectuel des jeunes générations.

Telles sont les idées essentielles qui doivent être, à notre avis, à la base de toute réforme de la responsabilité des membres de l'enseignement.

Souhaitons, pour conclure, que le Parlement français, conscient de sa responsabilité, ne diffère plus l'étude et le vote de cette réforme, simple phase d'un mouvement beaucoup plus vaste vers une organisation disciplinée des professions qui sera, nous en sommes sûrs, l'œuvre de demain.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GENERAUX.

- APPLETON (Jean). — *Traité élémentaire du contentieux administratif*. Paris, 1927.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*; 4^e édition, t. IV. — Paris, 1902.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Traité théorique et pratique des obligations*; 3^e édition, t. IV. Paris, 1882.
- BEUDANT. — *Droit civil français*, t. II et IV. Paris, 1900.
- COLIN (A.) et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*; 8^e édition, Paris 1935.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations*; t. IV et V, Paris, 1925.
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*; t. XXXI, Paris, 1882.
- DUGUIT. — *Traité de Droit constitutionnel*; 2^e et 3^e édition, Paris, 1907-1918. — *L'Etat, les Gouvernants, les agents. — Les transformations du droit public*; Paris, 1921.
- HAURIOU. — *Précis de Droit administratif*; 11^e édition, Paris, 1927.
- JOSSERAND. — *Cours de droit civil français*; t. II, Paris, 1929-1930.
- LALOU. — *La responsabilité civile* ; 2^e édition.
- LAURENT. — *Principes du droit civil français*; 3^e édition, t. XX. Bruxelles et Paris, 1878.
- MAZEAUD (H. et L.). — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle* ; 2^e édition, t. I, II et III, Paris, 1934.
- MORIN. — *La révolte des faits contre le code*; 3^e édition, Paris, 1920.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*; t. VI, par Paul ESMEIN; t. XI, par LÉPARGNEUR, Paris, 1930, 1931 et 1932.
- POTHIER. — *Traité des Obligations*; Paris, 1861.
- SOURDAT. — *Traité général de la responsabilité*; 3^e édition, Paris 1876; 4^e édition, t. II, Paris, 1887.
- TOULLIER. — *Droit civil français*; 5^e édition, t. XI, Paris, 1830.

II. — NOTES DE JURISPRUDENCE.

- APPLETON. — D. 1929.3.1.
BONNARD. — S. 1931.1.217.
CHARMONT. — S. 1911.1.449.
DALLANT. — D. 1931.1.171.
DELPECH. — S. 1918.1919.2.9.
EISMEIN. — S. 1926.1.250. — S. 1929.1.249.
HAURIQU. — S. 1905.3.17. — S. 1918.1919.3.41.
JOSSEMAND. — D. 1927.1.137.
LABBÉ. — S. 1887.1.153. — S. 1891.1.49.
PERREAU. — S. 1899.2.137.
PLANIOL. — D. 1892.1.5.
R. D. — D. 1927.2.123.
RIPERT. — D. 1928.1.145.
ROUAST. — D. 1927.1.102.
SAVATIER. — D. 1928.1.153.
THOMAS (Léonce). — D. 1908.2.249. — D. 1911.1.241. — D. 1912.
2.385.
WALINE. — D. 1929.1.153.

III. — THESES DE DOCTORAT.

- BEURDELEY. — *La responsabilité des instituteurs*; Paris, 1892.
BOUQUET. — *Essai sur la responsabilité civile des fonctionnaires de l'enseignement public*; Dijon, 1913.
BOURGUIGNON. — *De la responsabilité des Instituteurs au point de vue du droit civil*; Paris, 1908.
DELAIRE. — *Responsabilité des membres de l'enseignement public*; Paris, 1903.
DUPEYROUX. — *Faute personnelle et faute du service public*; Paris, 1922.
LOTTE. — *De la responsabilité civile des Instituteurs publics*; Poitiers, 1912.
MARTEAU. — *La notion de causalité dans la responsabilité civile*; Marseille, 1914.

MONDET. — *Le recours des personnes responsables du fait d'autrui*; Bordeaux, 1897.

NESMES-DESMARETS (DE). — *De la responsabilité civile des fonctionnaires de l'ordre administratif*; Montpellier, 1910.

IV. — ETUDES DOCTRINALES.

BEQUÉ. — *De la responsabilité qui incombe à une personne à raison du dommage causé par une autre*; Montpellier, 1912.

BERNARDBEIG. — *Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Limoges*, le 16 octobre 1896.

DE MONZIE. — *Article dans la Revue politique et parlementaire*; année 1905, t. 44, p. 258.

DUGUIT. — *Article dans la Revue de droit public*; 1923, p. 23.

FLINIAUX. — *Article dans la Revue de droit public*, 1921, p. 333.

JEZE. — *Articles dans la Revue de droit public*, 1910, p. 76, et 1914, p. 568.

MAZEAUD (Léon). — *Chronique*; Dalloz hebdomadaire, 1933, p. 55.

V. — RECUEILS DE JURISPRUDENCE ET OUVRAGES DIVERS

DALLOZ PÉRIODIQUE (D.) et DALLOZ HEBDOMADAIRE (D. H.)

GAZETTE DU PALAIS (G. P.)

GAZETTE DES TRIBUNAUX (G.T.).

JOURNAL DES ARRÊTS DE LA COUR DE BORDEAUX, 1892.

RECUEIL DES ARRÊTS DU CONSEIL D'ETAT (Rec.)

RECUEIL DIJON-NANÇY-BESANÇON. — 1933.

RECUEIL DOUAI.

MONITEUR JUDICIAIRE DE LYON.

MONITEUR JUDICIAIRE DU MIDI.

SIREY.

LOCRÉ. — *Législation civile et commerciale de la France*. Paris 1828, t. XIII.

BULLETIN DE L'UNION SOLIDARISTE UNIVERSITAIRE.

BULLETIN DE LÉGISLATION SCOLAIRE.

CODE PICHARD. — « Nouveau Code d'instruction primaire ».

JOURNAL DES INSTITUTEURS ET DES INSTITUTRICES.

L'ÉCOLE ET LA VIE.

MANUEL GÉNÉRAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Montpellier, le 12 décembre 1936 Montpellier, le 15 décembre 1936

Vu:

Le Président de thèse:
E. BECQUÉ.

Vu:

Le Doyen,
G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 16 décembre 1936

Pour le Recteur,
le Vice-Président du Conseil de l'Université,
Augustin FLICHE.

